

FOCUS

AMÉRIQUE
CENTRALE
CENTRAL
AMERICA

UN SOUS-CONTINENT OUBLIÉ ?

A FORGOTTEN SUBCONTINENT?

MAIS ÉGALEMENT...

TRANSITIONS

Pour un choc de simplification

— p. 108

For a radical simplification

BUT ALSO...

INNOVATIONS

Les ONG à l'heure
du bilan carbone

— p. 120

NGOs tackle
their carbon footprint

REPORTAGE

Nos invisibles

— p. 134

The invisible among us

Alternatives Humanitaires est une revue bilingue (français/anglais) à vocation internationale soutenue par :
Humanitarian Alternatives is an international, bilingual review (English/French) supported by:



Avec la contribution de | *With the contribution of:*
Fonds RIACE France
Métropole de Lyon
Solidarités International
Fondation Lord Michelham of Hellingly

En collaboration avec un réseau d'universités et d'institutions partenaires qui s'enrichit régulièrement :
In collaboration with a developing network of partner universities and institutes:



Directeur de la publication | *Publication director*
Bernard Michel

Conseil d'orientation | *Orientation council*

Francis Charhon • Jean-Pierre Claveranne • Yvan Conoir
• Emanuela Croce • Hélène Daniel • Bruno-Georges David
• Anne-Lise Lierville • Jean-François Mattei • Thierry Mauricet
• Karine Meaux • Bernard Michel • Benoît Miribel
• Bénédicte Pansier • Frédéric Penard • Jean-Baptiste Richardier
• Maria Rubio • Jean-Christophe Rufin • Philippe Ryfman
• Audrey Sala • Virginie Troit • Joël Weiler

Comité de rédaction | *Editorial board*

Jean-François Corty • Clara Egger • Pierre Gallien
• Valérie Gorin • Vincent Léger • Stéphanie Stern

Conseil scientifique | *Scientific council*

François Audet • Sophie Brière / Stéphanie Maltais
• Yvan Conoir • Houwayda Matta Bou Ramia
• Jean-Pierre Veyrenche • Gautier Pirotte
• Raphaëlle Parizet / Christophe Jacquemin
• Dana Popescu-Jourdy • Nathalie Rubio
• Stéphanie Tchiombiano

Rédacteur en chef | *Editor-in-Chief*

Boris Martin
boris.martin@alternatives-humanitaires.org

Chargée de coordination | *Coordination manager*

Caroline Voisine
caroline.voisine@alternatives-humanitaires.org

Communication et aide à l'édition | *Communication and Editorial support*

Stéphanie Durdilly
stephanie.durdilly@alternatives-humanitaires.org

Traducteurs | *Translators*

Anna Brun • Gillian Eaton • Fay Guerry • Lucile Guieu
• Sophie Jeangeorges • Benjamin Richardier
• Derek Scoins • Thomas Young

Correction de la version française

| *Correction for the French version*
Cécile Leonett

Correction de la version anglaise

| *Correction for the English version*
A.D.T. International

ÉDITORIAL | EDITORIAL

Amérique centrale : entre insécurité et mouvements de populations, quels rôles pour les acteurs humanitaires ?

Central America: between insecurity and population displacement, what roles can humanitarian organisations play?

François Audet • Directeur de l'Observatoire canadien sur les crises et l'action humanitaires (OCCAH), professeur titulaire, École des sciences de la gestion (Université du Québec, Montréal) et membre du Conseil scientifique d'*Alternatives Humanitaires*

François Audet • Director of the Canadian Research Institute on Humanitarian Crises and Aid (OCCAH), a fully tenured professor at the *Université du Québec – Montreal's School of Management (ESQ UQAM)* and a member of the scientific council of *Humanitarian Alternatives*

Copilote du dossier de ce numéro avec *Boris Martin*, rédacteur en chef
Co-director of this issue's *Focus* with *Boris Martin*, Editor-in-Chief



FRANÇOIS
AUDET

Ce nouveau numéro d'*Alternatives Humanitaires* s'intéresse aux multiples problématiques humanitaires qui traversent l'Amérique centrale. Souvent perçu comme une région de transit, l'isthme centraméricain est l'hôte de grandes transformations démographiques qui déstabilisent les équilibres socio-économiques dans un espace déjà vulnérable. Cette édition vise donc à mettre en lumière le quotidien des populations résidentes comme migrantes, confrontées à la dégradation de la sécurité régionale. Les textes que nous vous proposons exposent le rôle des acteurs humanitaires dans une région qui, depuis longtemps, est loin d'être au centre de l'attention de la communauté internationale, malgré un contexte politique très fragile.

Géographiquement, la région Amérique centrale s'étend de la frontière sud du Mexique jusqu'à la région du Darién au Panama. Il est généralement convenu que sept pays constituent cette zone géopolitique, à savoir le Belize, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, le Panama et le Salvador. Forte de quelque cinquante millions d'habitants, la zone a connu d'importantes épreuves ces dernières années : accroissement des disparités économiques, vulnérabilité climatique aggravée par des saisons cycloniques de plus en plus destructrices, violences chroniques, et accès très limité aux services sociaux. Qui plus est, les mouvements massifs de populations, qu'ils soient intra ou extrarégionaux, complexifient encore ce contexte humanitaire. Comme partout dans le monde, la pandémie de Covid-19 n'a pas manqué d'exacerber la vulnérabilité de plusieurs groupes, notamment les femmes et les communautés autochtones, en impactant fortement l'économie régionale. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies, plus de 25 % de la population de la région présente des besoins humanitaires importants, notamment en matière de protection

This latest issue of *Humanitarian Alternatives* focuses on the multiple humanitarian concerns Central America is grappling with. Often regarded as a transit region, Central America is undergoing major demographic change that is destabilising the socioeconomic equilibrium in an already vulnerable area. This issue seeks to shed light on the daily lives of both the resident and migrant populations as they contend with the deteriorating regional security situation. The articles bring to light the role of humanitarian workers in a region that has long been low down on the priority list of the international community, despite an incredibly fragile political context.

Geographically, Central America spans between the southern border of Mexico and Panama's Darién Province. It is generally agreed that seven countries make up this geopolitical area, namely Belize, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama and El Salvador. Home to some 50 million inhabitants, the area has experienced major challenges over the past few years: rising economic inequality; climate vulnerability worsened by increasingly destructive hurricane seasons; chronic violence; and very limited access to social services. Additionally, mass interregional and extraregional population flows further complicate this humanitarian context. As in other parts of the world, the Covid-19 pandemic increased the vulnerability of some groups, particularly women and indigenous communities, by heavily impacting the regional economy. According to the United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, over 25% of the region's population have significant humanitarian needs, especially in terms of protection against violence perpetrated by armed groups, food insecurity and healthcare.¹

— 1. OCHA, *Central America HRP Funding Snapshot – Humanitarian Programme Cycle 2021, August 2021 – December 2022*, November 2021, <https://reliefweb.int/report/el-salvador/central-america-hrp-funding-snapshot-humanitarian-programme-cycle-2021-august>

face aux violences des groupes armés, d'insécurité alimentaire et de santé¹.

L'une des conséquences de ce contexte précaire s'incarne dans le déplacement massif de populations. Le nombre de migrants (en transit, réfugiés et demandeurs d'asile) a en effet considérablement augmenté au cours de la dernière décennie, et tout particulièrement depuis 2018. Les dynamiques de ces déplacements sont variées, ce qui complexifie d'autant l'aide et la protection qui peuvent être apportées. Ainsi, des populations venues d'Afrique empruntent la route de l'Amérique du Sud depuis le Chili et remontent vers les États-Unis et le Canada, s'engouffrant dans les corridors de déplacement de l'Amérique centrale. Mais on observe aussi des déplacements intrarégionaux de populations fuyant les contextes politiquement et socialement instables du Nicaragua ou du Honduras. Depuis le début de l'année 2022, dans la région du « triangle du Nord » (Guatemala, Honduras et Salvador), on a observé une augmentation de 110 % du nombre de déplacés internes. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés estime ainsi que près de 900 000 personnes du Nord de l'Amérique centrale ont dû quitter leurs foyers, soit pour s'établir ailleurs dans la région, soit pour se diriger vers l'Amérique du Nord. Plus spécifiquement encore, plus de 318 000 déplacés internes au Honduras et au Salvador, et plus de 102 000 Nicaraguayens ont demandé une protection internationale au titre de demandeurs d'asiles. Cela s'ajoute aux populations migrantes venues d'ailleurs, parmi lesquelles des Vénézuéliens, des Haïtiens ou des Cubains qui traversent la dangereuse frontière du Darién (Panama) pour se rendre aux États-Unis. Des recensements effectués dans les zones de transition du Honduras et du

« Forte de quelque cinquante millions d'habitants, la zone a connu d'importantes épreuves ces dernières années : accroissement des disparités économiques, vulnérabilité climatique aggravée par des saisons cycloniques de plus en plus destructrices, violences chroniques, et accès très limité aux services sociaux. »

"Home to some 50 million inhabitants, the area has experienced major challenges over the past few years: rising economic inequality; climate vulnerability worsened by increasingly destructive hurricane seasons; chronic violence; and very limited access to social services."

Mass population movements are one of the repercussions of this precarious context. The number of migrants (in transit, refugees and asylum seekers) has risen considerably over the past decade, and particularly since 2018. The dynamics of these movements are varied, which makes providing aid and protection more complicated. African migrants take the South American route from Chile up to the United States (US) and Canada, funnelling into the Central American migration routes. Interregional population movements can also be seen, with populations fleeing the unstable sociopolitical contexts in Nicaragua and Honduras. Since early 2022, a 110% increase in the number of internally displaced people (IDPs) has been recorded in Central America's Northern Triangle (Guatemala, Honduras and El Salvador). The United Nations Refugee Agency estimates that close to 900,000 people from northern Central America have had to leave their

— 1. OCHA, *Central America HRP Funding Snapshot – Humanitarian Programme Cycle 2021, August 2021 – December 2022*, November 2021, <https://reliefweb.int/report/el-salvador/central-america-hrp-funding-snapshot-humanitarian-programme-cycle-2021-august>

Nicaragua en novembre 2022 confirment que près de quatre-vingts nationalités circulent en Amérique centrale : venus de Chine ou d'Afghanistan, originaires du Mali ou du sous-continent indien, ils font des corridors migratoires de l'Amérique centrale les plus importants parmi ceux que compte la planète².

Entre pression démographique et déplacements historiques, l'augmentation du nombre de personnes en quête de sécurité met les capacités d'accueil de la région à rude épreuve, notamment dans les pays les plus pauvres que sont le Guatemala, le Nicaragua ou le Honduras. L'arrivée et le passage de milliers de déplacés pèsent lourdement sur des services sociaux déjà restreints et peinant à assister les populations locales. À des degrés variables, les différents pays d'Amérique centrale sont donc aux prises avec de grandes tensions sociales causées par ces dynamiques de déplacement. Cela est d'ailleurs visible dans les espaces urbains et les zones frontalières : si le Panama et le Costa Rica ont mis en place des systèmes de transits nationalisés et plus sûrs pour les migrants, ce sont en revanche des groupes armés et des réseaux criminels qui contrôlent les passages au Nicaragua, au Honduras et au Guatemala. Le trafic d'êtres humains dans la région – qui génère des milliards de dollars – est devenu l'une des principales activités économiques pour les narcotrafiquants et autres groupes criminels. Certaines statistiques méritent d'être évoquées ici pour exposer l'ampleur des besoins et des vulnérabilités : 80 % des femmes migrantes dans la région sont victimes de viols durant leur parcours, et 70 % des migrants sont victimes de violences.

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance, l'UNICEF, s'est particulièrement intéressé aux facteurs expliquant les motivations et contraintes des

homes, either to settle elsewhere in the region, or to head for North America. More specifically, over 318,000 IDPs in Honduras and El Salvador and over 102,000 Nicaraguans have applied for international protection as asylum seekers. This is in addition to the migrant populations from elsewhere, including Venezuelans, Haitians and Cubans who cross the dangerous Darién Gap (Panama) en route to the US. Surveys conducted in November 2022 in the transit regions of Honduras and Nicaragua confirmed that almost 80 nationalities are moving around Central America: people from China and Afghanistan, Mali and the Indian subcontinent, making the Central American migration routes some of the most significant globally.²

With both demographic pressure and population movements hitting an all-time high, the increase in the number of people seeking safety is severely testing the region's reception capacity, particularly in Guatemala, Nicaragua and Honduras, its poorest countries. The arrival and transit of thousands of displaced people place a heavy burden on already limited social services that are struggling to support the local populations. To varying degrees, the different countries of Central America are therefore grappling with significant social tensions caused by these displacement dynamics. Moreover, this is visible in urban spaces and border areas: while Panama and Costa Rica have implemented nationalised and safer transit systems for migrants, armed groups and criminal networks control migrant travel in Nicaragua, Honduras and Guatemala. Human trafficking in the region, which generates billions of dollars, has become one of the main economic activities for drugs traffickers and other criminal groups. Some statistics are worth quoting here to demonstrate the sheer scale of the needs and vulnerabilities: 80% of

— 2. François Audet, *Rapport de recherche sur la population migratoire en Amérique centrale : recueil d'entrevues*, Observatoire canadien sur les crises et l'action humanitaires, Université du Québec à Montréal, 2022.

— 2. François Audet, *Rapport de recherche sur la population migratoire en Amérique centrale : recueil d'entrevues*, Observatoire canadien sur les crises et l'action humanitaires, Université du Québec à Montréal, 2022.

personnes désireuses de quitter cette région d'Amérique centrale³. De la pauvreté extrême à la criminalité endémique (violence, extorsion et recrutement forcé par des gangs), en passant par les problématiques de violences familiales et d'agressions sexuelles contre les femmes et les filles, les raisons ne manquent pas. Elles sont aggravées par le manque de services sociaux et d'opportunités en matière d'éducation et d'apprentissage professionnel. En somme, ces mouvements de populations sont un révélateur des inégalités et de la forte insécurité que connaît la sous-région.

Celle-ci est aussi fortement impactée par les profondes transformations de la politique étrangère américaine qui a joué, et joue encore, un rôle historique en Amérique centrale. Mais depuis les attentats terroristes de 2001 aux États-Unis, les enjeux de sécurité nationale ont dominé les relations avec les pays de la région, la sécurité – et par conséquent le contrôle des frontières – en devenant la pierre angulaire.

Les acteurs humanitaires indépendants se sont également engagés depuis longtemps en Amérique centrale et se sont adaptés aux contextes géopolitiques de la région. Ne serait-ce que dans le contexte des conflits de la guerre froide des années 1970-1980 qui firent déjà des dizaines de milliers de morts et des centaines de milliers de déplacés (Guatemala, Honduras et Salvador, et Nicaragua notamment). D'autres événements plus récents et aussi divers que les accords de paix du Guatemala en 1996, l'ouragan Mitch en 1998 au Honduras ou le tremblement de terre au Salvador en 2001 ont permis d'établir des mécanismes majeurs de financement de l'aide pour la région... et de consolider l'influence des États-Unis dans la géopolitique régionale.

« L'arrivée et le passage de milliers de déplacés pèsent lourdement sur des services sociaux déjà restreints et peinant à assister les populations locales. »

"The arrival and transit of thousands of displaced people place a heavy burden on already limited social services that are struggling to support the local populations."

female migrants in the region are raped during their journey, and 70% of migrants are victims of violence.

UNICEF has particularly focused on the push factors that explain why people flee and the pressures faced by people wanting to leave this region of Central America.³ There are many and varied reasons, ranging from crushing poverty to endemic crime (violence, extortion and forced recruitment into gangs) along with domestic abuse and the sexual abuse of girls and women. These are exacerbated by the lack of social services and educational and vocational training opportunities. In short, these population movements are an indicator of the inequalities and serious security issues experienced by the sub-region.

The sub-region is also heavily impacted by major changes to US foreign policy, which has played, and continues to play, a long-standing role in Central America. However, since the 9/11 terrorist attacks in the US, national security issues have dominated relations with

— 3. Maryanne Buechner et Sarah Ferguson, « 7 raisons pour lesquelles les migrants fuient l'Amérique centrale », billet de blog, Unicef Canada, 16 août 2018, <https://www.unicef.ca/fr/blog/7-raisons-pour-lesquelles-les-migrants-fuient-lamerique-centrale>

— 3. Maryanne Buechner et Sarah Ferguson, « 7 raisons pour lesquelles les migrants fuient l'Amérique centrale », billet de blog, Unicef Canada, 16 août 2018, <https://www.unicef.ca/fr/blog/7-raisons-pour-lesquelles-les-migrants-fuient-lamerique-centrale>

« L'arbre de la migration cache une forêt de problématiques humanitaires presque infinies. »

"The migration tree conceals a forest of almost endless humanitarian issues."

Sur le terrain, les défis de l'action humanitaire restent importants. En particulier, l'aide dirigée vers les populations en déplacement est souvent mal évaluée, compte tenu de la complexité des dynamiques. En effet, il est particulièrement difficile de circonscrire les besoins d'une population en mouvement, ou qui ne souhaite tout simplement pas être identifiée. Quant aux besoins des populations locales, insuffisamment pris en compte par des services sociaux déficients, ils ouvrent la voie à des formes grandissantes de précarité, largement exploitées par les réseaux du crime organisé. Pour autant, ce sont bien ces communautés locales qui accueillent les migrants et sont ainsi en première ligne de l'aide : les églises, les centres communautaires, les petites municipalités et les comités paysans des zones frontalières sont particulièrement sollicités, que ce soit pour offrir des services d'hébergement ou l'accès aux services de santé. Dans la ville de Danlí, au Honduras, les églises ont fait office de lieux d'hébergement temporaire plusieurs mois durant, le temps que la Croix-Rouge et la municipalité puissent apporter des solutions plus adaptées. En l'espace de quelques semaines, cette modeste commune est devenue un centre névralgique pour le passage de dizaines de milliers de migrants. Cette situation n'est pas sans créer des frictions entre les migrants et les résidents d'une région pratiquement abandonnée par l'État.

Face à de tels défis, l'objectif de ce nouveau *Focus* géopolitique d'*Alternatives Humanitaires* est de souligner que l'arbre de la migration cache une forêt de

the region's countries, with security and therefore border control becoming the cornerstones.

Independent humanitarian workers have also long been involved in Central America and have adapted to the region's geopolitical contexts. One example is in the context of the Cold War conflicts through the 1970s-1980s, which led to tens of thousands of deaths and hundreds of thousands of displaced people (in Guatemala, Honduras, El Salvador and Nicaragua in particular). Other more recent diverse events such as the Guatemala Peace Accords in 1996, Hurricane Mitch in 1998 in Honduras and the 2001 El Salvador earthquake enabled major aid funding mechanisms to be set up for the region and US influence on regional geopolitics to be consolidated.

Humanitarian work still faces major challenges in the region. Specifically, aid earmarked for displaced populations is often poorly evaluated, given the complex nature of the dynamics. Indeed, it is particularly difficult to determine the needs of a population on the move, or who simply do not want to be identified. As for the needs of the local populations, which are insufficiently addressed by inadequate social services, they pave the way for increasing forms of precarity, with organised crime networks then taking advantage of the situation. For all that, it is the self-same local communities who host the migrants and are therefore on the aid frontline: churches, community centres, small local councils and collectives of small farmers in the border areas are particularly called upon, either to offer accommodation services or access to healthcare. In the city of Danlí in Honduras, local churches served as temporary accommodation for several months, the time it took for the Red Cross and the local council to provide more appropriate solutions. In the space of a few weeks, this modest district became a nerve centre through which tens of thousands of migrants transited. A situation that nonetheless

problématiques humanitaires presque infinies. L'ampleur de la crise migratoire régionale apparaît dans toute sa crudité à la seule vue de la carte élaborée par nos collègues de CartONG qui ouvre ce dossier. Viennent ensuite les regards croisés de multiples auteurs pour « entrer », en quelque sorte, dans cette carte et mieux comprendre les dynamiques à l'œuvre sur le terrain. Ainsi, Marcos Tamariz porte-t-il un regard transnational sur la mobilité régionale à travers les projets de Médecins Sans Frontières qui aident les migrants du Sud du Panama au Nord du Mexique. Kavita Kapur, pour le Conseil danois pour les réfugiés, complète cette analyse en portant un regard sur la politisation de la crise migratoire dans la région, son texte mettant en relief les distinctions des paramètres migratoires entre l'Amérique centrale et le Mexique. On comprend notamment les conditions bien différentes dans les dimensions juridiques, les politiques d'aide et la reconnaissance des statuts des personnes migrantes dans chacun de ces pays. Une situation qui accentue la vulnérabilité au fil de la route migratoire.

Des dispositifs ont été conçus pour compenser les effets délétères des migrations illégales. Il en va ainsi de « la migration temporaire de main-d'œuvre », une pratique très peu documentée de l'autre côté de l'Atlantique, et à laquelle François de Montigny s'intéresse. On comprend avec lui que les enjeux éthiques et juridiques sont complexes pour les travailleurs saisonniers d'Amérique centrale qui s'exilent plusieurs mois par an au Canada ou aux États-Unis. De son côté, évoquant spécifiquement le « triangle du Nord » (Guatemala, Honduras et Salvador), Julio E. Rank Wright nous parle d'un « contexte humanitaire non traditionnel, multidimensionnel et prolongé » tant les trois pays composant cette zone font face à des défis similaires liés à la violence chronique, imputable notamment aux groupes armés, laquelle encore génère son lot de personnes déplacées. Son texte met également en évidence la

creates friction between the migrants and the residents of a region that has been practically abandoned by the State.

In the face of such sizeable challenges, *Humanitarian Alternatives'* new geopolitical *Focus* aims to underline the fact that the migration tree conceals a forest of almost endless humanitarian issues. The harsh reality of the scale of the regional migration crisis appears in the map published at the start of the dossier and produced by our colleagues from CartONG. The map is followed by the different viewpoints provided by the authors to "journey into" this map, as it were, and gain a better understanding of the dynamics at work on the ground. Marcos Tamariz provides a transnational view of regional population movements through the *Médecins Sans Frontières'* projects that help migrants from southern Panama to northern Mexico. Kavita Kapur, representing the Danish Refugee Council, takes this analysis a step further by looking at the politicisation of the migration crisis in the region, with the article highlighting differences in migration parameters between Central America and Mexico. The article provides the reader with an understanding of the very different legal dimensions, aid policies and the recognition of migrant status in the various countries. This situation increases the vulnerability of migrants along the migration route.

Mechanisms have been developed to mitigate the harmful effects of illegal migration. This is true of "temporary labour migration", a very well-documented practice on the other side of the Atlantic which François de Montigny focuses on. His article shows that the legal and ethical issues are complex for Central American seasonal workers who spend several months a year working in Canada or the US. Julio E. Rank Wright, meanwhile, specifically refers to the Northern Triangle (Guatemala, Honduras and El Salvador), and writes about a "non-traditional, multidimensional and prolonged humanitarian context", in so

complexité d'interprétation et d'application du Nexus pour les bailleurs de fonds de la région.

Les spécificités de la crise migratoire au Honduras sont explorées par l'article de Magdalena Arias Cubas et Norma Archila Salgado qui exposent les travaux de recherche du Laboratoire mondial des migrations de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Ces derniers appréhendent les vulnérabilités des populations en situation de déplacement dans ce pays en mettant en évidence la notion de confiance entre les migrants et les acteurs humanitaires. S'ils sont utiles dans d'autres contextes, c'est aussi parce que les résultats de cette recherche font plus que jamais ressortir la centralité des principes de neutralité et d'impartialité. Toujours au Honduras, Marc-André Anzueto ne s'éloigne pas tout à fait de la problématique migratoire en s'intéressant à celle de l'extraction minière et à son influence dans les relations avec le Canada. Le professeur Anzueto expose ici un panorama historique des relations entre les deux pays sous l'angle de l'influence de cette industrie extractive qui va jusqu'à affecter les programmes d'aide humanitaire pour les migrants.

Un autre pays du « triangle du Nord » est exploré dans le texte de Charlotte Volet et Laurence Ouellet-Boivin, lesquelles s'intéressent à la perte d'espace démocratique au Guatemala. Grâce à ces deux autrices, on comprend comment le gouvernement a durci sa législation et sa répression à l'endroit des organisations de la société civile, en premier lieu les organisations de défense des droits humains. À lire leur contribution, on ne peut que s'inquiéter : cette extension du champ de l'hostilité des États à l'encontre des organisations non gouvernementales n'annonce rien de bon, ni pour les populations locales, ni pour celles qui vivent l'épreuve de la migration.

Loin d'être exhaustif, ce dossier nous permet à tout le moins de lever le voile sur une région du monde traversée par des problématiques humanitaires

much as the three countries forming the triangle are contending with similar challenges linked to the chronic violence caused notably by armed groups, which itself generates its own share of displaced people. His article also highlights the complexity of interpreting and applying the Nexus approach for the region's funding bodies.

The article from Magdalena Arias Cubas and Norma Archila Salgado explores the specific features of Honduras' migration crisis. The authors expound the research undertaken by the Red Cross and the Red Crescent Global Migration Lab. The research focuses on the vulnerabilities of displaced populations in Honduras by bringing to light the concept of trust between migrants and humanitarian workers. While useful in other contexts, the findings of this research more than ever underline the critical nature of the principles of neutrality and impartiality. Still in Honduras, Marc-André Anzueto looks at mining and its influence on relations with Canada which isn't too far of a leap from the issue of migration. In his article, Professor Anzueto offers a historical overview of relations between the two countries from the perspective of the mining sector, which goes as far as affecting humanitarian aid programmes for migrants.

Another Northern Triangle country is explored in the article authored by Charlotte Volet and Laurence Ouellet-Boivin, who delve into the loss of democratic space in Guatemala. The two authors enable the reader to understand how the government has toughened up legislation and repression of civil society organisations, first and foremost human rights defenders. We cannot help but be concerned when reading their article: this expansion of State hostility against non-governmental organisations does not bode well for local populations or for those experiencing the hardships of migration.

complexes et largement situées sous les radars de l'attention des autres continents. C'est toute notre ambition que de donner à voir à nos lecteurs la réalité de ce sous-continent presque oublié qu'est l'Amérique centrale.

Far from being exhaustive, this dossier at the very least enables us to shed light on a region of the world affected by complex humanitarian issues that mainly go under the radar of other continents. Our goal is to simply show our readers the reality of the almost forgotten subcontinent that is Central America.

Translated from the French by Gillian Eaton



FOCUS

**AMÉRIQUE
CENTRALE**
CENTRAL
AMERICA



Un sous-continent oublié ?

A forgotten subcontinent?

Un dangereux périple à travers l'Amérique centrale

A perilous journey across Central America

CartONG • Association spécialisée en gestion de l'information

A large, bold, black letter 'C' with a small 'I' to its right, forming a stylized 'CI' or 'C' graphic.

est tout le mérite de cette carte concoctée par notre partenaire CartONG que de présenter ce « sous-continent oublié » et l'ampleur des migrations

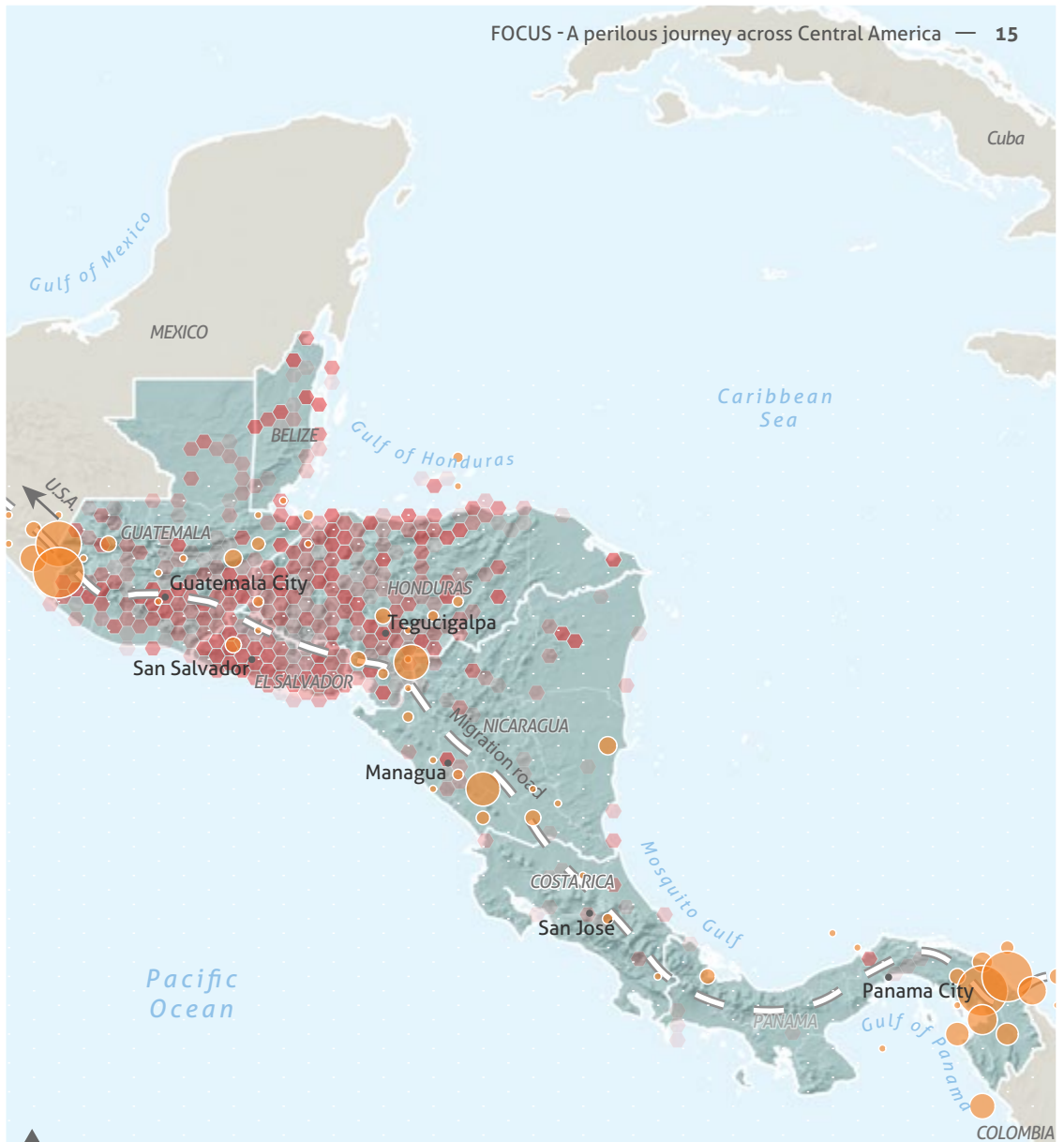
qui le traversent. Mais elle nous renseigne également quant aux dangers auxquels sont confrontées les populations en mouvement, tout comme elle suggère l'instabilité qu'elle peut provoquer au sein des sociétés locales.

Chaque année, on estime qu'entre 150 000 et 400 000 personnes entreprennent un dangereux périple entre l'Amérique centrale et le Mexique. Les autorités mexicaines avancent le chiffre le plus bas, tandis que les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations civiles avancent le chiffre le plus élevé. Cet itinéraire est marqué par des difficultés et des dangers majeurs. L'Organisation internationale pour les migrations a recensé 407 décès en Amérique centrale depuis 2014, mais ce chiffre est considéré comme nettement inférieur à la réalité. Par conséquent, plutôt que de fournir un bilan précis, l'objectif de notre carte est

Full credit to our partner CartONG for drawing up a map of this "forgotten subcontinent" that presents the scale of the migrations that take place there. It also tells us about the dangers facing people on the move and the instability it can cause in local societies.

Each year, an estimated 150,000 to 400,000 individuals embark on a perilous trek from Central America to Mexico. Mexican authorities report the lower figure, while non-governmental organisations (NGOs) and civil organisations argue for the higher one. This journey is fraught with extreme hardships and dangers. The International Organization for Migration has documented 407 deaths in Central America since 2014, but this is considered a significant undercount. Therefore, rather than providing a precise death toll, the aim of our map is to show how reported fatalities are distributed around the area. Two areas are the most hazardous for people on the move.

The first is the "Northern Triangle of Central America," encompassing El Salvador, Guatemala, and Honduras. In fact 92% of the incidents recorded in Central America are within those

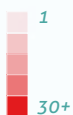


The boundaries and place names shown on this map do not imply official endorsement by CartONG and Humanitarian Alternatives
Les frontières et noms de lieux représentés sur cette carte n'impliquent pas l'approbation officielle de CartONG et d'Alternatives Humanitaires

Deaths among migrants since 2014*
Décès de migrants depuis 2014*



Density of incidents**
Densité des incidents**



Source: IOM, ACLED, OSM, OCHA

*Data aggregated by region and displayed at centroid location.

*Données compilées par région et affichées au centre de la zone.

Data from / Données de IOM / Missing Migrants Project, Geneva, Switzerland (missingmigrants.iom.int).

**ACLED data aggregated on a 20 km grid and filtered on "violence against civilians"

**Données ACLED compilées sur une grille de 20 km et filtrées selon le critère « violence contre les civils »

Data from / Données de Armed Conflict Location & Event Data Project (acleddata.com)

Created by
Créée par



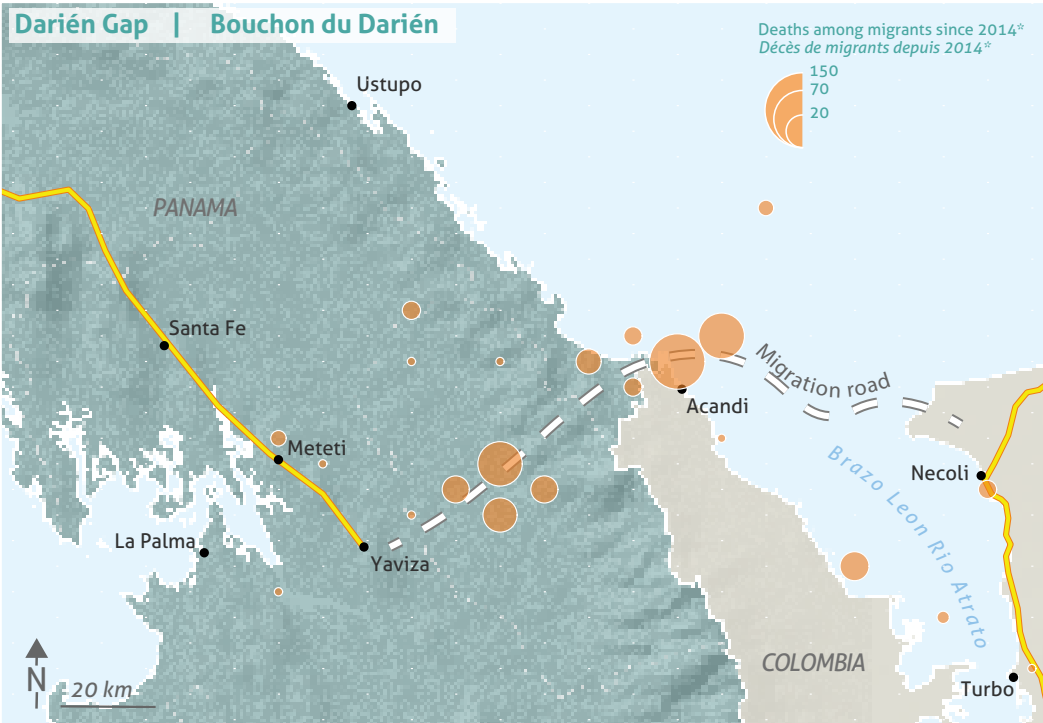
de montrer comment les décès signalés sont répartis dans la région. Deux zones sont les plus dangereuses pour les personnes en déplacement.

La première est le « triangle du Nord de l'Amérique centrale », qui englobe le Salvador, le Guatemala et le Honduras. En effet, 92 % des incidents enregistrés en Amérique centrale se produisent dans ces trois pays. Depuis 2018, 6138 incidents ont été rapportés dans cette zone, dont 96,5 % sont commis par des gangs (3,5 % par des militaires et des policiers).

La seconde zone est le « bouchon du Darién », une étendue de jungle entre la Colombie et le Panama, particulièrement dangereuse en raison de son terrain accidenté et de l'absence de routes. Les migrants traversent souvent par bateau le *Brazo Leon Rio Atrato*, mais les autorités locales signalent que de nombreux bateaux disparaissent sans laisser de traces, ce qui rend presque impossible le dénombrement précis

3 countries. Since 2018, 6138 incidents have been reported in this area, with 96.5% committed by gangs (3.5% by soldiers and the police).

The second is the Darién Gap, a jungle expanse between Colombia and Panama, which is particularly treacherous due to its rugged terrain and lack of roads. Migrants often cross via boat through the *Brazo Leon Rio Atrato*, but local authorities report numerous boats disappearing without a trace making it nearly impossible to establish an accurate count of deaths and injuries. This inaccessibility allows criminal gangs to operate with impunity, leading to high levels of insecurity. Healthcare professionals report that six out of every ten women and girls experience sexual violence in this area. The Darién Gap is a "black hole" for data, with most incidents going unreported, meaning that it does not appear as a high-insecurity zone according to ACLED data.



des morts et des blessés. Cette inaccessibilité favorise l'impunité des gangs criminels, ce qui entraîne un niveau élevé d'insécurité. Les professionnels de la santé signalent que six femmes et filles sur dix sont victimes de violences sexuelles dans cette région. Le bouchon du Darién est un « trou noir » de données, la plupart des incidents n'étant pas signalés, ce qui fait que, selon les données d'ACLED, il n'apparaît pas comme une zone à forte insécurité.

Biographie | Biography



CARTONG

Créée en 2006, CartONG est une ONG internationale basée en France, spécialisée dans la cartographie et la gestion de l'information pour la solidarité internationale. Sa mission est d'aider les organisations humanitaires, de développement et d'action sociale à améliorer la qualité, la redevabilité et l'efficacité de leurs projets en exploitant les données géographiques et non géographiques. CartONG fournit un soutien stratégique et opérationnel sur mesure à ses partenaires, renforce les capacités des organisations à travers son champ d'expertise et renforce le secteur dans son ensemble en partageant des ressources pour une gestion responsable et efficace des données. Pour en savoir plus, consultez son site web (<https://cartong.org/fr>), sa sélection de ressources sur l'*IM Resource Portal* (www.im-portal.org), et son *Learning Corner* qui centralise des outils et boîtes à outils pratiques (www.im-portal.org/learning-corner).

Created in 2006, CartONG is a French-based international NGO specialised in mapping and information management for humanitarian aid and international development. Its mission is to assist humanitarian, development and social action organisations in improving the quality, accountability, and efficiency of their projects by leveraging geographical and non-geographical data. CartONG provides tailored strategic and operational support to its partners, strengthens organisations' capacities across its range of expertise and reinforces the sector as a whole by sharing resources for responsible and efficient use of data. Learn more about CartONG through its website (<https://cartong.org>), its selection of resources on the IM Resource Portal (www.im-portal.org), and its Learning Corner, which centralises practical toolkits and tools (www.im-portal.org/learning-corner).

Révéler une crise transnationale négligée à travers des projets interconnectés en Amérique centrale

Revealing a transnational neglected crisis through interlinked projects in Central America

Marcos Tamariz • *Médecins Sans Frontières*
Project Coordinator

D

es flux migratoires qui dépassent ceux observés en Méditerranée occidentale, plus de 80 nationalités se côtoyant dans le corridor de l'Amérique centrale, des popu-

lations mouvantes comme locales soumises à de multiples violences. L'auteur dresse un bilan effroyable d'une crise sous-estimée qui, paradoxalement, pourrait renouveler les modes d'action humanitaire.

Lorsqu'une culture opérationnelle est profondément enracinée dans une organisation telle que Médecins Sans Frontières (MSF) et qu'elle s'est forgée au fil de décennies d'actions d'urgence et de prestations de services de santé,

Migratory flows that exceed the numbers seen in the western Mediterranean, with more than eighty nationalities living side by side in the Central American corridor, mobile and local populations that are both subject to multiple forms of violence. The author produces a horrific assessment of a much underestimated crisis which, surprisingly, could bring about much needed change in humanitarian practices in this part of the world.

When an operational culture is profoundly inscribed in an organisation such as Doctors Without Borders (*Médecins Sans Frontières* – MSF) and crafted through decades of providing emergency responses and health services, every now and then, the fast-paced

il arrive de temps à autre que l'évolution rapide du contexte mondial exige de nouveaux types d'interventions. Les contextes humanitaires traditionnels sont notamment devenus plus « complexes », ce qui nécessite de nouveaux modèles opérationnels. De nouvelles stratégies sont nécessaires pour mener des opérations en réponse à des défaillances structurelles lorsque les institutions existantes ne parviennent pas à combler des vulnérabilités critiques, qu'il s'agisse d'épidémies ou de mouvements de population à grande échelle.

D'une manière générale, il est difficile de comprendre la région de l'Amérique centrale lorsqu'on l'analyse à travers les prismes traditionnels de l'intervention humanitaire. Les défis de ce contexte sont souvent considérés comme des problèmes faussement humanitaires, en particulier par les gouvernements hôtes et les bailleurs humanitaires, bien que le niveau des meurtres et des déplacements de population y soient plus élevés que dans la plupart des zones de conflit. En conséquence, les budgets humanitaires ne sont pas jugés prioritaires et les aides essentielles ne parviennent pas à ceux qui en ont besoin.

De plus, certains gouvernements se sont montrés réticents à reconnaître les préoccupations humanitaires exprimées dans des rapports indépendants, et donc à envisager des réponses coordonnées aux besoins humanitaires. Dans ce contexte, les organisations humanitaires ont dû réviser leurs approches traditionnelles afin de garantir la pertinence de leurs activités et un impact de meilleure qualité.

Cet article a pour objectifs, en premier lieu, de proposer une analyse du paysage politico-humanitaire en Amérique centrale et du contexte régional de mobilité humaine au Mexique, puis de présenter les principaux défis opérationnels à relever pour répondre aux besoins humanitaires des personnes en situation de déplacement dans cette région et, enfin, d'examiner l'approche programmatique de MSF pour répondre à ces besoins particuliers.

shifting global context pushes for new sorts of responses. In particular, traditional humanitarian contexts are now more "complex", requiring new sets of operational models. Fresh strategies are required to launch operations in response to structural cracks where existing institutions fail to cover critical vulnerabilities, from disease outbreaks to large-scale population movements.

The Central America region is generally misunderstood when analysed through traditional humanitarian intervention prisms. Its challenges are often disregarded as false humanitarian contexts, especially by host governments and humanitarian donors, despite having murder rates and population displacement greater than most conflict zones. Consequently, humanitarian budgets are deprioritised, and critical aid resources do not reach those who need help.

Moreover, some governments have been reluctant to acknowledge the humanitarian concerns expressed by independent reports and therefore to allow coordinated responses to humanitarian needs. In this context, humanitarian organisations have had to question their traditional approaches to operations to ensure activities stay relevant and to improve quality-based impacts.

The objective of this article is to share an analysis of the political-humanitarian landscape in Central America and Mexico's regional context of human mobility; present the key operational challenges of addressing the humanitarian needs of people on the move in this region; and finally, explore MSF's programmatic approach to these particular needs.

An invisible transnational humanitarian crisis

After the mid-1990s, armed uprisings in Central America and Mexico ceased, yet human-made humanitarian crises persisted. From the record number of missing people in Mexico related to the war on drugs to the *mara*-ridden gang wars



MARCOS
TAMARIZ

L'invisibilité d'une crise humanitaire transnationale

Les soulèvements armés ont cessé en Amérique centrale et au Mexique au milieu des années 1990, mais les crises humanitaires d'origine humaine ont persisté. Qu'il s'agisse du nombre record de personnes disparues au Mexique dans le cadre de la guerre de la drogue, des guerres de gangs alimentées par les *maras* (gangs armés), ou de la violence systémique qui touche les communautés urbaines et rurales, la région reste toujours confrontée à de multiples formes de violence, incluant les violences basées sur le genre. La mobilité des personnes est une conséquence transversale des différentes formes de violence. Elle reflète la violence subie à la fois sur les lieux d'origine et dans la recherche d'une protection fondamentale.

Les migrations volontaires ou forcées dans la région ont façonné un grand nombre de communautés dans le triangle nord de l'Amérique centrale (Guatemala, Salvador et Honduras) et au Mexique, et ont formé l'un des couloirs de migrants les plus fréquentés au monde. Depuis 2018, l'itinéraire régional s'est étendu pour inclure le couloir de migration en provenance des pays d'Amérique du Sud et d'autres continents. La faille du Darién, cette jungle tristement célèbre et impénétrable qui sépare la Colombie du Panama, est devenue un goulet d'étranglement dans lequel s'engouffrent plus de quatre-vingts nationalités, allant des Haïtiens aux Chinois.

Dans cette région, la violence subie lors des déplacements est omniprésente et multiforme, et s'exerce de manière constante au fil des ans sur cette population. Ses conséquences ont été largement relayées par les médias, les organisations de défense des droits humains, le milieu universitaire et les organisations humanitaires, dont MSF. Pour illustrer un aspect de cette violence, cette année, en seulement sept mois, MSF a assuré pas moins de 516 consultations auprès de victimes de violences sexuelles au

and systemic violence affecting urban and rural communities, the region still faces myriad forms of violence, including gender-based violence. One transverse consequence of the various forms of violence has been human mobility. It reflects violence experienced both in places of origin and in places where safety is sought.

Migration by choice or by force in the region has shaped a large number of communities in the Northern Triangle of Central America (Guatemala, El Salvador and Honduras) and in Mexico, fashioning one of the world's busiest migrant corridors. Since 2018, the regional route has expanded to include the migrant corridor from South American countries and beyond. The Darién Gap, the infamous impenetrable jungle between Colombia and Panama, has become a bottleneck of more than eighty nationalities ranging from Haitian to Chinese.

In this region, violence experienced during mobility has been ubiquitous and multifaceted, a constant through the years for this population. Its consequences have been reported extensively by the media, human rights organisations, academia and humanitarian organisations, including MSF. To illustrate one facet of this violence, this year, in just seven months, MSF provided at least 516 consultations to victims of sexual violence cases in Panama, Honduras, Guatemala and Mexico.¹ Incidentally, for years, even the national human rights commissions and United Nations agencies have noted that the extortion and kidnapping of people on the move involve diverse authorities, from local police to migration authorities and have often been linked to criminal organisations.²

— 1. Médecins Sans Frontières, "We are tired and desperate": Stories from families who survived the Darién Gap", 17 June 2022, <https://www.doctorswithoutborders.org/latest/we-are-tired-and-desperate-stories-families-who-survived-darien-gap>; and Médecins Sans Frontières, "SGBV – Mexico and Central America 2021-2023 internal medical DHIS database", 2023.

— 2. Comisión Nacional de los Derechos Humanos, *Informe Especial sobre Secuestro de Migrantes en*

Panama, au Honduras, au Guatemala et au Mexique¹. Depuis plusieurs années, les commissions nationales des droits de l'Homme et les organismes des Nations unies constatent d'ailleurs que les extorsions et les enlèvements de personnes en situation de déplacement impliquent diverses autorités – de la police locale aux autorités chargées des migrations – et sont souvent liés à des organisations criminelles².

La violence n'épargne ni les familles, ni les femmes célibataires enceintes, ni les enfants non accompagnés. Alors que des organisations humanitaires telles que MSF plaident depuis des années en faveur de routes migratoires sûres et dignes, la plupart des pays de la région prétendent que la migration n'est pas une question humanitaire. La pression exercée par les États-Unis pour dissuader les migrations a contraint les administrations de la région à prendre des mesures extrêmes, contraires à leurs propres cadres juridiques. Cela inclut de fait la répression violente par le Guatemala d'une caravane de migrants en janvier 2021³. Au Mexique, ce système a favorisé une culture de l'impunité qui a eu des conséquences dramatiques, comme

« La violence subie lors des déplacements est omniprésente et multiforme, et s'exerce de manière constante au fil des ans sur cette population. »

"Violence experienced during mobility has been ubiquitous and multifaceted, a constant through the years for this population."

Families, single pregnant mothers, unaccompanied children have all been victims of violence. While for years humanitarian organisations such as MSF have been advocating for safe and dignified migration routes, most countries in the region pretend that migration is not a humanitarian issue. Pressure from the United States (US) to dissuade migration has compelled administrations in the region to take extreme measures contrary to their own legal frameworks. This includes Guatemala's violent repression of a migrant caravan in January 2021.³ In Mexico, it has incentivised a culture of impunity that has led to fatal consequences, such as the March 2023 incident in Ciudad Juárez, where forty migrants died as a result of a fire in a detention centre.⁴

— 1. Médecins Sans Frontières, « "Nous sommes fatigués et désespérés" : Histoires de familles qui ont survécu à la faille du Darién », 20 juin 2022, <https://www.msf.fr/actualites/temoignages/nous-sommes-fatigues-et-desesperes-histoires-de-familles-qui-ont-survecu-a-la#:~:text=Lundi%2020%2F06%2F2022&text=Trois%20familles%20sont%20assises%20sur,en%20bus%20et%20%C3%A0%20pied> ; MSF, « SGBV – Mexico and Central America 2021-2023 internal medical DHIS database », 2023.

— 2. Comisión Nacional de los Derechos Humanos, *Informe Especial sobre Secuestro de Migrantes en México*, 22 février 2011, https://www.cndh.org.mx/sites/default/files/doc/Informes/Especiales/2011_secsmigrantes.pdf ; Catalina Oquendo, « Un informe de la ONU denuncia que autoridades de Panamá abusaron sexualmente de migrantes que cruzaron el Darién », *El País*, 11 février 2023, <https://elpais.com/america-colombia/2023-02-11/un-informe-no-revelado-de-la-onu-denuncia-que-autoridades-de-panama-abusaron-sexualmente-de-migrantes-que-cruzaron-el-darien.html>

— 3. Francesco Manetto, « Guatemala frena por la fuerza la caravana de migrantes que se dirige hacia México », *El País*, 17 janvier 2021, <https://elpais.com/mexico/2021-01-17/guatemala-frena-por-la-fuerza-a-la-caravana-de-migrantes-que-se-dirige-hacia-mexico.html>

México, 22 February 2011, https://www.cndh.org.mx/sites/default/files/doc/Informes/Especiales/2011_secsmigrantes.pdf ; Catalina Oquendo, « Un informe de la ONU denuncia que autoridades de Panamá abusaron sexualmente de migrantes que cruzaron el Darién », *El País*, 11 February 2023, <https://elpais.com/america-colombia/2023-02-11/un-informe-no-revelado-de-la-onu-denuncia-que-autoridades-de-panama-abusaron-sexualmente-de-migrantes-que-cruzaron-el-darien.html>

— 3. Francesco Manetto, « Guatemala frena por la fuerza la caravana de migrantes que se dirige hacia México », *El País*, 17 January 2021, <https://elpais.com/mexico/2021-01-17/guatemala-frena-por-la-fuerza-a-la-caravana-de-migrantes-que-se-dirige-hacia-mexico.html>

— 4. Jessica Xantomila, « Activistas exigen justicia al INM por muertes en estación de Cd. Juárez », *La Jornada*, 30 June 2023, <https://www.jornada.com.mx/notas/2023/06/30/sociedad/organizaciones-exigen-al-inm-justicia-por-lo-ocurrido-en-cd-juarez/>

l'incident survenu en mars 2023 à Ciudad Juarez, où quarante migrants sont morts dans l'incendie d'un centre de détention⁴.

Ces pratiques sont venues se superposer aux politiques dissuasives des États-Unis, telles que la politique des quotas, les Protocoles de protection des migrants (mieux connus sous le nom du programme « Restez au Mexique ») et le Titre 42 qui ont renforcé l'exposition préexistante à la violence. Avec l'augmentation des obstacles aux déplacements, les villes du Nord du Mexique accueillent des milliers de personnes et ont assisté à la création de camps de fortune. Sur fond d'inaction du gouvernement fédéral, la réponse dans ces villes s'est limitée à de rares pouvoirs publics locaux, ainsi qu'à quelques organisations locales et internationales.

Bien que tous les gouvernements régionaux – à l'exception de celui de Belize – aient pris des mesures pour dépénaliser la migration irrégulière et qu'ils n'aient cessé d'affirmer leur respect des droits de l'Homme, la plupart d'entre eux ont fermé les yeux sur l'ampleur de la crise et sur les besoins de sécurité et de dignité des personnes en situation de déplacement. Cette situation a eu pour conséquence l'émergence d'obstacles juridiques et administratifs, une impunité accrue pour les abus commis par des agents de l'État à l'encontre de cette population et un accès limité aux services de base, y compris les soins de santé.

On retrouve des similitudes dans d'autres contextes, où les humanitaires travaillent en marge des réponses de l'État pour aider les populations victimes de discrimination structurelle. Ceux qui ont travaillé dans d'autres contextes de migration, notamment en Libye, pourraient témoigner de ressemblances

These practices have come on top of the US's own dissuasive policies such as metering, the Migrant Protection Protocols (better known as the "Remain in Mexico" policy) and Title 42, which entrenched the pre-existing exposure to violence. With increasing barriers to mobility, Mexico's northern cities have hosted thousands of people and seen the emergence of make-shift camps. Following federal inaction, the few responses in those cities have been limited to local authorities and some local and international organisations.

Although all regional governments, except for Belize, have taken steps to decriminalise irregular migration and endlessly stated their respect for human rights, most governments have closed their eyes to the size of the crisis and the need for safety and dignity of people on the move. Consequences have been the emergence of legal and administrative barriers, the increase of impunity on abuses led by state agents against this population and limited access to basic services, including healthcare.

Similarities can be found in other contexts, where humanitarians work outside the margins of state responses to assist structurally discriminated populations. Those who have worked in other migration settings, such as Libya, might find strong resemblances.⁵ Libya and the migration routes that lead to and out of the country are also dark and full of terrors.

A contrasting case has been Honduras. Despite being the poorest country in the region, it is the only one that has accepted the challenge of responding to the humanitarian needs of people on the move crossing its territory. Even with limited resources, Honduran authorities have pushed for resource mobilisation prompting domestic and foreign actors to engage in multi-level sectorial coordination. In the following

— 4. Jessica Xantomila, «Activistas exigen justicia al INM por muertes en estación de Cd. Juárez», *La Jornada*, 30 juin 2023, <https://www.jornada.com.mx/notas/2023/06/30/sociedad/organizaciones-exigen-al-inm-justicia-por-lo-ocurrido-en-cd-juarez>

— 5. Médecins Sans Frontières, *Out of Libya: Opening Safe Pathways for Vulnerable Migrants Stuck in Libya*, June 2022, <https://www.msf.org/sites/default/files/2022-06/Rapport%20Out%20Of%20Libya-FINAL-web.pdf>

frappantes⁵. La Libye et les routes migratoires qui y mènent et en partent sont également sinistres et semées de dangers.

Le cas du Honduras est contrasté. Bien qu'il s'agisse du pays le plus pauvre de la région, c'est le seul qui ait accepté de relever le défi de répondre aux besoins humanitaires des personnes en situation de déplacement qui traversent son territoire. Les autorités honduriennes ont encouragé la mobilisation des ressources, même si celles-ci sont limitées, et les acteurs nationaux et étrangers se sont donc engagés dans une coordination sectorielle à plusieurs niveaux. Dans la partie ci-dessous, nous examinerons et analyserons les adaptations du programme à ce contexte humanitaire complexe.

Programmer une intervention humanitaire le long d'un itinéraire de plus de 6000 kilomètres

L'élaboration de programmes humanitaires pour les personnes en situation de déplacement en Amérique centrale et au Mexique est une entreprise complexe. Le nombre de personnes dans le besoin est considérable. Ces besoins évoluent constamment, les politiques ne cessent de changer et diffèrent d'un pays à l'autre de la région, tandis que la gestion de la sécurité constitue un défi récurrent.

Depuis 2018, comme indiqué précédemment, le nombre de personnes en situation de déplacement a augmenté de manière significative. Les rencontres aux frontières donnent un aperçu du nombre estimé de personnes qui empruntent les routes traversant les territoires de l'Amérique centrale et du Mexique. En seulement sept mois, de janvier à juillet 2023, 250 000 personnes ont franchi la frontière entre la Colombie et le Panama, soit autant qu'en 2022

« En seulement sept mois, de janvier à juillet 2023, 250 000 personnes ont franchi la frontière entre la Colombie et le Panama, soit autant qu'en 2022 et deux fois plus qu'en 2021. »

"In only seven months, from January to July 2023, 250,000 people crossed from Colombia to Panama, matching the total number for 2022 and doubling those for 2021."

section, we will dissect and analyse the programme adaptations to this complex humanitarian context.

Programming a humanitarian response along a route of over 6,000 km

Humanitarian programming for people on the move in Central America and Mexico is a complex endeavour. The sheer number of people in need is overwhelming. Their needs change constantly, policies shift frantically and discordantly among the different countries in the region, and security management is a recurrent challenge.

As mentioned previously, since 2018 the number of people on the move has increased significantly. Encounters at borders give a glimpse of the estimated number of people that take the routes through the Central American and Mexican territories. In only seven months, from January to July 2023, 250,000 people crossed from Colombia to Panama, matching the total number for 2022 and doubling those for 2021.⁶ Honduras saw a 900% increase

— 5. Médecins Sans Frontières, *Out of Libya : Ouvrir des voies de sortie sûres et légales pour les migrants bloqués en Libye*, juin 2022, <https://reliefweb.int/report/libya/out-libya-ouvrir-des-voies-de-sortie-sures-et-legales-pour-les-migrants-bloques-en-libye>

— 6. Ministerio de Seguridad Pública, *Situación del flujo migratorio*, Gobierno de Panamá, 22 August 2023 <https://www.migracion.gob.pa/inicio/estadisticas>

et deux fois plus qu'en 2021⁶. Au Honduras, le nombre de migrants a augmenté de 900 % entre 2021 et 2022⁷. Au Mexique, les instances migratoires ont arrêté 444 439 personnes en 2022, dont 70 000 en raison de leur statut migratoire irrégulier, ce qui représente une augmentation globale de 44 % par rapport à l'année précédente⁸. À titre de comparaison, en Méditerranée, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a enregistré jusqu'à 159 000 arrivées par voies maritime et terrestre dans les pays du sud de l'Europe en 2022⁹.

L'évaluation des besoins des personnes en situation de déplacement fait constamment ressortir des priorités différentes. La structure sociale de la population évolue sans cesse, avec une grande variété de vulnérabilités croisées, allant du genre à l'âge, en passant par la nationalité et l'orientation sexuelle. À titre d'exemple, les Haïtiens, les Afghans et certaines nationalités africaines se sont heurtés à des obstacles culturels et linguistiques à la mobilité, s'ajoutant à la stigmatisation et à la discrimination. Cependant, le principal dénominateur commun est la violence, qu'elle soit exercée sur le lieu d'origine ou de transit, ou qu'elle soit associée à des facteurs tels que le genre, le crime organisé ou la persécution par l'État. Certains s'y préparent même. Ainsi, il est de plus en plus fréquent que des femmes et des jeunes

between 2021 and 2022.⁷ And in Mexico, migratory authorities arrested 444,439 people in 2022, including 70,000 based on their irregular migratory status, thus representing an overall 44% increase compared to the previous year.⁸ Comparatively, in the Mediterranean, the United Nations High Commissioner for Refugees registered in 2022 up to 159,000 sea and land arrivals to southern European countries.⁹

Needs assessments of people on the move constantly point to different priorities. The social composition of the population evolves incessantly, with a large variety of overlapping vulnerabilities, ranging from gender to age, nationality and sexual orientation. For instance, Haitians, Afghans and some African nationalities have faced cultural and linguistic barriers to mobility, on top of the stigma and discrimination. However, the most common denominator is violence, whether it is in the place of origin or transit, or associated with factors such as gender, organised crime or state persecution. Some even prepare for it: it has become more common for Central American women and girls to request pre-exposure prophylaxis to prevent the consequences of potential sexual violence along the route.¹⁰ State crackdowns and the absence of a coordinated humanitarian response have also accentuated vulnerabilities.

— 6. Ministerio de Seguridad Pública, *Situación del flujo migratorio*, Gobierno de Panamá, 22 août 2023, <https://www.migracion.gob.pa/inicio/estadisticas>

— 7. Nadia Mendoza, «Cifra de migrantes extranjeros en tránsito por Honduras se dispara más del 900% en el 2022», *Blog de DIRCOM UNAH*, Universidad Nacional Autónoma de Honduras, 17 avril 2023, <https://blogs.unah.edu.hn/dircom/cifra-de-migrantes-extranjeros-en-transito-por-honduras-se-dispara-mas-del-900-en-el-2022>

— 8. Unidad de Política Migratoria, Registro e Identidad de Personas, México, *Estadísticas Migratorias, Síntesis 2022*, septembre 2023, https://portales.segob.gob.mx/work/models/PoliticaMigratoria/CEM/Estadisticas/Sintesis_Graficas/Sintesis_2022.pdf

— 9. Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, *Mediterranean Situation – Demography of Mediterranean sea arrivals from January 2022*, <https://data2.unhcr.org/en/situations/mediterranean>

— 7. Nadia Mendoza, «Cifra de migrantes extranjeros en tránsito por Honduras se dispara más del 900% en el 2022», *Blog DIRCOM UNAH*, Universidad Nacional Autónoma de Honduras, 17 April 2023, <https://blogs.unah.edu.hn/dircom/cifra-de-migrantes-extranjeros-en-transito-por-honduras-se-dispara-mas-del-900-en-el-2022>

— 8. Unidad de Política Migratoria, Registro e Identidad de Personas, México, *Estadísticas Migratorias, Síntesis 2022*, September 2023, https://portales.segob.gob.mx/work/models/PoliticaMigratoria/CEM/Estadisticas/Sintesis_Graficas/Sintesis_2022.pdf

— 9. United Nations High Commissioner for Refugees, *Mediterranean Situation – Demography of Mediterranean sea arrivals from January 2022*, <https://data2.unhcr.org/en/situations/mediterranean>

— 10. Médecins Sans Frontières, *PreP - Mexico and Central America 2022-2023 internal medical DHIS database*, 2023.

filles d'Amérique centrale demandent une prophylaxie préexposition pour prévenir les conséquences d'éventuelles violences sexuelles pendant leur périple¹⁰. Les mesures de répression prises par l'État et l'absence d'intervention humanitaire coordonnée ont également accentué les vulnérabilités.

La dimension géographique ne fait qu'ajouter à la complexité de la situation. En effet, 6300 kilomètres séparent la communauté de Yaviza, au cœur de la forêt panaméenne, de Tijuana, important point de passage vers les États-Unis, à l'extrémité nord-ouest de la route migratoire. Chaque tronçon de la route a des caractéristiques contextuelles qui lui sont propres, notamment des schémas migratoires et des besoins humanitaires spécifiques. Les contextes varient des camps informels situés en bordure de la jungle du Darién, au Panama, aux postes-frontières d'Amérique centrale où le flux migratoire va dans les deux sens (du sud au nord, mais aussi du nord au sud pour les personnes expulsées). À certains endroits, comme la ville de Tapachula, dans le Sud du Mexique, et la capitale du pays, Mexico, les personnes en situation de déplacement restent sur place pendant des mois, vivant parfois dans la rue, avec l'espoir d'obtenir les papiers qui leur conféreront des droits.

En outre, la présence massive de groupes criminels – répartis tout au long de l'itinéraire et qui se heurtent à d'autres groupes criminels et aux forces de sécurité de l'État – a entraîné une spirale de violence effrénée, la perturbation de l'appareil de sécurité, et surtout, un contexte de sécurité imprévisible pour les acteurs humanitaires. Le Comité international de la Croix-Rouge a qualifié ces contextes d'*autres situations de violence*¹¹. De la

« Il est de plus en plus fréquent que des femmes et des jeunes filles d'Amérique centrale demandent une prophylaxie préexposition pour prévenir les conséquences d'éventuelles violences sexuelles pendant leur périple. »

"It has become more common for Central American women and girls to request pre-exposure prophylaxis to prevent the consequences of potential sexual violence along the route."

The geographic space adds a layer of complexity. Some 6,300 km separate the community of Yaviza, deep in the forest of Panama, from Tijuana, the northwesternmost point along the migration route and an important crossing into the US. Each section of the way has its own contextual characteristics, including migration patterns and specific humanitarian needs. The contexts range from informal camps right outside the Darién jungle in Panama to the border crossings in Central America where the migratory flow goes both ways, south to north and north to south for those being deported. At some points like the southern Mexican city of Tapachula and the Mexican capital, Mexico City, people on the move stay in place for months, sometimes living on the street, seeking documents that will give them rights.

Furthermore, the overwhelming presence of criminal groups, spread along the route, clashing with other criminal groups and state security forces, has led to a frenetic spiral of violence, the disruption of the security apparatus and, most importantly, to an unpredictable security environment for humanitarian actors. The International Committee of

— 10. Médecins Sans Frontières, *PrEP - Mexico and Central America 2022-2023 internal medical DHIS database*, 2023.

— 11. Comité international de la Croix-Rouge, « Le rôle du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) dans les situations de violence qui n'atteignent pas le seuil d'un conflit armé – Doctrine, février 2014 », *Revue internationale de la Croix-Rouge*, vol. 96, n° 893, septembre 2015.

jungle sauvage du Darién à la jungle du Petén au Guatemala, en passant par les zones frontalières de trafic, les groupes criminels considèrent les personnes en situation de déplacement comme une précieuse monnaie d'échange transnationale. La sécurité des organisations humanitaires est étroitement liée à la perception qu'ont les groupes criminels de la concurrence et de l'ingérence dans leurs activités. La prestation de services susceptibles de perturber leur logistique ou leur modèle de revenus peut avoir de graves conséquences. L'initiative lancée par les réfugiés mexicains et les avocats américains à Nuevo Laredo pour fluidifier les passages en vertu du modèle de dérogation au Titre 42 a donné lieu, en octobre 2022, à des menaces directes à l'encontre des acteurs humanitaires et des migrants, puis à la fermeture et à l'abandon de toutes les activités menées dans la ville, y compris par MSF¹².

Dans le respect des principes humanitaires, les organisations humanitaires ont lutté contre le déni national de cette crise de la protection, en répondant aux besoins et en dialoguant avec les bénéficiaires. Il convient toutefois de noter que même les grandes organisations internationales n'ont guère eu de poids dans leurs conversations bilatérales avec les gouvernements et qu'elles ont été poussées à s'aligner sur les dirigeants des communautés locales et les autres organisations de la société civile pour sensibiliser l'opinion à la crise en cours.

Adaptation structurelle des interventions humanitaires

MSF répond aux besoins des personnes en situation de déplacement au Mexique depuis 2012 grâce à des équipes mobiles qui couvrent de nombreux points clés de transit dans le pays. À l'époque, la plupart de ses autres projets dans la région visaient à améliorer l'accès des victimes de violences aux soins de santé. À partir de 2018, les profils et les besoins des

the Red Cross has labelled these contexts as "other situations of violence".¹¹ From the anarchic Darién jungle to the Petén jungle in Guatemala, passing through the trafficking borderlands, criminal groups see people on the move as a valuable transnational currency. Humanitarian organisations' security is closely related to the criminal groups' perceptions of competition and interference in their business. Providing services that can disrupt their logistics or their income model can have serious consequences. The initiative taken by Mexican shelters and US lawyers in Nuevo Laredo to improve crossings under the Title-42 exemption model prompted in October 2022 direct threats to humanitarian actors and migrants and ultimately to the closure and withdrawal of all activities from the city, MSF included.¹²

By upholding humanitarian principles, humanitarian organisations have challenged the national denial of this protection crisis, responding to needs and engaging with beneficiaries. Yet it is noteworthy that even big international organisations have seen little leverage in their bilateral conversations with the governments and have been pushed to level with and join local community leaders and fellow civil society organisations when raising awareness about the current crisis.

Structural adaptation to humanitarian responses

MSF has been addressing the needs of people on the move in Mexico since 2012 with a mobile model covering numerous key transit points in Mexico. At that time, most of its other projects in the region were looking at improving access to health for victims of violence. From 2018 onwards, the profiles

— 11. International Committee of the Red Cross, "The ICRC's role in situations of violence below the threshold of armed conflict", Policy document, *International Review of the Red Cross* (2014), Vol. 96, No. 893, pp. 275–304.

— 12. Julia Neusner and Kennji Kizuka, "Fatally flawed: 'Remain in Mexico' policy should never be revived", Informative briefing, *Human Rights First*, 22 September 2022.

— 12. Julia Neusner and Kennji Kizuka, "Fatally flawed: 'Remain in Mexico' policy should never be revived", Informative briefing, *Human Rights First*, 22 September 2022.

personnes en situation de déplacement ont nécessité une réponse opérationnelle régionale plus solide.

Cette année-là, un projet initialement axé sur la réponse aux conséquences de la « violence locale » a évolué pour répondre aux besoins spécifiques des personnes en situation de déplacement qui s'installent temporairement dans les villes de Reynosa et de Matamoros, dans le Nord du Mexique. Peu après, un projet a également été mis en place dans la province du Darién, au Panama, pour venir en aide aux nombreuses victimes de violences sexuelles. Un projet de cliniques mobiles a également été lancé au Honduras pour répondre aux besoins sanitaires des populations en déplacement, qu'il s'agisse des caravanes au lendemain des ouragans Eta et Iota, ou des arrivées massives de personnes à la frontière méridionale. Au Guatemala, un autre projet a été créé dans le but d'assurer la continuité des soins, d'aider les personnes expulsées et de proposer des espaces sûrs. Enfin, un projet novateur a été lancé à Mexico. À sa grande surprise, MSF a constaté que bien qu'il s'agisse du plus grand centre urbain de la région, doté d'une politique migratoire ouverte, les personnes en situation de déplacement y rencontraient davantage d'obstacles à la santé qu'à Reynosa et Tapachula. En effet, 18 % des personnes qui ont cherché à s'y faire soigner se sont tout simplement vu refuser l'accès aux services de santé¹³.

L'idée était donc de créer une série de projets liés entre eux, chacun ayant ses propres caractéristiques et sa propre spécialisation. Ce système permettrait d'apporter des réponses adaptées à chaque contexte, tout en fournissant les services de base que sont les soins de santé primaires, la prise en charge globale des victimes de violences sexuelles, la santé mentale et l'action sociale. MSF a également fait de la *protection* une composante autonome de l'analyse

and needs of people on the move pushed for a sturdier regional operational response.

In 2018, a project that initially focused on responding to the consequences of "local violence" shifted to addressing the specific needs of people on the move temporarily located in the cities of Reynosa and Matamoros in northern Mexico. Shortly after, a project was also opened in the Darién province of Panama to assist the vast number of victims of sexual violence. In addition, a project was started in Honduras with mobile clinics to cover the health needs of dynamic populations, from the caravans that followed the Eta and Iota hurricanes to the mass arrivals of people at the southern border. In Guatemala, another project was opened to provide continuity of care, assistance to deportees and safe spaces. Finally, a catalytic project was opened in Mexico City, where surprisingly MSF identified that, despite being the largest urban centre in the region, with an open migration policy, people on the move faced more barriers to health compared to Reynosa and Tapachula: 18% of those who sought healthcare had the service literally denied.¹³

The concept was therefore to create a series of linked projects, each with its own characteristics and specialisation. It would allow adapted responses to each context, while providing the core services of primary healthcare, comprehensive care for victims of sexual violence, mental health, and social work. MSF has also included "protection" as a stand-alone component within the operational analysis, serving as an operational prism to analyse the needs, adapt the operational response and evaluate the pertinence of MSF's intervention within the general context. Moreover, this prism has facilitated the organisation's interest in better integrating its assistance programming within protection networks and enhancing its advocacy.

— 13. Médecins Sans Frontières, *Migration History Tool 2022: Preliminary results*, December 2022.

— 13. Médecins Sans Frontières, *Migration History Tool 2022: Preliminary results*, December 2022.

« D'autres contextes humanitaires, dans d'autres régions du monde, semblent évoluer de la même manière : la plupart du temps en milieu urbain, là où règne une grande insécurité. »

"Other humanitarian settings, in other corners of the world, seem to be evolving similarly: mostly urban-centred, highly insecure."

opérationnelle lui servant conjointement à analyser les besoins, à adapter la réponse opérationnelle et à évaluer la pertinence de son intervention dans le contexte général. Cette approche a aussi permis à l'organisation de mieux intégrer ses programmes d'assistance dans les réseaux de protection, et de renforcer ses activités de plaidoyer.

En matière de sécurité, et malgré les menaces proférées par les acteurs armés à l'encontre d'autres acteurs humanitaires, MSF a réussi à éviter les incidents graves et n'a jamais eu à traiter directement avec ces groupes armés non étatiques. Pour ce faire, elle a veillé à ce que ses objectifs opérationnels soient toujours clairs et transparents pour l'ensemble des parties prenantes. Indirectement, cela a permis à tous les acteurs d'identifier et de distinguer facilement MSF.

La médiation culturelle est une autre adaptation opérationnelle innovante notable. Elle permet d'aborder la diversité et la communication avec des personnes en situation de déplacement appartenant à un nombre croissant de nationalités différentes. De plus, les stratégies de soins de santé primaires et mentaux ont été adaptées à la durée limitée des contacts avec les patients. Enfin, il convient de souligner que l'organisation a reconnu l'importance d'une approche humanitaire plus globale pour

In terms of security, despite the threats armed actors have made to other humanitarian actors, MSF has managed to avoid serious incidents and never had to engage directly with these non-state armed groups. This has been achieved by ensuring constant visibility and clarity of its operational objectives among all stakeholders. Indirectly, this has ensured that all actors can easily identify and distinguish MSF.

Other notable innovative operational adaptations have also included cultural mediation to address diversity and communication with people on the move from a growing number of different nationalities. Moreover, primary and mental healthcare strategies have been tailored to the limited contact time with patients. Finally, it is worth underlining that the organisation has recognised the importance of a more holistic humanitarian approach when addressing the humanitarian needs of people on the move. This includes the provision of Wi-Fi hotspots, the dissemination of violence prevention messages and the promotion of the assistance network, in partnership with other actors.

In perspective

When designing these programmes, the non-traditional humanitarian contexts of Mexico and Central America have encouraged self-critique and defied standard operational approaches. MSF has found in these contexts the opportunity to address a single humanitarian problem in a multiplicity of approaches, developing differentiated models of care and promoting catalytic projects.

What is particularly noteworthy is that other humanitarian settings, in other corners of the world, seem to be evolving similarly: mostly urban-centred, highly insecure and where states dismiss the needs of highly discriminated against populations affected by pervasive violence. In that sense, Central America and Mexico seem to have the potential to become fertile ground for case studies and a laboratory for exploring new approaches to humanitarian action.

répondre aux besoins humanitaires des personnes en situation de déplacement. Cela comprend la mise à disposition de points d'accès WiFi, la diffusion de messages sur la prévention de la violence, et la promotion du réseau d'assistance en partenariat avec d'autres acteurs.

En perspective

Lors de la conception de ces programmes, les contextes humanitaires peu traditionnels du Mexique et de l'Amérique centrale ont encouragé l'autocritique et la remise en question des approches opérationnelles standard. Ces contextes ont permis à MSF d'aborder un problème humanitaire unique selon une multitude d'approches, en élaborant des modèles de soins différenciés et en soutenant des projets novateurs.

Ce qui est particulièrement remarquable, c'est que d'autres contextes humanitaires, dans d'autres régions du monde, semblent évoluer de la même manière : la plupart du temps en milieu urbain, là où règne une grande insécurité et où les États ignorent les besoins de populations victimes d'une forte discrimination et touchées par une violence généralisée. En ce sens, l'Amérique centrale et le Mexique apparaissent comme un terrain fertile pour la réalisation d'études de cas, et comme un laboratoire pour l'exploration de nouvelles approches de l'action humanitaire.

L'auteur tient à remercier ses collègues pour leur soutien et leurs commentaires. Cet article reflète les opinions de l'auteur et non celles de l'organisation à laquelle il appartient.

Traduit de l'anglais par Sophie Jeangeorges

The author would like to thank the support from his colleagues for their support and comments. This article reflects the views of the author and not those of the organisation to which he belongs.

Biographie | Biography



MARCOS TAMARIZ

Coordinateur de projet de Médecins Sans Frontières (MSF), titulaire d'un master en histoire et politique internationale de l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève (Suisse). Marcos Tamariz a d'abord travaillé sur les questions migratoires pour le ministère mexicain des Affaires étrangères, avant de rejoindre MSF en 2013. Depuis lors, son parcours humanitaire l'a mené de la politique humanitaire au soutien des activités sur le terrain et au siège, auprès de MSF, de Médecins du Monde et du Comité international de la Croix-Rouge. De 2020 à 2023, Marcos a été chef de mission adjoint de MSF au Mexique et en Amérique centrale et a été invité à s'exprimer dans des médias internationaux, des conférences et des programmes universitaires en tant qu'analyste régional des migrations. Project coordinator at Doctors Without Borders (*Médecins Sans Frontières*) with an MA in International History and Politics from the Graduate Institute of International and Development Studies (IHEID, Geneva, Switzerland). Marcos Tamariz initially worked with the Mexican Ministry of Foreign Affairs on migration and in 2013 joined MSF. Since then, his humanitarian journey has taken him from humanitarian policy and support to operations at field and headquarters with MSF, *Médecins du Monde* and the ICRC. From 2020 to 2023, Marcos served as MSF Deputy Head of Mission in Mexico and Central America and has been invited to participate as regional migration analyst for the international media, conferences and universities.

La politisation de la réponse humanitaire et de la crise des migrations et des déplacements en Amérique centrale et au Mexique : défis et priorités

The politicisation of humanitarian response and the migration and displacement crisis in Central America and Mexico: challenges and priorities

Kavita Kapur • Protection Coordinator for Mexico at the Danish Refugee Council

La situation du Mexique, à la frontière septentrionale de la sous-région Amérique centrale, est particulière : comme porte d'entrée privilégiée aux États-Unis, il fait l'objet de toute l'attention de ces derniers alors même que la dimension « humanitaire » de la crise qu'il traverse est niée. L'autrice met ici en lumière les impacts d'une politisation évidente de l'aide, qu'elle se déploie au Nord ou au Sud de la frontière.

Mexico, on the northern border of the Central American subregion, is in a peculiar position: as one of only two terrestrial gateways to the United States, it has its neighbour's full attention, even though the "humanitarian" dimension of the crisis it is experiencing is overlooked. Here, the author highlights the impact of the obvious politicisation of aid, whether it is provided north or south of the border.

The recent experiences of humanitarian response processes in Central America and Mexico suggest a significant

L'expérience récente des réponses humanitaires en Amérique centrale et au Mexique suggère que la crise des migrations et des déplacements qui touche la région est éminemment politisée, et ce, d'une manière qui met en danger la neutralité en empêchant la communauté humanitaire de mettre en place des mesures appropriées pour répondre de manière suffisante aux besoins croissants. Si beaucoup considèrent qu'il s'agit de différents lieux frappés par une seule et même crise, les réalités des réponses humanitaires en Amérique centrale et au Mexique sont en fait radicalement différentes. Bien que ces entités géographiques soient regroupées par de nombreux bailleurs et certains acteurs, l'expérience des acteurs de la réponse dans les pays du Nord de l'Amérique centrale (Honduras, Salvador et Guatemala) contraste fortement avec celle du Mexique, que ce soit en matière de financement, de coordination ou de données probantes, pour ne citer que ces facteurs. S'appuyant sur l'intervention du Conseil danois pour les réfugiés (CDR) au Mexique depuis 2020 ainsi que sur des entretiens avec des informateurs clés, l'analyse comparée qui suit des expériences des acteurs humanitaires en Amérique centrale et au Mexique expose les différences les plus importantes entre celles-ci ainsi que la manière dont elles reflètent une politisation globale de la réponse humanitaire. Cette analyse se proposera également de dégager des conclusions sur la manière dont il convient de promouvoir l'action humanitaire fondée sur les principes dans un contexte politisé.

La crise des migrations et des déplacements

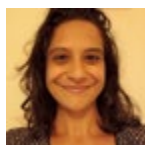
Dans un contexte global caractérisé par l'omniprésence de la violence et le caractère structurel des inégalités, plusieurs facteurs déclencheurs socio-économiques, politiques et d'origine naturelle ont contribué, au cours des dernières années, à renforcer les déplacements en Amérique centrale et au Mexique, au moment même où la sous-région est confrontée à un essor

politicisation of the migration and displacement crisis that affects the region in ways that threaten neutrality by impeding appropriate action from the humanitarian community to adequately address growing needs. Considered by many to be distinct locations in which a single, shared crisis is unfolding, Central America and Mexico are facing dramatically different humanitarian responses. Although many donors and other actors tend to group these places together, the experience of response actors in countries in the north of Central America – Honduras, El Salvador and Guatemala – is starkly different from that in Mexico in terms of funding, coordination and evidence, among multiple other factors. Based on the Danish Refugee Council's (DRC) intervention in Mexico since 2020 as well as conversations with key informants, the following comparative analysis of the experiences of humanitarian actors in Central America and in Mexico explains the most salient differences and how these differences reflect an overall politicisation of the humanitarian response, while also providing insight on how to promote principled humanitarian action in a politicised context.

Migration and displacement crisis

Within an overall context characterised by pervasive violence and structural inequality, diverse socio-economic, political and natural triggers in recent years have contributed to greater displacement within Central America and Mexico, at the same time as the subregion has seen a continually increasing dynamic of transcontinental migration from countries in Africa, the Middle East and South and Central Asia as part of multinational mixed migration flows.

Migration dynamics are also multidirectional, with northward movements directed mainly at Mexico, which ranked fifth worldwide for the number of new asylum applications received in 2022, and at the United States (US), which continues to occupy first place in that same

KAVITA
KAPUR

continuel de la migration transcontinentale depuis les pays d'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud et centrale dans le cadre des flux migratoires mixtes plurinationaux.

Les dynamiques migratoires sont également pluridirectionnelles et se caractérisent par des mouvements vers le nord, principalement à destination du Mexique – qui s'est classé cinquième à l'échelle mondiale quant au nombre de nouvelles demandes d'asile reçues en 2022 – et des États-Unis, qui continuent d'occuper la première place de ce même classement¹. Au Mexique, la plupart des demandes d'asile proviennent de ressortissants haïtiens et honduriens. S'ensuivent, entre autres, les Cubains, les Salvadoriens, les Vénézuéliens et les Guatémaltèques². Les restrictions d'accès au territoire états-unien pour les personnes en déplacement ont limité les mouvements migratoires depuis le Mexique vers les États-Unis, ce qui a favorisé une concentration sur le territoire mexicain des personnes déplacées, et contribué à la détérioration des conditions humanitaires dans le pays³. Le Mexique continue d'être un pays d'origine important. Il comporte également des centaines de milliers de personnes déplacées à l'intérieur même de leur pays, en raison d'incidents violents d'une ampleur historique qui ont eu lieu récemment⁴. Qui plus est, les ressortissants mexicains continuent

ranking.¹ In Mexico, most asylum applications are presented by nationals of Haiti and Honduras, followed by Cuba, El Salvador, Venezuela and Guatemala, among other countries.² Restrictions on access to the US territory for people on the move have limited the outward flow of migrants from Mexico into the US, leading people on the move to be concentrated in Mexico and contributing to deteriorating humanitarian conditions in the country.³ Mexico continues to be an important country of origin, with hundreds of thousands of internally displaced persons (IDPs) due to historic and recent incidents of violence.⁴ Additionally, Mexican nationals continue to displace and migrate outside of the country's borders. According to official statistics, since the beginning of 2023, Mexican nationals have been the most represented nationality among registered successful or attempted cross-border entries between the US and Mexico.⁵ Southward movements include voluntary and forced returns, with hundreds of thousands of expulsions, expedited removals and deportations registered from the US to Mexico in 2023 alone, followed by onward removals from Mexico to Guatemala, Honduras and beyond.

The hundreds of thousands of people affected by these dynamics of migration and displacement are impacted by

— 1. Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, *Tendances mondiales – Déplacement forcé en 2022*, 14 juin 2023, <https://www.unhcr.org/fr-fr/media/rapport-annuel-du-hcr-sur-les-tendances-mondiales-2022>

— 2. Comisión Mexicana de Ayuda a Refugiados, *La COMAR en números – Agosto 2023*, 4 septembre 2023, <https://www.gob.mx/comar/articulos/la-comar-en-numeros-344147?idiom=es>

— 3. Eric Reidy, "How the US-Mexico border became an unrelenting humanitarian crisis", *The New Humanitarian*, 10 May 2023, <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2023/05/10/how-us-mexico-border-became-unrelenting-humanitarian-crisis>

— 4. Internal Displacement Monitoring Center, *Mexico. Displacement Data (Displacement associated with conflict and violence, displacement associated with disaster)*, 2022, <https://www.internal-displacement.org/countries/mexico>

— 1. UN High Commissioner for Refugees, *Global Trends: Forced displacement in 2022*, <https://www.unhcr.org/global-trends-report-2022>

— 2. Comisión Mexicana de Ayuda a Refugiados, *La COMAR en números – Agosto 2023*, 4 September 2023, <https://www.gob.mx/comar/articulos/la-comar-en-numeros-344147?idiom=es>

— 3. Eric Reidy, "How the US-Mexico border became an unrelenting humanitarian crisis", *The New Humanitarian*, 10 May 2023, <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2023/05/10/how-us-mexico-border-became-unrelenting-humanitarian-crisis>

— 4. Internal Displacement Monitoring Center, *Mexico. Displacement Data (Displacement associated with conflict and violence, displacement associated with disaster)*, 2022, <https://www.internal-displacement.org/countries/mexico>

— 5. U.S. Customs and Border Protection, *Nationwide Encounters*, 22 September 2023, <https://www.cbp.gov/newsroom/stats/nationwide-encounters>

de se déplacer et de migrer en dehors des frontières de leur pays. Selon les statistiques officielles, depuis le début de l'année 2023, les ressortissants mexicains constituent la nationalité la plus représentée dans les entrées (abouties ou non) sur le territoire des États-Unis depuis le Mexique qui ont été recensées⁵. Les mouvements vers le sud incluent des retours volontaires ou forcés : pour la seule année 2023, des centaines de milliers d'expulsions, de renvois accélérés et de réinstallations depuis les États-Unis jusqu'au Mexique ont ainsi été enregistrés, suivis de renvois ultérieurs du Mexique au Guatemala, au Honduras et au-delà.

Les centaines de milliers de personnes concernées par ces dynamiques de migration et de déplacement sont exposées à de multiples risques et font face à des besoins multisectoriels qui exigent la mise en place d'une réponse humanitaire. Le suivi de la protection du CDR – actif dans plusieurs localités du Mexique – a confirmé l'existence de risques graves en matière de protection, parmi lesquels des enlèvements, des violences basées sur le genre, des extorsions et d'autres formes de violence physique, ainsi que de situations graves impliquant des besoins non satisfaits, qui contribuent à un renforcement de la vulnérabilité ou à une diminution des capacités⁶. De fait, certaines parties prenantes ont reconnu que les conséquences humanitaires de cette situation complexe en Amérique centrale et au Mexique sont identiques, à la fois par leur nature et leur échelle, à celles rencontrées dans les conflits armés⁷.

— 5. U.S. Customs and Border Protection, *Nationwide Encounters*, 22 September 2023, <https://www.cbp.gov/newsroom/stats/nationwide-encounters>

— 6. Danish Refugee Council, *Protection Monitoring Mexico – October 2020 – August 2023*, <https://app.powerbi.com/view?r=eyJrIjoiaMzRiMDMzZWU0YmQyMy00NDY1LWJlMjYtMmMxODc0MDVlZDBjliwidCI6IjJhMjE5MjQxLTg5OWMtNDc1Mi1iZDMzLTUxZWVjM2M1ODJkNSIsImMiOjJh>

— 7. European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations, *Humanitarian Implementation Plan 2023*, https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu/funding-evaluations/funding-humanitarian-aid/financing-decisions-hips_en

« Les conséquences humanitaires de cette situation complexe en Amérique centrale et au Mexique sont identiques, à la fois par leur nature et leur échelle, à celles rencontrées dans les conflits armés. »

“The humanitarian consequences of this complex situation in Central America and Mexico are identical in both nature and scale to those identified in armed conflicts.”

myriad risks and face multisectoral needs that demand a humanitarian response. DRC's Protection Monitoring in multiple locations in Mexico has confirmed the existence of serious protection risks, including kidnapping, gender-based violence, extortion and other forms of physical violence, as well as serious unmet needs that contribute to heightened vulnerability or diminished capacities.⁶ Indeed, some stakeholders have recognised that the humanitarian consequences of this complex situation in Central America and Mexico are identical in both nature and scale to those identified in armed conflicts.⁷

Challenges in the humanitarian response: a comparative perspective

In response to this deteriorating situation, numerous humanitarian actors have launched or expanded interventions in Central America and Mexico in recent

— 6. Danish Refugee Council, *Protection Monitoring Mexico – October 2020 – August 2023*, <https://app.powerbi.com/view?r=eyJrIjoiaMzRiMDMzZWU0YmQyMy00NDY1LWJlMjYtMmMxODc0MDVlZDBjliwidCI6IjJhMjE5MjQxLTg5OWMtNDc1Mi1iZDMzLTUxZWVjM2M1ODJkNSIsImMiOjJh>

— 7. European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations, *Humanitarian Implementation Plan 2023*, https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu/funding-evaluations/funding-humanitarian-aid/financing-decisions-hips_en

Les défis de la réponse humanitaire : une perspective comparative

En réaction à cette détérioration de la situation, au cours des dernières années, de nombreux acteurs humanitaires ont lancé des interventions (ou étendu leurs interventions existantes) en Amérique centrale et au Mexique. Certaines organisations internationales qui jouissaient déjà d'une présence établie au Honduras, au Guatemala ou au Salvador pour lutter contre les effets des catastrophes naturelles, du changement climatique, des crises sanitaires et d'autres phénomènes ont commencé à étendre leur couverture afin de répondre aux besoins croissants des personnes qui transitent par ces pays, des programmes de migration étant mis sur pied dans de multiples lieux. Au Mexique, par opposition, les organisations humanitaires internationales ont été plus lentes à arriver, en partie à cause du caractère limité des financements disponibles pour couvrir les interventions humanitaires dans le pays. Initialement, le CDR et les autres organisations internationales ont, avant tout, cherché à compléter l'offre de services existante et à renforcer la réponse humanitaire globale par l'intermédiaire des partenaires de mise en œuvre. Plusieurs organisations internationales⁸ ont indiqué avoir dû s'appuyer sur un autofinancement ou un accès privilégié aux fonds, particulièrement au cours de la phase de lancement des opérations. Les organisations locales de la sous-région ont aussi constaté une augmentation des financements consacrés aux interventions sur ces sujets, ce qui en a poussé certaines – qui se consacraient auparavant à la lutte contre les problèmes rencontrés par les femmes ou les membres de la communauté LGBTQI+ par exemple – à commencer à travailler à l'intersection de ces problématiques et de la mobilité humaine.

years. Some international organisations that had previously established a presence in Honduras, Guatemala and El Salvador to address the effects of natural disasters, climate change, health crises or other phenomena began to extend their coverage to address the growing needs of people on the move through those countries, with migration programmes emerging in multiple locations. In Mexico, on the other hand, international humanitarian organisations have been slower to arrive, in part due to the limited funding available to cover humanitarian interventions in the country. DRC and other international organisations initially began work through implementing partners in order to complement the existing offer of services and strengthen the overall humanitarian response. Multiple international organisations⁸ share experiences of relying on self-funding or privileged access to funds, particularly during the start-up phase of operations. Local organisations in the subregion have also seen an increase in funding to work on these issues, leading some that had previously been dedicated to addressing issues facing women or members of the LGBTQI+ community, for example, to begin taking action at the intersection of those issues and human mobility. Various local organisations⁹ working in Central America and Mexico reported receiving significant funds, particularly since 2019, specifically to provide support to asylum seekers and refugees, prompting them to refocus their activities and implement limited, status-based targeting. More recently, in 2023, international and local organisations in Mexico cited significant cuts to funding, leaving many to consider how to restructure or downsize their existing operations in order to remain afloat.

— 8. Si le CDR a bénéficié de financements fondés sur les projets, il a également eu accès à des sources de financement danoises. L'expérience est similaire pour le Conseil norvégien pour les réfugiés et l'International Rescue Committee.

— 8. While DRC has had project-based funding, it has also had access to Danish sources of funding. The experience is similar for the Norwegian Refugee Council (NRC) and International Rescue Committee (IRC).

— 9. For example, organisations receiving funding from UNHCR in Guatemala, Honduras and El Salvador.

Plusieurs organisations locales⁹ présentes en Amérique centrale et au Mexique ont fait état, notamment depuis 2019, de la réception de fonds importants destinés spécifiquement à l'assistance aux demandeurs d'asile et aux réfugiés, ce qui les a incitées à recentrer leurs activités et à procéder à un ciblage limité, fondé sur le statut. Plus récemment, en 2023, les organisations internationales et locales au Mexique ont signalé des réductions importantes des financements : dès lors, nombre d'entre elles ont dû envisager de restructurer ou réduire leurs opérations existantes afin de pouvoir rester actives.

Dans ce contexte, les efforts visant à répondre à la crise grandissante en Amérique centrale et au Mexique sont très largement insuffisants face à l'immensité des besoins des personnes en déplacement. Lorsque l'on examine plus attentivement la situation, il est manifeste que les intérêts politiques des États clés – au premier rang desquels les États-Unis – ont entravé la mise en œuvre d'efforts suffisants pour répondre aux besoins humanitaires complexes dans la sous-région, ce qui porte préjudice aux personnes ayant besoin d'assistance au Mexique. Cette dynamique s'exprime de façon particulièrement flagrante dans le discours, les agences internationales qualifiant souvent la situation en Amérique centrale de crise humanitaire¹⁰, et les États prenant part à la planification de la réponse. Il n'existe pas, toutefois, de reconnaissance claire et uniforme de la crise au Mexique chez les acteurs humanitaires traditionnels, et encore moins de la part de l'État mexicain. Si le CDR et la plupart des autres organisations non gouvernementales (ONG) locales et internationales qui luttent contre les problèmes liés à la migration et au déplacement au Mexique sont sans équivoque dans leur

« Les intérêts politiques des États clés – au premier rang desquels les États-Unis – ont entravé la mise en œuvre d'efforts de réponse suffisants pour répondre aux besoins humanitaires. »

"The political interests of key states – mainly the US – have hindered the implementation of sufficient efforts to address the complex humanitarian needs."

In this context, efforts to respond to the growing crisis in Central America and Mexico have been dramatically inadequate in the face of the overwhelming needs of people on the move. Upon closer consideration, it is apparent that the political interests of key states – mainly the US – have hindered the implementation of sufficient efforts to address the complex humanitarian needs in the subregion, thereby prejudicing those in need of assistance in Mexico. This dynamic is evident in the discourse used, with international agencies frequently characterising the situation in Central America as a humanitarian crisis¹⁰ and states participating in response planning. There is not, however, a clear and uniform recognition of the crisis in Mexico among traditional humanitarian actors and much less so by the Mexican state. While DRC and most other international and local non-governmental organisations (NGOs) addressing migration and displacement issues in Mexico are unequivocal in describing the magnitude of the needs and of using the term "humanitarian crisis", some agencies deliberately refrain from using this characterisation so as to avoid challenges from the Mexican

— 9. Par exemple, des organisations bénéficiant de financements du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés au Guatemala, au Honduras et au Salvador.

— 10. High Commissioner for Refugees, *Central America Refugee Crisis*, December 2022, <https://www.unrefugees.org/emergencies/central-america>

— 10. High Commissioner for Refugees, *Central America Refugee Crisis*, December 2022, <https://www.unrefugees.org/emergencies/central-america>

description de l'ampleur des besoins et dans leur emploi du terme « crise humanitaire », certaines agences s'abstiennent délibérément d'utiliser cette caractérisation afin d'éviter les difficultés posées par les autorités mexicaines et la perte d'accès potentielle. Bien que l'absence de caractérisation du contexte mexicain comme une « situation de conflit armé » ait été analysée dans d'autres espaces¹¹, certains informateurs clés attribuent la non-reconnaissance de la situation de crise aux implications que cela aurait pour les relations entre les États-Unis et le Mexique ainsi que pour les données probantes en faveur de la protection des demandeurs d'asile mexicains présents sur le territoire des États-Unis. Toutefois, l'absence de volonté de caractériser la situation mexicaine comme une crise n'est pas ; ommune à tous les acteurs, loin de là ; l'UNICEF a ainsi publié des rapports de situation réguliers dans le cadre des appels en faveur du Mexique début 2022, avant de passer à un appel conjoint pour le Mexique et l'Amérique centrale en 2023¹². En effet, cette tendance au regroupement du Mexique et de l'Amérique centrale a permis à plusieurs organisations internationales¹³ ainsi qu'à des donateurs¹⁴ de pallier, au moins en partie, l'absence de reconnaissance de la situation de crise et de tirer parti des fonds généralement destinés à la réponse aux besoins humanitaires en Amérique centrale, pour contribuer à prendre en charge les coûts des efforts de réponse au Mexique.

— 11. Juan Francisco Padin, "Opening Pandora's box: The case of Mexico and the threshold of non-international armed conflicts", *International Review of the Red Cross*, no. 923, June 2023, pp. 772–794, <https://international-review.icrc.org/articles/opening-pandoras-box-the-case-of-mexico-923>

— 12. UNICEF, *Children on the move in Mexico and Central America, situation report*, 2023, <https://www.unicef.org/media/131701/file/2023-HAC-Mexico-Central-America.pdf>

— 13. Le CNR a récemment établi une présence régionale au Honduras grâce à laquelle il sera en mesure de couvrir l'Amérique centrale et le Mexique. Le CDR étudie actuellement cette possibilité.

— 14. La Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire européennes, par exemple, inclut actuellement l'Amérique centrale comme une sous-région au sein de son Plan de mise en œuvre humanitaire.

authorities and the potential loss of access. Although failure to characterise Mexico as a situation of armed conflict has been analysed in other spaces,¹¹ some key informants attribute the non-recognition of the crisis situation to the implications that this would have for US-Mexico relations as well as on the evidence in favour of the protection of Mexican asylum seekers in the US. However, the unwillingness to characterise the situation in Mexico as a crisis is certainly not the case across the board, with UNICEF publishing regular situation reports as part of appeals for Mexico in early 2022 before transitioning to a joint appeal for Mexico and Central America in 2023.¹² Indeed, the grouping of Mexico together with Central America has allowed a number of international organisations¹³ as well as donors¹⁴ to partially overcome the non-recognition of the crisis situation and leverage funds generally directed at humanitarian needs in Central America to help cover the costs of response efforts in Mexico.

The unequal conditions of the humanitarian response in Mexico compared to Central America is also evident in the available funding. According to the United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, in 2023, reported funding for Mexico totalled less than \$US29 million, of which only 6.1% was funded through plans, specifically through the multi-country Venezuela

— 11. Juan Francisco Padin, "Opening Pandora's box: The case of Mexico and the threshold of noninternational armed conflicts", *International Review of the Red Cross*, no. 923, June 2023, pp. 772–794, <https://international-review.icrc.org/articles/opening-pandoras-box-the-case-of-mexico-923>

— 12. UNICEF, *Children on the move in Mexico and Central America, situation report*, 2023, <https://www.unicef.org/media/131701/file/2023-HAC-Mexico-Central-America.pdf>

— 13. NRC has recently established a regional presence in Honduras from which to cover Central America and Mexico. DRC is currently exploring this possible set up.

— 14. ECHO, for example, currently includes Central America and Mexico as a subregion within its Humanitarian Implementation Plan.

Les conditions inégales de la réponse humanitaire au Mexique, par rapport à l'Amérique centrale, sont également manifestes dans les financements disponibles. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies, en 2023, les financements déclarés pour le Mexique ont été inférieurs à 29 millions de dollars, dont 6,1 % uniquement provenaient de plans, plus spécifiquement le Plan de réponse régional aux réfugiés et migrants du Venezuela, plurinational¹⁵. Si les financements pour le Mexique sont historiquement faibles, ils ont considérablement augmenté en 2021 et 2022 avant de chuter de nouveau en 2023. Plus de 90 % des financements déclarés au cours de l'année 2023 provenaient du gouvernement des États-Unis, suivi de la Commission européenne, d'où provenaient moins de 7 % des fonds. Le financement total d'un montant de 29 millions de dollars disponible pour le Mexique contraste avec celui de plus de 100 millions de dollars disponible pour le Honduras, celui de 24 millions de dollars pour le Salvador ou celui de près de 46 millions de dollars pour le Guatemala en 2023¹⁶. Il est intéressant de remarquer que les financements obtenus par l'intermédiaire d'un Plan de réponse humanitaire (*Humanitarian Response Plan* – HRP en anglais) représentent plus de 40 % des financements au Honduras, plus de 94 % dans le cas du Salvador et une légère majorité dans le cas du Guatemala. Ces données confirment que le montant des financements disponibles pour la réponse humanitaire au Mexique est largement inférieur, en dépit du nombre record de demandeurs d'asiles et d'autres personnes en déplacement qui transitent par le territoire,

Regional Refugee and Migrant Response Plan.¹⁵ While funding for Mexico has historically been low, 2021 and 2022 saw a significant increase in funding, before plummeting again in 2023. More than 90% of reported funding during 2023 was from the US government, followed by the European Commission with less than 7% of reported funds. The total funding of \$US29 million available for Mexico is in contrast to the over \$US100 million in funding for Honduras, \$US24 million in funding to El Salvador and nearly \$US46 million in funding to Guatemala in 2023.¹⁶ Notably, funding through a Humanitarian Response Plan accounts for more than 40% of funding in Honduras, more than 94% in El Salvador and a slight majority of funding in Guatemala. This data confirms the significantly lower amount of funding available for humanitarian response in Mexico, despite the record high number of asylum seekers and others on the move through the territory, as well as the relationship between funding and response planning. According to some key informants, the dynamic of limited funding to Mexico is due mainly to its status as an upper-middle income country according to the World Bank's classification¹⁷ and the associated understanding that the Mexican State has the capacity necessary to attend to the needs in its country. Still, other humanitarian actors, however, referenced the significant funds provided to support Mexico's control and contention efforts, reflecting the priority of enforcement over humanitarian aid. The US government's Bureau of Humanitarian Affairs is notably absent from the

— 15. OCHA – Financial Tracking Service, *Mexico*, 2023, 20 September 2023, <https://fts.unocha.org/countries/144/summary/2023>

— 16. OCHA – Financial Tracking Service, *Honduras*, 2023, 16 October 2023, <https://fts.unocha.org/countries/99/summary/2023>; OCHA – Financial Tracking Service, *El Salvador*, 2023, 16 October 2023, <https://fts.unocha.org/countries/67/summary/2023>; OCHA – Financial Tracking Service, *Guatemala*, 2023, 16 October 2023, <https://fts.unocha.org/countries/91/summary/2023>

— 15. OCHA – Financial Tracking Service, *Mexico*, 2023, 20 September 2023, <https://fts.unocha.org/countries/144/summary/2023>

— 16. OCHA – Financial Tracking Service, *Honduras*, 2023, 16 October 2023, <https://fts.unocha.org/countries/99/summary/2023>; OCHA – Financial Tracking Service, *El Salvador*, 2023, 16 October 2023, <https://fts.unocha.org/countries/67/summary/2023>; OCHA – Financial Tracking Service, *Guatemala*, 2023, 16 October 2023, <https://fts.unocha.org/countries/91/summary/2023>

— 17. World Bank. *Data for Mexico – Upper-middle income*, 2023, <https://data.worldbank.org/?locations=MX-XT>

ainsi que du lien avéré entre financements et planification de la réponse. Selon certains informateurs clés, la dynamique de limitation des financements destinés au Mexique s'explique principalement par son statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, selon la classification de la Banque mondiale¹⁷, et par la conviction associée que l'État mexicain dispose de la capacité nécessaire pour répondre aux besoins au sein de ses frontières. Cependant, d'autres acteurs humanitaires ont évoqué les fonds importants mis à disposition en appui des efforts de contrôle et de contention du Mexique, reflétant la priorité du maintien de l'ordre sur l'aide humanitaire. Le Bureau des affaires humanitaires du gouvernement des États-Unis est notablement absent de la communauté de financement de la sous-région, des sources états-uniennes rapportant que plus de 58 millions de dollars ont été dépensés entre 2015 et 2022 en appui des efforts mexicains de contrôle de l'immigration et de sécurité aux frontières¹⁸.

La coordination constitue une autre difficulté majeure qui est étroitement liée à la reconnaissance de la crise et aux opportunités de financement disponibles. Au Guatemala, au Honduras et au Salvador, les systèmes de groupes sectoriels en fonctionnement ont facilité la consolidation des données probantes et la planification de la réponse, donnant ainsi une plus grande visibilité quant à la situation humanitaire et générant des financements plus robustes pour les opérations. En juillet 2021, un Aperçu des besoins humanitaires (*Humanitarian Needs Overview* – HNO en anglais) plurinational a été publié, reflétant une compréhension commune de la dyna-

funding community in the subregion, while US sources report that over \$US58 million were spent between 2015 and 2022 to support Mexico's immigration control and border security efforts.¹⁸

Coordination is another important challenge that is closely tied to recognition of the crisis and the available funding opportunities. In Guatemala, Honduras and El Salvador, functioning cluster systems have facilitated the consolidation of evidence and response planning that provide greater visibility to the humanitarian situation and enable more robust funding for operations. In July 2021, a multi-country Humanitarian Needs Overview was published reflecting a common understanding of the dynamics of the crises, the impacts on people and the priority needs and services.¹⁹ Each of the three countries has a humanitarian response plan that is regularly monitored and updated.²⁰ By contrast, Mexico does not have a formal cluster system, and despite local and national level coordination meetings through some sectoral working groups, these tend to be centred on information sharing, with extremely limited operational coordination and an absence of practices and processes that characterise cluster dynamics. Additionally, the lack of these mechanisms in Mexico means that there is no Humanitarian Needs Overview or Humanitarian Response Plan for the country, which serves as an additional challenge for resourcing response efforts. However, the

— 17. La Banque mondiale, *Les données relatives à Revenu intermédiaire, tranche supérieure, Mexique*, 2023, <https://donnees.banquemondiale.org/?locations=MX-XT>

— 18. Congressional Research Service, *Mexico's Immigration Control Efforts*, 13 March 2023, <https://crsreports.congress.gov/product/pdf/IF/IF10215#:~:text=U.S.%20assistance%20helped%20Mexican%20agencies,of%20its%20migrant%20detention%20centers>

— 18. Congressional Research Service, *Mexico's Immigration Control Efforts*, 13 March 2023, <https://crsreports.congress.gov/product/pdf/IF/IF10215#:~:text=U.S.%20assistance%20helped%20Mexican%20agencies,of%20its%20migrant%20detention%20centers>

— 19. OCHA, *El Salvador, Guatemala and Honduras: Humanitarian Needs Overview (Humanitarian Programme Cycle, July 2021)*, 9 August 2021, <https://reliefweb.int/report/guatemala/el-salvador-guatemala-honduras-humanitarian-needs-overview-humanitarian-programme>

— 20. OCHA, *HNO/HRP North of Central America (El Salvador, Guatemala, Honduras)*, 9 August 2021, <https://response.reliefweb.int/latin-america-and-caribbean/hnohrp-north-central-america-el-salvador-guatemala-honduras>

mique des crises, des impacts sur les populations et des besoins et services prioritaires¹⁹. Chacun des trois pays dispose d'un Plan de réponse humanitaire qui fait l'objet d'un suivi et de mises à jour réguliers²⁰. Par contraste, le Mexique ne dispose pas d'un système de groupes sectoriels formel. Des réunions de coordination aux niveaux local et national sont organisées par l'intermédiaire de certains groupes de travail sectoriels, mais elles tendent à être axées sur le partage d'informations, avec une coordination opérationnelle extrêmement limitée et une absence des pratiques et processus qui caractérisent les dynamiques sectorielles. En outre, en raison de l'absence des mécanismes de ce type au Mexique, il n'existe aucun Aperçu des besoins humanitaires ou Plan de réponse humanitaire pour le pays, ce qui constitue une difficulté supplémentaire dans la recherche de ressources pour les efforts de réponse. Toutefois, les difficultés liées à la coordination au Mexique ne concernent pas uniquement la communauté humanitaire. Les mécanismes alternatifs de coordination, y compris notamment la coordination sectorielle dirigée par le gouvernement, sont globalement inexistantes, et cela en dépit de la participation de certaines personnes issues du gouvernement, ou de certaines institutions aux espaces dirigés par les agences. On peut citer à ce titre la participation de l'autorité d'asile à certaines réunions de coordination au niveau local organisées par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et les partenaires ONG à Tapachula, au Mexique. Si des acteurs gouvernementaux ont pu déclencher une coordination ad hoc au sujet de processus spécifiques (par

coordination difficulties in Mexico are not limited to the humanitarian community. Alternative coordination mechanisms, including specifically government-led sectoral coordination, are generally absent. This despite the participation of some individuals within government or certain institutions in some agency-led spaces. For example, the participation of the asylum authority in some local-level coordination meetings organised by the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) and NGO partners in Tapachula, Mexico. While government actors have prompted *ad hoc* coordination on specific processes (for example, the relocation of residents of an informal camp in Matamoros to a government-backed shelter), there are currently no government-led working groups including government and non-governmental actors to address sectoral issues, beyond some inter-institutional cooperation. Upcoming national elections have also made it difficult to engage with authorities on migration issues, which are notably absent from the political agenda in Mexico.

Priorities for principled humanitarian action

These challenges have undoubtedly created a political dimension to and undermined the humanitarian response capacities in the subregion, with disproportionate impacts on those affected by the mixed migration crisis in Mexico. In this context, DRC, along with other humanitarian actors on the ground, has focused on a series of strategic actions to promote the delivery of humanitarian aid neutrally and in line with the other core principles. One priority action has been to invest in building a common and neutral understanding of the crisis by growing a shared base of evidence to inform programming. DRC has done this both by collecting and sharing data and information, specifically within the protection sector²¹ and by promoting collaborative processes aimed at mapping

— 19. OCHA, *El Salvador, Guatemala and Honduras: Humanitarian Needs Overview (Humanitarian Programme Cycle, July 2021)*, 9 August 2021, <https://reliefweb.int/report/guatemala/el-salvador-guatemala-honduras-humanitarian-needs-overview-humanitarian-programme>

— 20. OCHA, *HNO/HRP North of Central America (El Salvador, Guatemala, Honduras)*, 9 August 2021, <https://response.reliefweb.int/latin-america-and-caribbean/hnohrp-north-central-america-el-salvador-guatemala-honduras>

— 21. DRC has promoted and implemented Protection Monitoring in Mexico since July 2020.

exemple, la réinstallation de résidents d'un camp informel de Matamoros vers des abris mis à disposition par le gouvernement), il n'existe actuellement aucun groupe de travail dirigé par le gouvernement et incluant des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux qui se préoccupe des problématiques sectorielles au-delà d'un certain degré de coopération interinstitutionnelle. Les prochaines élections nationales ont aussi rendu plus difficile le dialogue avec les autorités s'agissant des questions migratoires, notablement absentes de l'agenda politique au Mexique.

Les priorités de l'action humanitaire fondée sur les principes

Ces difficultés ont sans aucun doute politisé tout autant qu'elles ont mis à mal les capacités de réponse humanitaire dans la sous-région, des impacts disproportionnés ayant été constatés sur les personnes touchées par la crise migratoire mixte au Mexique. Dans ce contexte, le CDR, aux côtés d'autres acteurs humanitaires sur le terrain, a centré ses efforts sur une série d'actions stratégiques visant à promouvoir la mise à disposition de l'aide humanitaire de manière neutre et dans le respect des autres principes fondamentaux. À ce titre, une action prioritaire a consisté à investir dans le développement d'une compréhension commune et neutre de la crise par l'intermédiaire de l'élaboration d'une base commune de données probantes pour éclairer la programmation. Pour cela, le CDR a à la fois recueilli et diffusé des données et informations, tout particulièrement au sein du secteur de la protection²¹ ; il a également promu les processus collaboratifs qui visent à cartographier les informations existantes dans la région de l'Amérique latine²². Une deuxième

existing information within Latin America.²² A second priority action has been to strengthen coordination within the country, by co-leading the national Protection Working Group together with International Rescue Committee (IRC) and UNHCR and by promoting the use of tools, guidance and frameworks used by the Global Protection Cluster. At the intersection of evidence and coordination, DRC together with IRC has been leading the consolidation of a Protection Needs Overview which seeks to foster knowledge and familiarity of the Protection Analytical Framework among humanitarian actors as well as collective capacities in the analysis of humanitarian data and information, while also contributing to a shared understanding of the crisis situation and the relevant needs. It is hoped that the product of these efforts will enable humanitarian advocacy in favour of more neutral funding decisions to facilitate a principled response to the crisis in Mexico.

— 21. Le CDR promeut et met en œuvre au Mexique un suivi de la protection depuis juillet 2020.

— 22. CDR, *Evaluación del Panorama de Información de Protección en América Latina (2021-2022)*, septembre 2022, <https://reliefweb.int/report/world/evaluacion-del-panorama-de-informacion-de-proteccion-en-america-latina-2021-2022-septiembre-2022>

— 22. CDR, *Evaluación del Panorama de Información de Protección en América Latina (2021-2022)*, September 2022, <https://reliefweb.int/report/world/evaluacion-del-panorama-de-informacion-de-proteccion-en-america-latina-2021-2022-septiembre-2022>

action prioritaire a été le renforcement de la coordination au sein du pays, par l'intermédiaire de la codirection du groupe de travail national sur la protection aux côtés de l'International Rescue Committee (IRC) et du HCR, mais aussi de la promotion des outils, orientations et cadres utilisés par le groupe sectoriel mondial de la protection. À l'intersection des données probantes et de la coordination, le CDR et l'IRC ont pris la tête de la consolidation d'un Aperçu des besoins en matière de protection qui cherche à renforcer la familiarisation des acteurs humanitaires avec les cadres analytiques de la protection ainsi que les capacités collectives d'analyse des données et informations humanitaires, tout en contribuant en parallèle au développement d'une compréhension partagée de la situation de crise et de ses besoins pertinents. Il est espéré que le fruit de ces efforts permettra la mise en œuvre d'un plaidoyer humanitaire en faveur d'une plus grande neutralité des décisions de financement, l'objectif étant de favoriser une réponse fondée sur les principes à la crise mexicaine.

Traduit de l'anglais par Anna Brun

Biographie | Biography



KAVITA KAPUR

Kavita Kapur est coordinatrice de la protection pour le Mexique du Conseil danois pour les réfugiés. En tant qu'avocate spécialisée dans les droits de la personne, elle a travaillé sur les problématiques de migration et de déplacement pour des organisations non gouvernementales locales et internationales, le gouvernement et le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés au Guatemala, au Honduras, au Costa Rica, en Algérie, en Grèce, en Malaisie et en République dominicaine.

Kavita Kapur is the Danish Refugee Council's Protection Coordinator for Mexico. A human rights lawyer, she has worked on migration and displacement issues for local and international NGOs, government and the UNHCR in Guatemala, Honduras, Costa Rica, Algeria, Greece, Malaysia and the Dominican Republic.

La migration temporaire de main-d'œuvre en Amérique centrale : enjeux éthiques et travail des organisations non gouvernementales

Temporary labour migration in Central America: ethical issues and the work of non-governmental organisations

François de Montigny • Docteur en philosophie, spécialiste des questions éthiques en lien avec les migrations en Amérique latine

M

al connue de l'autre côté de l'Atlantique, la migration temporaire de main-d'œuvre est fortement développée entre l'Amérique centrale et ses voisins

nord-américains notamment. Certaines ONG la voient comme la panacée, d'autres comme un piège. L'auteur trace une voie tout en nous expliquant son fonctionnement.

Lorsqu'il est question de migration en Amérique centrale, il s'agit presque toujours de la migration dite « irrégulière », dans laquelle des personnes tentent de rejoindre les États-Unis ou le Canada

Little known on the other side of the Atlantic, temporary labour migration is highly developed between Central America and its North American neighbours in particular. Some NGOs see it as a panacea, others as a trap. The author explains how it works and the way ahead.

When we talk about migration in relation to Central America, it is almost always a matter of "irregular" migration, with migrants trying to enter the United States (US) or Canada without going through the official immigration channels. From the Darién Gap to the "cavans" of migrants travelling to Mexico, irregular migration is a phenomenon of

sans passer par les canaux officiels de l'immigration. Du *Tapón del Darién* jusqu'aux « caravanes » de migrants qui se rendent au Mexique, la migration irrégulière est en effet un phénomène d'une ampleur considérable qui touche l'ensemble des pays d'Amérique centrale. Pourtant, un autre type de migration en provenance de l'Amérique latine et des Caraïbes, régulière cette fois, se fait de plus en plus présente depuis quelques années : la migration temporaire de main-d'œuvre. Grâce à des programmes mis en place dès les années 1970 par des pays comme le Canada, les États-Unis ou l'Espagne, des travailleurs mexicains, caraïbéens ou centro-américains vont travailler dans ces pays hôtes pour des périodes allant de quelques mois à quelques années, parfois selon une migration circulaire : les travailleurs alternent entre quelques mois dans leurs pays d'origine et quelques mois dans les pays hôtes. Les secteurs d'activité en demande sont variés tels que l'hôtellerie, la construction, et la transformation alimentaire. Néanmoins, l'agriculture demeure l'activité prépondérante.

Les modalités de cette migration varient considérablement selon les pays hôtes, les accords sur la mobilité de main-d'œuvre, les programmes spécifiques et le type de main-d'œuvre dont il est question. Il est d'ailleurs important de faire la distinction dès maintenant entre la migration temporaire de main-d'œuvre qualifiée et à haut salaire et la migration « peu qualifiée » et à bas salaire, comme les travailleurs agricoles ou du secteur de l'hôtellerie. Il ne sera question dans ce texte que de la seconde.

Pour les pays hôtes, engager des travailleurs étrangers temporaires est une façon de pallier la pénurie de main-d'œuvre locale et le vieillissement de la population grâce à une main-d'œuvre bon marché. Pour les pays d'origine, la migration temporaire permet de fournir des emplois relativement rémunérateurs à de nombreux citoyens, stimulant l'économie locale par les envois de fonds (*remesas*) des travailleurs à

considérable magnitude affecting all the countries of Central America. However, another form of migration from Latin America and the Caribbean, this time regular, has been on the rise in the last few years: temporary labour migration. As a result of programmes set up from the 1970s onwards by countries such as Canada, the US and Spain, Mexican, Caribbean and Central American workers go over to work in these host countries for periods ranging from a few months to several years, sometimes in the form of circular migration where workers alternate periods of a few months working overseas and periods in their home countries. Shortage sectors in demand are varied, ranging from hospitality to construction to food processing. However, farming remains the most in-demand shortage sector.

The forms of migration vary considerably depending on the host country, labour mobility agreements, specific programmes and the type of labour in question. Furthermore, it is important to start by making a distinction between well-paid, high-skilled temporary labour migration, and low-paid, low-skilled temporary labour migration, such as agricultural or hospitality trade workers, since this article will only deal with the latter.

For the host countries, the recruitment of temporary foreign workers is a means of alleviating local labour shortages and population ageing by harnessing cheap labour. For the home countries, temporary migration offers large numbers of citizens the chance to take up relatively lucrative jobs, thereby stimulating the local economy by way of the personal remittances (*remesas*) workers send to their families. These agreements appear to be mutually beneficial from an economic perspective. Moreover, they are increasingly popular among both workers and employers.

However, despite the considerable potential of temporary migration to improve the economic circumstances of



FRANÇOIS
DE MONTIGNY

leurs familles. Au niveau économique, de tels accords seraient donc mutuellement bénéfiques. Ils sont d'ailleurs de plus en plus populaires tant auprès des travailleurs que des employeurs.

Cependant, malgré le potentiel important de la migration temporaire pour améliorer les conditions économiques des travailleurs qui y prennent part et de leurs familles, peu d'organisations non gouvernementales (ONG) choisissent de s'engager en sa faveur. Dans les pays hôtes, le sujet reste hautement controversé. Au Canada, par exemple, les reportages, documentaires et témoignages se multiplient depuis quelques années pour dénoncer les conditions de travail et de vie parfois inhumaines que doivent subir les travailleurs étrangers¹, et ces dénonciations ont été récemment reprises par le rapporteur spécial des Nations unies sur les formes contemporaines d'esclavage². De plus, comme nous le verrons, les projets visant à favoriser le recrutement de travailleurs temporaires dans les pays du Sud global impliquent très souvent un partenariat avec des agences de recrutement privées ou publiques, dont les intérêts ne coïncident pas toujours avec ceux des travailleurs eux-mêmes. Pour une ONG, il est donc risqué tant au niveau éthique que réputationnel de prendre part de façon directe ou indirecte aux programmes de migration temporaire de main-d'œuvre. Une prudence compréhensible qui restreint néanmoins à la fois les bénéfices potentiels de ces programmes pour les communautés des travailleurs et les appuis que pourraient recevoir les travailleurs dans leurs pays d'origine.

— 1. Voir, par exemple, Nadia Gaudreau, « Abus, harcèlement, logements surpeuplés : des travailleurs étrangers exploités au N.-B. », *Radio-Canada*, 1^{er} mars 2023, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1959740/exploitation-travailleurs-etrangers-temporaires-usine-homard-rapport-nb>

— 2. Amélie Mouton, « Les travailleurs étrangers, un terreau propice à une forme contemporaine d'esclavage », *Radio-Canada*, 7 septembre 2023, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2008522/travailleurs-migrants-temporaires-esclavage-contemporain>

participating workers and their families, few non-governmental organisations (NGOs) choose to get involved with the system. The topic remains highly contentious in the host countries. In Canada, for example, for a few years there has been an increase in reports, documentaries and testimonies exposing the at times inhumane living and working conditions endured by foreign workers,¹ reports that have recently been taken up by the United Nations Special Rapporteur as modern-day forms of slavery.² Furthermore, as we will see, projects aiming to facilitate the recruitment of temporary workers from countries in the Global South very frequently involve a partnership with private or public sector recruitment agencies, whose interests do not always align with those of the workers themselves. Therefore, it is risky from an ethical and reputational perspective for an NGO to take part directly or indirectly in temporary labour migration programmes. However, this understandable caution does restrict both the potential benefits of these programmes for the communities of workers and the support that the workers could receive in their home countries.

The major repercussions of temporary migration

By signing a trilateral statement on their joint commitment to Central America in May 2023,³ the Canadian, US and Spanish governments confirmed what observers had been saying for several years: not only is temporary labour migration going to be

— 1. For example, see Nadia Gaudreau, « Abus, harcèlement, logements surpeuplés : des travailleurs étrangers exploités au N.-B. », *Radio-Canada*, 1^{er} mars 2023, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1959740/exploitation-travailleurs-etrangers-temporaires-usine-homard-rapport-nb>

— 2. Amélie Mouton, « Les travailleurs étrangers, un terreau propice à une forme contemporaine d'esclavage », *Radio-Canada*, 7 septembre 2023, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2008522/travailleurs-migrants-temporaires-esclavage-contemporain>

— 3. Government of Canada, *Trilateral statement on joint commitment to Latin America*, 3 May 2023, <https://www.canada.ca/en/immigration-refugees-citizenship/news/2023/05/trilateral-statement-on-joint-commitment-to-latin-america.html>

Les retombées importantes de la migration temporaire

En signant une déclaration commune sur leur engagement à l'égard de l'Amérique centrale en mai 2023³, les gouvernements canadien, américain et espagnol ont entériné ce que les observateurs constataient depuis plusieurs années : la migration temporaire de main-d'œuvre est non seulement appelée à prendre de l'ampleur dans les années à venir, mais elle est de plus en plus considérée par les pays du Nord global comme un moyen de promouvoir le développement économique des pays du Sud global.

Si le poids des *remesas* dans les économies locales est connu (environ 19 % du PIB guatémaltèque et 4,3 % du PIB mexicain en 2022⁴, par exemple), les retombées économiques spécifiques à la main-d'œuvre temporaire sont plus difficiles à mesurer. Une étude récente pour le compte d'Action contre la Faim montre cependant que les impacts de la migration temporaire circulaire sur les familles et les communautés d'origine des travailleurs sont appréciables et supérieurs à ceux de la migration irrégulière⁵. Les familles dont un membre participe à un programme de migration circulaire bénéficient de *remesas* plus importantes et plus constantes, ce qui amènerait une meilleure nutrition infantile et une plus grande participation économique des femmes, en plus de favoriser l'attachement à la communauté par le retour cyclique et prévisible dans la communauté d'origine.

— 3. Gouvernement du Canada, *Déclaration trilatérale relative à l'engagement conjoint à l'égard de l'Amérique latine*, 3 mai 2023, <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/2023/05/declaration-trilatérale-relative-a-l'engagement-conjoint-a-l'égard-de-l'amerique-latine.html>

— 4. Banque mondiale, « Envois de fonds des travailleurs et rémunérations des salariés, reçus (% du PIB) », <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/BX.TRF.PWKR.DT.GD.ZS>

— 5. Isabela Gonzalez-Enriquez, Ursula Torrez-Parejo, Maria Vera, Beau Brodbeck and Miguel A. Garcia-Arias, *Different ways to get to the North, different ways to live in the South. Circular migration and its potential to promote development and belonging in Western Guatemala*, Action Against Hunger, June 2022.

on the rise over the coming years, it is increasingly being regarded by countries in the Global North as a means of promoting the economic development of countries in the Global South.

While the share of *remesas* in local economies is known (around 19% of Guatemala's gross domestic product[GDP] and 4.3% of Mexico's GDP in 2022⁴ for instance), temporary labour migration's specific economic repercussions are more difficult to measure. A recent study for Action Against Hunger did however show that temporary circular migration has a noticeable impact on the workers' families and home communities, and it has a greater impact than irregular migration.⁵ Families with a member participating in a circular migration programme receive larger and more regular *remesas*, leading to improved infant nutrition and an increase in women's participation in the economy, not to mention fostering attachment to the community through the worker's cyclical and planned returns home.

Apart from its economic impact, temporary labour migration also helps to protect workers from the considerable dangers of irregular migration. It is worth reiterating that since 2014 the International Organization for Migration (IOM) has reported at least 8,200 migrants as missing in the Americas (South America, Central America, North America and the Caribbean combined), 1,432 of whom went missing in 2022 alone.⁶

Pros not without cons

Temporary labour migration therefore does have major benefits. Nevertheless, as we mentioned, it is not a panacea,

— 4. World Bank, "Personal remittances, received (% of GDP)", <https://data.worldbank.org/indicator/BX.TRF.PWKR.DT.GD.ZS>

— 5. Isabela Gonzalez-Enriquez, Ursula Torrez-Parejo, Maria Vera, Beau Brodbeck and Miguel A. Garcia-Arias, *Different ways to get to the North, different ways to live in the South: Circular migration and its potential to promote development and belonging in Western Guatemala*, Action Against Hunger, June 2022.

— 6. International Organization for Migration, *Missing Migrants Project, the Americas*, <https://missingmigrants.iom.int/region/americas>

Au-delà de son impact économique, la migration temporaire de main-d'œuvre permet aussi de soustraire les personnes qui la choisissent aux dangers importants liés à la migration irrégulière. Rappelons que depuis 2014, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) rapporte au moins 8200 migrants disparus dans les Amériques (à savoir l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale et l'Amérique du Nord ainsi que les Caraïbes), dont 1432 pour la seule année 2022⁶.

Des bénéfices qui ne sont pas sans écueils

Les bénéfices de la migration temporaire de main-d'œuvre sont donc importants. Pourtant, comme nous l'avons mentionné, il ne s'agit pas non plus d'une panacée, et de nombreux travailleurs temporaires se retrouvent dans des situations d'exploitation de plus en plus souvent dénoncées. Malgré l'encadrement qu'offrent les programmes gouvernementaux qui régulent cette migration, notamment aux États-Unis et au Canada, les médias locaux rapportent fréquemment les abus auxquels les travailleurs étrangers sont soumis : logements insalubres, conditions de travail dangereuses, isolement des travailleurs et manque d'accès aux soins de santé sont malheureusement trop fréquents. La vie des travailleurs temporaires étrangers n'est pas facile, et ce, même s'ils ont en principe droit aux mêmes protections que les travailleurs nationaux. Ces abus sont dus en grande partie aux modalités des programmes d'embauche de travailleurs étrangers qui font en sorte que les travailleurs sont particulièrement dépendants de leurs employeurs. Ainsi, au Canada comme aux États-Unis, les travailleurs agricoles sont engagés avec des permis de travail fermés, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent pas changer d'employeur sans l'autorisation des autorités concernées. Pour la grande majorité des travailleurs, l'absence de connaissance

and many temporary workers find themselves in exploitative situations, which are increasingly being exposed. Despite the oversight provided by the government programmes regulating this form of migration, particularly in the US and Canada, local media outlets frequently report on the different types of abuse suffered by foreign workers: substandard housing, dangerous working conditions, worker isolation and poor access to healthcare are unfortunately all too frequent. The lives of temporary foreign workers are not easy, even if in principle they benefit from the same protections as national workers. A large part of this abuse is due to the procedures practised by the foreign worker recruitment programmes, which make the workers heavily dependent on their employers. Consequently, in Canada and the US, agricultural workers are hired with closed work permits, meaning that they cannot change employer without the authorisation of the relevant authorities. For the vast majority of the workers then, a lack of knowledge of the local language and the fact that they are easily replaceable – often their contracts are for one season only, while thousands of their compatriots are knocking at the doors of the recruitment agencies to take their place – make the balance of power between the employee and the employer even more out of balance. In such a context, it is easy for some employers to take advantage of this captive workforce by refusing to provide them with the working and living conditions they are entitled to. Finally, it is important to mention that participants in the low-paid temporary foreign worker programmes are rarely able to obtain leave to remain in the host countries, even if they spend many years there, yet another example of the discrimination they face.

These reasons explain why temporary labour migration is inherently controversial, and why several observers and activists criticise it as a further example of the exploitation of workers from the Global South to the benefit of the

— 6. Organisation internationale pour les migrations, « Projet Migrants disparus, les Amériques » (*Missing Migrants Project, the Americas*), <https://missingmigrants.iom.int/region/americas>

de la langue locale et le fait qu'ils sont facilement remplaçables – leurs contrats ne durent souvent qu'une saison, tandis que des milliers de leurs compatriotes se pressent aux portes des agences de recrutement pour prendre leur place – déséquilibrent encore plus le rapport de force entre l'employé et l'employeur. Dans un tel contexte, il est aisé pour certains employeurs de profiter de cette main-d'œuvre captive en lui refusant les conditions de travail et de vie auxquelles elle a droit. Finalement, il est important de mentionner que les participants aux programmes de travailleurs étrangers temporaires à bas salaire peuvent rarement acquérir la résidence permanente dans les pays hôtes même s'ils y passent de nombreuses années, ce qui témoigne encore une fois de la discrimination dont ils sont l'objet.

Ces raisons montrent pourquoi la migration de main-d'œuvre temporaire est en elle-même controversée, et comment plusieurs observateurs et militants la décrivent comme un nouvel exemple d'exploitation des travailleurs du Sud global pour le bénéfice des économies du Nord⁷. Ce ne sont pas seulement les pratiques anecdotiques d'employeurs qui sont dénoncées, mais bien les programmes de migration temporaire eux-mêmes, ce qui explique en partie la réticence généralisée des ONG à s'engager pour la migration temporaire.

Les ONG face à des enjeux éthiques

Parmi les organisations internationales et ONG qui travaillent autour de la migration temporaire, on peut généralement reconnaître deux grands objectifs, qui ne s'excluent d'ailleurs pas l'un l'autre. Le premier vise à mettre à la disposition des travailleurs migrants des ressources qui leur permettent d'assurer le respect

« De nombreux travailleurs temporaires se retrouvent dans des situations d'exploitation de plus en plus souvent dénoncées. »

“Many temporary workers find themselves in exploitative situations, which are increasingly being exposed.”

Global North's economies.⁷ It is not just anecdotal employer practices that are criticised but also the temporary migration programmes themselves, which partly explains the widespread reluctance of NGOs to get involved in temporary migration.

Ethical challenges facing NGOs

The international organisations and NGOs that attend to the subject of temporary migration tend to have two main, and not mutually exclusive, objectives. The first objective is to provide the migrant workers with resources enabling them to ensure that their rights are upheld, notably with regard to working and living conditions, healthcare access and other forms of protection. This is the work done by many NGOs in the host countries, such as the *Réseau d'aide aux travailleuses et travailleurs agricoles du Québec*. The second, more ambitious, objective is to facilitate labour migration, by offering training to potential workers, simplifying bureaucratic formalities or supporting worker recruitment processes. The aim here is to offer workers more job opportunities and in this way foster the development of their home communities. This is the approach taken by international organisations, such as the IOM and the

— 7. Martin Gallié, Jeanne Ollivier-Gobeil et Caroline Brodeur, *La néo-féodalisation du droit du travail agricole : Étude de cas sur les conditions de travail et de vie des travailleurs agricoles migrants à Saint-Rémi (Québec)*, Cahiers du GRIEPS, n° 8, 2017, http://www.gireps.org/wp-content/uploads/2017/08/Rapport_DroitTravail_Online.pdf

— 7. Martin Gallié, Jeanne Ollivier-Gobeil et Caroline Brodeur, *La néo-féodalisation du droit du travail agricole : Étude de cas sur les conditions de travail et de vie des travailleurs agricoles migrants à Saint-Rémi (Québec)*, Cahiers du GRIEPS, n° 8, 2017, http://www.gireps.org/wp-content/uploads/2017/08/Rapport_DroitTravail_Online.pdf

de leurs droits, notamment en ce qui concerne les conditions de travail et de vie, l'accès aux soins de santé, et d'autres formes de protection. C'est le travail qu'entreprennent de nombreuses ONG dans les pays d'accueil, comme le Réseau d'aide aux travailleuses et travailleurs migrants agricoles du Québec. Le second objectif, plus ambitieux, est de faciliter la migration de main-d'œuvre, que ce soit en offrant des formations aux travailleurs potentiels, en simplifiant les démarches bureaucratiques, ou encore en appuyant les processus de recrutement. Le but est d'offrir plus de possibilités d'emploi aux travailleurs et ainsi favoriser le développement de leurs communautés d'origine. C'est la voie choisie par des organisations internationales comme l'OIM ou l'Organisation internationale du travail, par des agences gouvernementales comme l'United States Agency for International Development, mais également par des ONG comme le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) – Guatemala⁸.

Évidemment, le premier objectif est beaucoup moins controversé que le second et laisse peu de place à la critique. La migration temporaire de main-d'œuvre existe et s'accroît : reconnaître cet état de fait et soutenir les travailleurs qui y prennent part ne signifie pas l'encourager. Il s'agit toutefois d'un objectif un peu timide, qui permet certes d'éviter de prendre position sur la légitimité de la migration temporaire de main-d'œuvre, mais qui met de côté les bénéfices potentiels d'un tel système.

Le second objectif est plus ambitieux, car il propose d'utiliser la migration temporaire de main-d'œuvre comme outil de développement. Il prête aussi davantage le flanc à la critique, puisqu'il suppose une implication directe ou indirecte dans les processus de recrutement de main-d'œuvre et bénéficie ainsi aux recruteurs et aux employeurs. Comme nous l'avons

International Labour Organization, governmental agencies, such as the United States Agency for International Development, as well as NGOs, such as the Centre for International Studies and Cooperation (CECI) – Guatemala.⁸

Obviously, the first objective is far less controversial than the second and leaves little room for criticism. Temporary labour migration exists and is on the rise: acknowledging this state of affairs and supporting the workers involved does not equate to promoting it. However, it is a rather modest objective, meaning that organisations do not have to take a stance on the legitimacy of temporary labour migration but also ignore the potential benefits of such a system.

The second objective is more ambitious, as it involves using temporary labour migration as a development tool. It is also more open to criticism, as it implies direct or indirect involvement in the worker recruitment processes and therefore benefits the recruiters and employers. As we saw, for many critics, the temporary migration programmes themselves are responsible for the somewhat frequent cases of worker exploitation. Some therefore regard efforts to encourage the recruitment of more workers to these programmes as acceptance or endorsement of these programmes and therefore of the exploitation they practise. Obviously, it is possible to encourage temporary migration because of the benefits it offers while making efforts to better protect the workers, as CECI – Guatemala does. The fact remains that direct involvement in temporary labour migration can spark controversy, something that many development and international cooperation organisations fear with good reason.

Despite the current and potential benefits of temporary labour migration, it is therefore hardly surprising that several

— 8. Centre d'étude et de coopération internationale, *Programme de travail temporaire (PTT)*, <https://www.cecici.ca/fr/projets/programme-de-travail-temporaire-ptt>

— 8. Centre for International Studies and Cooperation, *Temporary Work Program (PTT)*, <https://www.cecici.ca/en/projects/temporary-work-program-ptt>

vu, pour de nombreux critiques, les programmes de migration temporaire eux-mêmes sont responsables des cas assez fréquents d'exploitation des travailleurs. Chercher à favoriser le recrutement de plus de travailleurs dans ces mêmes programmes sera donc vu par certains comme une acceptation ou un cautionnement de ces programmes, et donc de l'exploitation qu'ils rendent possible. Il est bien sûr envisageable de chercher à encourager la migration temporaire en raison de ses bénéfices tout en œuvrant à mieux protéger les travailleurs, comme le fait le CECI – Guatemala. Il n'en reste pas moins qu'une implication directe dans la migration temporaire de main-d'œuvre peut faire polémique, ce que redoutent avec raison bien des organisations de développement et de coopération internationale.

Il n'est donc pas surprenant que, malgré les bénéfices actuels et potentiels de la migration de main-d'œuvre temporaire, plusieurs ONG préfèrent s'en tenir au premier objectif, écartant ainsi les risques de controverse et de mécompréhension de leur travail. Pourtant, même en ne s'occupant que du respect des droits des travailleurs, les ONG se retrouvent bien souvent obligées de se rapprocher des recruteurs et des employeurs pour avoir accès aux bénéficiaires, ce qui, encore une fois, s'apparente pour certains à un cautionnement tacite des programmes actuels de main-d'œuvre temporaire étrangère et de leurs défauts.

Dans les pays hôtes, les travailleurs temporaires sont souvent regroupés dans les mêmes fermes et les mêmes régions agricoles et peuvent aussi être accueillis aux aéroports, ce qui facilite le travail des organisations locales. Cependant, dans les pays d'origine, les travailleurs sont dispersés à travers diverses régions et sont, de fait, difficilement joignables. Pour pouvoir leur offrir un soutien préalable à leur départ, il est souvent nécessaire de s'associer aux services de recrutement qui les embauchent, qu'ils soient étatiques – comme le service national de l'emploi (*Servicio Nacional*

« Les ONG se retrouvent bien souvent obligées de se rapprocher des recruteurs et des employeurs pour avoir accès aux bénéficiaires, ce qui, encore une fois, s'apparente pour certains à un cautionnement tacite. »

“NGOs often find themselves having to liaise with recruiters and employers to gain access to the beneficiaries, which once again for some seems like a tacit endorsement.”

NGOs prefer to confine themselves to the first objective, in this way eliminating the risks of controversy and their work being misinterpreted. However, even when only safeguarding workers' rights, NGOs often find themselves having to liaise with recruiters and employers to gain access to the beneficiaries, which once again for some seems like a tacit endorsement of the current temporary foreign worker programmes and their shortcomings.

In the host countries, the temporary workers are often gathered on the same farms and in the same agricultural regions, and picked up from the airport in some cases, which makes the work of the local organisations easier. However, in the home countries, the workers are scattered across different regions and consequently are difficult to contact. It is often necessary to join forces with the recruitment services hiring the workers, be they public (such as the *Servicio Nacional del Empleo* [National Employment Service] in Mexico and the *Departamento de Movilidad Laboral* [Department of Labor Mobility] in Guatemala) or private-sector services in order to offer pre-departure support. While private sector recruitment firms are of course profit-making, unlike state institutions,

del Empleo) au Mexique et le service de la mobilité professionnelle (*Departamento de Movilidad Laboral*) au Guatemala – ou privés. Si les entreprises privées de recrutement sont bien sûr à but lucratif, contrairement aux institutions étatiques, il reste que, dans les deux cas, le but recherché par ces services est d'envoyer le plus de travailleurs possible à l'étranger. Cela ne signifie pas que le bien-être des travailleurs n'est jamais pris en compte (certains services de recrutement ont à ce sujet meilleure réputation que d'autres), mais plutôt que des abus peuvent survenir. Des travailleurs migrants se sont plaints de frais de recrutement élevés, du manque de diligence de certains recruteurs qui continuent à envoyer des travailleurs chez des employeurs abusifs, ainsi que du manque d'écoute et de soutien lorsqu'ils tentent de faire valoir leurs droits. Néanmoins, ils renoncent souvent à se plaindre ou à revendiquer de meilleures conditions de travail, par crainte de perdre cette opportunité rémunératrice.

Pistes de réflexion

Il est donc difficile pour une ONG de chercher à maximiser les bénéfices de la migration temporaire sans cautionner, ou du moins paraître cautionner, l'exploitation à laquelle de nombreux travailleurs temporaires sont soumis. Cependant, on peut identifier quelques pistes de solution pour les ONG soucieuses de dépasser ces difficultés.

Premièrement, une attention constante doit être portée aux bénéficiaires des projets, c'est-à-dire aux travailleurs et travailleuses. Cela signifie d'abord des consultations sans la présence du recruteur ou de l'employeur durant la phase d'élaboration des projets. Cela implique ensuite des mécanismes de suivi et d'évaluation qui ne considèrent pas seulement les résultats matériels et économiques des projets, mais aussi le bien-être et la satisfaction générale des bénéficiaires. Il serait en effet tout à fait possible de développer des projets qui parviennent à offrir des opportunités d'emploi importantes à ces derniers tout

the fact remains that in both cases the aim of these services is to send as many workers as possible abroad. This does not mean that worker wellbeing is never taken into consideration (some recruitment services have a better reputation in this regard than others), but abuse can occur. Migrant workers have complained about high recruitment fees, a lack of reasonable care by some recruiters who continue to send workers to abusive employers, as well as a lack of responsiveness and support when they try to assert their rights. However, they often give up complaining or calling for better working conditions out of fear of losing this lucrative employment opportunity.

Discussion topics

It is therefore difficult for an NGO to maximise the benefits of temporary migration without endorsing, or at least appear to be endorsing, the exploitation suffered by many temporary workers. However, some potential solutions can be identified for NGOs keen to overcome these stumbling blocks.

Firstly, constant attention must be paid to the project beneficiaries, i.e. the workers. This firstly means worker consultations without the presence of the recruiter or employer during the project development phase. It then involves monitoring and evaluation mechanisms that do not solely focus on the material and economic outcomes of the projects but also on beneficiary wellbeing and overall satisfaction. Indeed, it would be perfectly possible to develop projects that manage to offer good job opportunities to beneficiaries while keeping them in exploitative situations, which would be far from a desirable outcome. This pitfall can be avoided if efforts are made to take into consideration overall worker wellbeing.

Furthermore, partners need to be carefully selected and regularly evaluated, and NGOs need to give themselves the contractual means to retire a partnership if unacceptable situations come to light. Once again, beneficiary-focused project monitoring and evaluation is vital.

en les maintenant dans des situations d'exploitation, ce qui ne serait certainement pas souhaitable. En s'efforçant de prendre en compte le bien-être général des travailleurs, on peut éviter ce piège.

Par ailleurs, il est nécessaire de bien choisir ses partenaires, de les évaluer régulièrement et de se donner les moyens contractuels de rompre un partenariat si des situations inacceptables sont mises au jour. Là encore, le suivi et l'évaluation des projets par les bénéficiaires sont essentiels.

Enfin, il est important que les projets développés s'appliquent à penser la réinsertion des travailleurs dans leurs communautés d'origine, notamment en maximisant l'impact durable des sommes gagnées à l'étranger. La facilitation des processus de recrutement des travailleurs temporaires deviendra alors un véritable outil pour le développement local, et non un objectif en soi.

Finally, it is important that the projects developed do their utmost to focus on worker reintegration into their communities of origin, specifically by maximising the lasting impact of monies earned abroad. Facilitating the temporary worker recruitment process would therefore become a real tool for local development rather than an end in itself.

Translated from the French by Gillian Eaton

Biographie | Biography



FRANÇOIS DE MONTIGNY

Titulaire d'un doctorat en philosophie de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et spécialiste des questions éthiques, François de Montigny travaille sur les questions de développement et de solidarité internationale en Amérique latine. Il est notamment l'auteur d'une étude à paraître (Centre d'étude et de coopération internationale – Bolivie) sur la migration haïtienne en Bolivie et travaille aujourd'hui sur différents projets liés à la migration temporaire au Guatemala.

The holder of a doctorate in philosophy from the Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne and a specialist in ethical considerations, François de Montigny works on development and international solidarity issues in Latin America. He is the author of a forthcoming study of Haitian migration in Bolivia (Centre for International Studies and Cooperation – Bolivia) and is currently working on various projects relating to temporary migration in Guatemala.

Répondre à une crise humanitaire non traditionnelle : le cas du Nord de l'Amérique centrale

Responding to a non-traditional humanitarian crisis: the case of Northern Central America

Julio E. Rank Wright • Regional Vice President for Latin America at International Rescue Committee (IRC)

L

e « triangle du Nord » de l'Amérique centrale pourrait sembler un terrain de mise en œuvre du fameux nexus. En réalité, selon l'auteur, la faveur

accordée à des programmes de développement a depuis trop longtemps empêché de tirer les bénéfices que pourraient avoir des actions humanitaires, reconnues et financées comme telles.

La principale erreur de la communauté internationale lorsqu'elle parle de l'Amérique centrale est de ne pas définir clairement à quelle partie de l'isthme elle fait référence. En tentant d'amalgamer une région complexe – à l'histoire plus ou moins tumultueuse et aux défis non moins variés – il est fort probable

The “Northern Triangle” of Central America might seem a good place to put the famous nexus into practice. However, the author feels that, for too long, the favour given to development programmes has hampered the potential benefits of humanitarian actions, recognised and financed as such.

The first mistake the international community makes when speaking about Central America is not being clear on what part of the isthmus they're referring to. By attaching varying degrees of tumultuous histories and challenges to a complex region, it's highly likely that unclear terms have generated biased and at times overarching blanket policy responses applied to all Central American countries. The distinction is especially important today as the region becomes a

que cette tendance ait généré des réponses politiques biaisées et parfois trop englobantes, appliquées à tous les pays d'Amérique centrale. La distinction est d'autant plus importante aujourd'hui que la région devient une route migratoire majeure dans le monde¹, qui commence loin des côtes de chacun de ses pays, et parfois loin de l'Amérique latine². Il n'est pas rare d'entendre des analystes et des universitaires d'Amérique centrale et d'Amérique latine déclarer que la frontière américaine n'est plus au Mexique mais en Colombie, étant donné le nombre croissant de personnes en mouvement à la recherche d'un refuge et d'un passage vers un avenir nouveau et meilleur. Pour les besoins de cet article, je me référerai aux pays du Nord de l'Amérique centrale, à savoir le Guatemala, le Honduras et le Salvador.

Les organisations humanitaires seraient bien avisées d'adopter une vision de crise pour le contexte humanitaire non traditionnel, multidimensionnel et prolongé du Nord de l'Amérique centrale, et cela vaut également pour leurs interventions. En outre, il est essentiel que les agences d'aide conjuguent leurs efforts avec ceux des partenaires locaux, qu'il s'agisse d'aide humanitaire ou de développement.

Le contexte humanitaire du triangle du Nord de l'Amérique centrale

Le Nord de l'Amérique centrale est confronté à une crise humanitaire grandissante et sans précédent, aggravée par le ralentissement économique, la violence chronique et les effets du changement climatique. Dans toute la région, des milliers de personnes sont en quête de sécurité et de protection. En 2020, la violence des gangs, les violences

« Il n'est pas rare d'entendre des analystes et des universitaires d'Amérique centrale et d'Amérique latine déclarer que la frontière américaine n'est plus au Mexique mais en Colombie. »

"It is not uncommon to hear analysts and academics from Central America and Latin America colloquially state that the United States border is no longer in Mexico but in Colombia."

major global migration route¹ that starts far from the coasts of any of its countries and, for some, far from Latin America.² It is not uncommon to hear analysts and academics from Central America and Latin America colloquially state that the United States border is no longer in Mexico but in Colombia, given the growing numbers of people on the move seeking refuge and passage to a new and better future. For the purposes of this specific article, I will be referring to the Northern Central American countries of Guatemala, Honduras and El Salvador.

Humanitarian organisations would do well to look at the non-traditional multi-dimensional and protracted humanitarian contexts and their respective responses in Northern Central America through a crisis lens. Until then it is essential that aid agencies integrate their efforts with local partners for both humanitarian and development responses.

— 1. Diana Roy and Sabine Baumgartner, "Crossing the Darién Gap: Migrants risk death on the journey to the U.S.", *Council on Foreign Relations*, 22 June 2022, <https://www.cfr.org/article/crossing-darien-gap-migrants-risk-death-journey-us>

— 2. WOLA Border Oversight, *Annual Migration Through Panama's Darién Gap*, 20 September 2023, <https://borderoversight.org/2023/05/19/2022-monthly-migration-through-panamas-darien-gap>

— 1. Diana Roy and Sabine Baumgartner, "Crossing the Darién Gap: Migrants risk death on the journey to the U.S.", *Council on Foreign Relations*, 22 June 2022, <https://www.cfr.org/article/crossing-darien-gap-migrants-risk-death-journey-us>

— 2. WOLA Border Oversight, *Annual Migration Through Panama's Darién Gap*, 20 September 2023, <https://borderoversight.org/2023/05/19/2022-monthly-migration-through-panamas-darien-gap>



**JULIO E.
RANK WRIGHT**

sexistes et sexuelles, mais aussi la pauvreté, l'insécurité et le changement climatique ont été à l'origine du déplacement interne de plus de 1,4 million de personnes au Honduras, au Guatemala et au Salvador. Ces chiffres sont restés stables au cours des dernières années, à l'exception du Salvador, où ils ont diminué. L'Aperçu Humanitaire 2021³ met l'accent sur les besoins des personnes déplacées internes de la région. L'Internal Displacement Monitoring Center⁴ indique, pour le seul Honduras, 937 000 nouveaux déplacements dus à des catastrophes en 2020, soit plus que les déplacements imputables aux catastrophes et aux conflits dans des pays tels que le Soudan du Sud, le Soudan et l'Afghanistan. En 2022, le Honduras a fait état de dix-neuf catastrophes ayant entraîné des déplacements internes. En juin 2023, le gouvernement hondurien a déclaré l'alerte rouge – sa catégorie maximale – dans 140 municipalités en raison des conditions de sécheresse persistantes⁵. Depuis 2021, les Honduriens figurent parmi les trois premières nationalités de demandeurs d'asile au Mexique, avec plus de trente mille demandes⁶. Les migrations forcées concernent essentiellement des personnes en quête de sécurité, de protection et de meilleures conditions de vie.

Les gens ne cherchent souvent pas en premier lieu à fuir leur pays, comme l'ont révélé les évaluations des besoins menées par l'International Rescue

The humanitarian context of the Northern Central America Triangle

Northern Central America is facing an unprecedented and growing humanitarian crisis, compounded by economic slowdown, chronic violence and the effects of climate change. Across the region, thousands of people seek safety and protection. In 2020, gang and gender-based violence, poverty, insecurity, and climate change caused the internal displacement of more than 1.4 million people in Honduras, Guatemala and El Salvador. These numbers have been consistent in the last few years, except for in El Salvador, where the numbers have fallen. The 2021 Humanitarian Needs Overview³ highlights the needs of internally displaced persons in the region. The Internal Displacement Monitoring Center (IDMC)⁴ indicates that Honduras alone recorded 937,000 new displacements due to disasters in 2020, exceeding the combined disaster and conflict displacement in countries such as South Sudan, Sudan and Afghanistan. In 2022, Honduras reported 19 disaster events that led to internal displacement. In June 2023, the Honduran government declared a red alert, its highest category, in 140 municipalities due to ongoing drought conditions.⁵ Hondurans have now been in the top three asylum-seeking nationalities in Mexico since 2021, with over 30,000 asylum applications.⁶ Forced migration is ultimately driven by people seeking safety, protection and better living conditions.

— 3. OCHA Services, *Aperçu Humanitaire Mondial, Amérique Latine et Caraïbes*, 2021, <https://2021.gho.unocha.org/fr/appels-coordonnés/Amérique-latine-et-caraïbes> ; Humanitarian Action, *Latin America and the Caribbean*, November 2022, <https://humanitarianaction.info/article/latin-america-and-caribbean-0>

— 4. Internal Displacement Monitoring Center, *Displacement data by country*, <https://www.internal-displacement.org/countries/honduras>

— 5. teleSUR, *Honduras: Red alert in 140 municipalities due to drought*, 16 June 2023, <https://www.telesurenglish.net/news/Honduras-Red-Alert-in-140-Municipalities-Due-to-Drought-20230616-0018.html>

— 6. Comisión Mexicana de Ayuda a Refugiados, *Solicitantes por nacionalidad*, 5 juin 2023, <https://www.gob.mx/comar/articulos/la-comar-en-numeros-336049?idiom=es>

— 3. OCHA Services, *Global Humanitarian Overview 2021, Latin America and the Caribbean*, <https://2021.gho.unocha.org/inter-agency-appeals/latin-america-and-caribbean> ; Humanitarian Action, *Latin America and the Caribbean*, November 2022, <https://humanitarianaction.info/article/latin-america-and-caribbean-0>

— 4. Internal Displacement Monitoring Center, *Displacement data by country*, <https://www.internal-displacement.org/countries/honduras>

— 5. teleSUR, *Honduras: Red alert in 140 municipalities due to drought*, 16 June 2023, <https://www.telesurenglish.net/news/Honduras-Red-Alert-in-140-Municipalities-Due-to-Drought-20230616-0018.html>

— 6. Comisión Mexicana de Ayuda a Refugiados, *Solicitantes por nacionalidad*, 5 June 2023, <https://www.gob.mx/comar/articulos/la-comar-en-numeros-336049?idiom=es>

Committee depuis 2018. En fait, ils se déplacent à l'intérieur de leur pays, se trouvent dans l'incapacité de s'installer ou d'accéder à certains services, puis se déplacent à nouveau jusqu'à finalement fuir leur pays d'origine. Avec le ralentissement économique mondial, notamment lié à la hausse des prix des denrées alimentaires due à la crise ukrainienne, les flux migratoires risquent d'aggraver la déstabilisation régionale.

Des données récentes de CuéntaNos⁷ – une plateforme d'information dynamique avec des fils de discussion sur les réseaux sociaux pour les utilisateurs du Salvador, du Honduras et du Guatemala – ont prévu l'augmentation des flux migratoires dans la région avant les données officielles en provenance de la frontière du Nord du Mexique. La demande d'informations sur l'emploi, les papiers d'identité, la protection et les services à destination des femmes a augmenté de façon spectaculaire pendant la pandémie de Covid-19. Ces chiffres sont également validés par une augmentation de 700 % du nombre d'utilisateurs de la plateforme Info Pa'lante en Colombie et un doublement du nombre d'utilisateurs de la plateforme InfoDigna au Mexique⁸ dans les semaines précédant la fin, en mai 2023, du « Titre 42 ». Cet article, contenu dans une loi américaine datant de 1944, a permis pendant plus de trois ans des restrictions injustifiées sur les migrations au nom de la protection de la santé publique⁹.

People are often not seeking to flee their country as a first resort, as needs assessments carried out by the International Rescue Committee since 2018 have revealed. Instead, people are being displaced within their country, finding themselves unable to reestablish their lives or connect with appropriate services and then are displaced again until ultimately they are forced out of their home country. As the global economic downturn continues, exacerbated by rising food prices due to the Ukraine crisis, migration flows risk further regional destabilisation.

Recent data from CuéntaNos⁷ – a dynamic searchable information platform with social media chat spaces for users in El Salvador, Honduras and Guatemala – signalled expected increases in migration flows from the region before the official data from the Northern Mexico border. An increase in demand for information on employment, identification documents and women's services and protection dramatically rose during the Covid-19 pandemic. These figures are further validated by a 700% increase in the number of users of InfoPa'lante in Colombia and double the users of InfoDigna in Mexico⁸ in the weeks prior to the end of Title 42, an article contained in a 1944 public health law that for over three years allowed unjustified curbs on migration in the name of protecting public health⁹ in May 2023.

— 7. [Note de l'éditeur] CuéntaNos est une plateforme d'informations fiables pour l'autonomisation des populations du Salvador, du Guatemala et du Honduras ; elle utilise les réseaux sociaux Facebook, WhatsApp, Facebook Messenger et Instagram, <https://www.cuentanos.org>

— 8. International Rescue Committee, *IRC celebrates end of Title 42, calls for further action to protect legal rights of asylum seekers*, 1 April 2022, <https://www.rescue.org/press-release/title-42-ends-irc-highlights-soaring-visits-latin-america-information-platform-need>

— 9. Colleen Long, Rebecca Santana and Elliott Spagat, "Title 42 has ended. Here's what it did, and how US immigration policy is changing", *Associated Press*, 12 May 2023, <https://apnews.com/article/immigration-biden-border-title-42-mexico-asylum-be4e0b15b27adb9bede87b9bbefb798d>

— 7. [Editor's note] CuéntaNos is a reliable information platform for empowering people in El Salvador, Guatemala and Honduras, using the social networks Facebook, WhatsApp, Facebook Messenger and Instagram, <https://www.cuentanos.org>

— 8. International Rescue Committee, *IRC celebrates end of Title 42, calls for further action to protect legal rights of asylum seekers*, 1 April 2022, <https://www.rescue.org/press-release/title-42-ends-irc-highlights-soaring-visits-latin-america-information-platform-need>

— 9. Colleen Long, Rebecca Santana and Elliott Spagat, "Title 42 has ended. Here's what it did, and how US immigration policy is changing", *Associated Press*, 12 May 2023, <https://apnews.com/article/immigration-biden-border-title-42-mexico-asylum-be4e0b15b27adb9bede87b9bbefb798d>

Une vision humanitaire du développement : une programmation « nexus » novatrice

Depuis le début des années 1990, la communauté des bailleurs internationaux s'est concentrée – à tort – presque exclusivement sur des mesures politiques liées à la sécurité des citoyens, qui nécessitent souvent de s'attaquer aux causes profondes de la violence chronique auxquelles il faut des années pour remédier. Malgré des résultats à long terme – à une échelle quasi générationnelle – concernant les changements d'attitude à l'égard de la violence sociale, les organisations humanitaires n'ont eu que peu de marge de manœuvre pour continuer à fonctionner. Pour preuve, la diminution des niveaux de financement, à l'exception des interventions en cas de catastrophes naturelles. Ce faisant, pendant les guerres civiles et la phase post-conflit de consolidation de la paix, la région n'a pas bénéficié des enseignements précieux de la société civile – nationale et internationale – et des ONG qui ont travaillé activement sur la protection, les services d'accompagnement comme la santé mentale, le soutien psychosocial et l'éducation en situation de crise. La référence à une programmation de type *nexus* est souvent utilisée dans des contextes où des crises visiblement prolongées passent de l'état de besoins humanitaires immédiats à celui où des stratégies de renforcement à long terme des politiques ou des systèmes seraient nécessaires. Le contexte du Nord de l'Amérique centrale offre, en théorie, un terrain fertile pour la mise en œuvre de programmes *nexus* innovants. En réalité, la communauté internationale des bailleurs ne sait pas exactement ce qu'est un programme *nexus*. Le danger d'utiliser vaguement le concept de *nexus* pour continuer à concevoir des interventions strictement axées sur le développement serait de perdre l'avantage inhérent à une approche mixte dans laquelle les volets humanitaires et de développement sont concernés et financés simultanément. Supposer la linéarité du lien entre aide humanitaire et développement

A crisis lens on development: innovative nexus programmes

Since the early 1990s, the international donor community has been erroneously focusing almost exclusively on policy measures related to citizen security that often require addressing root causes of chronic violence which take years to remedy. While responding to long-term, almost generational shifts in attitudes towards social violence, humanitarian organisations were given little room to continue to operate in the wake of decreased levels of funding, except for responses to natural disasters. In doing so, the region missed out on valuable learning from international and national civil society organisations and non-governmental organisations (NGOs) that had been actively working on protection, wrap around services like mental health and psychosocial support and education in crisis settings during the region's civil wars and post-conflict, peace-building phase. Nexus programming is often used to describe contexts where seemingly protracted crises have moved from immediate humanitarian needs to ones where long-term policy or system-strengthening strategies would be welcome. The Northern Central American context offers what, in theory, would be fertile ground to implement innovative nexus programmes. The reality is that the international donor community has no clarity on what nexus programmes truly look like. The danger of loosely using the guise of nexus to continue to design purely development-focused interventions would be to lose the inherent benefit of looking at a blended approach where both the humanitarian and the development track are sought and funded simultaneously. Assuming a linear link between humanitarian aid and development would lead everyone with a vested interest in Northern Central America to suffer the confinement of a self-imposed straitjacket. Adaptability, flexibility and responsiveness are maximised by intentionally recognising the need for a blended approach of humanitarian assistance with longer-term development programmes running in parallel.

conduirait tous ceux qui s'intéressent au Nord de l'Amérique centrale à supporter le poids d'une camisole qu'ils se seraient eux-mêmes imposée. L'adaptabilité, la flexibilité et la réactivité sont maximisées par la reconnaissance de la nécessité d'une approche mixte de l'aide humanitaire et des programmes de développement à plus long terme.

Le contexte actuel du Guatemala et du Honduras, caractérisé par des niveaux constants de criminalité et de violences sexistes et sexuelles, contraint à l'exil des milliers de personnes qui considèrent la migration comme leur dernier recours. Cette réalité est aggravée par le fait que les trois pays du Nord de l'Amérique centrale sont à la fois des lieux d'expulsion, de transit, voire même des destinations pour certaines nationalités comme les Vénézuéliens. Les organisations humanitaires internationales apportent une perspective de crise que la région, ses décideurs politiques et ses bailleurs ont négligée depuis des décennies. Adopter une lecture de crise pour une crise prolongée (traditionnellement abordée sous l'angle du développement) permet d'apporter des solutions immédiates aux populations vulnérables qui ne peuvent se permettre d'attendre que les mesures politiques à long terme portent leurs fruits. Les organisations locales peuvent s'associer efficacement à des organisations historiques, fiables et crédibles, qui ont travaillé dans les conflits et les crises les plus graves du monde. Il existe des possibilités de partenariat pour des systèmes innovants de gestion intégrée transfrontalière des cas de protection, et de programmes axés sur le redressement et le développement économiques. L'intégration et la réintégration des rapatriés dans leurs municipalités d'origine constituent également une opportunité pour les programmes de type *nexus*.

Des partenariats efficaces et à la bonne échelle

Le Nord de l'Amérique centrale, tout comme le reste de l'Amérique latine, possède une société civile solide. Une tradition historique comprenant des

« Les organisations humanitaires internationales apportent une perspective de crise que la région, ses décideurs politiques et ses bailleurs ont négligée depuis des décennies. »

"International humanitarian organisations bring a crisis lens which the region, its policymakers and donors haven't seen for decades."

Guatemala and Honduras' current context with sustained levels of violent crime and gender-based violence continue to expel thousands who view migration as their last resort. This reality is compounded by the fact that all three Northern Central American countries are now places of expulsion, transit and even destination for some nationalities like Venezuelans. International humanitarian organisations bring a crisis lens which the region, its policymakers and donors haven't seen for decades. Bringing a crisis lens to a protracted crisis (traditionally approached from a development point of view) offers the ability to provide immediate solutions to vulnerable population groups who can't afford to wait for long-term policy measures to be effective. Local organisations can effectively partner with long-standing, reliable and credible organisations who've worked in the world's most severe conflicts and crisis. Some opportunities for partnerships exist in innovative integrated protection case management systems across borders and in programmes focusing on economic recovery and development. The integration and reintegration of returnees to their municipalities of origin also poses an opportunity for nexus programmes.

Partnering for impact and scale

Northern Central America, much like the rest of Latin America, has a robust civil society. A historical tradition which

ONG, des réseaux de la société civile, des syndicats, des associations d'entreprises et des universités, a contribué à établir des partenariats stratégiques. Les organisations humanitaires sont en mesure d'assurer que les programmes sont conçus selon le point de vue des clients¹⁰. L'évaluation des besoins, l'outil le plus fondamental de l'aide humanitaire, peut intégrer pleinement ce que signifie être centré sur le client. À titre d'exemple, l'IRC travaille en partenariat avec des acteurs locaux dans tous les contextes – qu'il s'agisse de conflits complexes et chroniques où l'État est fragile, ou de pays d'accueil stables dotés d'un gouvernement pleinement opérationnel. L'objectif commun des partenariats de l'IRC avec chaque type de partie prenante est d'élargir l'impact et l'échelle de l'aide et d'atteindre les meilleurs résultats pour les personnes touchées par les crises – à court et à long terme. Dans chaque cas, nous visons à contribuer à l'amélioration de la prestation de services et au renforcement des capacités organisationnelles et des systèmes locaux. Les objectifs spécifiques de chaque partenariat ainsi que le rôle de l'IRC varient en fonction du partenaire. La richesse et la diversité du contexte du Nord de l'Amérique centrale ont offert à l'IRC des enseignements inestimables sur la manière d'établir des partenariats stratégiques plus efficaces. Ces enseignements ont été appliqués à la crise syrienne, à l'Afrique de l'Est et à l'Asie, entre autres. Il est nécessaire de faire preuve d'audace pour redéfinir le sens du partenariat et la manière dont nous en mesurons les effets. Des organisations comme la Fondation interaméricaine ont activement posé cette question

includes NGOs, civil society networks, labour unions, business associations and academia has contributed to the possibility of establishing strategic partnerships. Humanitarian organisations are able to ensure that programmes are based on client¹⁰ perspectives. Needs assessments, humanitarian intervention's most basic tool, can mainstream what being client-centred truly means. At the International Rescue Committee (IRC), for example, we partner with local actors in all contexts – from complex chronic conflicts where the state is fragile to stable countries of asylum with fully functioning governments. The common purpose of IRC's partnerships with each type of stakeholder is to expand the impact and scale of the response and reach the best outcomes for people affected by crises, in both the near and long term. In each case, we aim to contribute to improved service delivery and stronger organisational capacity and local systems. The specific objectives of each partnership, as well as IRC's role, vary according to the partner type. The richness and diversity of Northern Central America's context has given an organisation like the IRC invaluable lessons and insights into how to build strategic partnerships more effectively. These learnings have been applied in the Syrian crisis, East Africa and Asia, for instance. Being bold about redefining what it means to partner and how we measure impact are vital. Organisations like the Inter-American Foundation have been actively posing this question across Latin America¹¹ as well. Success in new

— 10. [Note de l'éditeur] De manière intéressante, l'auteur utilise le terme « client » conformément à un choix récent de l'organisation à laquelle il appartient. Voir Internal Rescue Committee, *IRC Client Voice and Choice Initiative. Making the Case and Making the Difference: Strategies to Promote Client-Responsive Humanitarian Aid*, July 2016, p. 2, <https://rescue.org/sites/default/files/document/926/160831cvcbriefingpaper-responsiveness-final.pdf> : « L'IRC a choisi d'utiliser le terme "client" en raison du plus grand sens d'action qu'il comporte, par opposition au destinataire plus passif de l'aide qu'englobe le terme "bénéficiaire" ».

— 10. [Editor's note] Interestingly, the author uses the term "client" in line with a recent choice made by the organisation to which he belongs. See Internal Rescue Committee, *IRC Client Voice and Choice Initiative. Making the Case and Making the Difference: Strategies to Promote Client-Responsive Humanitarian Aid*, July 2016, p. 2, <https://rescue.org/sites/default/files/document/926/160831cvcbriefingpaper-responsiveness-final.pdf>: "The IRC has chosen to use the term 'client' because of the greater sense of action it carries, as opposed to the more passive recipient of aid encompassed by the term 'beneficiary'."

— 11. Inter-American Foundation, *Beyond Grantmaking, We do more with less*, <https://www.iaf.gov/what-we-do/grassroots-development/beyond-grantmaking>; See also : Rebecca Nelson and Mary DeLorey, "A responsive approach to out-migration from Central America's Northern Triangle", Inter-

dans toute l'Amérique latine¹¹. Le succès des nouveaux modèles de partenariats stratégiques commence par la reconnaissance explicite du fait que les parties prenantes en première ligne d'une crise sont les principaux acteurs de l'aide et du relèvement. Lorsque les organisations humanitaires internationales s'associent à des acteurs locaux, elles contribuent à accroître l'impact et l'ampleur de l'aide et à obtenir des résultats plus durables. La deuxième condition *sine qua non* est d'incarner des principes partagés – égalité, complémentarité, mutualité, solidarité, efficacité, humilité – comme boussoles de la conduite du partenariat. Enfin, un partenariat stratégique pour l'aide humanitaire au Nord de l'Amérique centrale doit inclure la pensée systémique, l'adaptabilité, le bon sens et la flexibilité. Ces quatre éléments commencent par une compréhension profonde du contexte local, de l'histoire et des nuances culturelles qui définissent non pas la sous-région, mais chacun des trois pays du Nord de l'Amérique centrale. Chacun est unique, chacun est différent et chacun nécessite une approche différenciée. Le dénominateur commun à toutes les organisations humanitaires crédibles dans le Nord de l'Amérique centrale est le talent. L'intégration d'équipes multidisciplinaires originaires de la région et engagées dans la région permet des enseignements historico-culturels exposant les différences entre les pays, pour plus d'efficacité et de durabilité de la mise en œuvre des programmes.

La nécessité d'une réponse humanitaire intégrée

La communauté internationale dans son ensemble n'a pas réussi à répondre aux crises migratoires en Amérique latine de manière globale et holistique,

models of strategic partnerships starts with an explicit recognition that stakeholders in the frontlines of a crisis are the main agents of response and recovery. When international humanitarian organisations partner with local actors, we contribute to greater impact and scale and more sustainable outcomes. The second *sine qua non* condition is to embody shared partnership principles – equality, complementarity, mutuality, solidarity, result-orientation, humility – as beacons of good partnership conduct. Lastly, a strategic partnership in the field of humanitarian action in Northern Central America must include systems thinking, adaptability, common sense and flexibility. These four elements start with a deep understanding of the local context, history and cultural nuances that define not the sub-region but each of the three countries in Northern Central America. Each is unique, each is different, each requires a differentiated approach. The common denominator for any humanitarian organisation seeking credibility in Northern Central America is talent. Embracing multidisciplinary teams from the region and who are committed to the region aid in learning about nuanced histories and cultures that differentiate each country to ensure efficiency and sustainability in programme delivery.

The need for an integrated humanitarian response

The broader international community has largely failed to respond to the migration crises in Latin America comprehensively and holistically, leaving the responsibility in the hands of host countries like Mexico. These communities have shouldered the response despite dealing with pre-existing structural challenges and receiving insufficient support as the global economic outlook worsens.

The challenge all international humanitarian organisations and their local partners face in Northern Central America

— 11. Inter-American Foundation, *Beyond Grantmaking, We do more with less*, <https://www.iaf.gov/what-we-do/grassroots-development/beyond-grantmaking>; Lire également : Rebecca Nelson and Mary DeLorey, "A responsive approach to out-migration from Central America's Northern Triangle", Inter-American Foundation, 27 April 2022, <https://www.iaf.gov/content/story/a-responsive-approach-to-out-migration-from-central-americas-northern-triangle>

American Foundation, 27 April 2022, <https://www.iaf.gov/content/story/a-responsive-approach-to-out-migration-from-central-americas-northern-triangle>

« Adopter une vision de crise pour l'aide humanitaire non traditionnelle permet non seulement de renforcer l'impact et l'ampleur des interventions, mais aussi de modifier sensiblement la mise en œuvre des programmes. »

“Bringing a crisis lens to a non-traditional humanitarian response provides not just impact and scale in interventions but also a significant shift in programme implementation.”

laissant la responsabilité aux pays d'accueil comme le Mexique. Ces communautés ont pris en charge l'aide, bien qu'elles soient confrontées à des défis structurels préexistants et qu'elles reçoivent un soutien insuffisant – alors que les perspectives économiques mondiales s'assombrissent.

Le défi auquel toutes les organisations humanitaires internationales et leurs partenaires locaux sont confrontés dans le Nord de l'Amérique centrale est double : premièrement, la nécessité de la reconnaissance d'une crise multidimensionnelle qui, si elle ne ressemble pas à une crise traditionnelle avec ses camps de réfugiés, présente toutes les caractéristiques d'une crise prolongée. Deuxièmement, cette crise fait partie des « oubliées », au même titre que d'autres crises dans la région – comme au Venezuela, que plus de 7,7 millions de personnes ont quitté¹².

Historiquement, la migration dans le Nord de l'Amérique centrale a été traitée par des programmes de développement

is twofold: first, being recognised as a multi-dimensional crisis that, although seemingly not a traditional one with no refugee camps, has all the characteristics of a protracted crisis. Secondly, this crisis has been forgotten along with other crises in the region, like the situation in Venezuela, from where more than 7.7 million have left.¹²

Historically, migration in Northern Central America has been addressed by economic development programming and, more recently, violence prevention and programming to address the prevalence of social violence in the region. These measures have been insufficient in recognising the humanitarian needs of those who are in need of safety and who are moving to seek it. Furthermore, efforts that solely address economic development fail in providing needed trauma-informed wrap-around services and protections for those who seek to benefit from them.

Bringing a crisis lens to a non-traditional humanitarian response provides not just impact and scale in interventions but also a significant shift in programme implementation, especially when executed in partnership with local organisations across the region. As Latin America becomes a major migratory route not just for Latin American and Caribbean people but also for transcontinental populations, humanitarian organisations need to focus, intentionally, on integrated protection programmes which are accompanied by supplemental services like reliable information for decision-making and support to promote the recovery and reintegration of displaced populations.

The success of the humanitarian response will rely on a collaborative and integrated humanitarian and development response plan to address the causes, effects and impact of regional migration while also developing and

— 12. Interagency Coordination Platform for Refugees and Migrants, *Refugiados y Migrantes de Venezuela*, 5 August 2023, <https://www.r4v.info/es/refugiadosymigrantes>

— 12. Interagency Coordination Platform for Refugees and Migrants, *Refugiados y Migrantes de Venezuela*, 5 August 2023, <https://www.r4v.info/es/refugiadosymigrantes>

économique et, plus récemment, par des programmes de prévention de la violence ou qui visent à lutter contre la prévalence de la violence sociale dans la région. Ces mesures n'ont pas suffi à reconnaître les besoins humanitaires de ceux qui sont en quête de sécurité et se déplacent pour la trouver. En outre, les efforts qui portent uniquement sur le développement économique ne parviennent pas à fournir les services d'accompagnement et les protections nécessaires – notamment la prise en compte des traumatismes – à ceux qui en ont besoin.

Adopter une vision de crise pour l'aide humanitaire non traditionnelle permet non seulement de renforcer l'impact et l'ampleur des interventions, mais aussi de modifier sensiblement la mise en œuvre des programmes, en particulier lorsqu'ils sont exécutés en partenariat avec des organisations locales dans toute la région. Alors que l'Amérique latine devient une route migratoire majeure, non seulement pour les nationalités d'Amérique latine et des Caraïbes, mais aussi pour les populations transcontinentales, les organisations humanitaires doivent se concentrer avec détermination sur des programmes de protection intégrés qui s'accompagnent d'offres de services supplémentaires – comme des informations fiables pour la prise de décision et un soutien au relèvement et à la réintégration des populations déplacées.

Le succès de l'aide humanitaire dépendra d'un plan d'aide humanitaire et de développement collaboratif et intégré pour traiter les causes, les effets et l'impact des migrations régionales, tout en développant et en mettant en œuvre des solutions qui augmentent la capacité de protection et les voies d'accès pour les personnes fuyant la violence, la persécution et les situations mettant leur vie en danger, qu'elles restent dans leur pays d'origine ou qu'elles cherchent la sécurité ailleurs.

implementing solutions that increase protection capacity and pathways for individuals fleeing violence, persecution and life-threatening situations, whether they remain in their countries of origin or seek safety elsewhere.

Biographie | Biography

JULIO E. RANK WRIGHT

Julio E. Rank Wright est vice-président régional de l'International Rescue Committee pour l'Amérique latine. Cette organisation internationale à but non lucratif aide les personnes touchées par des crises humanitaires à survivre, se relever et reconstruire leur vie. Julio apporte un soutien stratégique, programmatique et opérationnel aux programmes nationaux ainsi qu'à ses collègues en Amérique latine, en mettant l'accent sur les programmes liés à l'aide humanitaire, en particulier pour les migrants, les réfugiés et les personnes déplacées.

Avec plus de vingt ans d'expérience, Julio a travaillé dans le domaine du développement international, de la conception et de la gestion de programmes humanitaires, de la promotion de la démocratie et de la stratégie internationale. Il a travaillé au Mexique, en Amérique centrale, en Colombie et dans des pays d'Asie et d'Afrique. Julio a été choisi comme « Voix de la nouvelle génération » par le Council of the Americas/Americas Society en 2010 et il est membre de l'Aspen Global Leadership Network.

Julio E. Rank Wright is the Regional Vice President for Latin America at International Rescue Committee (IRC), an international non-profit helping people affected by humanitarian crises to survive, recover and rebuild their lives. Julio provides leadership in strategic, programmatic and operational management support to country programmes and colleagues in Latin America, with a focus on programming related to humanitarian action, especially for migrants, refugees and displaced people.

With more than twenty years of experience, Julio has worked in international development, the design and management of humanitarian programmes, democracy promotion and international strategy. He has worked in Mexico, Central America, Colombia and countries in Asia and Africa. Julio was chosen as a "Voice of the New Generation" by the Council of the Americas/Americas Society in 2010 and is a Fellow at the Aspen Global Leadership Network.

Faire confiance ou pas : ce que nous apprennent les migrants sur l'action humanitaire au Honduras

To trust or not to trust? Learning from migrants perspectives on humanitarian action in Honduras

*Magdalena Arias Cubas • Senior Research Officer
at the Red Cross Red Crescent Global Migration Lab
Norma Archila Salgado • Head of Cooperation
and Strategic Relations at Honduran Red Cross*

P

our des populations migrantes soumises à des violences en tous genres, la confiance dans les acteurs humanitaires est essentielle.

L'étude sur laquelle s'appuient les deux autrices est précieuse en ce qu'elle donne à voir que cette confiance se nourrit aussi bien des signes de l'indépendance des acteurs que de l'accessibilité de leurs services.

Depuis plus d'une décennie, le Honduras, comme d'autres pays d'Amérique centrale, fait face à une augmentation des déplacements de personnes vulnérables, notamment de migrants en transit, de personnes en demande d'asile et de migrants renvoyés dans leur pays d'origine. Bien des choses ont été écrites sur les causes de la migration et les risques auxquels sont confrontés

For migrant populations subjected to violence of all kinds, trust in humanitarian actors is essential. The study the two authors draw on is invaluable in showing that this trust is nurtured both by signs of the actors' independence and the accessibility of their services.

For more than a decade, Honduras – like other countries in Central America – has witnessed an increase in the movement of people in vulnerable situations, including migrants in transit, people seeking asylum and returned migrants. Much has been written about the causes of migration, and the risks faced by migrants, in the country and in the region.¹ Thus, this

— 1. Warren Dodd, Marvin Gómez Cerna, Paola Orellana et al., "Interrogating the dimensions of human security within the context of migration and rural livelihoods in Honduras", *Migration and Development*, vol. 9, no. 2, 2020, pp. 152–172; José Alejandro Quijada and José David Sierra,

les migrants, dans ce pays et dans la région¹. Et ces déplacements permanents suscitent des besoins et créent des vulnérabilités qui nécessitent une réponse urgente de la part d'acteurs nationaux et internationaux, notamment les acteurs humanitaires.

Ces acteurs, et parmi eux la Croix-Rouge hondurienne (*Cruz Roja Hondureña* – CRH en espagnol), travaillent à défendre la sécurité, la dignité et le bien-être des migrants en se fondant sur des principes d'humanité, d'impartialité, d'indépendance et de neutralité, et il est essentiel pour eux de susciter et d'entretenir la confiance des migrants qui se trouvent dans des situations de vulnérabilité. Sans cette confiance, il devient difficile de fournir une aide humanitaire et une protection à ces personnes, ce qui peut avoir des conséquences graves, voire mortelles.

Dans cet article, nous étudions les résultats de recherches menées par le Laboratoire mondial des migrations de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge en collaboration avec différentes organisations affiliées au Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (le Mouvement), dont la CRH², dans quinze pays d'Afrique,

ongoing movement gives rise to a range of needs and vulnerabilities that require urgent responses from global and national actors, including humanitarian ones.

For humanitarian actors, like Honduran Red Cross (*Cruz Roja Hondureña* or CRH), who work to promote the safety, dignity and well-being of migrants based on the principles of humanity, impartiality, independence and neutrality, maintaining the trust of migrants in vulnerable situations is essential. Without trust, the ability to provide humanitarian assistance and protection is diminished, with the potential for life-threatening consequences.

This article explores the findings of research led by the Red Cross Red Crescent Global Migration Lab (herein the Global Migration Lab) in collaboration with various components of the International Red Cross and Red Crescent Movement (herein the Movement) across fifteen countries in Africa, the Americas, Asia Pacific and Europe, including CRH.² The project explored migrants' perspectives on, and trust in, humanitarian action. Through the lens of trust, this article analyses surveys and focus groups conducted with 142 migrants, who were in transit, returnees or deportees in Honduras, and discusses both the obstacles faced by migrants in accessing humanitarian assistance and protection as well as the factors that hinder the provision of adequate support.

— 1. Warren Dodd, Marvin Gómez Cerna, Paola Orellana et al., "Interrogating the dimensions of human security within the context of migration and rural livelihoods in Honduras", *Migration and Development*, vol. 9, no. 2, 2020, pp. 152–172; José Alejandro Quijada and José David Sierra, "Understanding undocumented migration from Honduras", *International Migration*, vol. 57, no. 4, August 2019, pp. 3–20; Jordi Raich, "Editorial: Mexico y Central America, the Humanitarian Priorities. Migration, disappearances, violence, use of force and prison emergency: the 5 most pressing issues in 2022", *International Committee of the Red Cross*, 15 March 2022, <https://www.icrc.org/en/document/editorial-mexico-y-america-central-humanitarian-priorities>; Priscilla Solano and Douglas S. Massey, "Migrating through the corridor of death: The making of a complex humanitarian crisis", *Journal on Migration and Human Security*, vol. 10, no. 3, September 2022, pp. 147–172.

— 2. Magdalena Arias Cubas, Nicole Hoagland and Sanushka Mudaliar, *Migrants' Perspectives: Building Trust in Humanitarian Action*, Red Cross Red Crescent Global Migration Lab, December 2022, https://www.redcross.org.au/globalassets/cms/global-migration-lab/gml-migpers_buildtrust_english.pdf

"Understanding undocumented migration from Honduras", *International Migration*, vol. 57, no. 4, August 2019, pp. 3–20; Jordi Raich, "Editorial: Mexico y Central America, the Humanitarian Priorities. Migration, disappearances, violence, use of force and prison emergency: the 5 most pressing issues in 2022", *International Committee of the Red Cross*, 15 March 2022, <https://www.icrc.org/en/document/editorial-mexico-y-america-central-humanitarian-priorities>; Priscilla Solano and Douglas S. Massey, "Migrating through the corridor of death: The making of a complex humanitarian crisis", *Journal on Migration and Human Security*, vol. 10, no. 3, September 2022, pp. 147–172.

— 2. Magdalena Arias Cubas, Nicole Hoagland and Sanushka Mudaliar, *Migrants' Perspectives: Building Trust in Humanitarian Action*, Red Cross Red Crescent Global Migration Lab, December 2022, https://www.redcross.org.au/globalassets/cms/global-migration-lab/gml-migpers_buildtrust_english.pdf



MAGDALENA
ARIAS CUBAS



NORMA
ARCHILA SALGADO

d'Amérique, d'Asie-Pacifique et d'Europe. Le projet porte sur les points de vue des migrants quant à l'action humanitaire et à la confiance qu'ils accordent aux organisations humanitaires. À partir de cette notion de confiance, nous analysons dans cet article les résultats des enquêtes et des groupes de discussion qui ont été organisés avec 142 migrants en transit, de retour dans leur pays ou expulsés au Honduras. Nous présentons à la fois les obstacles auxquels sont confrontés les migrants dans l'accès à l'aide humanitaire et à la protection, et les facteurs qui limitent la fourniture d'un soutien adapté.

La migration et le travail réalisé par la CRH au Honduras

Malgré l'importance du phénomène migratoire à l'heure actuelle, le Honduras et d'autres pays d'Amérique centrale étaient des pays « relativement peu étudiés sur les questions relatives à la migration continentale jusqu'à ces dernières décennies³ ». Au Honduras, l'émigration n'a connu une croissance exponentielle que depuis les destructions causées par l'ouragan Mitch en 1998. Depuis, l'émigration volontaire, les retours forcés et les migrations de transit se sont intensifiés dans un contexte marqué par une approche de plus en plus sécuritaire, des violences à grande échelle, les impacts socio-économiques des catastrophes naturelles et la pandémie de Covid-19, ainsi que le besoin croissant des familles d'être réunies⁴.

Les États-Unis sont la principale destination des migrants honduriens, et l'émigration vers ce pays a augmenté à partir des années 1990. Elle continue à se faire de façon clandestine, avec les risques et

Migration and the work of CRH in Honduras

Despite the significance of migration today, Honduras and other countries in Central America were "a relative unknown in hemispheric migration matters until recent decades".³ In Honduras, emigration only grew exponentially after the devastation of Hurricane Mitch in 1998. Since then, emigration, voluntary and forced returns, and transit migration have intensified in a context marked by the increasing securitisation of migration, large-scale violence, the socio-economic impacts of disasters and the Covid-19 pandemic and families' burgeoning need for reunification.⁴

Emigration to the United States (US), the main destination for Honduran migrants, has grown since the 1990s and continues to be characterised by conditions of irregularity with the associated risks and vulnerabilities.⁵ Migrants also face vulnerabilities and risks along their migration routes. As safe and legal pathways have been restricted, migrants travelling north through Mexico, including an increasing number of unaccompanied minors and family units, have been victims of human rights violations and situations that endanger their lives and dignity.⁶

Parallel to the increase in emigration in the last decade, Honduras has witnessed an increase of voluntary and forced

— 3. Sarah Mahler and Dusan Ugrina, "Central America: Crossroads of the Americas", *Migration Information Source*, 1 April 2006, <https://www.migrationpolicy.org/article/central-america-crossroads-americas>

— 4. Warren Dodd, Marvin Gómez Cerna, Paola Orellana *et al.*, "Interrogating the dimensions...", *art. cit.*; José Alejandro Quijada and José David Sierra, "Understanding undocumented...", *art. cit.*; Priscilla Solano and Douglas S. Massey, "Migrating through...", *art. cit.*

— 5. José Alejandro Quijada and José David Sierra, "Understanding undocumented...", *art. cit.*; Nicole Ward and Jeanne Batalova, *Central American Immigrants in the United States*, Migration Information Source, 10 May 2023, <https://www.migrationpolicy.org/article/central-american-immigrants-united-states#unauthorized>

— 6. Jordi Raich, "Editorial: Mexico y Central America...", *art. cit.*; Priscilla Solano and Douglas S. Massey, "Migrating through...", *art. cit.*

— 3. Sarah Mahler and Dusan Ugrina, "Central America: Crossroads of the Americas", *Migration Information Source*, 1 April 2006, <https://www.migrationpolicy.org/article/central-america-crossroads-americas>

— 4. Warren Dodd, Marvin Gómez Cerna, Paola Orellana *et al.*, "Interrogating the dimensions...", *art. cit.*; José Alejandro Quijada and José David Sierra, "Understanding undocumented...", *art. cit.*; Priscilla Solano and Douglas S. Massey, "Migrating through...", *art. cit.*

les vulnérabilités que cela implique⁵. Les migrants sont aussi confrontés à d'autres risques et situations de vulnérabilité tout au long de leurs itinéraires migratoires. Les parcours migratoires légaux et sûrs ayant été restreints, les migrants qui voyagent vers le nord et traversent le Mexique, y compris un nombre croissant de mineurs non accompagnés et de familles, sont victimes de violations de leurs droits humains et se retrouvent dans des situations qui mettent en danger leur vie et leur dignité⁶.

Parallèlement à l'augmentation de l'émigration au cours des dix dernières années, le Honduras a connu une augmentation des retours volontaires et forcés, principalement depuis le Mexique voisin et les États-Unis. Depuis 2014, plus de 520 241 migrants sont revenus au Honduras volontairement ou sans l'avoir choisi, et parmi eux 145 125 mineurs. Pour donner une illustration du changement spectaculaire d'échelle concernant le nombre de retours, en 2014 le gouvernement n'avait enregistré que 225 retours, et en 2022 ce chiffre était de 94 339⁷.

Comme plusieurs autres pays de la région, le Honduras a également vu les migrations de transit augmenter, car les migrants traversent le pays pour aller vers les États-Unis, souvent de façon clandestine. En 2022, le Honduras a enregistré l'entrée de 188 858 migrants en situation irrégulière, contre seulement 17 590 l'année précédente⁸. Les Cubains et les Vénézuéliens représentent les groupes de migrants les plus nombreux à traverser le pays, mais

returns, mainly from neighbouring Mexico and the US. Since 2014, more than 520,241 migrants have returned, voluntarily or involuntarily, 145,125 minors. To illustrate the dramatic change in the scale of returns, in 2014 the government recorded only 225 returns, a figure that rose to 94,339 in 2022.⁷

Honduras, like several other countries in the region, has also witnessed the growth of transit migration, as migrants travel across the country towards the US, often under conditions of irregularity. In 2022, Honduras registered the entry of 188,858 migrants in an irregular situation, compared to 17,590 the previous year.⁸ While Cubans and Venezuelans represented the most significant groups travelling through the country, the growing presence of migrants from as far away as India, Cameroon and China is also notable.⁹

A recent assessment led by the International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC) with migrants at the borders of Mexico and Central America¹⁰ provides evidence of the urgent need for humanitarian assistance and protection. This includes: access to health care facilities, medicine, emergency and specialist care (including psychosocial support); access to sanitation facilities, sanitary products and drinking water; in terms of protection, access to safe accommodation spaces, protection and reporting services, and communication services – including the Restoring Family Links (RFL) service;

— 5. José Alejandro Quijada and José David Sierra, "Understanding undocumented...", *art. cit.*; Nicole Ward and Jeanne Batalova, *Central American Immigrants in the United States*, Migration Information Source, 10 May 2023, <https://www.migrationpolicy.org/article/central-american-immigrants-united-states#unauthorized>

— 6. Jordi Raich, "Editorial: Mexico y Central America...", *art. cit.*; Priscilla Solano and Douglas S. Massey, "Migrating through...", *art. cit.*

— 7. Instituto Nacional de Migración, *Hondureños Retornados*, 2023, <https://inm.gob.hn/retornados.html>

— 8. Instituto Nacional de Migración, *Migración Irregular*, 2023, <https://inm.gob.hn/migracion-irregular.html>

— 7. Instituto Nacional de Migración, *Hondureños Retornados*, 2023, <https://inm.gob.hn/retornados.html>

— 8. Instituto Nacional de Migración, *Migración Irregular*, 2023, <https://inm.gob.hn/migracion-irregular.html>

— 9. Caitlyn Yates, "As more migrants from Africa and Asia arrive in Latin America, governments seek orderly and controlled pathways", *Migration Information Source*, 22 October 2019, <https://www.migrationpolicy.org/article/extracontinental-migrants-latin-america>

— 10. Federación Internacional de Sociedades Nacionales de la Cruz Roja y de la Media Luna Roja, *Necesidades de la Población Migrante en las Fronteras de México y Centroamérica*, Reporte interno, December 2022.

on a constaté la présence notable de migrants venant de pays aussi lointains que l'Inde, le Cameroun et la Chine⁹.

Une évaluation récente réalisée par la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) auprès de migrants se trouvant à la frontière entre le Mexique et les pays d'Amérique centrale¹⁰, montre qu'il existe des besoins urgents en matière d'aide humanitaire et de protection. Ces besoins comprennent : l'accès à des structures de soins de santé, à des médicaments, à des soins d'urgence et des soins spécialisés (dont du soutien psychosocial) ; l'accès à des équipements sanitaires, à des produits d'hygiène et à l'eau potable ; en matière de protection, l'accès à des structures d'hébergement sûres, à des services de protection et de signalement et à des services de communication, notamment le service de Rétablissement des liens familiaux (RLF) ; l'accès à un abri et à la nourriture ; et l'accès à des informations pertinentes sur les droits des migrants et les modifications des conditions légales à remplir tout au long des routes migratoires.

Dans ce contexte, les acteurs humanitaires sont de plus en plus présents pour fournir une aide humanitaire et une protection aux migrants en situation de vulnérabilité. Comme cela a été documenté ailleurs¹¹, la CRH a commencé

access to shelter and food; and access to relevant information on the rights of migrants and on changes in legal requirements along migration routes.

In this context, humanitarian actors are increasingly active in providing humanitarian assistance and protection to migrants in vulnerable situations. As documented elsewhere,¹¹ CRH began working in migration in 2012 and has continued to do so in collaboration with components of the Movement, and other global and national actors. Key CRH initiatives that advance its inclusive, vulnerability and needs-based approach include:

- The establishment of the first Migrant Assistance Module at the Corinto border crossing, which provides assistance to returnees and migrants in transit, regardless of their country of origin or legal status.
- In agreement with the Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation, CRH manages the Centre for Attention to Returned Migrants in Omoa, and the Centre for the Care of Children and their Migrant Families in San Pedro Sula, which provide assistance to returned adults and children respectively.
- Since 2016, and in agreement with the National Institute of Migration, CRH assists migrants in transit through the Centres for Attention to Irregular Migrants, including through the provision of RFL services.

— 9. Caitlyn Yates, "As more migrants from Africa and Asia arrive in Latin America, governments seek orderly and controlled pathways", *Migration Information Source*, 22 October 2019, <https://www.migrationpolicy.org/article/extracontinental-migrants-latin-america>

— 10. Federación Internacional de Sociedades Nacionales de la Cruz Roja y de la Media Luna Roja, *Necesidades de la Población Migrante en las Fronteras de México y Centroamérica*, Reporte interno, décembre 2022.

— 11. Comité Internacional de la Cruz Roja, *Misión del CICR en Honduras*, 2018, https://www.icrc.org/sites/default/files/wysiwyg/Worldwide/Ameriques/mexico/folleto_honduras_2018.pdf; International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies, *Red Cross: Providing Services and Protection to Migrants in Central America is a Humanitarian Imperative*, 15 January 2021, <https://www.ifrc.org/press-release/red-cross-providing-services-and-protection-migrants-central-america-humanitarian>; Arnaldo Ponce and Norma Archila,

— 11. Comité Internacional de la Cruz Roja, *Misión del CICR en Honduras*, 2018, https://www.icrc.org/sites/default/files/wysiwyg/Worldwide/Ameriques/mexico/folleto_honduras_2018.pdf; International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies, *Red Cross: Providing Services and Protection to Migrants in Central America is a Humanitarian Imperative*, 15 January 2021, <https://www.ifrc.org/press-release/red-cross-providing-services-and-protection-migrants-central-america-humanitarian>; Arnaldo Ponce and Norma Archila, "Assistance for and protection of migrants: Experience of the Honduran Red Cross", *International Review of the Red Cross*, vol. 99, no. 1, April 2017, pp. 53–62, <https://international-review.icrc.org/articles/assistance-and-protection-migrants-experience-honduran-red-cross>

à travailler sur la question de la migration en 2012 et elle continue à le faire en collaboration avec les organisations du Mouvement et d'autres acteurs nationaux et internationaux. Les initiatives clés de la CRH promeuvent son approche inclusive basée sur les besoins et les vulnérabilités et comprennent :

- La création du premier module d'assistance aux migrants à Corinto, un point de passage de la frontière qui fournit de l'aide aux migrants renvoyés dans leur pays et aux migrants en transit, quel que soit leur pays d'origine ou leur statut juridique.
- En accord avec le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, la CRH gère le Centre d'aide aux migrants renvoyés à Omoa et le Centre de soins pour les enfants et leurs familles migrantes à San Pedro Sula, qui fournissent respectivement une aide aux adultes renvoyés dans leurs pays et aux enfants.
- Depuis 2016, en accord avec l'Institut national des migrations, la CRH aide les migrants en transit dans les Centres de prise en charge des migrants en situation irrégulière, notamment par le biais de la fourniture de services de RLF.
- Grâce aux conseils du Comité International de la Croix-Rouge (CICR) et avec le soutien financier de la Croix-Rouge espagnole, la CRH met en œuvre des initiatives pour aider les personnes déplacées internes du fait de violences et les migrants renvoyés dans leur pays qui ont besoin d'une protection.
- Avec la FICR et d'autres sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, la CRH a mis en place des points de services humanitaires pour fournir de l'aide aux migrants en transit.

– With the advice of the International Committee of the Red Cross (ICRC) and the financial support of the Spanish Red Cross, CRH leads initiatives to support people internally displaced by violence and returned migrants in need of protection.

– Together with the IFRC and other RCRC National Societies, CRH has established Humanitarian Service Points to provide assistance to migrants in transit.

– In 2023, CRH is consolidating its partnership with the International Organization for Migration to strengthen the structure and functioning of temporary shelters for migrants in transit.

Questions of independence, unmet needs and access barriers

To be able to reach and respond to the needs of migrants, humanitarian actors, like CRH, need to build and maintain migrants' trust. Research by the Global Migration Lab highlights three lessons on the obstacles migrants face in accessing humanitarian assistance and protection and the factors that hinder the provision of adequate support.¹²

First, independence from public authorities, both real and perceived, is crucial. The principle of independence is fundamental to humanitarian actors, however, findings show a worrying trend, as many migrants in vulnerable situations associate seeking humanitarian assistance and protection with the risk of detention and deportation.¹³ Across the countries

— 12. Primary research included interviews, focus group discussions, face-to-face and online surveys with over 16,000 migrants in Argentina, Australia, Finland, France, the Gambia, Honduras, Maldives, Mali, Niger, South Africa, Sri Lanka, Sudan, Sweden, Türkiye, and Zambia. A detailed methodology, including a discussion on key limitations of the data, is available in Magdalena Arias Cubas, Nicole Hoagland and Sanushka Mudaliar, *Migrants' Perspectives: Building Trust in Humanitarian Action*, op. cit.

— 13. Independent Monitoring, Research and Evidence Facility, *Exploring Migrants' Trust in Humanitarian Organisations*, 19 March 2021, <https://reliefweb.int/report/world/exploring-migrants-trust-humanitarian-organisations-march-2021>; Ida Savio Vammen, Sine Plambeck, Ahlam Chemlali et al., *Does Information Save Migrants' Lives? Knowledge and Needs of West African Migrants En Route to Europe*, Danish Institute for International Studies, 2021.

"Assistance for and protection of migrants: Experience of the Honduran Red Cross", *International Review of the Red Cross*, vol. 99, no. 1, April 2017, pp. 53–62, <https://international-review.icrc.org/articles/assistance-and-protection-migrants-experience-honduran-red-cross>

— En 2023, la CRH consolide son partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations afin de renforcer la structure et le fonctionnement des hébergements temporaires fournis aux migrants en transit.

Indépendance, besoins non satisfaits et obstacles

Afin de répondre aux besoins des migrants, les acteurs humanitaires comme la CRH doivent susciter la confiance des migrants et l'entretenir. Les recherches menées par le Laboratoire mondial des migrations mettent en évidence trois enseignements qui portent sur les obstacles auxquels sont confrontés les migrants dans leur accès à l'aide humanitaire et à la protection, ainsi que les facteurs qui limitent la fourniture d'un soutien adapté¹².

Tout d'abord, l'indépendance – réelle et perçue par les migrants – des organisations humanitaires vis-à-vis des pouvoirs publics est essentielle. Le principe d'indépendance est fondamental pour les acteurs humanitaires, mais les résultats de l'étude mettent en lumière une tendance préoccupante : de nombreux migrants en situation de vulnérabilité associent le fait de demander une aide humanitaire et une protection avec le risque de se faire arrêter et expulser¹³. Dans l'ensemble des pays où l'étude a été réalisée, un quart des migrants (25 %) ont exprimé la peur

where research was conducted, a quarter of migrants (25%) expressed fear that accessing humanitarian assistance and protection – from any humanitarian actor – could put them at risk of detention or deportation. In Honduras, and in other countries where surveyed migrants self-identified as deportees, as migrants whose asylum claims had been rejected or as migrants with an irregular status – in other words migrants who were likely to have had negative interactions with public authorities along their journeys – this fear was more prominent. In Honduras, 53% of migrants expressed this fear.

Second, and despite the efforts of humanitarian actors to reach migrants in vulnerable situations, findings revealed a trail of unmet needs. In the countries where research was conducted, the majority of migrants (79%) reported needing assistance that was not available at various points in their journeys. In Honduras, 54% of migrants reported needing but not receiving assistance at one stage of their journeys, with more than a third (35%) declaring an unmet need while in transit to their planned destination. Notably, while migrants in other countries expressed ambivalence or disappointment with the support received, in Honduras the majority of migrants (87%) agreed with the statement that assistance and protection "provided by humanitarian actors covers the most important needs of migrants". Yet, as the needs assessment referred to above demonstrates,¹⁴ there are persistent needs for basic health services, shelter, water and sanitation, protection and information.

Third, findings highlight key barriers that prevent access to humanitarian assistance and protection. As mentioned above, more than half of migrants surveyed in Honduras declared an unmet need for assistance and protection during a stage of their journey. When

— 12. Les recherches préliminaires incluaient des entretiens, des groupes de discussion et des enquêtes réalisées en face-à-face ou en ligne avec plus de 16 000 migrants en Argentine, en Australie, en Finlande, en France, en Gambie, au Honduras, aux Maldives, au Mali, au Niger, en Afrique du Sud, au Sri Lanka, au Soudan, en Suède, en Turquie et en Zambie. La méthodologie et notamment l'exposé des limites essentielles que présentent les données sont expliqués dans la publication de Magdalena Arias Cubas, Nicole Hoagland and Sanushka Mudaliar, *Migrants' Perspectives...*, *op. cit.*

— 13. Independent Monitoring, Research and Evidence Facility, *Exploring Migrants' Trust in Humanitarian Organisations*, 19 March 2021, <https://reliefweb.int/report/world/exploring-migrants-trust-humanitarian-organisations-march-2021>; Ida Savio Vammen, Sine Plambech, Ahlam Chemlali et al., *Does Information Save Migrants' Lives? Knowledge and Needs of West African Migrants En Route to Europe*, Danish Institute for International Studies, 2021.

— 14. Federación Internacional de Sociedades Nacionales de la Cruz Roja y de la Media Luna Roja, *Necesidades de la Población Migrante en las Fronteras de México y Centroamérica*, *op. cit.*

que le fait d'accéder à une aide humanitaire et à une protection, de la part de quelque acteur humanitaire que ce soit, les expose au risque d'être arrêtés ou expulsés. Au Honduras, et dans les autres pays où les migrants interrogés se sont identifiés eux-mêmes comme des migrants expulsés, des migrants dont les demandes d'asile avaient été rejetées ou des migrants en situation irrégulière – c'est-à-dire des migrants qui ont probablement eu au cours de leur parcours des interactions négatives avec des pouvoirs publics –, le nombre de personnes ayant exprimé cette crainte était plus important. Au Honduras, 53 % des migrants ont exprimé cette peur.

Ensuite, et malgré les efforts déployés par les acteurs humanitaires pour atteindre les migrants en situation de vulnérabilité, les résultats montrent que de nombreux besoins ne sont pas satisfaits. Dans les pays où l'enquête a été menée, la majorité des migrants (79 %) ont déclaré avoir eu besoin d'une aide qui n'était pas disponible à plusieurs étapes de leur parcours. Au Honduras, 54 % des migrants ont déclaré avoir eu besoin d'une aide et ne pas l'avoir reçue à un moment de leur parcours, et plus d'un tiers d'entre eux (35 %) ont déclaré avoir eu besoin d'aide et ne pas avoir pu satisfaire ce besoin tandis qu'ils étaient en transit vers leur destination. Il convient de noter qu'à la différence d'autres pays où les migrants ont exprimé de l'ambivalence ou de la déception quant au soutien reçu, au Honduras, la majorité des migrants interrogés (87 %) étaient d'accord avec la phrase affirmant que l'aide et la protection « fournie par les acteurs humanitaires répond aux besoins les plus importants des migrants ». Cependant, comme le montre l'évaluation des besoins citée précédemment¹⁴, les besoins en matière de services de santé de base, d'hébergement, d'accès à l'eau et à des sanitaires, de protection et d'information restent importants.

« De nombreux migrants en situation de vulnérabilité associent le fait de demander une aide humanitaire et une protection avec le risque de se faire arrêter et expulser. »

"Many migrants in vulnerable situations associate seeking humanitarian assistance and protection with the risk of detention and deportation."

asked, "What was the reason you did not receive support or assistance?", barriers related to availability and knowledge were cited most frequently: a third of migrants said, "there was no support available" (34%) or "I did not know where to get support" (33%). Other barriers included obstacles related to distance or inaccessibility (22%); fear of arrest or detention (13%); and eligibility (10%), likely related to their legal status or citizenship.

Key lessons for humanitarian actors

These findings highlight valuable lessons for humanitarian actors, including the importance of maintaining independence, real and perceived. As reported by migrants in focus groups, those in vulnerable situations may distrust others, including humanitarian actors, based on previous negative experiences (and even hearsay) and may develop evasion strategies to avoid the risk of being detained and deported. To build and maintain trust, humanitarian actors must not only clearly and visibly uphold the principle of independence but also take steps to communicate when, where and in what context they cooperate and coordinate with public authorities. In practice, this requires better communicating their principled humanitarian approach, as well as ensuring the protection of

— 14. Federación Internacional de Sociedades Nacionales de la Cruz Roja y de la Media Luna Roja, *Necesidades de la Población Migrante en las Fronteras de México y Centroamérica*, op. cit.

Enfin, les résultats de l'étude révèlent les obstacles clés qui bloquent l'accès à l'aide humanitaire et à la protection. Comme nous l'avons déjà signalé, plus de la moitié des migrants interrogés au Honduras ont déclaré avoir eu besoin d'une aide et ne pas l'avoir reçue à une étape de leur parcours. Lorsqu'il leur a été demandé « Pour quelle raison n'avez-vous pas reçu d'aide ou de soutien ? », les obstacles le plus fréquemment cités sont le manque de disponibilité et la méconnaissance de l'existence de cette aide. Un tiers des migrants interrogés a répondu : « il n'y avait pas d'aide disponible » (34 %), ou bien : « je ne savais pas où je pouvais obtenir de l'aide » (33 %). Les autres obstacles cités incluaient la distance ou l'inaccessibilité (22 %), la peur d'être arrêté ou expulsé (13 %), et l'éligibilité (10 %), probablement du fait de leur statut juridique ou de leur nationalité.

Les leçons à tirer pour les acteurs humanitaires

Ces résultats mettent en lumière des enseignements précieux pour les acteurs humanitaires, notamment l'importance de maintenir leur indépendance, réelle et perçue. Comme l'ont exprimé des migrants au cours de groupes de discussion, les personnes en situation de vulnérabilité peuvent se méfier des autres, y compris des acteurs humanitaires, du fait d'expériences précédentes négatives (et même à cause de rumeurs), et peuvent mettre en place des stratégies d'évitement afin de ne pas prendre le risque d'être arrêtées et expulsées. Pour susciter et entretenir la confiance des migrants, les acteurs humanitaires doivent non seulement revendiquer leur indépendance de façon claire et visible, mais aussi prendre des mesures pour communiquer sur les étapes, les lieux et les contextes dans lesquels ils coopèrent et se coordonnent avec les pouvoirs publics. En pratique, cela nécessite de mieux communiquer sur les principes de leur approche humanitaire, de garantir la protection et la confidentialité des données des migrants et d'étudier attentivement les risques liés à leur participation à certaines procédures telles que le retour de migrants.

migrants' privacy and data and carefully considering the risk of participating in processes such as returns.

Furthermore, and despite the important work being done by humanitarian actors, there are increasing needs on the ground. As migrants reported in focus groups, those travelling through, from and back to Honduras faced risks such as death, violence, abuse and violations of their rights. Migrants may not have access to essential services due to their legal status or may face risks of detention and deportation. In this context, a lack of knowledge about where and how to access support, and the actual unavailability of such support, can contribute to feelings of loneliness and helplessness and increase migrants' dependence on less reliable individuals or networks. This highlights the importance of taking practical steps to increase access to, and awareness of, existing support – from developing strategies to improve migrants' access to information about their rights and available services and support, to developing an integrated approach that addresses humanitarian needs along migration routes.

Finally, to promote the safety, dignity and well-being of migrants, and to build and maintain their trust in humanitarian action, humanitarian actors must continue to engage in humanitarian diplomacy. They must encourage States to create an environment that allows for principled humanitarian action, to strengthen efforts to prevent and alleviate human suffering and to address the assistance and protection needs of all migrants. The effective provision of support is only part of the equation – as actively done by CRH since 2012, there is a need to advocate for the humanitarian imperative to protect and assist all migrants in vulnerable situations, irrespective of who they are, where they come from or their legal status.

In conclusion, the work of CRH and the research conducted by the Global Migration Lab demonstrates that as the scope and scale of migration-related

De plus, et malgré le travail important réalisé par les acteurs humanitaires, les besoins sont de plus en plus importants sur le terrain. Comme les migrants l'ont expliqué lors des groupes de discussion, les personnes qui traversent le Honduras, en partent ou y reviennent sont exposées à des risques de décès, de violence, d'abus et de violation de leurs droits. Les migrants peuvent ne pas avoir accès à des services essentiels du fait de leur statut juridique ou parce qu'ils risquent d'être arrêtés et expulsés. Dans ce contexte, le fait de ne pas savoir où et comment avoir accès à une aide et le fait que cette aide ne soit pas disponible peuvent contribuer à alimenter des sentiments de solitude et de désarroi, et renforcer la dépendance des migrants vis-à-vis d'individus ou de réseaux moins fiables. Cela montre à quel point il est important de prendre des mesures concrètes pour renforcer l'accès à l'aide disponible et la sensibilisation à l'existence même de cette aide, depuis la mise au point de stratégies pour améliorer l'accès des migrants aux informations sur leurs droits et sur les services et le soutien disponibles, jusqu'à l'élaboration d'une approche intégrée qui réponde aux besoins humanitaires le long des routes migratoires.

Enfin, pour promouvoir la sécurité, la dignité et le bien-être des migrants, et pour susciter et entretenir leur confiance envers les acteurs humanitaires, ces derniers doivent continuer à s'impliquer dans la diplomatie humanitaire. Ils doivent encourager les États à créer un environnement permettant la mise en œuvre d'une action humanitaire basée sur les principes, renforcer les efforts pour éviter et réduire les souffrances humaines et répondre aux besoins d'aide et de protection de tous les migrants. La fourniture d'une aide efficace n'est qu'une partie de l'équation et, comme le fait la CRH qui est active sur ce sujet depuis 2012, il est nécessaire de défendre l'impératif humanitaire de protection et d'assistance à tous les migrants en situation de vulnérabilité, quels que soient leur identité, leur pays d'origine ou leur statut juridique.

« Les acteurs humanitaires doivent non seulement revendiquer leur indépendance de façon claire et visible, mais aussi prendre des mesures pour communiquer sur les étapes, les lieux et les contextes dans lesquels ils coopèrent et se coordonnent avec les pouvoirs publics. »

“Humanitarian actors must not only clearly and visibly uphold the principle of independence but also take steps to communicate when, where and in what context they cooperate and coordinate with public authorities.”

humanitarian needs continue to grow, migrants must be at the centre of humanitarian action. Humanitarian actors must consult with migrants and listen to and respond to migrants' thoughts, fears and concerns about their situations, and about the humanitarian assistance and protection they receive. Migrants' perceptions of independence, their unmet needs and the barriers they face in accessing support not only offer important lessons on how humanitarian actors can build and maintain trust, but also –and equally important– on how their work can adapt to best respond to migrants' priorities, needs, strengths and vulnerabilities.

En conclusion, le travail de la CRH et les recherches menées par le Laboratoire mondial des migrations montrent qu'alors que l'ampleur des besoins humanitaires liés aux migrations ne fait que croître, les migrants doivent être au cœur de l'action humanitaire. Les acteurs humanitaires doivent consulter les migrants, écouter et répondre à leurs réflexions, à leurs craintes et à leurs inquiétudes quant à leur situation et quant à l'aide humanitaire et la protection qu'ils reçoivent. La perception de l'indépendance des acteurs humanitaires par les migrants, leurs besoins non satisfaits et les obstacles qu'ils rencontrent pour accéder à une aide offrent des enseignements sur la manière dont les acteurs humanitaires peuvent susciter et entretenir la confiance de ces derniers. Mais, et c'est tout aussi important, cela donne également des indications sur la manière dont leur travail peut être adapté pour répondre au mieux aux priorités, aux besoins, aux forces et aux vulnérabilités des migrants.

Traduit de l'anglais par Lucile Guieu

Biographies

MAGDALENA ARIAS CUBAS

Magdalena Arias Cubas est chargée de recherche senior au sein du Laboratoire mondial des migrations de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et chercheuse associée à l'École de Sciences sociales de l'université occidentale de Sydney. Spécialisée en sciences sociales, elle a plus de dix ans d'expérience dans la recherche sur les migrations internationales. Originaire du Mexique, Magdalena a occupé de nombreux postes en tant que chercheuse et enseignante en Australie et mené des recherches qualitatives et quantitatives auprès de migrants en situation de vulnérabilité sur le continent américain, en Afrique, en Europe et en Asie-Pacifique. Magdalena est titulaire d'un doctorat de sociologie et politique sociale de l'université de Sydney et son travail a été publié, entre autres, dans *Comparative Migration Studies*, *The Humanitarian Leader*, le *Journal of Ethnic and Migration Studies*, *Migración y Desarrollo*, *Migration Information Source*, et la *Revue européenne des migrations internationales*. Ses domaines de recherche incluent l'intersectionnalité entre les migrations, les inégalités et l'humanitaire.

Magdalena Arias Cubas is the Senior Research Officer at the Red Cross Red Crescent Global Migration Lab and an Adjunct Fellow with the School of Social Sciences at Western Sydney University. She is a social scientist with over a decade of experience in research specialising in international migration. Originally from Mexico, Magdalena has held multiple research and teaching roles in Australia and has led qualitative and quantitative research with migrants in vulnerable situations in the Americas, Africa, Europe and the Asia-Pacific. Magdalena holds a PhD in Sociology and Social Policy from the University of Sydney, and her work has been published in *Comparative Migration Studies*, *The Humanitarian Leader*, the *Journal of Ethnic and Migration Studies*, *Migración y Desarrollo*, *Migration Information Source*, and the *Revue européenne des migrations internationales* among others. Her research interests include the intersection between migration, inequality and humanitarianism.

NORMA ARCHILA SALGADO

Avocate de formation, Norma Archila Salgado a d'abord rejoint la Croix-Rouge hondurienne pour soutenir la réponse au déplacement de populations nicaraguayennes au Honduras, lié à un conflit interne. Par la suite, elle est devenue coordinatrice nationale de la diffusion et a travaillé à la sensibilisation et à la formation à la doctrine de la Croix-Rouge, au cadre juridique et au droit international humanitaire. Norma a encouragé la création d'une Direction du développement social qui comprend les questions de mobilité humaine. Pendant dix ans, elle a été le point focal pour la migration, la protection et le rétablissement des liens familiaux. Depuis, Norma a défendu l'élaboration de politiques internes sur la mobilité humaine, les questions de genre et l'inclusion sociale. Elle a par ailleurs contribué à l'organisation de la table ronde sur la mobilité humaine dirigée par la Croix-Rouge hondurienne. À la suite de ce long parcours dans le secteur humanitaire, Norma est devenue responsable de la Coopération et des Relations stratégiques de la Croix-Rouge hondurienne en 2023.

A lawyer by training, Norma Archila Salgado initially joined Honduran Red Cross to support its response to the displacement of Nicaraguan populations in Honduras, caused by internal conflict. Subsequently, she became National Coordinator of Dissemination, working on awareness-raising and training on Red Cross doctrine and legal framework and International Humanitarian Law. Norma promoted the creation of the Social Development Division, which includes human mobility. For ten years, she was the Focal Point for Migration, Protection and Restoring Family Links. Since then, Norma has promoted the development of internal policies on human mobility and gender and social inclusion and has contributed to the organisation of the Human Mobility Roundtable lead by Honduran Red Cross. With this long trajectory in the humanitarian field, in 2023 Norma became Head of Cooperation and Strategic Relations of Honduran Red Cross.

L'aide canadienne au Honduras : une histoire ambiguë

Canadian aid in Honduras: an ambiguous issue

Marc-André Anzueto • Professeur en développement international au Département des sciences sociales de l'Université du Québec en Outaouais

Le Canada a longtemps eu l'image d'un refuge pour les migrants centro-américains alors même que ses intérêts miniers dans un pays comme le Honduras n'étaient pas sans impact sur sa situation socio-politique. L'auteur expose les termes de cette relation ambiguë dont les cartes pourraient être rebattues à la faveur de l'élection récente de Xiomara Castro, première présidente de gauche à la tête du Honduras.

Depuis l'adoption en 2021 de la *Feuille de route pour un partenariat renouvelé États-Unis – Canada*¹, les dirigeants nord-américains ont convenu d'accroître leur engagement à gérer la crise migratoire centraméricaine. Lors du Sommet des Amériques qui s'est tenu à Los Angeles en juin 2022, le Canada s'est joint aux dix-neuf pays de « l'hémisphère

Canada has long been seen as a haven for Central American migrants, even though its mining interests in a country like Honduras have had a significant impact on its socio-political situation. The author describes the reasons for this ambiguous relationship, the terms of which could change with the recent election of Xiomara Castro, the first left-wing president of Honduras.

Since the adoption in 2021 of the Roadmap for a Renewed U.S.-Canada Partnership,¹ North America's leaders have agreed to step up their commitment to managing the Central American migration crisis. At the Summit of the Americas held in Los Angeles in June 2022, Canada joined the Western Hemisphere's nineteen countries seeking to control migration to the north. The Los Angeles Declaration on Migration and Protection stems from the meeting and recognises "the need to promote the political, economic, security, social, and environmental conditions for people to

— 1. Gouvernement du Canada, *Feuille de route pour un partenariat renouvelé États-Unis – Canada*, Justin Trudeau, Premier ministre, 23 février 2021, <https://www.pm.gc.ca/fr/nouvelles/declarations/2021/02/23/feuille-de-route-partenariat-renouvele-etats-unis-canada>

— 1. Government of Canada, *Roadmap for a Renewed U.S.-Canada Partnership*, Prime Minister of Canada, Justin Trudeau, 23 February 2021, <https://www.pm.gc.ca/en/news/statements/2021/02/23/roadmap-renewed-us-canada-partnership>

occidental » cherchant à encadrer la migration vers le nord. Issue de cette rencontre, la *Déclaration de Los Angeles sur la migration et la protection* reconnaît ainsi « la nécessité de promouvoir les conditions politiques, économiques, sécuritaires, sociales et environnementales permettant aux personnes de mener une vie pacifique, productive et digne dans leur pays d'origine² ». S'articulant autour de quatre piliers, soit la promotion de la stabilité et l'assistance aux communautés, l'expansion des voies régulières de migration, la gestion humaine des migrations et une réponse d'urgence coordonnée, ce texte prévoit que le Canada accueillera 4000 réfugiés des Amériques (Amérique du Sud, Amérique centrale, Amérique du Nord et Caraïbes) d'ici 2028³, dont une grande majorité provenant du triangle du Nord (le Salvador, le Guatemala et le Honduras). Ils s'ajouteraient ainsi aux 50 000 travailleurs agricoles venus du Mexique, du Guatemala et des Caraïbes que Justin Trudeau s'était engagé à accueillir en 2022.

Avec plus de 247 000 personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays entre 2004 et 2018⁴, en raison de la violence, le Honduras demeure un cas emblématique des déplacements forcés dans la région qui inquiète les États nord-américains. Bien que la situation au Honduras évoque une plus grande menace au sein de l'imaginaire sécuritaire étasunien pour des raisons historiques et de proximité⁵, les ramifications socioéconomiques et géopolitiques interpellent également le Canada depuis l'époque des guerres civiles d'Amérique centrale (1979-1990).

lead peaceful, productive, and dignified lives in their countries of origin".² Based on four pillars, namely promoting stabilisation and assistance for communities, expanding regular pathways for migration, humane migration management, and a coordinated emergency response, the declaration makes provision for Canada to welcome 4,000 refugees from the Americas (South America, Central America, North America and the Caribbean) by 2028,³ the vast majority of whom will come from Central America's Northern Triangle (El Salvador, Guatemala and Honduras). These will be in addition to the 50,000 agricultural workers from Mexico, Guatemala and the Caribbean that Justin Trudeau had pledged to welcome in 2022.

Honduras remains a telling example of forced displacement in the region due to generalised violence which concerns the North American countries, with over 247,000 internally displaced people between 2004 and 2018.⁴ Although the situation in Honduras conjures up a greater threat in the imagination of the United States (US) security apparatus on historical and proximity grounds,⁵ the socioeconomic and geopolitical ramifications have also been challenging Canada since the period of Central America's civil wars (1979-1990). Despite Canada having resettled thousands of Central American refugees in the 1980s and 1990s and the existence of a free trade agreement between the two countries since 2014, few texts address Canada's management of the Central American migration

— 2. Gouvernement du Canada, *Déclaration de Los Angeles sur la migration et la protection*, Justin Trudeau, Premier ministre, 10 juin 2022, <https://www.pm.gc.ca/fr/nouvelles/declarations/2022/06/10/declaration-de-los-angeles-la-migration-et-la-protection>

— 3. Gouvernement du Canada, *Allocution au Sommet des Amériques*, Justin Trudeau, Premier ministre, 10 juin 2022, <https://www.pm.gc.ca/fr/videos/2022/06/10/allocution-au-sommet-des-ameriques>

— 4. La Agencia de la ONU para los Refugiados, *Honduras – Informe Operacional 19, juillet 2023*, <https://data.unhcr.org/fr/documents/details/103111>

— 5. Yajaira M. Padilla, *From Threatening Guerrillas to Forever Illegals. US Central Americans and the Cultural Politics of Non-Belonging*, University of Texas Press, 2022.

— 2. Government of Canada, *Los Angeles Declaration on Migration and Protection*, Prime Minister of Canada, Justin Trudeau, 10 June 2022, <https://www.pm.gc.ca/en/news/statements/2022/06/10/los-angeles-declaration-migration-and-protection>

— 3. Government of Canada, *Remarks at the Summit of the Americas*, Prime Minister of Canada, Justin Trudeau, 10 June 2022, <https://www.pm.gc.ca/en/videos/2022/06/10/remarks-summit-americas>

— 4. La Agencia de la ONU para los Refugiados, *Honduras – Informe Operacional 19, July 2023*, <https://data.unhcr.org/fr/documents/details/103111>

— 5. Yajaira M. Padilla, *From Threatening Guerrillas to Forever Illegals. US Central Americans and the Cultural Politics of Non-Belonging*, University of Texas Press, 2022.



MARC-ANDRÉ
ANZUETO

Malgré l'accueil de milliers de réfugiés centroaméricains dans les années 1980 et 1990 et l'existence d'un accord de libre-échange entre les deux pays depuis 2014, peu de textes récents abordent la dimension canadienne dans la gestion de la crise migratoire centraméricaine⁶. À l'aune des nouvelles possibilités de collaboration entre États clés adhérant à la *Déclaration de Los Angeles*, quel est le rôle du Canada en Amérique centrale, et quels sont les principaux défis et avancées de la collaboration canado-hondurienne dans la gestion de la crise migratoire ?

Le Canada et l'Amérique centrale, une alternative au rêve américain ?

Deux des principales causes évoquées comme étant à l'origine de la crise migratoire en Amérique centrale sont l'interventionnisme des États-Unis depuis les indépendances au XIX^e siècle ainsi que le soutien aux régimes autoritaires tout au long du XX^e siècle⁷. Durant la guerre froide, ces interventions étasuniennes – réalisées avec la complicité des oligarchies locales – ont alimenté la pauvreté et les inégalités, la violence et l'insécurité dans la région, notamment durant les guerres civiles centroaméricaines. En effet, tous ces facteurs ont poussé plus de deux millions de centroaméricains à chercher refuge au Mexique, aux États-Unis et au Canada entre 1974 et 1996⁸. Certes, la migration en provenance d'Amérique latine au Canada demeure extrêmement limitée avant les années 1970⁹. Toutefois, à la suite du coup d'État au Chili en 1973, la position du Canada a changé avec l'accueil de plus

crisis.⁶ In light of the new opportunities for working together for the key state signatories of the Los Angeles Declaration, what is Canada's role in Central America, and what are the main challenges and progress areas for Canadian-Honduran cooperation in view of managing the migration crisis?

Canada and Central America: an alternative to the American Dream?

Two of the main causes cited as being at the root of the migration crisis in Central America are US interventionism since the countries achieved independence in the nineteenth century and support for authoritarian regimes throughout the twentieth century.⁷ During the Cold War, US intervention – undertaken with the collusion of local oligarchies – fuelled poverty, inequality, violence and insecurity in the region, particularly during the Central American civil wars. Indeed, all these factors drove over two million Central Americans to seek refuge in Mexico, the US and Canada between 1974 and 1996.⁸ Admittedly, migration from Latin America to Canada remained extremely low before the 1970s.⁹ However, Canada's position changed following the Chilean coup d'état in 1973, with the country accepting over 7,000 Chilean political refugees as a result of the unprecedented mobilisation of civil society and the Canadian people.¹⁰

— 6. Marc-André Anzueto, « Le Canada face aux migrants d'Amérique centrale », *Options politiques*, 10 août 2018, <https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/august-2018/le-canada-face-aux-migrants-damerique-centrale>

— 7. Bernard Duterme (dir.), *Fuir l'Amérique centrale*, Éditions Syllepse, 2022.

— 8. María Cristina García, *Seeking Refuge: Central American Migration to Mexico, the United States, and Canada*, University of California Press, 2006.

— 9. Christina Gabriel and Laura Macdonald, "Latin American migration to Canada: new and complex patterns of mobility", in Pablo Heidrich and Laura Macdonald (eds.), *Canada's Past and Future in Latin America*, University of Toronto Press, 2022, pp. 133–155.

— 6. Marc-André Anzueto, "Canada's approach toward Central American migrants", *Policy Options*, 10 August 2018, <https://policyoptions.irpp.org/magazines/august-2018/canadas-approach-toward-central-american-migrants>

— 7. Bernard Duterme (dir.), *Fuir l'Amérique centrale*, Éditions Syllepse, 2022.

— 8. María Cristina García, *Seeking Refuge: Central American Migration to Mexico, the United States, and Canada*, University of California Press, 2006.

— 9. Christina Gabriel and Laura Macdonald, "Latin American migration to Canada: new and complex patterns of mobility", in Pablo Heidrich and Laura Macdonald (eds.), *Canada's Past and Future in Latin America*, University of Toronto Press, 2022, pp. 133–155.

— 10. Marc-André Anzueto, « Les deux visages de Janus ? : les droits humains dans la politique étrangère du Canada en Amérique centrale », in Nancy Thede et Mélanie Dufour-Poirier (dir.), *L'Amérique latine: laboratoire du politique autrement*, Presses de l'Université du Québec, 2014, p. 227–245.

de 7000 réfugiés politiques chiliens, dû à la mobilisation sans précédent de la société civile et de la population canadienne¹⁰. Effectivement, ce sont les actions d'organisations transnationales de solidarité, notamment les organisations religieuses et de défense des droits humains, qui ont contribué à recadrer les débats nationaux sur l'immigration au Mexique, aux États-Unis et au Canada et ont donné une voix aux personnes déplacées¹¹. Ainsi, l'une des influences de la diplomatie canadienne vis-à-vis de l'Amérique centrale durant les années 1980 et 1990 reste la mobilisation de la société civile¹² à l'égard de la question des droits humains, de la paix et de la transition vers la démocratie. De ce fait, les différences entre les réponses canadiennes et américaines vis-à-vis des conflits centroaméricains dans la décennie 1980 ont alimenté l'image du Canada comme étant un havre de paix et de refuge pour les personnes déplacées centroaméricaines¹³.

Après avoir joué un rôle consultatif dans le processus de paix en Amérique centrale, le Canada participera, entre 1989 et 1997, aux différentes opérations onusiennes de maintien de la paix, notamment au Salvador et au Guatemala. Cependant, au moment où l'Amérique centrale peinait à se relever de plusieurs décennies de violence fratricide, l'ouragan Mitch est venu semer la destruction à la fin du mois d'octobre 1998 « causant plus de six mille morts et quatre milliards de dollars américains de dommages au

Indeed, it was the actions of international non-profit organisations, especially religious and human rights organisations, which helped reframe the national debate on immigration in Mexico, the US and Canada, giving displaced people a voice.¹¹ As such, civil society action in favour of human rights, peace and democratic transition remains one of the influences on Canadian diplomacy with Central America in the 1980s and 1990s.¹² Consequently, differences between the Canadian and US responses to the Central American conflicts in the 1980s enhanced Canada's image as a haven of peace and refuge for displaced Central Americans.¹³

Having played an advisory role in the Central American peace process, Canada went on to take part in various United Nations (UN) peacekeeping operations, specifically in El Salvador and Guatemala, between 1989 and 1997. However, at a time when Central America was struggling to get back on its feet after several decades of fratricidal violence, Hurricane Mitch wreaked havoc in late October 1998, causing "over 6,000 deaths and US\$4 billion in damage in Honduras".¹⁴ Canada and other lead donor countries formed a group, now known as the G-16, to coordinate aid in Central America in order to "reduce environmental, social, and economic vulnerability".¹⁵ Yet while respect for human rights remained a *sine qua non* of Canadian diplomatic efforts in Central America through the 1980s, the fact that Canadian mining

— 10. Marc-André Anzueto, « Les deux visages de Janus ? : les droits humains dans la politique étrangère du Canada en Amérique centrale », in Nancy Thede et Mélanie Dufour-Poirier (dir.), *L'Amérique latine : laboratoire du politique autrement*, Presses de l'Université du Québec, 2014, p. 227–245.

— 11. María Cristina García, *Seeking Refuge...*, op. cit., p. 2.

— 12. Stephen Baranyi et John W. Foster, "Canada and Central America: citizen action and international policy", in Peter McKenna (ed.), *Canada Looks South: In Search of an Americas Policy*, University of Toronto Press, 2012, pp. 240–264.

— 13. María Cristina García, "Canada: a northern refuge for Central Americans", *Migration Policy Institute*, 1 April 2006, <https://www.migrationpolicy.org/article/canada-northern-refuge-central-americans>

— 11. María Cristina García, *Seeking Refuge...*, op. cit., p. 2.

— 12. Stephen Baranyi et John W. Foster, "Canada and Central America: citizen action and international policy", in Peter McKenna (ed.), *Canada Looks South: In Search of an Americas Policy*, University of Toronto Press, 2012, pp. 240–264.

— 13. María Cristina García, "Canada: a northern refuge for Central Americans", *Migration Policy Institute*, 1 April 2006, <https://www.migrationpolicy.org/article/canada-northern-refuge-central-americans>

— 14. Canadian International Development Agency, *Evaluation of CIDA's Honduras Program – 2002-2010*, Synthesis Report, September 2011.

— 15. Canadian International Development Agency, *Evaluation of CIDA's Honduras Program – 2002-2010*, op. cit.

Honduras¹⁴ ». Le Canada et d'autres pays donateurs ont formé un groupe, maintenant connu sous le nom de G-16, pour coordonner l'aide en Amérique centrale afin d'en « réduire la vulnérabilité environnementale, sociale et économique¹⁵ ». Or, si le respect des droits humains demeurerait la condition *sine qua non* des efforts diplomatiques canadiens en Amérique centrale dans les années 1980, la préséance des intérêts extractifs canadiens aux dépens de la promotion des valeurs démocratiques et de la justice sociale a suscité beaucoup d'interrogations au cours des années 2000. En effet, entre 2000 et 2008, les conséquences socio-environnementales du projet de mine d'or à ciel ouvert de San Martin, exploité par le géant minier canadien Goldcorp, ont poussé le président hondurien Manuel Zelaya à instaurer en 2006 un moratoire sur les concessions minières¹⁶. Toutefois, les réformes envisagées dans le cadre du nouveau projet de loi minière ont été freinées lors du coup d'État hondurien en 2009.

La diplomatie canadienne au Honduras et ses impacts sur la migration

Le coup d'État au Honduras en 2009 a mis en exergue une diplomatie canadienne servant davantage les intérêts des entreprises extractives canadiennes¹⁷ au détriment des obligations du Canada en matière de droits humains et de ses ramifications migratoires. En 2011, le Canada a entamé avec le Honduras « des négociations de libre-échange bilatérales et pris part à une contre-réforme minière dans la foulée d'un coup d'État

interests took precedence over the promotion of democratic values and social justice raised many questions during the 2000s. Indeed, from 2000 to 2008, the socio-environmental impact of the San Martin opencast gold mine, operated by the Canadian mining giant Goldcorp, prompted the Honduran President, Manuel Zelaya, to declare a moratorium on new mining concessions in 2006.¹⁶ However, the reforms envisaged as part of a new draft mining bill were hampered by the 2009 Honduran coup d'état.

Canadian diplomacy in Honduras and its impact on migration

The 2009 Honduran coup d'état highlighted that Canadian diplomacy was serving the interests of Canadian mining companies at the expense of Canada's human rights obligations and their ramifications on migration.¹⁷ In 2011, Canada initiated with Honduras "bilateral free trade talks and joined in a mining counter-reform in the wake of a military coup d'état", while the Harper government (2006-2015) played down Honduran and Canadian civil society opposition.¹⁸ Yet, since 2009, authoritarianism and the mining industry in Honduras have not only contributed to poverty, corruption and violence against human rights defenders (HRDs) but have also been push factors for forced population displacement and migration.¹⁹ In 2015, a report by Canada's House of Commons expressed concern about attacks against HRDs, who faced "stigmatisation, displacement and enforced exile", and called on the Canadian government to

— 14. Agence canadienne de développement international, *Évaluation du programme de l'ACDI au Honduras 2002-2010*, Rapport Synthèse, septembre 2011.

— 15. Agence canadienne de développement international, *Évaluation du programme de l'ACDI au Honduras 2002-2010*, op. cit.

— 16. Jen Moore, "Wrapped in the Canadian Flag": Precious Metals Mining and Canada's Deadly Diplomacy in Latin America", in Pablo Heidrich et Laura Macdonald (eds.), *Canada's Past and Future in Latin America*, University of Toronto Press, 2022, pp. 233-234.

— 17. *Idem*.

— 16. Jen Moore, "Wrapped in the Canadian Flag": Precious Metals Mining and Canada's Deadly Diplomacy in Latin America", in Pablo Heidrich et Laura Macdonald (dir.), *Canada's Past and Future in Latin America*, University of Toronto Press, 2022, pp. 233-234.

— 17. *Idem*.

— 18. Hugo Lavoie-Deslongchamps, « L'émergence du néo-continentisme dans la politique du Canada à l'égard des Amériques », *Études internationales*, vol. 50, n° 1, 2019, p. 84 [our translation, editor's note].

— 19. James J. Phillips, *Extracting Honduras: Resource Exploitation, Displacement, and Forced Migration*, Rowman & Littlefield, 2022.

militaire », alors que le gouvernement Harper (2006-2015) minimisait l'opposition des sociétés civiles hondurienne et canadienne¹⁸. Or, depuis 2009, l'autoritarisme et l'industrie extractive au Honduras ont non seulement contribué à la pauvreté, à la corruption et à la violence à l'encontre des défenseurs de droits humains (DDH), mais ce sont également des facteurs à l'origine des déplacements forcés de population et de la migration¹⁹. En 2015, un rapport de la Chambre des communes du Canada s'inquiétait des attaques contre les DDH « stigmatisés, déplacés ou contraints à l'exil » et exhortait le gouvernement canadien à « assurer la protection des défenseurs des droits de la personne et améliorer la sécurité de l'ensemble de la population hondurienne²⁰ ».

Le gouvernement canadien a répondu en 2015 qu'il continuerait à soulever les questions relatives aux droits humains au sein du G-16 tout en réitérant son appui aux DDH menacés²¹. En fait, c'est lors de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange entre les deux pays – le 1^{er} octobre 2014 – que le Canada a discuté avec le Honduras « de la préoccupante question de la migration d'enfants non accompagnés en provenance des pays du triangle du Nord (Honduras, Guatemala, Salvador) vers l'Amérique du Nord²² ». Toutefois, c'est sous le gouvernement du Premier ministre Trudeau que le Canada adoptera des instruments

« La préséance des intérêts extractifs canadiens aux dépens de la promotion des valeurs démocratiques et de la justice sociale a suscité beaucoup d'interrogations au cours des années 2000. »

“The fact that Canadian mining interests took precedence over the promotion of democratic values and social justice raised many questions during the 2000s.”

“ensure protection for human rights defenders and combat crime and insecurity in Honduras”.²⁰

In 2015, the Canadian government responded that it would continue to raise human rights issues in the G-16, while reiterating its support for HRDs under threat.²¹ As a matter of fact, on the day that the free trade agreement between the two countries came into force – 1 October 2014 – Canada discussed with Honduras the “concerning issue of migration of unaccompanied children from countries in the Northern Triangle (Honduras, Guatemala, El Salvador) to North America”.²² However, it was under the government of Prime Minister Trudeau that Canada adopted more ambitious international instruments to tackle the various migration crises, including the Central American one. In 2016, Canada joined the member states

— 18. Hugo Lavoie-Deslongchamps, « L'émergence du néo-continentisme dans la politique du Canada à l'égard des Amériques », *Études internationales*, vol. 50, n° 1, 2019, p. 84.

— 19. James J. Phillips, *Extracting Honduras: Resource Exploitation, Displacement, and Forced Migration*, Rowman & Littlefield, 2022.

— 20. Chambre des communes du Canada, *Violations des droits de la personne au Honduras : mettre fin à la violence et à l'impunité*, Rapport du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international, mars 2015, p. 41.

— 21. Chambre des communes du Canada, *Réponse du gouvernement au septième rapport permanent de la Chambre des communes des affaires étrangères et développement international : violations des droits de la personne au Honduras – mettre fin à la violence et à l'impunité*, 2015.

— 22. Chambre des communes du Canada, *op. cit.*

— 20. House of Commons Canada, *Overcoming violence and impunity: human rights challenges in Honduras*, Report of the Standing Committee on Foreign Affairs and International Development, March 2015, p. 29.

— 21. House of Commons Canada, *Government's response to the Standing Committee on Foreign Affairs and International Development's Seventh Report: Overcoming violence and impunity: human rights challenges in Honduras*, 2015.

— 22. House of Commons Canada, *op. cit.* [our translation, editor's note].

internationaux plus ambitieux afin de s'attaquer aux différentes crises migratoires, dont celle de l'Amérique centrale. En 2016, le Canada s'est joint aux États de l'Assemblée générale des Nations unies qui ont unanimement adopté la *Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants*. Cette déclaration a « déclenché des processus distincts visant à créer deux accords internationaux non contraignants : l'un pour les réfugiés (le Pacte mondial sur les réfugiés) et l'autre pour les migrants (le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières)²³ ».

Ainsi, la *Déclaration de Los Angeles* de 2022, qui inclut à la fois le Canada et le Honduras, s'arrime à ces initiatives multilatérales. Or, la promotion de la défense des droits des migrants en Amérique centrale s'est avérée particulièrement compliquée durant l'administration Trump (2016-2020). À sa politique de « tolérance zéro » concernant l'immigration irrégulière en provenance de l'Amérique centrale s'ajoutaient le silence du président Trump sur la corruption, et la fermeture d'initiatives telles que la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala et la Mission d'appui contre la corruption et l'impunité au Honduras en 2020²⁴. C'est pourquoi le début de la présidence de Joe Biden en 2021 et l'élection la même année au Honduras de Xiomara Castro, première présidente de gauche, ont ouvert la voie à de nouvelles possibilités de collaboration pour la gestion de cette crise migratoire.

of the UN General Assembly to unanimously adopt the New York Declaration for Refugees and Migrants. This declaration "launched separate processes to create two non-binding international agreements: one for refugees (Global Compact on Refugees) and one for migrants (the Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration)".²³

Consequently, the 2022 Los Angeles Declaration, signed by both Canada and Honduras, is aligned with these multilateral initiatives. However, promoting the defence of migrants' rights in Central America proved particularly challenging during the Trump administration (2016-2020). In addition to his "zero tolerance" policy on illegal migration from Central America, President Trump remained silent about corruption and the dismantling of initiatives such as the International Commission against Impunity in Guatemala and the Mission to Support the Fight Against Corruption and Impunity in Honduras in 2020.²⁴ This is why the start of Joe Biden's presidency in 2021 and the 2021 election of Xiomara Castro, Honduras' first female left-wing president, paved the way for new partnership opportunities to manage this migration crisis.

Canadian-Honduran cooperation: opportunities, challenges and progress

The election of President Castro is rousing high hopes, particularly after the extradition to the US of the former President of Honduras, Juan Orlando Hernández, who is accused of turning the country into a "narco-state".²⁵

— 23. Gouvernement du Canada, *Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières*, Document d'information, 10 décembre 2018, <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/2018/12/pacte-mondial-pour-des-migrations-sures-ordonnees-et-regulieres.html>

— 24. Marc-André Anzueto, « Un modèle unique de la coopération internationale et de la justice transitionnelle : l'expérience de la CICIG (2007-2019) », blog *Un seul monde*, 28 septembre 2020, <https://ieim.uqam.ca/un-modele-unique-de-la-cooperation-internationale-et-de-la-justice-transitionnelle-l'experience-de-la-cicig-2007-2019>

— 23. Government of Canada, *Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration*, Background, 10 December 2018, <https://www.canada.ca/en/immigration-refugees-citizenship/news/2018/12/global-compact-for-safe-orderly-and-regular-migration.html>

— 24. Marc-André Anzueto, « Un modèle unique de la coopération internationale et de la justice transitionnelle : l'expérience de la CICIG (2007-2019) », blog *Un seul monde*, 28 septembre 2020, <https://ieim.uqam.ca/un-modele-unique-de-la-cooperation-internationale-et-de-la-justice-transitionnelle-l'experience-de-la-cicig-2007-2019>

— 25. Jean-Marc David Dominguez, « Passation

Possibilités, défis et avancées de la collaboration canado-hondurienne

L'élection de la présidente Castro suscite de grandes attentes, notamment après l'extradition aux États-Unis de l'ancien président Juan Orlando Hernandez, accusé d'avoir fait du Honduras un « narco-État²⁵ ». D'une part, la présidente souhaite rompre avec la corruption et l'impunité de ses prédécesseurs depuis le coup d'État en 2009 et l'autoritarisme de ses homologues centroaméricains²⁶. D'autre part, elle est perçue par Washington comme une partenaire fiable²⁷ pouvant s'attaquer aux causes profondes de la migration et des déplacements forcés. Son arrivée au pouvoir laisse également entrevoir des possibilités de collaboration sur des priorités canadiennes dans les domaines de « l'égalité de genres, des possibilités économiques, du renforcement justice et démocratie, la migration irrégulière et la lutte contre l'impunité et la corruption²⁸ ». Ainsi, le Canada avec les États-Unis et l'Espagne ont annoncé en mai 2023 la *Déclaration trilatérale relative à l'engagement conjoint à l'égard de l'Amérique latine* afin de réitérer « les engagements » de la *Déclaration de Los Angeles* et de « l'appel à l'action » des États-Unis pour l'Amérique centrale²⁹.

— 25. Jean-Marc David Dominguez, « Passation de pouvoirs au Honduras : Quelles perspectives économiques et politiques ? », *IdeAs. Idées d'Amérique*, n° 19, mars 2022, <https://journals.openedition.org/ideas/12735>

— 26. Sebastián A. Cutrona, Jonathan D. Rosen and Katy A. Lindquist, "Not just money. How organised crime, violence, and insecurity are shaping emigration in Mexico, El Salvador, and Guatemala", *International Journal of Comparative and Applied Criminal Justice*, vol. 47, no. 3, 2023, pp. 255–278.

— 27. Karen Spring, "A new era for Honduras. After more than a decade of right-wing rule, Xiomara Castro enters office facing high expectations and a social movement prepared to fight to secure change", *NACLA Report on the Americas*, vol. 54, no. 1, 2022, pp. 2–6.

— 28. Gouvernement du Canada, *Relations Canada-Honduras*, 2022, <https://www.international.gc.ca/country-pays/honduras/rerelations.aspx?lang=fr>

— 29. Gouvernement du Canada, *Déclaration trilatérale relative à l'engagement conjoint à l'égard de l'Amérique latine*, 3 mai 2023, <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/2023/05/declaration-trilaterale-relative-a-l-engagement-conjoint-a-l-egard-de-lamerique-latine.html>

On the one hand, the president wants to break away from the corruption and impunity of her predecessors since the 2009 coup d'état and from the authoritarianism of her Central American counterparts.²⁶ On the other, she is regarded by Washington as a reliable partner with the capacity to address the deep-rooted causes of migration and forced displacement.²⁷ Her election could also open up the possibility of cooperation on Canadian priorities in the areas of "gender equality, economic opportunities, governance, including strengthening of justice and democracy, irregular migration, and the fight against impunity and corruption".²⁸ Thus, in May 2023, Canada, the US and Spain announced the *Trilateral statement on joint commitment to Latin America* to underscore "the commitments" in the *Los Angeles Declaration* and the United States' "call to action" for Central America.²⁹

While Honduras was the main beneficiary of Canada's international aid in Central America, receiving over US\$31 million in 2022,³⁰ the Central American country is a good example of the contradictory interests of Canadian diplomacy,

de pouvoirs au Honduras : Quelles perspectives économiques et politiques ? », *IdeAs. Idées d'Amérique*, n° 19, mars 2022, <https://journals.openedition.org/ideas/12735>

— 26. Sebastián A. Cutrona, Jonathan D. Rosen and Katy A. Lindquist, "Not just money. How organised crime, violence, and insecurity are shaping emigration in Mexico, El Salvador, and Guatemala", *International Journal of Comparative and Applied Criminal Justice*, vol. 47, no. 3, 2023, pp. 255–278.

— 27. Karen Spring, "A new era for Honduras. After more than a decade of right-wing rule, Xiomara Castro enters office facing high expectations and a social movement prepared to fight to secure change", *NACLA Report on the Americas*, vol. 54, no. 1, 2022, pp. 2–6.

— 28. Government of Canada, *Canada-Honduras relations*, 2022, [https://www.international.gc.ca/country-pays/honduras/relations.aspx?lang=eng](https://www.international.gc.ca/country-pays/honduras/rerelations.aspx?lang=eng)

— 29. Government of Canada, *Trilateral statement on joint commitment to Latin America*, 3 May 2023, <https://www.canada.ca/en/immigration-refugees-citizenship/news/2023/05/trilateral-statement-on-joint-commitment-to-latin-america.html>

— 30. Government of Canada, *Statistical Report on International Assistance 2021-2022*, 17 May 2023, <https://www.international.gc.ca/transparency-transparence/international-assistance-report-stat-rapport-aide-internationale/2021-2022.aspx?lang=eng>

Bien que le Honduras soit le principal bénéficiaire de l'aide internationale du Canada en Amérique centrale, avec plus de trente et un millions de dollars en 2022³⁰, ce pays centroaméricain constitue un cas représentatif des intérêts contradictoires de la diplomatie canadienne avec d'importantes ramifications migratoires touchant la protection des droits des femmes, les populations autochtones, paysannes et afro-descendantes. À cet égard, l'Organisation des Nations unies réitère en 2023 que les attaques contre les DDH et les conflits sociaux liés à la terre et au territoire concernant ces mêmes communautés affectées par l'extractivisme, et contribuent directement « à la violence, aux déplacements et aux migrations³¹ ». Un an après l'arrivée de Xiomara Castro au pouvoir, Amnesty International rappelle que « des milliers de personnes continuent à être déplacées à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, fuyant la dévastation liée à la crise climatique, la violence, la pauvreté et les inégalités » et lance un appel au gouvernement Castro afin de « s'attaquer aux causes structurelles de ces problématiques avec une perspective axée sur les droits humains³² ». Enfin, il sera important et opportun de suivre cette collaboration entre le Canada et le Honduras et d'étudier l'évolution de l'appui canadien aux DDH, son arrimage avec les politiques extractives et leurs conséquences sur la crise migratoire.

with major migratory ramifications affecting the protection of the rights of women and of indigenous, small farmer and Afro-descendant communities. In this respect, in 2023 the UN reiterated that attacks on HRDs and social conflicts linked to land and territory affect these self-same communities impacted by mining, and they directly contribute to “violence, displacement and migration”.³¹ A year after Xiomara Castro came to power, Amnesty International reiterated that “thousands of people continue to be displaced outside and inside the country, fleeing the devastation of the climate crisis, violence, poverty and inequalities” and appealed to Castro’s government to “address the structural causes of these issues with a human rights perspective”.³² Finally, it will be important and expedient to monitor the cooperation between Canada and Honduras and to study the development of Canadian support for HRDs, its linkage with mining policies and their impact on the migration crisis.

Translated from the French by Gillian Eaton

— 30. Gouvernement du Canada, *Rapport statistique sur l'aide internationale 2021-2022*, 17 mai 2023, <https://www.international.gc.ca/transparency-transparence/international-assistance-report-stat-rapport-aide-internationale/2021-2022.aspx?lang=fra>

— 31. Human Rights Council, *Situation of human rights in Honduras*, report of the United Nations High Commissioner for Human Rights, A/HRC/52/54, 28 February 2023, paragr. 17.

— 32. Amnesty International, *Honduras. Le gouvernement de Xiomara Castro doit faire preuve de fermeté afin de concrétiser les droits humains*, 27 janvier 2023, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/01/honduras-xiomara-castros-government-must-firmly-deliver-on-human-rights-agenda>

— 31. Human Rights Council, *Situation of human rights in Honduras*, report of the United Nations High Commissioner for Human Rights, A/HRC/52/54, 28 February 2023, paragr. 17.

— 32. Amnesty International, *Honduras. Xiomara Castro's government must firmly deliver on human rights agenda*, 27 January 2023, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2023/01/honduras-xiomara-castros-government-must-deliver-human-rights>

Biographie | Biography



MARC-ANDRÉ ANZUETO

Marc-André Anzueto est professeur en développement international au Département des sciences sociales de l'Université du Québec en Outaouais. Politologue de formation, ses recherches portent sur l'influence du secteur extractif dans l'évolution de la politique étrangère du Canada en Amérique latine et son impact sur les politiques canadiennes d'aide au développement et de défense des droits humains. Marc-André a effectué plusieurs séjours de recherche au Guatemala, en Colombie et au Honduras afin d'y étudier les conséquences des politiques canadiennes de droits humains. Ses travaux de recherche ont notamment été publiés dans *l'International Journal*, *The International Journal of Human Rights*, *Études internationales* et *Latin American Perspectives*. Marc-André s'intéresse actuellement à l'évolution du rôle du Canada dans la gestion de la crise migratoire en Amérique centrale. Membre de l'Observatoire canadien sur les crises et l'action humanitaires, il est également impliqué dans le comité scientifique du blog *Un seul monde*.

Marc-André Anzueto is a Professor of International Development in the Department of Social Sciences at the University of Québec in Outaouais (UQO). A politics specialist, he focuses his research on the influence of the mining sector on Canadian foreign policy in Latin America and its impact on Canadian development aid and human rights policies. Marc-André has made several research trips to Guatemala, Colombia and Honduras to study the consequences of Canadian human rights policies on the ground. His research has appeared in publications such as the *International Journal*, *The International Journal of Human Rights*, *Études internationales* and *Latin American Perspectives*. His current interest is in the changing role of Canada in managing the Central American migration crisis. A member of the Canadian Research Institute on Humanitarian Crises and Aid (OCCA), he also sits on the editorial board of the *Un seul monde* blog.

La perte d'espace démocratique pour la société civile au Guatemala

Shrinking democratic space for civil society in Guatemala

Charlotte Volet et Laurence Ouellet-Boivin •
Membres du conseil d'administration
du Projet Accompagnement Québec-Guatemala

A

u Guatemala comme dans de très nombreux pays, l'État hausse son niveau d'hostilité à l'encontre des organisations de la société civile. Une tendance

qui sape les efforts des organisations de défense des droits humains et, dans une moindre mesure, des acteurs humanitaires. Ce faisant, les droits des populations locales comme des migrants sont menacés.

La société guatémaltèque reste aujourd'hui encore marquée par le long conflit armé (1960-1996) ayant causé la mort et la disparition de plus de 200 000 personnes et le déplacement d'entre 500 000 et 1,5 million de personnes¹. Alors que 83 % des victimes du conflit étaient d'origine maya, la Commission pour l'éclaircissement historique a reconnu comme acte de génocide certaines politiques du gouvernement en place entre 1981

In Guatemala, as in many other countries, the State is becoming increasingly hostile towards civil society organisations. This trend undermines the efforts of human rights organisations and, to a lesser extent, humanitarian actors. In the process, the rights of both local populations and migrants are under threat.

Guatemalan society today is still marked by the prolonged armed conflict (1960-1996) which led to the death and disappearance of more than 200,000 people and the displacement of between 500,000 and 1.5 million others.¹ As 83% of the victims of the conflict were of Mayan descent, the Commission for Historical Clarification recognised as acts of genocide certain policies of the government in power between 1981 and 1983.² Vestiges of the political system based around the military elite remain present in Guatemalan society despite the establishment of a process of transitional

— 1. Commission pour l'éclaircissement historique, *Guatemala, memoria del Silencio*, Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets, 1999, p. 21 et p. 38, <https://www.undp.org/es/guatemala/publications/guatemala-memoria-del-silencio>

— 1. Commission for Historical Clarification, *Guatemala memoria del Silencio*, United Nations Office for Project Services, Guatemala, 1999, p. 21 and p. 38, <https://www.undp.org/es/guatemala/publications/guatemala-memoria-del-silencio>

— 2. *Ibid.*, p. 21 and p. 51.

et 1983². Des vestiges du système politique fondé autour de l'élite militaire demeurent présents dans la société guatémaltèque, et ce, malgré la mise en place d'un processus de justice transitionnelle³. La politique et l'économie du pays sont d'ailleurs toujours menées par l'élite militaire et économique alors qu'une majorité de la population s'identifie comme autochtone et vit sous le seuil de pauvreté⁴. Les dernières années ont été marquées par une détérioration du contexte humanitaire, notamment suite à plusieurs incidents climatiques extrêmes et à la pandémie de Covid-19, ainsi que par une montée de l'autoritarisme⁵.

S'inscrivant dans cette tendance, l'entrée en vigueur du décret 4-2020 – qui modifie la loi sur les organisations non gouvernementales (ONG)⁶ en élargissant le contrôle du gouvernement sur le financement et les activités de celles-ci – représente un point central dans la détérioration de l'État de droit au Guatemala. En effet, en venant modifier le Code civil et cette « loi sur les ONG », ce décret affecte largement le travail de la société civile en octroyant au gouvernement des pouvoirs discrétionnaires de contrôle et de surveillance des activités des ONG⁷. Deux ans après l'entrée en vigueur de ce décret et l'émergence de ses premières critiques sur la scène internationale, quelles sont aujourd'hui

justice.³ Moreover, the country's politics and economy are still run by the military and economic elite while a majority of the population identify as indigenous and live below the poverty line.⁴ Recent years have been marked by a worsening humanitarian situation, in particular following several extreme weather events and the Covid-19 pandemic, as well as by rising authoritarianism.⁵

Consistent with this trend, the enactment of Decree 4-2020, which amends the law on non-governmental organisations (NGOs)⁶ by expanding government control over their financing and activities, is at the core of the deterioration of rule of law in Guatemala. In fact, by amending the civil code and this "law on NGOs", this decree has a significant impact on the work of civil society groups, granting the government discretionary powers to supervise and monitor NGOs.⁷ Two years after this decree came into force and the first criticisms of it began to emerge at international level, what is its current impact on NGO activities? This article will first present some findings on this reform and then examine the various implications according to the type of organisation concerned.

Reform of the law on NGOs

Since the advent of the conservative Government of Jimmy Morales (2016-2019), Guatemalan civil society has been aware of a deterioration of the rule

— 2. *Ibid.*, p. 21 et p. 51.

— 3. Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme, *Justice transitionnelle et droits économiques, sociaux et culturels*, 2014, https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Publications/HR-PUB-13-05_fr.pdf

— 4. Marie-Dominik Langlois, « Le mirage de la paix au Guatemala », *Le Devoir*, 4 janvier 2017, <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/488338/le-mirage-de-la-paix-au-guatemala>

— 5. Amnesty International, *Last Chance for Justice – Dangerous setbacks for human rights and the fight against impunity in Guatemala*, 9 July 2019, <https://www.amnesty.org/en/documents/amr34/0611/2019/en>

— 6. Surnommée « loi sur les ONG ».

— 7. Organización de los Estados Americanos, « La CIDH y su RELE rechazan entrada en vigor de reformas a la Ley de Organizaciones no Gubernamentales en Guatemala », 19 mai 2021, <https://www.oas.org/es/CIDH/jsForm/?File=/es/cidh/prensa/comunicados/2021/128.asp>

— 3. Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights, *Justice transitionnelle et droits économiques, sociaux et culturels*, 2014, https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Publications/HR-PUB-13-05_fr.pdf

— 4. Marie-Dominik Langlois, « Le mirage de la paix au Guatemala », *Le Devoir*, 4 janvier 2017, <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/488338/le-mirage-de-la-paix-au-guatemala>

— 5. Amnesty International, *Last Chance for Justice – Dangerous setbacks for human rights and the fight against impunity in Guatemala*, 9 July 2019, <https://www.amnesty.org/en/documents/amr34/0611/2019/en>

— 6. Known as "the law on NGOs".

— 7. Organización de los Estados Americanos, « La CIDH y su RELE rechazan la entrada en vigor de reformas a la Ley de Organizaciones no Gubernamentales en Guatemala », 19 May 2021, <https://www.oas.org/es/CIDH/jsForm/?File=/es/cidh/prensa/comunicados/2021/128.asp>



CHARLOTTE
VOLET



LAURENCE
QUELLET-BOIVIN

ses conséquences sur les activités des ONG ? Cet article posera dans un premier temps les constats relatifs à cette réforme, pour ensuite explorer les différentes implications selon le type d'organisations concernées.

La réforme de la loi sur les ONG

Depuis l'avènement du gouvernement conservateur de Jimmy Morales (2016-2019), la société civile guatémaltèque observe la détérioration de l'État de droit. En effet, le mandat présidentiel de Morales a été marqué par son hostilité envers les institutions internationales, notamment envers la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala qu'il a d'ailleurs suspendue en 2019⁸. Plusieurs projets de loi régressifs menaçant les droits des personnes vulnérabilisées ont depuis été présentés, telle la réforme proposée par le décret 4-2020⁹. Suivant les traces de son prédécesseur, le gouvernement d'Alejandro Giammattei (2020-2024) a approuvé la réforme de la loi sur les ONG en février 2020. Le décret 4-2020 est entré en vigueur en juin 2021, malgré de vives critiques et un recours légal porté en vain par le procureur des droits humains du pays¹⁰. Cette réforme instaure un ensemble d'exigences pour la création, la réglementation, le fonctionnement et le contrôle des ONG nationales et internationales, et octroie des pouvoirs discrétionnaires de contrôle et

of law. Indeed, the mandate of President Morales was characterised by his hostility towards international institutions, especially towards the International Commission Against Impunity in Guatemala, which he in fact suspended in 2019.⁸ Several regressive bills posing a threat to the rights of vulnerable people have since been brought in, such as the reform proposed by Decree 4-2020.⁹ Following in its predecessor's footsteps, the government of Alejandro Giammattei (2020-2024) approved the reform of the law on NGOs in February 2020. Decree 4-2020 then came into force in June 2021, notwithstanding strong criticism and an appeal lodged in vain by the country's Special Human Rights Prosecutor.¹⁰ This reform introduces a set of requirements for the creation, regulation, operation and supervision of national and international NGOs and grants the government discretionary monitoring and surveillance powers.¹¹ The Ministry of the Interior can also remove a local or international NGO from the national register on grounds of protecting public order.¹² The reform also gives a precise definition of an NGO, specifying in Article 4 the organisations to which the reform applies because of their nature and their fields of specialisation and intervention.¹³

— 8. Government of Canada, *Canada disappointed by decision to end International Commission against Impunity in Guatemala*, 10 January 2019, <https://www.canada.ca/en/global-affairs/news/2019/01/canada-disappointed-by-decision-to-end-international-commission-against-impunity-in-guatemala.html>

— 9. Unidad de Protección a Defensoras y Defensores de Derechos Humanos de Guatemala, *Guatemala, una deuda sin saldar. Recomendaciones para una agenda pública que garantice el derecho a defender derechos*, January 2021, p. 8, <https://udefegua.org.gt/informes/a-un-ano-de-la-toma-de-posesion-del-ejecutivo-de-giammattei-se-mantiene-en-alza-la-violencia-contras-personas-defensoras-de-derechos-humanos>

— 10. Douglas Cuevas, «Ley de oenegés: piden que nueva normativa se declare inconstitucional», *Prensa Libre*, 22 June 2021, <https://www.prensalibre.com/guatemala/politica/sectores-sociales-impugnan-la-entrada-en-vigor-de-las-reformas-a-la-ley-de-ongs>

— 11. Organización de los Estados Americanos, «La CIDH y su RELE...», *art. cit.*

— 12. Congress of the Republic of Guatemala, *Décret 4-2020*, art. 16, <https://legis.gt/wp-content/uploads/2021/08/Decreto-Numero-4-2020.pdf>; Luis Carrillo, «Presidente sanciona reformas a Ley de ONG», *Diario de Centro América*, 28 February 2020.

— 13. Congress of the Republic of Guatemala, *Decree 4-2020*, art. 4, <https://legis.gt/wp-content/uploads/2021/08/Decreto-Numero-4-2020.pdf>

— 8. Gouvernement du Canada, *Le Canada est déçu de la décision de mettre fin à la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala*, 10 janvier 2019, <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2019/01/le-canada-est-decu-de-la-decision-de-mettre-fin-a-la-commission-internationale-contre-limpunite-au-guatemala.html>

— 9. Unidad de Protección a Defensoras y Defensores de Derechos Humanos de Guatemala, *Guatemala, una deuda sin saldar. Recomendaciones para una agenda pública que garantice el derecho a defender derechos*, janvier 2021, p. 8, <https://udefegua.org.gt/informes/a-un-ano-de-la-toma-de-posesion-del-ejecutivo-de-giammattei-se-mantiene-en-alza-la-violencia-contras-personas-defensoras-de-derechos-humanos>

— 10. Douglas Cuevas, «Ley de oenegés: piden que nueva normativa se declare inconstitucional», *Prensa Libre*, 22 juin 2021, <https://www.prensalibre.com/guatemala/politica/sectores-sociales-impugnan-la-entrada-en-vigor-de-las-reformas-a-la-ley-de-ongs>

de surveillance au gouvernement¹¹. Le ministère de l'Intérieur peut ainsi radier une ONG locale ou internationale du registre national en mobilisant le motif de la protection de l'ordre public¹². La réforme précise également la définition d'une ONG en déclinant, à l'article 4, les organisations auxquelles la réforme s'applique du fait de leur spécialisation, de leur nature et de leur zone d'intervention¹³.

Ce décret est perçu par plusieurs ONG comme une attaque directe contre l'espace démocratique. En effet, alors que les procédures d'inscriptions étaient complexes *a priori*, elles se sont vues alourdies par cette réforme¹⁴. Un an après le décret, sur les 1871 ONG inscrites au sein du registre des ONG, seules 204 ont été en mesure de suivre les nouvelles restrictions et de mettre à jour leur inscription conformément aux exigences du décret¹⁵. Plus de quinze mille organisations doivent encore être étudiées par le *Registro de Personas Jurídicas*¹⁶. Ces chiffres montrent le manque de clarté, la lourdeur et la mauvaise diffusion de ces nouvelles obligations¹⁷. La communauté internationale¹⁸

« Le ministère de l'Intérieur peut ainsi radier une ONG locale ou internationale du registre national en mobilisant le motif de la protection de l'ordre public. »

“The Ministry of the Interior can also remove a local or international NGO from the national register on grounds of protecting public order.”

This decree is seen by several NGOs as a direct attack on the democratic space. Indeed, while registration procedures were complex from the start, this reform has made them even more cumbersome.¹⁴ A year after the decree, of the 1,871 NGOs listed in the NGO register, only 204 were in a position to comply with the new restrictions and update their registration, according to the requirements of the decree.¹⁵ Over 15,000 organisations are still to be examined by the Register of Legal Entities (*Registro de Personas Jurídicas* in Spanish).¹⁶ These figures illustrate the lack of clarity, the unwieldiness and the poor dissemination of these new requirements.¹⁷ The international community¹⁸ and civil society¹⁹ also fear the arbitrary interpretation of the grounds of protecting public order and the abuse of power by the Guatemalan authorities,

— 11. Organización de los Estados Americanos, *La CIDH y su RELE...*, art. cit.

— 12. Congrès de la République du Guatemala, *Décret 4-2020*, art. 16, <https://legis.gt/wp-content/uploads/2021/08/Decreto-Numero-4-2020.pdf> ; Luis Carrillo, «Presidente sanciona reformas a Ley de ONG», *Diario de Centro América*, 28 février 2020.

— 13. Congrès de la République du Guatemala, *Décret 4-2020*, art. 4, <https://legis.gt/wp-content/uploads/2021/08/Decreto-Numero-4-2020.pdf>

— 14. Adeline Hite y Adriana Beltrán, «Preguntas y respuestas: La nueva ley de ONG de Guatemala», *Washington Office of Latin America*, 19 mars 2020, <https://www.wola.org/es/analisis/nueva-ley-ong-guatemala>

— 15. Edgar René Ortiz, «Sobre la Ley de ONG», *La Hora*, 15 juin 2022, https://lahora.gt/opinion/edgar_ortiz/2022/06/15/sobre-la-ley-de-ong

— 16. *Ibid.*

— 17. *Ibid.*

— 18. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme, *Guatemala: Expertos de la ONU y la OEA dan la voz de alarma por la "asfixiante" ley sobre ONGs*, 1^{er} juillet 2021, <https://www.oacnudh.org.gt/images/CONTENIDOS/ARTICULOS/COMUNICADOS/2021/2021-07-01-LeyONGs.pdf>

— 14. Adeline Hite y Adriana Beltrán, «Preguntas y respuestas: La nueva ley de ONG de Guatemala», *Washington Office of Latin America*, 19 March 2020, <https://www.wola.org/es/analisis/nueva-ley-ong-guatemala>

— 15. Edgar René Ortiz, «Sobre la Ley de ONG», *La Hora*, 15 June 2022, https://lahora.gt/opinion/edgar_ortiz/2022/06/15/sobre-la-ley-de-ong

— 16. *Ibid.*

— 17. *Ibid.*

— 18. Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights, *Guatemala: Expertos de la ONU y la OEA dan la voz de alarma por la "asfixiante" ley sobre ONGs*, 1 July 2021, <https://www.oacnudh.org.gt/images/CONTENIDOS/ARTICULOS/COMUNICADOS/2021/2021-07-01-LeyONGs.pdf>

— 19. Adeline Hite y Adriana Beltrán, «Preguntas y respuestas...», art. cit.

et la société civile¹⁹ craignent aussi l'interprétation arbitraire du motif de protection de l'ordre public et l'abus de pouvoir des autorités guatémaltèques alors que cette rhétorique a souvent été utilisée pour justifier la répression de la société civile, et plus particulièrement des mouvements autochtones²⁰. Ces nouvelles contraintes – ajoutées au climat déjà tendu et défavorable au travail quotidien des ONG – créent donc un fardeau supplémentaire et une pression constante pour le personnel des ONG.

Les impacts différenciés du décret 4-2020

Bien plus qu'un simple processus législatif, cette réforme s'inscrit dans une longue détérioration de l'espace démocratique. Mais toutes les ONG ne semblent pas ciblées par l'usage arbitraire du décret. En effet, force est de constater que les organisations de défense des droits humains semblent être davantage ciblées par les mesures découlant du décret que les organisations de développement ou d'aide humanitaire²¹. Ces pressions et violences semblent aussi affecter particulièrement les organisations locales, même si elles sont également observées par des ONG internationales.

Bien que ces pressions multiples aient déjà été dénoncées par les défenseur·e·s des droits humains avant l'entrée en vigueur du décret, elles s'inscrivent dorénavant dans un usage arbitraire du motif de protection de l'ordre public à des fins de criminalisation et de censure de la société civile²². Selon les

as this rhetoric has often been used to justify the repression of civil society and most notably of indigenous movements.²⁰ These new constraints, added to the already tense climate which is detrimental to the day-to-day work of NGOs, impose a further burden and constant pressure on NGO staff.

The diverse impacts of Decree 4-2020

Much more than a simple legislative process, this reform follows the long-running trend of a deteriorating democratic space. However, not all NGOs seem to be targeted by the decree's arbitrary application. Indeed, it is clear that organisations defending human rights seem to be targeted to a greater extent by the measures set out in the decree than those working in humanitarian aid or development.²¹ This pressure and violence also appear to affect local organisations in particular, even if they are generally also felt by international NGOs.

Even though these multiple pressures had already been denounced by defenders of human rights before the decree came into force, from now on they form part of an arbitrary use of the grounds of protecting public order for the purpose of criminalising and censoring civil society.²² According to the United Nations, the enactment of the decree would seriously hinder the invaluable efforts of the country's civil society organisations, not to mention the fact that these measures contravene international human rights regarding freedom of expression and association.²³

— 19. Adeline Hite y Adriana Beltrán, «Preguntas y respuestas...», art. cit.

— 20. Commission pour l'éclaircissement historique, *Guatemala, memoria del Silencio...*, op. cit., p. 50-51.

— 21. Bien que l'aide humanitaire ne soit pas explicitée dans le décret (qui vise plus particulièrement les ONG de développement), les secteurs réglementés par la loi correspondent généralement à des secteurs d'action des ONG d'aide humanitaire et d'aide au développement.

— 22. Amnesty International, *Des lois conçues pour museler : la répression mondiale des organisations de la société civile*, 21 février 2019, <https://www.amnesty.org/fr/documents/act30/9647/2019/fr>

— 20. Commission for Historical Clarification, *Guatemala memoria del Silencio...*, op. cit., p. 50-51.

— 21. Although humanitarian aid is not specified in the decree (which is aimed more specifically at development NGOs), the sectors regulated by the law generally correspond to the fields of action of humanitarian and development aid NGOs.

— 22. Amnesty International, *Laws designed to silence*, 21 February 2019, <https://www.amnesty.org/en/documents/act30/9647/2019/en>

— 23. Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights, *Guatemala: Expertos de la ONU...*, op. cit.

Nations unies, l'entrée en vigueur du décret nuirait grandement aux efforts inestimables des organismes de la société civile dans le pays, sans compter qu'elles contreviennent aux normes internationales des droits de la personne relatives au droit à l'association et à la liberté d'expression²³.

L'usage arbitraire du décret, ajouté aux campagnes de diffamation et de désinformation menées par des détracteurs des droits humains, représente donc une perte d'espace démocratique en plus d'accentuer l'insécurité vécue par les personnes défenseuses des droits humains²⁴. L'insécurité est d'ailleurs observable à travers la hausse des violences physiques envers les défenseurs et défenseuses des droits humains guatémaltèques²⁵ alors que les violences ont presque doublé entre 2017 et 2021²⁶. L'usage d'un vocabulaire alarmant pour dépeindre des défenseur·e·s des droits humains (« terroristes », « fauteurs de trouble », « bandits », etc.) contribue également à leur décrédibilisation et à leur stigmatisation²⁷. Sous ces fortes pressions, les ONG de défense des droits peinent à maintenir leurs actions, quand elles ne sont pas contraintes, purement et simplement, à cesser leurs activités. Ce cas de figure est d'ailleurs illustré par l'autodissolution

« Les organisations de défense des droits humains semblent être davantage ciblées par les mesures découlant du décret que les organisations de développement ou d'aide humanitaire. »

“Organisations defending human rights seem to be targeted to a greater extent by the measures set out in the decree than those working in humanitarian aid or development.”

The arbitrary use of the decree, added to the smear and misinformation campaigns run by critics of human rights, represents therefore efforts to shrink the democratic space as well as to exacerbate the sense of insecurity experienced by human rights activists.²⁴ This insecurity can moreover be seen in the increasing use of physical violence against defenders of Guatemalan human rights²⁵ with cases of violence nearly doubled between 2017 and 2021.²⁶ The use of alarming language to depict defenders of human rights (“terrorists”, “trouble-makers”, “villains”, etc.) contributes to stigmatising them and damaging their credibility.²⁷ NGOs defending hu-

— 23. Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme, *Guatemala: Expertos de la ONU...*, op. cit.

— 24. Front line Defenders, « Harcèlement, menaces, campagne de diffamation et criminalisation contre le Projet international d'accompagnement ACOGUATE au Guatemala », 2 décembre 2021, <https://www.frontlinedefenders.org/fr/statement-report/harassment-threats-smear-campaign-and-criminalisation-against-international>

— 25. Amnesty International, *Last Chance for Justice...*, op. cit.

— 26. Unidad de Protección a Defensoras y Defensores de Derechos Humanos de Guatemala, *Situación de personas, organizaciones y comunidades defensoras de derechos humanos en Guatemala*, 2021, juin 2022, <https://udefegua.org.gt/wp-content/uploads/2022/07/INFORME-UDEFEGUA-2021.pdf>

— 27. Amnesty International, *Americas. "We are defending the land with our blood: defenders of the land, territory and environment in Honduras and Guatemala"*, 1 September 2016, <https://www.amnesty.org/en/documents/amr01/4562/2016/en>

— 24. Front line Defenders, "Harassment, threats, smear campaign and criminalisation against International Accompaniment Project ACOGUATE in Guatemala", 2 December 2021, <https://www.frontlinedefenders.org/en/statement-report/harassment-threats-smear-campaign-and-criminalisation-against-international>

— 25. Amnesty International, *Last Chance for Justice...*, op. cit.

— 26. Unidad de Protección a Defensoras y Defensores de Derechos Humanos de Guatemala, *Situación de personas, organizaciones y comunidades defensoras de derechos humanos en Guatemala*, 2021, June 2022, <https://udefegua.org.gt/wp-content/uploads/2022/07/INFORME-UDEFEGUA-2021.pdf>

— 27. Amnesty International, *Americas. "We are defending the land with our blood: defenders of the land, territory and environment in Honduras and Guatemala"*, 1 September 2016, <https://www.amnesty.org/en/documents/amr01/4562/2016/en>

de l'organisation ACOGUATE²⁸ en 2023, après un long processus de criminalisation, de diffamation et d'intimidation mené à son encontre²⁹. Cette autodissolution, loin d'être isolée, témoigne de la dangerosité de ce décret – et particulièrement du motif de protection de l'ordre public – pour la défense des droits.

À l'inverse, le travail des ONG d'aide humanitaire et de développement semble moins entravé par les nouvelles restrictions. Cette observation semble d'autant plus vraie dans les secteurs qui s'inscrivent au sein des priorités du gouvernement telles que proposées par le *Plan national de développement du Guatemala*³⁰. L'application sélective des contraintes liées à la réforme permet donc au gouvernement de favoriser le travail des ONG qui entrent dans le cadre des priorités de l'État³¹. De même, les ONG qui offrent des services délégués aux autorités guatémaltèques sont manifestement mieux acceptées par les instances du pays. Le gouvernement du Guatemala a, par exemple, sollicité l'aide du Canada dans le secteur de la santé suite à la pandémie de Covid-19 et aux ouragans Eta et Iota³². Cette ouverture à l'aide internationale et locale spécifique pourrait aussi s'expliquer par la propension des gouvernements guatémaltèques successifs à sous-investir dans les secteurs souvent supportés par la société civile et l'aide internationale

man rights struggle to continue their work under this heavy pressure, sometimes even being forced to cease their activities outright. Such a case is illustrated by the voluntary dissolution of the ACOGUATE²⁸ organisation in 2023, following a long campaign of criminalisation, smear tactics and intimidation directed against it.²⁹ Far from being an isolated case, this voluntary dissolution is evidence of the dangerous nature of this decree, in particular the use of the grounds of protecting public order, for the defence of human rights.

Conversely, the work of humanitarian aid and development NGOs appears less constrained by the new restrictions. This observation seems especially true in the sectors prioritised by the government, as put forward in the National Development Plan of Guatemala.³⁰ The selective application of the constraints related to the reform allows the government to encourage the activities of those NGOs working in the State's priority areas.³¹ Likewise, NGOs offering services lightening the load of Guatemalan bodies are clearly accepted more readily by the country's authorities. The government of Guatemala requested help, for example, from Canada in the healthcare sector in response to the Covid-19 pandemic and Hurricanes Eta and Iota.³² This opening up to specific local and international aid can also be explained by the propensity of successive Guatemalan governments

— 28. Projet international d'accompagnement au Guatemala.

— 29. Collectif Guatemala, *Urgence ACOGUATE*, 12 octobre 2021, <https://collectifguatemala.org/Urgence-ACOGUATE>

— 30. Les priorités établies dans le Plan correspondent, entre autres, à la protection sociale et la réduction de la pauvreté, l'accès aux soins de santé, la sécurité alimentaire, l'éducation, la gestion des ressources naturelles, etc. ; Consejo Nacional de Desarrollo Urbano y Rural, *Plan Nacional de Desarrollo : K'atun, Nuestra Guatemala 2032*, juillet 2014, [https://www2.congreso.gob.pe/sicr/cendocbib/con4_uibd.nsf/3F1CB53FBADB4F5405257D6C006E-FEE9/\\$FILE/1_pdfsam_PND_Katun2032.pdf](https://www2.congreso.gob.pe/sicr/cendocbib/con4_uibd.nsf/3F1CB53FBADB4F5405257D6C006E-FEE9/$FILE/1_pdfsam_PND_Katun2032.pdf)

— 31. Adeline Hite y Adriana Beltrán, « Preguntas y respuestas... », art. cit.

— 32. Gouvernement du Canada, *Relations Canada-Guatemala*, <https://www.international.gc.ca/country-pays/guatemala/relations.aspx?lang=fra>

— 28. International accompaniment project in Guatemala

— 29. Collectif Guatemala, *Urgence ACOGUATE*, 12 octobre 2021, <https://collectifguatemala.org/Urgence-ACOGUATE>

— 30. The priorities laid down in the Plan include among others social protection and the reduction of poverty, access to healthcare, food security, education, management of natural resources, etc.; Consejo Nacional de Desarrollo Urbano y Rural, *Plan Nacional de Desarrollo : K'atun, Nuestra Guatemala 2032*, July 2014, [https://www2.congreso.gob.pe/sicr/cendocbib/con4_uibd.nsf/3F1CB53FBADB4F5405257D6C006E-FEE9/\\$FILE/1_pdfsam_PND_Katun2032.pdf](https://www2.congreso.gob.pe/sicr/cendocbib/con4_uibd.nsf/3F1CB53FBADB4F5405257D6C006E-FEE9/$FILE/1_pdfsam_PND_Katun2032.pdf)

— 31. Adeline Hite y Adriana Beltrán, « Preguntas y respuestas... », art. cit.

— 32. Government of Canada, *Canada-Guatemala relations*, <https://www.international.gc.ca/country-pays/guatemala/relations.aspx?lang=eng>

(santé, agriculture, nutrition, etc.)³³. Alors que la malnutrition représente un point focal dans les problématiques humanitaires du pays³⁴, les investissements publics dans le secteur de l'agriculture semblent insuffisants³⁵. Dans cette même lignée, les trois activités les plus financées à travers les programmes d'assistance internationale des États-Unis sont regroupées dans le secteur de l'alimentation, soit au cœur des priorités mentionnées³⁶. Ainsi, alors que la modification de la loi sur les ONG permet au gouvernement d'exercer un contrôle accru sur le financement international reçu par ces dernières à travers des processus administratifs³⁷, le financement des secteurs recherchés par le gouvernement semble en général moins ciblé.

Perspectives

Si l'adoption du décret 4-2020 représente une perte d'espace démocratique pour la société civile au Guatemala, les répercussions concrètes sur le travail des ONG se différencient selon le secteur d'action et selon leur origine. En plus d'entraver le travail des ONG de défense des droits humains, cette réforme renforce l'isolement et la marginalisation des défenseur·e·s et instaure un précédent. La situation au Guatemala n'est cependant pas isolée alors que plusieurs projets de loi similaires sont en cours d'examen ou sont déjà en vigueur dans d'autres pays, tels le Venezuela, le Nicaragua, le Salvador et, au-delà de l'Amérique centrale, en Égypte³⁸. Ces attaques au droit d'association ont

to underinvest in sectors often supported by civil society and international aid (health, agriculture, nutrition, etc.).³³ While malnutrition is a key focus in the country as far as humanitarian issues are concerned,³⁴ public investment in the agricultural sector seems inadequate.³⁵ Equally, the three activities receiving the most funding from United States international aid programmes are found in the food sector, so among the top priorities mentioned.³⁶ Thus, while the amendment of the law on NGOs allows the government to exert greater control over international funding received by NGOs through administrative processes,³⁷ the financing of sectors the government focuses on seems generally to be less targeted.

Outlook

Although the adoption of Decree 4-2020 represents a shrinking of the democratic space for civil society in Guatemala, the tangible impact on the work of NGOs varies according to their sector of activity and their origin. In addition to hindering the work of human rights NGOs, this reform reinforces the isolation and marginalisation of activists and establishes a precedent. The situation in Guatemala is however not an isolated one, as several similar draft bills are currently being debated or are already in force in other countries such Venezuela, Nicaragua, El Salvador and, beyond Central America, in Egypt.³⁸ These attacks on the right of

— 33. Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme, *Guatemala: Expertos de la ONU...*, *op. cit.*

— 34. Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, *Humanitarian Needs Overview – Guatemala*, December 2022, <https://www.unocha.org/publications/report/guatemala/guatemala-humanitarian-needs-overview-2023-december-2022>

— 35. Reid Hamel, *The Challenges of Country-Led Development: Insights from Guatemala*, Center for Strategic & International Studies, November 2016, <https://www.csis.org/analysis/challenges-country-led-development-insights-guatemala>

— 36. Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme, *Guatemala: Expertos de la ONU...*, *op. cit.*

— 37. Adeline Hite y Adriana Beltrán, «Preguntas y respuestas...», *art. cit.*

— 38. *Ibid.*

— 33. Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights, *Guatemala: Expertos de la ONU...*, *op. cit.*

— 34. Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, *Humanitarian Needs Overview – Guatemala*, December 2022, <https://www.unocha.org/publications/report/guatemala/guatemala-humanitarian-needs-overview-2023-december-2022>

— 35. Reid Hamel, *The Challenges of Country-Led Development: Insights from Guatemala*, Center for Strategic & International Studies, November 2016, <https://www.csis.org/analysis/challenges-country-led-development-insights-guatemala>

— 36. Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights, *Guatemala: Expertos de la ONU...*, *op. cit.*

— 37. Adeline Hite y Adriana Beltrán, «Preguntas y respuestas...», *art. cit.*

— 38. *Ibid.*

d'ailleurs déjà été étudiées au cours des années précédentes³⁹. Il sera donc primordial pour la communauté internationale de se questionner sur cette tendance et d'assurer le maintien du dialogue sur la protection des droits de la personne et de l'espace démocratique.

association have in fact already been studied in recent years.³⁹ It will be of paramount importance therefore for the international community to raise questions on this trend and ensure that dialogue is kept open on the protection of human rights and democratic space.

Translated from the French by Fay Guerry

— 39. Philippe Ryfman et Boris Martin (dir.), « Libertés associatives en danger : l'épreuve de force », *Alternatives humanitaires*, n° 20, juillet 2022, <https://www.alternatives-humanitaires.org/fr/parution/numero-20-juillet-2022>

— 39. Philippe Ryfman and Boris Martin (eds), "Associative Freedoms at Risk: the test of strength", *Humanitarian Alternatives*, n° 20, July 2022, <https://www.alternatives-humanitaires.org/en/parution/issue-20-july-2022>

Biographies



LAURENCE OUELLET-BOIVIN

Détentrice d'une maîtrise en gestion du développement international et de l'action humanitaire de l'Université Laval (Québec), Laurence Ouellet-Boivin œuvre en tant que conseillère genre au sein d'une organisation de coopération internationale au Bénin. Elle est également impliquée dans plusieurs projets de recherche à la Chaire Claire-Bonenfant – Femmes, Savoirs et Sociétés, de l'Université Laval. Ses intérêts de recherche portent principalement sur les enjeux d'égalité des genres dans les organisations et la protection des droits humains. Par ailleurs, Laurence siège au conseil d'administration du Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG) depuis 2021.

Laurence Ouellet-Boivin has a Master's degree in Management of International Development and Humanitarian Action from the University of Laval (Quebec) and works as a gender adviser within an international cooperation organisation in Benin. She is also involved in several research projects with the *Chaire Claire-Bonenfant – Femmes, Savoirs et Sociétés* at the University of Laval. Her research interests focus principally on issues of gender inequality within organisations and the protection of human rights. Laurence has been on the board of the Quebec-Guatemala Accompaniment Project (PAQG) since 2021.

CHARLOTTE VOLET

Charlotte Volet est détentrice d'une maîtrise en justice transitionnelle, droits humains et État de droit de l'Académie de Genève et travaille pour une organisation non gouvernementale de coopération internationale au Québec. Membre du conseil d'administration du Projet Accompagnement Québec-Guatemala, Charlotte s'y implique depuis qu'elle a réalisé un mandat d'accompagnement auprès de personnes défenseuses de droits humains guatémaltèques en 2018.

Charlotte Volet has a Master's degree in Transitional Justice, Human Rights and the Rule of Law from the Geneva Academy and works for a non-governmental international cooperation organisation in Quebec. Charlotte is a board member of the Quebec-Guatemala Accompaniment Project with which she has been involved since her mandate providing support for Guatemalan human rights activists in 2018.



ÉTHIQUE | ETHICS



ÉTHIQUE | ETHICS

L'aide humanitaire au prisme du *care*

Humanitarian aid from the perspective of care

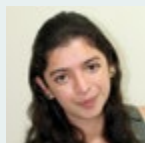
Sofía Durán Cárdenas • Doctorante à l'Institut
de Philosophie de Grenoble (France)



Quand la philosophie se penche sur l'humanitaire, elle peut permettre à ses acteurs de réfléchir non seulement aux fondements de leur intervention, mais également à une meilleure mise en œuvre de cette dernière. C'est tout le mérite de cette contribution que de nous aider à prendre la distance nécessaire.

When philosophy turns its attention to humanitarian action, it can help its actors reflect not only on the foundations of their intervention, but also on how to improve its implementation. This article helps us examine these questions through an objective lens.





SOFÍA
DURÁN CÁRDENAS

Les conflits éthiques récurrents dans la pratique humanitaire sont à l'origine d'un débat sur ses fondements, voire d'une remise en cause de sa légitimité. Afin de répondre aux critiques et d'améliorer la pratique, le cadre normatif de l'aide humanitaire est constamment modifié à travers l'élaboration de mandats, de chartes ou de codes de conduite dont les principes sont discutés et parfois renouvelés. Cependant, dans les contextes contemporains où se déploie l'aide humanitaire, ces cadres de référence se révèlent insuffisants, l'assistance aboutissant parfois à des effets indésirables qui nuisent à la population cible. En raison du risque fréquent d'affaiblir les capacités locales, le débat sur l'humanitaire porte notamment sur le rôle et l'implication des bénéficiaires. Si les difficultés posées par la récurrence des conflits éthiques de la pratique humanitaire sont liées au problème de la participation des bénéficiaires, engendré par une conception problématique de leur dépendance et de leur autonomie, nous estimons que l'éthique du *care* est susceptible d'éclairer cette réflexion. Nous proposons donc de comprendre l'aide humanitaire comme une pratique du *care*. Ce cadre éthique permettrait d'esquisser une appréhension des bénéficiaires en tant qu'agents à part entière du système humanitaire, et d'apporter ainsi des réponses aux conflits éthiques issus de la pratique.

L'aide humanitaire, un processus en quatre phases

Les travailleurs humanitaires sont aujourd'hui confrontés à des choix difficiles entre différentes possibilités d'action où les principes humanitaires (humanité, impartialité, neutralité et indépendance) entrent inévitablement en tension, voire en contradiction. Privilégiant une approche qui part des contextes particuliers plutôt que des théories idéales, l'éthique du *care* est susceptible d'orienter leur délibération en fournissant de nouveaux repères. En s'articulant autour du concept de *care* – qui englobe à la fois le souci, le soin, l'attention et la sollicitude –, cette

Recurrent ethical conflicts in humanitarian practice have given rise to a debate about its basic principles, and have even called its legitimacy into question. In order to respond to such criticism and improve practices, the normative framework of humanitarian aid is constantly being modified via the development of mandates, charters and codes of conduct, the principles of which are discussed and sometimes revised. In contemporary humanitarian aid contexts, however, these reference frameworks can prove inadequate, with the provision of aid sometimes resulting in undesirable effects that harm the target population. Given the constant risk of weakening local capacities, the humanitarian debate focuses mainly on the role and involvement of recipients. Even though the difficulties raised by persistent ethical conflicts in humanitarian practice are linked to the problem of recipient participation, which is generated by an equally problematic understanding of their dependence and autonomy, we believe that the ethics of care may shed light on these deliberations. We therefore suggest that humanitarian aid be understood as the practice of care. This ethical framework should allow us to understand beneficiaries as fully-fledged agents of the humanitarian system, and should thus provide answers to the ethical conflicts that arise in humanitarian practice.

Humanitarian aid: a four-phase process

Humanitarian workers are now faced with difficult choices between a variety of possible courses of action in which humanitarian principles (humanity, impartiality, neutrality and independence) inevitably lead to conflict if not contradiction. Fostering an approach based on a specific context rather than an ideal theory, the ethics of care are likely to guide their deliberations by providing new points of reference. Based on the concept of care, which encompasses concern, care, attention and solicitude, this feminist-inspired approach, developed in the 1980s at the initiative of

approche d'inspiration féministe, née dans les années 1980 à l'initiative de la psychologue Carol Gilligan, se focalise sur le processus par lequel les individus en viennent concrètement à se soucier des autres et à prendre en charge leurs besoins. La philosophe étatsunienne Joan Tronto, dont les travaux développés dans la décennie suivante font autorité dans le domaine, comprend ainsi le *care* à la fois comme une pratique et comme une disposition intérieure. Elle met en relief le lien entre le fait de prendre soin et sa justification morale (se soucier des autres) articulés en fonction d'une fin : accorder une attention pertinente et efficace¹.

Déployée comme une pratique d'assistance où le soin est central, l'aide humanitaire revêt par définition la forme d'une pratique du *care*. Aussi proposons-nous de l'analyser à partir de ce cadre théorique et, en particulier, des différentes étapes du processus du *care* caractérisées par Tronto. La première étape – « se soucier de » (*to care about*) – consiste en une analyse attentive de la situation, par laquelle on reconnaît l'existence d'un besoin. Elle donne lieu, deuxième étape, à une délibération sur la possibilité d'intervenir ou de « se charger de » (*taking care of*), en fonction des moyens à déployer pour atteindre l'objectif et des capacités pour répondre aux besoins identifiés. L'incertitude propre au contexte ne limite pas la responsabilité liée à cette démarche où l'on doit anticiper les conséquences de l'action et s'interroger sur la pertinence d'une intervention. Le cas échéant, la troisième phase consiste ensuite à « prendre soin » (*care giving*) : c'est le déploiement du travail d'assistance en contact direct avec la population concernée. L'efficacité étant ici un enjeu crucial, la compétence des acteurs et actrices de l'aide est particulièrement sollicitée à ce moment-là. Enfin, quatrième phase, il faut évaluer à la fois le résultat de l'action menée – « recevoir des soins » (*care receiving*) – et la capacité de réponse des fournisseurs

« L'aide humanitaire revêt par définition la forme d'une pratique du *care*. »

“Humanitarian aid is by definition a care practice.”

psychologist Carol Gilligan, focuses on the process by which individuals actually come to care for others and address their needs. The US philosopher Joan Tronto, whose work from the following decade became an authority in the field, therefore understands care as both a practice and an internal attitude. She highlights the link between the act of providing care and its moral justification (showing concern for others) expressed as an end: providing relevant and effective attention.¹

Deployed as a method of providing assistance in which care is the key factor, humanitarian aid is by definition a care practice. We shall therefore analyse it from this theoretical viewpoint, particularly by considering the different stages of the care process as defined by Tronto. The first phase, caring about, consists of a detailed analysis of the situation, by which we recognise the existence of a need. This leads to a second phase, a debate on the possibility of intervening or taking care of said need, depending on the means to be deployed to achieve the objective and the capacities to address the need identified. Context-specific uncertainty does not limit the responsibility associated with this approach, in which the consequences of the action must be anticipated and the relevance of an intervention questioned. If necessary, the third phase then involves care giving: providing assistance directly to the population concerned. As effectiveness is a crucial factor here, the skills of aid actors are in particularly high

— 1. Joan Tronto, *Un monde vulnérable. Pour une politique du care*, Éditions La Découverte, 2009 [1993].

— 1. Joan Tronto, *Un monde vulnérable. Pour une politique du care*, Éditions La Découverte, 2009 [1993].

de soins, cela en fonction des besoins initiaux². À ce stade, la participation des bénéficiaires de l'aide est fondamentale pour savoir si les besoins ont été correctement identifiés, et si une réponse adéquate a effectivement été apportée. En fonction des objectifs de pertinence et d'efficacité, les qualités morales d'attention, de responsabilité, de compétence et de capacité de réponse auxquelles chaque étape est associée s'accompagnent de valeurs comme la perception, la réceptivité ou la prudence.

En somme, cette perception intégrée et holistique de la pratique du *care* peut constituer une référence pour le travail humanitaire dont les enjeux se déploient au fil de ce processus actif en quatre phases, et dans le souci de cohérence entre les principes, les fins et les actions menées. Au-delà de l'analyse de l'humanitaire réduite à la seule phase d'action, à savoir « prendre soin », Tronto nous invite à considérer les étapes antérieures et postérieures, engageant des acteurs et des responsabilités de différents ordres, qui façonnent la relation humanitaire. La délibération autour des conflits éthiques devra finalement porter sur l'adéquation de l'action à l'idéal du *care* – répondre aux besoins concrets –, auquel s'ajoute la finalité de restaurer l'autonomie des récipiendaires. Mais, au-delà des besoins, une population touchée par une crise est-elle à considérer au seul prisme de sa dépendance ? Si une « autonomie brisée³ » est à la base de l'appel à l'aide humanitaire, le rôle des populations concernées dans le système humanitaire ne peut s'appréhender correctement à partir de leur seule vulnérabilité. Cette question, sous-tendue par l'opposition classique entre autonomie et vulnérabilité, mérite d'être traitée afin d'analyser la relation humanitaire qui découle de la pratique du *care*.

demand during this stage. Finally, the fourth phase, care receiving, involves an evaluation of the outcome of the action taken, and therefore of the capacity of the care providers to respond according to the initial needs.² At this point, the involvement of aid beneficiaries is crucial for ascertaining whether or not the needs have been correctly identified and an adequate response effectively provided. Depending on the objectives of relevance and effectiveness, the ethical aspects of attentiveness, responsibility, competence and responsiveness, with which each phase is associated, are accompanied by values such as perception, receptivity or prudence.

In short, this integrated and holistic perception of the practice of care can serve as a reference for humanitarian work, the challenges of which unfold throughout this active four-phase process, with a view to achieving coherence between the principles, the ends and the actions carried out. In addition to analysing humanitarian aid purely in terms of its action phase, namely care giving, Tronto invites us to consider the previous and subsequent phases which involve different kinds of actors and responsibilities and which shape the humanitarian relationship. The debate surrounding ethical conflicts should, in the end, focus on how adequate the action is when compared to the ideal of care – addressing specific needs – to which we can add the goal of restoring the recipients' autonomy. Beyond needs, however, is a crisis-affected population to be considered purely through the lens of its dependence? If a "broken autonomy"³ forms the basis of the appeal for humanitarian aid, the role of the populations concerned in the humanitarian system cannot be understood properly through their vulnerability alone. This issue, underpinned by the classic conflict between autonomy

— 2. Joan Tronto, « Du care », *Revue du MAUSS*, vol. 32, n° 2, 2008, p. 243-265.

— 3. Pour reprendre le titre de l'ouvrage de Corine Pelluchon, *L'autonomie brisée. Bioéthique et philosophie*, PUF, 2009.

— 2. Joan Tronto, « Du care », *Revue du MAUSS*, vol. 32, n° 2, 2008, p. 243-265.

— 3. To use the title of Corine Pelluchon's book, *L'autonomie brisée. Bioéthique et philosophie*, PUF, 2009.

Le rôle des récipiendaires à l'aune de la relation humanitaire

Les critiques adressées aux acteurs humanitaires pointent fréquemment la représentation traditionnelle des récipiendaires en tant que victimes passives. Cette image est problématique parce qu'en mettant en avant leur dépendance, elle entraîne une dichotomie entre les récipiendaires et les fournisseurs de l'assistance.

Faire face au problème de la vulnérabilité

À partir d'une vision critique, c'est-à-dire non essentialiste de la vulnérabilité, l'approche du *care* rejette la réification des personnes vulnérables et invite, au contraire, à s'interroger sur leur pouvoir d'agir (*agency*). Cette éthique est en effet née à partir d'une remise en cause de l'idéal d'autonomie et en développant une anthropologie fondée sur la vulnérabilité, considérée comme un trait irréductible de la condition humaine. L'éthique du *care* comprend la vulnérabilité comme le fait d'être exposé à la menace d'un dommage⁴. Cette exposition est le fruit à la fois des propriétés internes du sujet, dont la vulnérabilité « fondamentale⁵ » ou « inhérente⁶ » est alors en cause, et de l'action de l'environnement qui génère une « vulnérabilité situationnelle⁷ », si bien qu'aucune forme de vulnérabilité n'est complètement naturelle. La vulnérabilité ne peut donc être considérée qu'à partir du contexte et du réseau relationnel dans lequel s'inscrit l'individu, éléments qui façonnent ses conditions d'exposition à une menace tout comme ses possibilités d'action face à cette menace. En effet, les circonstances sociales ou politiques peuvent exacerber des « formes problématiques de la vulnérabilité⁸ » et

and vulnerability, must be addressed in order to analyse the humanitarian relationship that results from the practice of care.

The role of recipients in the humanitarian relationship

Criticism of humanitarian actors frequently mentions the traditional representation of recipients as passive victims. This is problematic because, by highlighting their dependence, it leads to a dichotomy between the recipients and the providers of aid.

Addressing the problem of vulnerability

Starting from a critical, i.e. non-essentialist, vision of vulnerability, the care approach rejects the idea of treating vulnerable people as a commodity and encourages debate about their power to act (*agency*). This ethical approach emerged from challenging the ideal of autonomy and by developing an anthropology based on vulnerability, considered to be an immutable feature of the human condition. The ethics of care understands vulnerability as the state of being exposed to the threat of harm.⁴ This exposure is the result of both the intrinsic properties of the subject, the "fundamental"⁵ or "inherent"⁶ vulnerability of which is then called into question, and of the action of the environment which generates "situational vulnerability",⁷ to the extent that no form of vulnerability is completely natural. Vulnerability, therefore, can only be considered from the point of view of the context and relational network to which the individual belongs – elements which shape the individual's conditions of exposure to a threat as well as their options for taking action against that threat. Indeed, social or

— 4. Robert E. Goodin, *Protecting the Vulnerable: A Re-Analysis of Our Social Responsibilities*, University of Chicago Press, 1985.

— 5. *Idem*.

— 6. Catriona Mackenzie, Wendy Rogers and Susan Dodds, *Vulnerability: New Essays in Ethics and Feminist Philosophy*, Oxford University Press, 2014, pp. 7–9.

— 7. *Idem*.

— 8. *Idem*.

— 4. Robert E. Goodin, *Protecting the Vulnerable: A Re-Analysis of Our Social Responsibilities*, University of Chicago Press, 1985.

— 5. *Idem*.

— 6. Catriona Mackenzie, Wendy Rogers and Susan Dodds, *Vulnerability: New Essays in Ethics and Feminist Philosophy*, Oxford University Press, 2014, pp. 7–9.

— 7. *Idem*.

même créer de nouvelles vulnérabilités, que l'on qualifiera de « pathogènes⁹ » lorsqu'elles sont issues de conditions structurelles d'injustice et d'oppression ou, paradoxalement, d'actions censées renforcer l'autonomie¹⁰.

C'est pourquoi la vulnérabilité est liée à la notion d'interdépendance, selon laquelle « tout humain dépend d'autrui *avant* de pouvoir se proclamer sujet autonome¹¹ » : l'autonomie et la capacité d'agir ne sont donc possibles que grâce aux soins apportés pour répondre à la vulnérabilité dans un premier temps. Pour comprendre la vulnérabilité des personnes que l'on estime nécessaire d'assister dans un contexte d'urgence, il convient donc d'examiner à la fois la nature et les enjeux de la menace, les facteurs qui constituent la vulnérabilité de ces personnes, ainsi que les actions susceptibles d'accroître cette vulnérabilité. Il convient alors de considérer les bénéficiaires dans leurs rapports aux autres membres de leur communauté et aux acteurs humanitaires, et d'examiner les interdépendances qui surgissent entre les uns et les autres au cœur de ce qui constitue, de fait, la « relation humanitaire ».

La relation humanitaire : tensions et asymétries

Un aspect peu évoqué des projets d'assistance internationale est la double dépendance qui les caractérise : alors que les populations locales peuvent développer une dépendance envers les organisations internationales, les agences humanitaires dépendent des communautés pour mettre en place et mener à bien leurs projets, notamment aux yeux des bailleurs, et assurer le maintien de leurs opérations¹².

— 9. *Idem*.

— 10. *Ibid.*, p. 9

— 11. Joseph Cohen, « Après Levinas, l'éthique aujourd'hui », *Cités*, vol. 2, n° 58, 2014, p. 52 [En italique dans le texte original].

— 12. Mary Anderson, Dayna Brown et Isabella Jean, *Time to Listen: Hearing People on the Receiving End of International Aid*, CDA Collaborative Learning Projects, 2012, p. 23.

political circumstances can exacerbate "problematic forms of vulnerability"⁸ and even create new vulnerabilities, which will be described as "pathogenic"⁹ when they result from structural conditions of injustice and oppression or, paradoxically, from actions intended to strengthen autonomy.¹⁰

This is why vulnerability is linked to the notion of interdependence, according to which "every human depends on someone else *before* being able to claim to be an autonomous subject":¹¹ autonomy and the capacity to act are therefore only possible thanks to the care initially provided to counter vulnerability. In order to understand the vulnerability of the people deemed to be in need of assistance in an emergency situation, we must therefore examine the nature and challenges of the threat, the factors that make these people vulnerable, and the actions likely to increase that vulnerability. Recipients must be considered in terms of their relationships with other members of their community and humanitarian actors, whilst examining the interdependencies that arise between them at the heart of what constitutes the "humanitarian relationship".

The humanitarian relationship: tension and asymmetry

A rarely discussed aspect of international aid projects is the double dependency that characterises them: whilst local populations may develop a dependency on international organisations, humanitarian agencies depend on the communities to set up and carry out their projects (especially in the eyes of institutional donors), and to ensure that their operations continue.¹² Local civil societies

— 8. *Idem*.

— 9. *Idem*.

— 10. *Ibid.*, p. 9

— 11. Joseph Cohen, « Après Levinas, l'éthique aujourd'hui », *Cités*, vol. 2, n° 58, 2014, p. 52 [in italics in the original text].

— 12. Mary Anderson, Dayna Brown and Isabella Jean, *Time to Listen: Hearing People on the Receiving End of International Aid*, CDA Collaborative Learning Projects, 2012, p. 23.

Les sociétés civiles locales (acteurs communautaires, religieux, économiques...) jouent donc un rôle important dans les différentes étapes de la pratique humanitaire. Le fait que ce rôle ne soit pas toujours reconnu peut renforcer une asymétrie dans la relation humanitaire qui se manifestera de différentes façons. On sait par exemple que la communication produite par les organisations non gouvernementales (ONG) s'adresse majoritairement au public des pays du Nord plutôt qu'à celui des pays où leurs opérations ont lieu, ce qui limite l'information des populations assistées aux programmes qui les concernent¹³. Or, les bénéficiaires n'étant pas considérés comme des interlocuteurs, il n'est pas possible de leur être redevable de quoi que ce soit. L'éthique du *care* permet ainsi d'identifier un obstacle central à la perception positive de l'aide humanitaire par celles et ceux auxquels elle est pourtant destinée, et donc à sa légitimité.

Par ailleurs, certains membres des populations locales participent souvent aux missions d'assistance, souvent embauchés par des organisations internationales comme personnel administratif et de soutien, interprètes, chauffeurs ou guides. Si leur rôle est essentiel pour mener à bien les opérations humanitaires¹⁴, on oublie trop souvent qu'ils sont également des médiateurs avec les bénéficiaires : les organisations d'aide dépendent beaucoup de ces employés locaux pour communiquer avec des acteurs clés ou accéder aux populations cibles. Ce cas de figure montre la complexité des réseaux de relations qui émergent lors d'une situation d'urgence : à la fois bénéficiaires et pourvoyeurs de l'aide, des membres de la communauté participent de la vie socio-politique locale tout en faisant partie du système humanitaire. Mais ces rapports

(community, religious and economic actors etc.) therefore play an important role in the different stages of humanitarian practice. The fact that this role is not always recognised can reinforce an asymmetry in the humanitarian relationship which will emerge in different ways. For example, we know that communications NGOs produce are mainly aimed at audiences in the countries of the Global North rather than in the countries where they operate, thus limiting the amount of information available to the assisted populations on the programmes that concern them.¹³ Given that recipients are not considered to be partners, however, it is not possible to be indebted to them for anything. The ethics of care thus makes it possible to identify a central barrier to the positive perception of humanitarian aid by those for whom it is nevertheless intended, and therefore to its legitimacy.

Furthermore, some members of the local population often take part in aid missions and are often employed by international organisations, for example as administrative and support staff, interpreters, drivers or guides. Even though their role is essential to the success of humanitarian operations,¹⁴ it is all too often forgotten that they are also *de facto* mediators with the recipients: aid organisations rely heavily on these local staff to communicate with key actors or access target populations. This scenario demonstrates the complex nature of the relationship networks that emerge during an emergency situation: as both recipients and providers of aid, community members take part in local socio-political life whilst being part of the humanitarian system. These relationships can also lead to tension, however, as shown by Élysée Nouvet's study of healthcare missions in Nicaragua.¹⁵ According to

— 13. Caroline Abu-Sada, *Dans l'œil des autres – Perception de l'action humanitaire et de MSF*, Éditions Antipodes, 2011.

— 14. Béatrice Pouligny, *Ils nous avaient promis la paix. Opérations de l'ONU et populations locales*, Éditions Presses de Sciences Po, 2004.

— 13. Caroline Abu-Sada, *Dans l'œil des autres – Perception de l'action humanitaire et de MSF*, Éditions Antipodes, 2011.

— 14. Béatrice Pouligny, *Ils nous avaient promis la paix. Opérations de l'ONU et populations locales*, Éditions Presses de Sciences Po, 2004.

— 15. Élysée Nouvet, "Extra-ordinary aid and its

peuvent aussi entraîner des tensions, comme l'illustre une étude menée par Elysée Nouvet sur des missions d'assistance médicale au Nicaragua¹⁵. En effet, selon Nouvet, lorsque les professionnels de santé locaux se sentent intégrés dans une approche collaborative d'égal à égal avec le personnel humanitaire expatrié, leur appréciation de la collaboration reste positive. Inversement, le fait de ne pas être consultés lors de la planification des interventions aurait tendance à entraîner chez eux un sentiment de déception. Ainsi, la reconnaissance du travail des professionnels locaux au même titre que celui des expatriés reste, pour Nouvet, déterminante dans l'appréciation de leur participation à ce type de mission. Dans les faits, le manque de reconnaissance peut parfois être vécu comme une humiliation. On pourrait ajouter d'autres types d'asymétrie dans les partenariats, notamment sur le plan sécuritaire, le personnel international étant souvent plus « protégé » que le personnel local¹⁶. En définitive, la figure de l'employé local invite à déconstruire les schématisations classiques de l'humanitaire, en particulier l'image des récipiendaires. Pourtant, elle ne suffit pas à résoudre l'écart entre les personnels étrangers et les populations locales.

Comment impliquer les récipiendaires dans les interventions ?

Les populations touchées par une crise jouent effectivement un rôle dans l'action humanitaire. Cela peut se faire de façon indirecte, à l'instar des acteurs locaux sollicités pour identifier les besoins et préparer la mise en place des missions dans les phases préparatoires « se soucier de » et « prendre en charge ». Cela peut se faire d'une manière plus directe, quand des employés locaux sont impliqués dans la phase « prendre soin » ou lorsque les récipiendaires sont engagés

Nouvet, when local health professionals feel that they are an integral part of a collaborative approach on an equal footing with expatriate humanitarian aid staff, their assessment of the collaboration remains positive. Conversely, not being consulted when interventions are planned tends to lead to a sense of disappointment. For Nouvet, acknowledging the work of local professionals on a par with that of expatriates therefore remains the decisive factor in assessing their participation in this type of mission. In fact, the lack of acknowledgement can sometimes be experienced as humiliation. There are other examples of asymmetry in partnerships, particularly in terms of security, with international staff often being more "protected" than local staff.¹⁶ Ultimately, the figure of the local employee invites us to deconstruct the classic image of humanitarian aid, with particular regard to how recipients are depicted. It is not enough, however, to address the gap between foreign staff and local populations.

How can recipients be involved in humanitarian aid interventions?

Crisis-affected populations do have a role to play in humanitarian action. This can be achieved indirectly, for example when local actors are asked to identify needs and prepare the implementation of missions in the "caring about" and "taking care of" phases. It can also be achieved in a more direct way, when local employees are involved in the "care giving" phase or when recipients are engaged in the "care receiving" phase. Consideration of interdependence relationships in this context highlights the ethical challenges and tensions associated with the humanitarian relationship. It can be seen that, regardless of how local populations contribute to the humanitarian system, their participation is not clearly recognised, let alone defined, and neither is the way in which it is promoted.

— 15. Elysée Nouvet, "Extra-ordinary aid and its shadows: The work of gratitude in Nicaraguan humanitarian healthcare", *Critique of Anthropology*, vol. 36, no. 3, 2016, pp. 244–263.

— 16. *Ibid.*, p. 130.

shadows: The work of gratitude in Nicaraguan humanitarian healthcare", *Critique of Anthropology*, vol. 36, no. 3, 2016, pp. 244–263.

— 16. *Ibid.*, p. 130.

dans la phase de « recevoir des soins ». La considération des rapports d'interdépendance dans ce cadre souligne les enjeux éthiques et les tensions associées à la relation humanitaire. On constate que, quelle que soit la façon dont les populations locales contribuent au système humanitaire, leur participation n'est pas clairement reconnue et *a fortiori* définie, non plus que la façon de la promouvoir.

L'aide humanitaire pouvant avoir comme effet de renforcer ou d'affaiblir l'autonomie des populations assistées à travers la création de nouvelles dépendances, le fait d'impliquer activement les bénéficiaires relève d'une exigence éthique. Les acteurs humanitaires internationaux ont conscience de cette question, comme en témoigne la place croissante qu'elle occupe dans leurs discussions où la participation des populations locales est régulièrement évoquée, que ce soit dans un souci d'efficacité et de qualité, dans l'intention de renforcer l'autonomie de la société, ou bien de respecter la dignité de la population¹⁷.

Un des processus par lesquels ces populations sont amenées à participer est l'évaluation des projets humanitaires, en particulier à travers les études de perception, censées donner une voix aux bénéficiaires. Même si ces études révèlent souvent une appréciation négative de l'assistance reçue (manque d'adéquation entre les besoins et la réponse apportée, méfiance envers les ONG...) ¹⁸, cette démarche laisse également entrevoir des solutions. La manière dont l'assistance est perçue permet en effet de pointer des incohérences entre

« Le fait d'impliquer activement les bénéficiaires relève d'une exigence éthique. »

"The active involvement of recipients is an ethical requirement."

Since humanitarian aid can strengthen or weaken the autonomy of assisted populations by creating new dependencies, the active involvement of recipients is an ethical requirement. International humanitarian aid actors are aware of this issue, as shown by the increasing amount of time devoted to it in their discussions during which the participation of local populations is regularly brought up, both in the interests of effectiveness and quality (with the aim of strengthening the autonomy of society) or out of respect for the dignity of the population.¹⁷

One of the processes in which these populations are encouraged to take part is the evaluation of humanitarian projects, particularly through perception studies, which are supposed to give recipients a voice. Even though these studies often reveal a negative perception of the assistance received (mismatch between needs and the response, mistrust of NGOs, etc.),¹⁸ this approach does generate solutions. The way in which assistance is perceived makes it possible to highlight inconsistencies between the actions carried out and the objectives defined, which can act as the basis for corrections and improvements.

— 17. Dayna Brown et Antonio Donini, *Rhétorique ou réalité ? Placer les populations affectées au cœur de l'action humanitaire*, étude ALNAP, 2014.

— 18. Voir Elysée Nouvet, Caroline Abu-Sada, Sonya de Laat et al., "Opportunities, limits and challenges of perceptions studies for humanitarian contexts", *Canadian Journal of Development Studies*, vol. 37, no. 3, 2016, pp. 358–377 ; Mary Anderson, Dayna Brown and Isabella Jean, *Time to listen...*, *op. cit.*, p. 23 ; Isabelle Delpla, *La justice des gens. Enquêtes dans la Bosnie des nouvelles après-guerres*, Presses universitaires de Rennes, 2014.

— 17. Dayna Brown et Antonio Donini, *Rhétorique ou réalité ? Placer les populations affectées au cœur de l'action humanitaire*, étude ALNAP, 2014.

— 18. See Elysée Nouvet, Caroline Abu-Sada, Sonya de Laat et al., "Opportunities, limits and challenges of perceptions studies for humanitarian contexts", *Canadian Journal of Development Studies*, vol. 37, no. 3, 2016, pp. 358–377 ; Mary Anderson, Dayna Brown and Isabella Jean, *Time to listen...*, *op. cit.*, p. 23 ; Isabelle Delpla, *La justice des gens. Enquêtes dans la Bosnie des nouvelles après-guerres*, Presses universitaires de Rennes, 2014.

les actions menées et les objectifs définis, ce qui peut servir de base pour des rectifications et des améliorations. Sur ce point, Nouvet¹⁹ signale, à l'issue de l'enquête menée au Nicaragua, que l'un des facteurs qui déterminent la qualité de l'assistance reçue est la compréhension globale du processus du *care* où le soin ne se limite pas à l'action, mais serait accompagné d'une attitude bienveillante et attentionnée, qu'elle résume dans la formulation « *caring not just curing* » : prendre soin et non pas seulement guérir. En outre, le fait d'écouter les bénéficiaires et de leur témoigner de la sollicitude serait une façon de respecter leur dignité, de reconnaître leurs droits, de promouvoir leur agentivité et de favoriser leur *empowerment* (autonomisation)²⁰. En ce sens, les études de perception peuvent correspondre à la dernière phase du processus du *care*, « recevoir des soins », et constitueraient une démarche éthique en soi.

L'éthique du *care* au service de l'action humanitaire

Même si la question de la participation des bénéficiaires de l'aide humanitaire reste ouverte, on constate qu'elle passe d'abord par une reconnaissance des différentes façons dont les bénéficiaires participent d'ores et déjà à la mise en place et au déroulement des missions humanitaires, puis par une reconsidération de leur condition de vulnérabilité et de leur autonomie, à l'aune des interdépendances qui émergent dans la pratique. En réalité, afin de redéfinir leur rôle au sein du système humanitaire, il convient d'appréhender les bénéficiaires sous le prisme de la relation humanitaire. En définitive, l'étude de l'aide humanitaire comme pratique du *care* permet non seulement de soulever les enjeux de l'aide, mais aussi les différentes valeurs et principes associés à chaque étape de l'assistance, utiles

In this regard, following the Nicaragua survey, Nouvet¹⁹ pointed out that one of the factors determining the quality of the assistance received is the overall understanding of the care process, where care is not limited to action but is accompanied by a benevolent and attentive attitude, which she sums up in the formula "caring not just curing". Furthermore, listening to recipients and showing them concern is a way of respecting their dignity, recognising their rights, promoting their agency and fostering their empowerment.²⁰ With this in mind, perception studies can correspond to the last phase of the care process, "care receiving", and would constitute an ethical approach in itself.

The ethics of care in the service of humanitarian action

Even though the participation of humanitarian aid recipients is still an open issue, we can see that it first requires recognition of the various ways in which recipients are already taking part in the establishment and roll-out of humanitarian missions, followed by a reconsideration of their vulnerability and autonomy in light of the interdependencies that emerge in practice. In order to redefine their role within the humanitarian system, recipients must be understood through the lens of the humanitarian relationship. Ultimately, the study of humanitarian aid as a care practice not only addresses the very challenges of providing aid, but also the different values and principles associated with each stage of the aid process, which themselves are useful for directing action. With this in mind, practices such as perception studies help highlight the role of beneficiaries in aid interventions, thus reflecting a form of participation likely to inspire others.

— 19. Elysée Nouvet, "Extra-ordinary aid and its shadows...", *art. cit.*, pp. 244–263.

— 20. Elysée Nouvet, Caroline Abu-Sada, Sonya de Laat *et al.*, "Opportunities, Limits and Challenges...", *art. cit.*, pp. 358–377.

— 19. Elysée Nouvet, "Extra-ordinary aid and its shadows...", *art. cit.*, pp. 244–263.

— 20. Elysée Nouvet, Caroline Abu-Sada, Sonya de Laat *et al.*, "Opportunities, Limits and Challenges...", *art. cit.*, pp. 358–377.

pour orienter l'action. En ce sens, les pratiques comme les études de perception contribuent à souligner le rôle des bénéficiaires dans les interventions, traduisant ainsi une forme de participation susceptible d'en suggérer d'autres.

L'autrice tient à remercier Marlène Jouan, sa directrice de thèse, pour sa relecture attentive de cet article et son accompagnement dans son travail de recherche.

The author would like to thank her supervisor, Marlène Jouan, for her careful review of this article and her support in her research work.

Translated from the French by Derek Scoins

Biographie | Biography



SOFÍA DURÁN CÁRDENAS

Sofía Durán Cárdenas est doctorante contractuelle à l'Institut de Philosophie de Grenoble (France). Après une licence de philosophie à l'université du Costa Rica où elle a participé au groupe de travail en éthique appliquée, elle a obtenu un master en philosophie pratique à l'université Grenoble-Alpes, dans le cadre duquel elle a rédigé un mémoire sur les défis éthiques de l'aide humanitaire à l'aune de l'éthique du *care*. Aujourd'hui, sa recherche porte sur l'éthique humanitaire, notamment sur les notions d'agentivité et de vulnérabilité dans la conception des récipiendaires de l'aide. Sofía a été interprète auprès de demandeurs d'asile pour des ONG internationales au Costa Rica et au Panama, et a travaillé en tant que consultante en matière de genre et d'intersectionnalité dans des projets de gestion des risques liés aux catastrophes.

Sofía Durán Cárdenas is a PhD student (doctoral contract) at the Grenoble Institute of Philosophy (France). After graduating with a Bachelor's degree in philosophy from the University of Costa Rica, where she took part in the Working Group on Applied Ethics, she obtained a Master's degree in practical philosophy from the Université Grenoble-Alpes (France), for which she wrote a thesis on the ethical challenges of humanitarian aid in light of the ethics of care. Her research currently focuses on humanitarian ethics, with particular regard to the notions of agency and vulnerability in the approach to aid recipients. Sofia has acted as an interpreter for asylum seekers for international NGOs in Costa Rica and Panama, and has worked as a gender and intersectionality consultant on disaster-risk management projects.



TRANSITIONS



TRANSITIONS

Associations et bailleurs de fonds publics internationaux : concilier les objectifs de redevabilité et d'efficience des projets de solidarité

**Associations and
their international public
funders: reconciling
accountability with
efficiency in
solidarity projects**

*Ludovic Donnadieu • Expert-comptable
et commissaire aux comptes*



L'inflation administrative dans leurs rapports avec les bailleurs de fonds est largement décriée par les organisations non gouvernementales. Au nom de la redevabilité, les procédures de rendus de comptes accaparent beaucoup de temps, d'énergie et d'argent. L'auteur en appelle ici à une sorte de « choc de simplification » qui permettrait de faire mieux correspondre les exigences des bailleurs à la réalité des structures de solidarité.

Non-governmental organisations (NGOs) widely decry growing bureaucracy in their relations with funders. For the sake of accountability, NGOs are being burdened with reporting procedures that take up a lot of time, energy and money. Here the author calls for radical simplification that would make the demands of funders compatible with the reality of organisations working in the aid sector.





LUDOVIC
DONNADIEU

Les actions des organisations non gouvernementales internationales (ONGI), notamment celles qui mettent en œuvre des activités humanitaires ou de développement, sont principalement financées par d'importants bailleurs de fonds publics internationaux. Il en va ainsi de la Commission européenne (ECHO¹, INTPA², etc.) et des agences nationales de coopération et de développement (l'AFD³ en France, SIDA⁴ en Suède, USAID⁵ aux États-Unis, FCDO⁶ au Royaume-Uni, DDC⁷ en Suisse, etc.). En raison de leurs propres obligations de conformité à leur cadre légal et aux objectifs de l'action financée, les bailleurs de fonds publics imposent aux ONGI des mécanismes de redevabilité. En d'autres termes, elles doivent rendre des comptes à leurs financeurs.

Cependant, du fait de leur exigence élevée, ces règles de redevabilité peuvent parfois provoquer des divergences entre les bailleurs de fonds et les ONGI, alors même que leurs objectifs sont convergents : garantir une utilisation optimale des fonds publics pour le bien des populations aidées.

Les ONGI sont des partenaires cruciaux pour les bailleurs de fonds dans la mise en œuvre de politiques d'aide humanitaire et de développement. Il est donc essentiel de préserver leur stabilité financière et leur efficacité opérationnelle en mettant en place des mécanismes de redevabilité appropriés.

— 1. Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes (*European Civil Protection and Humanitarian Aid Operation* – ECHO en anglais).

— 2. Partenariats internationaux (*International Partnerships* – INTPA en anglais).

— 3. Agence française de développement (AFD).

— 4. Agence suédoise de coopération internationale au développement (*Swedish International Development Cooperation Agency* – SIDA en anglais).

— 5. Agence des États-Unis pour le développement international (*United States Agency for International Development* – USAID en anglais).

— 6. Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement (*Foreign, Commonwealth & Development Office* – FCDO en anglais).

— 7. Direction du développement et de la coopération (DDC).

The work of international non-governmental organisations (INGOs), especially those that carry out projects in humanitarian aid and development, are mainly funded by major international public funders. These public funders include the European Commission (ECHO,¹ INTPA,² etc.) and national agencies in international development and cooperation (AFD³ in France, SIDA⁴ in Sweden, USAID⁵ in the United States, FCDO⁶ in the United Kingdom, SDC⁷ in Switzerland, etc.). Public funders impose accountability procedures upon INGOs because of their own obligations to comply with their legal framework and the aims of the action funded. In short, INGOs have to answer to their funders.

Yet these accountability rules are so rigid that they can cause clashes between funders and INGOs despite the fact that both parties want the same thing: to ensure optimal use of public funds for the benefit of the populations being supported.

INGOs are crucial partners to public funders for applying policies in humanitarian aid and development. So it is vital that their financial stability and operational efficiency are protected through accountability procedures that are fair and appropriate.

Onerous accountability

External controls on INGOs that receive public funding for their projects are stricter than the obligations of private-sector companies regarding social and financial accountability, which are

— 1. ECHO: European Civil Protection and Humanitarian Aid Operation.

— 2. INTPA: International Partnerships.

— 3. AFD: Agence française de développement (French agency for development).

— 4. SIDA: Swedish International Development Cooperation Agency.

— 5. USAID: United States Agency for International Development.

— 6. FCDO: Foreign, Commonwealth & Development Office.

— 7. SDC: Swiss Agency for Development and Cooperation.

Une redevabilité exigeante

Comparées aux exigences de redevabilité fiscale et sociale auxquelles sont soumises les entreprises privées – généralement limitées à la présentation de justificatifs de dépenses (factures, etc.) –, les ONGI qui bénéficient de financements publics pour leurs projets sont soumises à un contrôle externe plus strict. En effet, les grands bailleurs de fonds publics exigent des audits et des évaluations afin de déterminer si les fonds publics ont été utilisés conformément aux termes des accords de financement.

Ces audits requièrent souvent un bon nombre de justificatifs pour chaque étape de la chaîne de dépenses, de l'engagement jusqu'à l'utilisation finale des biens et services financés dans le cadre d'un projet. De plus, les règles de redevabilité peuvent parfois ne pas être adaptées à la nature et à l'environnement des activités conduites par les ONGI, ou à la taille et à la maturité des organisations. Ces facteurs peuvent entraîner des inadaptations, des approximations, des erreurs, voire un excès de zèle lors des audits, qui peuvent avoir des impacts significatifs sur les ONGI. Ces impacts se manifestent à travers le temps et l'énergie que les équipes doivent consacrer à ces audits, ainsi que par les redressements financiers en cas de rejet de dépenses déclarées irrégulières, faute de documentation suffisante ou de respect des procédures. En outre, chaque bailleur de fonds peut avoir ses propres règles de redevabilité, ce qui complique la tâche des ONGI en matière de conformité et augmente le nombre d'audits à réaliser.

Cela crée également une disparité entre les audits menés par différents cabinets, cause possible à la fois d'une mauvaise compréhension des règles de redevabilité par les ONGI et d'une préparation inadéquate aux audits.

Parce que ces audits sont exigeants et coûteux pour les ONGI quant aux ressources humaines et techniques

« Les règles de redevabilité peuvent parfois ne pas être adaptées à la nature et à l'environnement des activités conduites par les ONGI, ou à la taille et à la maturité des organisations. »

“Sometimes accountability rules are unsuited to the nature and environment of the actions carried out by an INGO and to the size and maturity of their organisation.”

usually confined to sharing supporting documents on spending (invoices, etc.). Indeed, major public funders ask for audits and assessments to determine whether public funds have been used in compliance with the terms of their financing agreements.

These audits often require huge amounts of supporting documents for each stage in the spending chain, from the initial undertaking all the way through to end use of the goods and services funded for a given project. And sometimes accountability rules are unsuited to the nature and environment of the actions carried out by an INGO and to the size and maturity of their organisation. These factors can give rise to approximations, mistakes, wrong decisions and even an overzealous approach during audits, which can have consequential effects on INGOs. These effects include increasing the time and energy that staff have to devote to these audits as well as imposing fines on INGOs when their spending is refused for breaching regulations due to a lack of supporting documents or failure to comply with procedure. Furthermore, each funder can apply their own accountability rules, which complicates INGOs' work in terms of compliance and pushes up the number of audits to perform.

nécessaires – sans parler des conséquences financières et réputationnelles en cas de non-conformité aux règles de redevabilité –, ils peuvent représenter un frein à l'efficacité des actions menées.

La nécessité de moyens adaptés

Dans le respect des principes fondamentaux du droit des contrats, il est nécessaire de fournir aux ONGI les ressources humaines, techniques et financières requises afin de leur permettre d'honorer leurs engagements contractuels en matière de redevabilité, pour contenir les risques juridiques, financiers et réputationnels.

Les métiers financiers du secteur de la solidarité internationale requièrent des compétences spécifiques – comptabilité, finance, droit, contrôle interne – adaptées à la complexité des activités, des montages financiers et des exigences de redevabilité, dans un contexte international. On observe pourtant un manque criant de formation dédiée à ces métiers distincts des filières classiques générales, lesquelles se révèlent largement inadéquates aux particularités du secteur. Les rares formations existantes sont dispensées à un public relativement limité, sur des périodes courtes, et ne couvrent pas l'exhaustivité des domaines requis pour une maîtrise intégrale des problématiques financières et juridiques du secteur. S'ensuit une rareté des ressources humaines qualifiées en inadéquation avec l'ampleur des besoins du secteur.

On observe également une carence quant aux outils informatiques adaptés aux spécificités des besoins des ONGI en matière de pilotage et de redevabilité financière (comptabilité, suivi budgétaire, suivi des stocks, etc.) dans un contexte international complexe (multiplicité de pays, de devises, d'ONG et de bailleurs de fonds). Seules les grandes ONGI ont les moyens de faire développer leurs propres progiciels, complexes et onéreux, pour réaliser ce suivi de façon dynamique et sécurisée.

This also creates disparity between audits carried out by different auditing firms. For this reason, INGOs can struggle to understand accountability rules properly and be underprepared for audits.

These audits can hamper the efficiency of INGOs' actions because they are onerous and costly for them, both in terms of the human and technical resources required – not to mention the financial and reputational effects of failing to comply with accountability rules.

The need for suitable resources

In line with the fundamental principles of contract law, INGOs should be provided with the human, technical and financial resources that they need to fulfil their contractual obligations with regard to accountability and limit their financial, legal and reputational risks.

Finance jobs in international aid and development require a range of specialist skills – in accounting, finance, law and internal auditing – that are tailored to the complexity of the sector's activities, financial arrangements and accountability demands in an international context. Yet we see a glaring lack of specialist training in these areas, which should be approached differently from the same lines of work in the business world and often fail to meet the particular needs of the humanitarian aid and development sector. The few specialist training courses that do exist in this sector cater to very small numbers and are relatively short. And they do not cover the full range of skills needed to master the sector's financial and legal matters. Moreover, it is rare to find qualified people in finance suited to the full scale of the sector's needs.

There is also a lack of information technology tools tailored to INGOs' specific needs in terms of financial oversight and accountability (accounting, budget tracking, stock tracking, etc.) in a complex international context (multiple countries, currencies, NGOs and funders). Only the biggest INGOs have

Le commun des ONGI doit faire face à ces exigences en adaptant des outils traditionnels, au prix d'un grand investissement en temps pour leurs équipes.

Les ONGI étant principalement financées pour des activités identifiées, rares sont celles qui disposent de fonds propres suffisants qui leur garantissent un certain niveau de sécurité financière. Celle-ci est évidemment souhaitable pour financer leurs charges de structure, mais aussi pour faire face aux redressements financiers – parfois significatifs, voire fatals – qui peuvent survenir à la suite d'audits de projets et atteindre des dizaines, voire des centaines de milliers d'euros. À cet égard, nous observons une multiplication des partenariats Nord/Sud qui implique que les ONG du Nord récipiendaires de subventions publiques collaborent avec des ONG partenaires du Sud en leur confiant la gestion d'une partie du financement. Ces dernières, bien que disposant généralement de faibles moyens humains, techniques et financiers, sont soumises aux mêmes exigences de redevabilité, sous la responsabilité d'une ONG du Nord – y compris en cas de redressement financier. Cette importante responsabilité requiert des moyens financiers qui, là encore, sont aujourd'hui absents ou insuffisants. Alors même que l'on débat depuis le Sommet humanitaire mondial de la localisation de l'aide, c'est incontestablement un frein à l'accompagnement étroit des ONG partenaires du Sud pour renforcer leurs capacités et sécuriser les fonds publics alloués.

Pour une méthodologie constructive

Outre la nécessité de donner aux ONGI les moyens d'honorer leurs engagements contractuels, une conciliation des objectifs de redevabilité et d'efficience opérationnelle implique également de réformer les pratiques actuelles de redevabilité du secteur de la solidarité internationale. Cela doit pouvoir se faire dans une logique constructive et sécurisée pour les parties.

« Une conciliation des objectifs de redevabilité et d'efficience opérationnelle implique également de réformer les pratiques actuelles de redevabilité du secteur de la solidarité internationale. »

“Current practices in international solidarity need to be revised to reconcile accountability aims with operational efficiency.”

the financial and technical resources needed to develop their own software packages to perform this tracking in a secure, dynamic way. Regular INGOs have to face these demands by adjusting standard tools which can take up a lot of their staff's time.

As INGOs are mainly funded for specific projects that have been identified, very few of them have enough of their own funds to ensure a decent level of financial security. Yet financial security is of course desirable for funding their structural costs but also to cope with any fines that may be imposed following project audits – and they are sometimes colossal, even fatal, running up to tens of thousands, even hundreds of thousands of euros. In this regard, we are seeing a rise in partnerships between the Global North and the Global South: NGOs in the Global North receiving public grants are partnering with NGOs in the Global South, entrusting them with some of their fund management. Despite NGOs in the Global South usually having fewer human, technical and financial resources, they are subject to the same accountability requirements as NGOs in the Global North, including the matter of fines. This burden of responsibility requires financial resources, which are, once again, currently lacking or insufficient. Even as

Les règles de redevabilité doivent être pertinentes, c'est-à-dire justifiées et adaptées : justifiées en se référant à un référentiel d'audit et/ou à un dispositif légal applicables ; adaptées en répondant à un objectif identifié et réaliste quant à la faisabilité de la redevabilité requise. Chaque règle de redevabilité doit être nécessaire et ne pas faire doublon avec une autre. Elle doit aussi conduire au meilleur rapport entre le temps nécessaire (pour l'auditeur et l'audité) et l'intérêt des résultats du contrôle, afin d'apprécier la régularité, la nécessité et la réalité des dépenses du projet. À ce sujet, il convient de rappeler l'importance de la fiabilité du budget d'un projet par rapport à ses objectifs opérationnels. Hormis le fait que la consommation budgétaire sécurise l'ONGI sur le financement des activités de son projet et qu'elle garantit une juste utilisation de l'argent public, elle permet une validation de la consommation budgétaire par rapport au degré d'atteinte des objectifs d'un projet. Par conséquent, si les objectifs du projet sont atteints, voire dépassés, cela constitue un bon indicateur de la réalité de la consommation budgétaire, et donc de la nécessité et de la réalité des dépenses engagées par l'ONGI durant le projet. Or, les ONGI sont fréquemment redressés du fait de dépenses présentant des manques documentaires, dus fréquemment à des problèmes d'archivage, alors même que les objectifs du projet ont été atteints, voire dépassés, tels que traduits dans le rapport d'évaluation du projet. Dans ce cas, on pourrait imaginer que le bailleur de fonds nuance l'impact du redressement financier.

L'objectif des règles de redevabilité et les moyens de les satisfaire doivent être clairement définis et expliqués afin de sécuriser leur application conforme par les ONG, en évitant de laisser place à l'approximation, voire à l'interprétation.

Les règles de redevabilité sont fortement diversifiées et, afin d'en faciliter et d'en sécuriser l'application par les ONGI, les bailleurs de fonds devraient

we debate the issue of aid localisation at the World Humanitarian Summit, this trend undeniably hinders the ability to give close support to partner NGOs in the Global South in order to strengthen their capacities and safeguard public funds that are allocated.

Towards a constructive method

Beyond the need to give INGOs adequate resources to fulfil their contractual obligations, current practices in international solidarity need to be revised to reconcile accountability aims with operational efficiency. This needs to be done in a secure, constructive way for all the parties concerned.

Accountability rules need to be relevant. In other words, they need to be justified and appropriate: justified by relating to an applicable reference audit or legal framework; appropriate by fulfilling an identified aim that realistically takes into consideration the feasibility of the accountability required. Each accountability rule should be necessary and not duplicate another one. It should also create a better correlation between the time it requires (both for the auditor and the organisation audited) and the benefit of the audit results so that the regularity, necessity and reality of the project spending can be properly assessed. In this respect, it is important for a project's budget to be reliable in relation to the project's operational aims. Budget spending does not just secure funding for INGOs' project activities and ensure proper use of public funds: it is confirmed by how closely a project's aims are fulfilled. For example, a project's aims being met or surpassed is a good indicator of the reality of budget spending and therefore of the real needs of that INGO's spending during its project. Yet INGOs are frequently fined for having spent funds without showing the supporting documents required, often due to archiving problems, even if the project's aims have been met or surpassed according to the project assessment report. In such cases, the funder could soften the blow of the fine.

œuvrer à leur harmonisation, nonobstant certaines adaptations justifiées par le cadre légal ou la nature et le contexte du projet. Dans un premier temps, cette harmonisation pourrait être initiée en France, puis étendue aux bailleurs de fonds de l'Union européenne. Cette harmonisation des règles de redevabilité permettrait en outre d'éviter qu'une ONGI ne soit auditée plusieurs fois sur le même projet par ses différents bailleurs de fonds soucieux de vérifier l'application de leurs propres règles.

À l'instar du secteur bancaire, un financement de projet par un bailleur de fonds devrait être conditionné à un diagnostic préalable de l'ONGI et de ses partenaires éventuels. Le but serait d'appréhender dans quelle mesure ceux-ci disposent des moyens humains, techniques et financiers leur permettant d'honorer leurs engagements contractuels, en particulier en termes de redevabilité. Il conviendrait notamment de définir dans quelle mesure l'ONGI prétendant à un financement dispose des procédures et des outils internes adaptés aux exigences du bailleur de fonds, afin d'asseoir la décision de financement et d'adapter les termes contractuels. Une bonne pratique en la matière concerne une procédure de cartographie des risques pratiquée par le Centre de crise et de soutien (CDCS) du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères qui conditionne l'octroi de ses financements à cet examen préalable. Cette procédure – rapide et gratuite pour l'ONGI – porte sur une analyse préliminaire de ses procédures et outils internes, sous vingt-trois volets différents. Cet exercice permet à l'ONGI d'identifier ses forces et ses faiblesses afin de pouvoir adopter les mesures d'amélioration recommandées.

En fonction des conclusions issues du diagnostic préalable de l'ONGI financée, un accompagnement de celle-ci – notamment au moyen de formations sur les aspects nécessitant des améliorations – permettrait de sécuriser la mise en œuvre du projet et de renforcer les

The aims of accountability rules and the resources used to follow them should be clearly defined and explained so that NGOs can easily comply with the rules without missing the mark or interpreting them incorrectly.

Accountability rules are very diverse. So funders should harmonise them to make it easier for NGOs to follow them properly, notwithstanding certain adaptations that are justified by the legal framework concerned or by a project's nature and context. This harmonisation could begin in France, then be extended to funders at the level of the European Union. Harmonising accountability rules would also avoid an INGO being audited several times for the same project by different backers keen to ensure that their own rules are applied.

Like in the banking sector, project funding from a backer should be determined by a prior assessment of the INGO concerned and any partners that they might have. The aim of this assessment would be to ascertain the human, technical and financial resources that the INGO has to fulfil their contractual obligations, especially in terms of accountability. In particular, this assessment should ascertain the extent to which the INGO seeking funding has its own internal tools and procedures suited to the funder's demands so that a funding decision can be made firmly and the contractual terms can be tailored accordingly. A good practice in this regard would be risk mapping, as carried out by the Crisis and Support Centre at France's Ministry for Europe and Foreign Affairs, which makes funding contingent upon the results of this prior assessment. This procedure is quick and free of charge for INGOs. It offers a preliminary analysis of an INGO's internal tools and procedures based on 23 different areas. The procedure also helps an INGO identify its own strengths and weaknesses so that it can adopt recommended measures to improve.

Depending on the conclusions of the prior assessment of the INGO seeking funding, the INGO could be supported

capacités de l'ONGI en vue d'un nouveau financement ultérieur, dans une logique partenariale. Dans ce cadre, on ne peut que saluer les modèles de procédures internes du CDCS et les séances de formation en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme de l'AFD, au bénéfice de leurs ONG partenaires. Outre un accompagnement par les bailleurs de fonds, il serait également opportun de prévoir un suivi permanent par l'auditeur et l'évaluateur, afin que ceux-ci accompagnent l'ONGI en répondant à ses questions tout au long de la vie du projet.

Afin d'apprécier l'efficacité d'un projet, en s'assurant que celui-ci a été conduit dans le respect de ses exigences financières et opérationnelles, il serait opportun de conduire les diligences d'audit et d'évaluation de concert et de croiser les conclusions. C'est ce que l'on observe dans les audits/évaluations de projets diligentés par le CDCS. L'audit d'efficacité est plus pertinent et constructif qu'un audit financier *stricto sensu* : en ne se limitant pas à la justification documentaire des dépenses, il apprécie la relation entre la consommation budgétaire et les impacts opérationnels du projet.

En conclusion, concilier les objectifs de redevabilité et d'efficacité des projets de solidarité internationale est un défi complexe, mais essentiel pour garantir que les fonds publics internationaux bénéficient pleinement aux populations vulnérables. Cela nécessite des ajustements des pratiques de redevabilité, par la définition de règles pertinentes et harmonisées axées sur l'efficacité des projets et doublées d'un diagnostic préalable et d'un accompagnement des ONGI. En instaurant ces mesures, il serait possible de renforcer la transparence et l'efficacité des projets de solidarité internationale tout en préservant la stabilité financière et opérationnelle des ONGI.

– through training courses especially – in aspects requiring improvement, which would help ensure that the INGO's project is well implemented and that its capacities are strengthened with a view to securing future funding as part of a partnership. In this respect, we commend the internal procedures model of France's Crisis and Support Centre. Similarly, we can praise AFD's training courses in tackling money laundering and terrorism financing. These initiatives benefit their partner NGOs. Beyond this type of support from funders, it would be beneficial for an auditor and an assessor to constantly keep in touch with an INGO so that they can support it by answering its questions throughout a project.

It would also be useful for audits and assessments to be performed together and for their conclusions to refer to each other in order to best appraise a project's efficiency and ensure that a project is carried out in ways that meet the relevant financial and operational demands. This is the case with the project audits and assessments carried out by France's Crisis and Support Centre. An efficiency audit is more relevant and constructive than a strictly financial audit as it is not limited to supporting documents in regard to spending but assesses the correlation between budget spending and a project's operational effects.

In conclusion, reconciling accountability aims with efficiency aims in international aid and development projects is a complex challenge. Yet it is vital this challenge is overcome to ensure that international public funds fully serve vulnerable populations. This requires adjustments to accountability practices by setting relevant, harmonised rules centred on project efficiency. It also requires prior assessment of INGOs and support given to them. By applying these measures, the transparency and efficiency of international aid projects can be improved in a way that maintains INGOs' financial and operational stability.

Biographie | Biography



LUDOVIC DONNADIEU

Ludovic Donnadiou est expert-comptable et commissaire aux comptes, associé fondateur du cabinet d'audit et de conseil Donnadiou & Associés, une « entreprise à mission », c'est-à-dire qui a une finalité d'ordre social et/ou environnemental. Ce cabinet est dédié à la sécurisation financière des fonds confiés aux organisations de solidarité internationale afin que ceux-ci profitent au mieux aux populations bénéficiaires, tout en respectant les termes des accords de financement.

Dans le cadre de sa mission d'appui au secteur de la solidarité, Donnadiou & Associés met régulièrement à la libre disposition des ONG des outils et études techniques, tout en plaidant en faveur d'une redevabilité adaptée à la réalité du secteur et compatible avec les objectifs d'efficacité opérationnelle des projets.

Ludovic Donnadiou is a chartered accountant and statutory auditor. He is a founding partner of the auditing and consultancy firm Donnadiou & Associés, a firm with a social and/or environmental purpose. The firm specialises in financially securing funds granted to organisations working in international aid so that they can serve beneficiary populations as well as possible while respecting the terms of their financial agreements.

As part of its supportive role for the solidarity sector, Donnadiou & Associés regularly provides NGOs with technical tools and studies and is earnestly calling for accountability rules to be tailored to the reality of the sector and to the aims of operational project efficiency.

A photograph showing two men in blue shirts working on a roof, installing solar panels. The man on the left is leaning over the panels, and the man on the right is also working. The background is a dense forest of green trees. The word "INNOVATIONS" is written in large, bold, teal letters on a white rectangular background, positioned in the lower-left quadrant of the image.

INNOVATIONS



INNOVATIONS

Intégration d'une démarche carbone au sein d'une organisation de solidarité internationale : l'exemple d'Électriciens sans frontières

Integrating a low-carbon strategy in an international aid and development organisation: the example of *Électriciens sans frontières*

Claire Desoubry • Ingénieure en charge de la démarche bilan carbone chez Électriciens sans frontières (France)



Les organisations non gouvernementales n'échappent pas à l'exigence de réduire notre empreinte carbone. En France, une dizaine d'entre elles se sont engagées dans une démarche concrète. Claire Desoubry expose les étapes de mise en place au sein d'Électriciens sans frontières.

Non-governmental organisations are no exception to the need to reduce our carbon footprint. In France, around ten of them have taken practical steps in this direction. Claire Desoubry explains the process of embarking on a sustainability approach within *Électriciens sans frontières*.



CLAIRE
DESOURBY

Le changement climatique dû aux activités humaines¹ affecte la fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes (sécheresses, inondations, cyclones, etc.). Avec la poursuite du dérèglement, chaque région du monde subira de façon différenciée davantage d'événements climatiques extrêmes, parfois combinés, avec des conséquences multiples. Ces dernières années montrent que ce mouvement est en marche. Et plus le degré de réchauffement s'élèvera, plus nous serons touchés, la limite d'un réchauffement d'1,5°C paraissant aujourd'hui peu crédible. D'ailleurs, les politiques actuellement en place (si elles sont respectées) prévoient une augmentation de 2,8°C d'ici la fin du siècle².

Bien qu'ils n'épargnent aucune zone de notre planète, ces événements extrêmes impactent plus fréquemment les pays situés au « Sud ». Ils ont des conséquences sévères qui s'ajoutent aux faiblesses structurelles existantes et les aggravent. Ils viennent ainsi accentuer un état de crise permanente et prolongée, où l'urgence devient la norme : épidémies, insécurité alimentaire, malnutrition, déplacements contraints. Plus de cent millions d'Africains sont ainsi directement menacés par le réchauffement climatique et ses impacts à l'horizon 2030³. Les crises climatiques et environnementales entraînent la dégradation des écosystèmes et d'incalculables dommages causés aux infrastructures humaines. De ce fait, elles multiplient les risques d'insécurité alimentaire et de pénurie d'eau, et mettent en péril les progrès réalisés en matière de développement.

— 1. IPCC, *AR6 Climate Change 2021: The Physical Science Basis*, August 2021, <https://www.ipcc.ch/reports>

— 2. UNEP, *Emissions Gap Report 2022: The Closing Window – Climate crisis calls for rapid transformation of societies*, October 2022, <https://www.unep.org/emissions-gap-report-2022>

— 3. *Le Monde* avec AFP, « Plus de 100 millions d'Africains menacés par le réchauffement climatique d'ici à 2030, selon l'ONU », 19 octobre 2021, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/10/19/plus-de-100-millions-d-africains-menaces-par-le-rechauffement-climatique-d-ici-a-2030-selon-l-onu_6099004_3212.html

Climate change caused by human activities¹ affects the frequency and intensity of extreme weather events (droughts, floods, severe storms, etc.). As the disruption continues, each region of the world will experience – in its own way – more extreme weather events, sometimes with multiple consequences. Recent years have shown that this trend is gathering pace. The greater the extent of global warming, the more we will be affected, with the 1.5°C warming limit now looking unrealistic: existing policies (if adhered to) point to a 2.8°C increase by the end of the century.²

Although no part of our planet is spared from these extreme events, countries in the Global South are more frequently affected by them. These events have severe consequences which add to and exacerbate existing structural weaknesses and therefore compound a state of permanent and prolonged crisis in which emergency situations become the norm: epidemics, food insecurity, malnutrition, forced displacement. Consequently, more than 100 million Africans will be directly threatened by global warming and its effects by 2030.³ Climate and environmental crises are damaging ecosystems and causing incalculable damage to human infrastructure. As a result, they are increasing the risks of food insecurity and water shortages, jeopardising the progress made with development programmes.

In light of all this, the aid sector has decided to take action and adapt its practices. Over the past two years, an increasing number of humanitarian

— 1. IPCC, *AR6 Climate Change 2021: The Physical Science Basis*, August 2021, <https://www.ipcc.ch/reports>

— 2. UNEP, *Emissions Gap Report 2022: The Closing Window – Climate crisis calls for rapid transformation of societies*, October 2022, <https://www.unep.org/emissions-gap-report-2022>

— 3. *Le Monde* avec AFP, « Plus de 100 millions d'Africains menacés par le réchauffement climatique d'ici à 2030, selon l'ONU », 19 octobre 2021, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/10/19/plus-de-100-millions-d-africains-menaces-par-le-rechauffement-climatique-d-ici-a-2030-selon-l-onu_6099004_3212.html

Face à ces constats, le secteur de l'aide a décidé de se mobiliser et d'adapter ses pratiques. Au cours des deux dernières années, un nombre croissant d'organisations humanitaires et de développement du monde entier se sont engagées à davantage prendre en compte les enjeux climatiques et environnementaux dans leur réponse aux besoins. Elles l'ont fait à travers la *Charte sur le climat et l'environnement pour les organisations humanitaires*⁴. En France, dix organisations non gouvernementales (ONG)⁵ ont également adopté en décembre 2020, à l'occasion de la Conférence nationale humanitaire, une *Déclaration d'engagement des organisations humanitaires sur le climat*⁶. Leur objectif est de mesurer et réduire leurs impacts afin de s'assurer que leurs activités nuisent le moins possible à l'environnement (émissions de gaz à effet de serre [GES], déchets et pollutions, consommation de ressources naturelles rares).

« Un nombre croissant d'organisations humanitaires et de développement du monde entier se sont engagées à davantage prendre en compte les enjeux climatiques et environnementaux dans leur réponse aux besoins. »

"An increasing number of humanitarian and development organisations around the world have pledged to take greater account of climate and environmental challenges in their response to needs."

and development organisations around the world have pledged to take greater account of climate and environmental challenges in their response to needs. They have done so through the Climate & Environment Charter for Humanitarian Organizations.⁴ In December 2020, at the French National Humanitarian Conference, ten non-governmental organisations (NGOs)⁵ also adopted a Statement of Commitment on Climate by Humanitarian Organisations.⁶ Their aim is to measure and reduce their impact in order to ensure that their activities do as little harm as possible to the environment (greenhouse gas [GHG] emissions, waste and pollution, consumption of scarce natural resources).

— 4. CICR, *Charte sur le climat et l'environnement pour les organisations humanitaires*, 14 juin 2021, <https://www.climate-charter.org/wp-content/uploads/2021/12/ClimateEnvironmentCharter-FR.pdf>

— 5. Action contre la Faim, Handicap International, Électriciens sans frontières, Croix-Rouge française, Médecins du Monde, Première Urgence Internationale, Oxfam, Secours Islamique France, Solidarités International et CARE.

— 6. Réseau Environnement Humanitaire, *Déclaration d'engagement des organisations humanitaires sur le climat*, décembre 2020, https://www.urd.org/wp-content/uploads/2023/07/DeclarationEngagementONGClimat_2023.pdf

— 4. CICR, *Charte sur le climat et l'environnement pour les organisations humanitaires*, 14 juin 2021, <https://www.climate-charter.org/wp-content/uploads/2021/12/ClimateEnvironmentCharter-FR.pdf>

— 5. Action contre la Faim, Handicap International, Électriciens sans frontières, Croix-Rouge française, Médecins du Monde, Première Urgence Internationale, Oxfam, Secours Islamique France, Solidarités International et CARE.

— 6. Réseau Environnement Humanitaire, *Déclaration d'engagement des organisations humanitaires sur le climat*, décembre 2020, https://www.urd.org/wp-content/uploads/2023/07/DeclarationEngagementONGClimat_2023.pdf

Quelques chiffres pour comprendre les émissions de gaz à effet de serre (données 2019)

Le monde entier génère

59 100

millions de tonnes (Mt)

équivalent CO₂,

- dont **3 600 Mt** équivalent CO₂ pour la seule Union européenne,
- dont **436 Mt** équivalent CO₂ pour la France.

Une ONG comme *Électriciens sans frontières* génère **860 tonnes (t) équivalent CO₂**.

En France, chaque habitant génère

9,9 t

équivalent CO₂ :

- trois principaux postes : déplacements (notamment voiture), alimentation (viande) et logement (en fonction du chauffage) ;
- il s'agit d'une moyenne au niveau français, la moitié de l'empreinte de la France étant liée pour 20 % à la population, sachant que la moitié de la population n'est responsable que de 20 % des émissions.

Exemples de postes d'émissions et de réductions :

- Vol Paris – Tananarive (Madagascar) = **2,6 t équivalent CO₂**
- Paris – Dakar (Sénégal) = **1,3 t équivalent CO₂**
- Régime carné (viande rouge) = **4,6 t équivalent CO₂** / régime végétarien = **0,3 t équivalent CO₂**

Panneau solaire 300 Wc (watt-crête, l'unité de mesure utilisée pour mesurer la puissance maximale qu'un panneau solaire est capable de fournir dans des conditions idéales)

- produit en Chine = **321 kg équivalent CO₂**

A few figures to put greenhouse gas emissions into perspective (2019 data)

The world as a whole generates

59,100

million tonnes (Mt)

of CO₂ equivalent,

- of which **3,600 Mt** of CO₂ equivalent for the European Union alone,
- of which **436 Mt** of CO₂ equivalent for France.

An NGO such as *Électriciens sans frontières* generates **860 tonnes (t) of CO₂ equivalent**.

In France, each inhabitant generates

9.9 t

of CO₂ equivalent:

- there are three main sources: transport (mainly cars), food (meat), housing (depending on the heating system),
- this is an average for France as a whole, with half of France's footprint linked for 20% to its population, and considering that half the population is only responsible for 20% of emissions.

Examples of sources of emissions and reduction measures:

- Flight Paris – Antananarivo (Madagascar) = **2.6 t of CO₂ equivalent**
- Paris – Dakar (Senegal) = **1.3 t of CO₂ equivalent**
- Meat-based diet (red meat) = **4.6 t of CO₂ equivalent** / Vegetarian diet = **0.3 t of CO₂ equivalent**

A 300Wp solar panel made in China (Wp stands for "watt-peak", the unit used to measure the maximum power that a solar panel is capable of providing under ideal conditions)

- = **321 kg of CO₂ equivalent /**

→ produit en France
= 185 kg équivalent CO₂.

Pour *Électriciens sans frontières*, acheter 100 % de panneaux solaires chez le fournisseur avec le bilan carbone le plus bas sur le marché permet une baisse de 63 % des émissions liées aux achats de ses panneaux solaires et une baisse de 15 % de son bilan carbone global.

Premiers pas vers une démarche bilan carbone

La plupart de ces ONG – rejointes depuis par d'autres – ont fait le choix de se réunir au sein d'un groupe de travail commun sur la question, au sein du Réseau Environnement Humanitaire (REH). Il s'agit d'un groupe d'échange et de partage de bonnes pratiques sur l'intégration des enjeux climatiques et environnementaux au sein des projets d'aide, groupe dont *Électriciens sans frontières* est un membre actif depuis sa création en 2012.

Afin de mutualiser les coûts, un prestataire commun à toutes ces ONG, le Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique (CITEPA) a été contracté pour aider à enclencher une démarche carbone. Une analyse du besoin et du périmètre pertinent, par ONG, a permis à chacune d'en tirer ses conclusions, d'avoir une vision des postes d'importance, des données à collecter en interne pour la réalisation d'un bilan carbone et des moyens humains et financiers nécessaires pour le faire chaque année. Un premier bilan carbone a également été réalisé pour chacune des associations.

Bien que cette première estimation n'ait pas été parfaitement exhaustive (manque ou estimation de certaines données), elle met clairement en avant les deux principaux postes d'émission de GES pour *Électriciens sans frontières* en 2019 (choisie comme année de référence, les années impactées par la Covid-19 étant peu représentatives).

→ A similar panel made in France
= 185 kg of CO₂ equivalent

For *Électriciens sans frontières*, buying 100% of its solar panels from the supplier with the lowest carbon footprint on the market allows a 63% reduction in emissions associated with its purchases of solar panels, and a 15% reduction in its overall carbon footprint.

The first steps towards a low-carbon strategy

The majority of these NGOs – since joined by others – decided to form a joint working group to examine this issue within the Humanitarian Environment Network (*Réseau Environnement Humanitaire* – REH in French). The aim of this group is to discuss and exchange best practices regarding the integration of climate and environmental challenges in humanitarian aid projects; *Électriciens sans frontières* has been an active member since its creation in 2012.

In order to share costs, a common service provider for all these NGOs, the Technical Reference Center for Air Pollution and Climate Change (CITEPA), was contracted to help launch a low-carbon strategy. After analysing the needs and relevant scope for each NGO, each was able to draw its own conclusions and gain an overview of the most important sources of GHG emissions, the data to be gathered in-house to produce a carbon footprint, and the human and financial resources necessary to do so every year. A preliminary carbon footprint was also calculated for each of these organisations.

Although this initial estimate was not entirely comprehensive (due to a lack of data or estimates of certain data), it clearly highlighted the two main sources of GHG emissions for *Électriciens sans frontières* in 2019 (this was chosen as the reference year, as the years affected by Covid-19 are unrepresentative). The first source (50% of GHG emissions)

Le premier (50 %) est lié aux achats de l'ONG pour la réalisation de ses projets (panneaux solaires, batteries, etc.), tandis que le second (40 %) concerne les déplacements en avion.

Internalisation des enjeux

Cet effort collectif coïncide avec la formalisation d'une politique environnementale en interne chez *Électriciens sans frontières*. L'engagement de l'organisation sur ces questions n'est pas récent puisque, par ses projets, elle promeut depuis longtemps l'utilisation des énergies renouvelables par opposition aux énergies fossiles polluantes et à forte émission de GES. De plus, elle aide d'autres organisations de solidarité internationale à adopter les énergies renouvelables pour l'alimentation de leurs bureaux mondiaux et projets humanitaires, contribuant ainsi à réduire leur empreinte carbone. En 2009, un outil Excel Open Source avait déjà été développé pour générer les bilans CO2 des projets et des délégations régionales (fonctionnement), incitant à des choix moins carbonés.

Afin de mettre en place une démarche climat et carbone interne, soutenue dès le début par la direction de l'ONG, *Électriciens sans frontières* a recruté une personne et a mobilisé une autre salariée en appui (équivalent 0,7 ETP) durant un an, au sein de son équipe de onze salariés. Pour réaliser leur bilan carbone, les organisations disposent en effet de deux options : engager un prestataire externe ou internaliser le sujet. C'est donc ce dernier choix qu'a fait *Électriciens sans frontières*. Ingénieures de formation, les deux personnes concernées ont suivi la formation Bilan Carbone® de l'Association pour la transition Bas Carbone (ABC)⁷, l'ONG ayant également bénéficié de l'expertise d'un bénévole spécialisé en bilan carbone du fait de son activité professionnelle.

relates to the items purchased by the organisation to implement its projects (solar panels, batteries, etc.), while the second (40%) relates to air travel.

Examining the challenges in-house

This joint effort coincided with the formalisation of an in-house environmental policy at *Électriciens sans frontières*. The organisation's commitment to these issues is not new as its projects have long been promoting the use of renewable energies rather than polluting fossil fuels with high GHG emissions. Furthermore, it helps other international aid and development organisations adopt renewable energies to power their offices and humanitarian projects throughout the world, thus helping to reduce their own carbon footprint. In 2009, an Open Source Excel tool was developed to generate CO2 footprints for projects and regional delegations (operations), encouraging less carbon-intensive choices.

In order to implement an in-house climate and low-carbon strategy, supported from the very outset by the NGO's management, *Électriciens sans frontières* recruited one person and assigned another employee in a support role (equivalent to 0.7 FTE) for one year within its team of eleven employees. When calculating their carbon footprint, organisations have two options: hire an external service provider or deal with the issue in-house – *Électriciens sans frontières* chose the latter option. Engineers by training, the two people involved took the Bilan Carbone® training course run by the Association pour la Transition Bas Carbone (ABC) [Association for Low Carbon Transition].⁷ *Électriciens sans frontières* also benefited from the expertise of a volunteer who specialised in carbon footprinting in their professional activities.

The organisation began by assimilating the work carried out by CITEPA, disseminating a synthesis of this work to

— 7. Consulter le site de l'association : <https://abc-transitionbascarbone.fr>

— 7. See the association's website: <https://abc-transitionbascarbone.fr>

L'association a commencé par s'approprier les travaux réalisés par le CITEPA et a diffusé une synthèse de ces derniers à destination de ses organes de gouvernance et de ses équipes salariées et bénévoles, via les canaux de communication internes. Elle s'est ensuite appliquée à mettre en place une démarche bilan carbone comme proposé par l'ABC. Cette méthode se découpe en cinq étapes : la nomination d'un pilote et définition des objectifs, la définition du périmètre à comptabiliser, la collecte et l'exploitation de données, la définition d'un plan d'actions de réduction, et une synthèse de la démarche. L'objectif d'un bilan carbone est d'identifier les sources d'émissions de GES afin de pouvoir évaluer l'impact réel d'une organisation et le réduire.

En parallèle, des actions de sensibilisation ont été lancées afin de répondre aux enjeux suivants : pour faire évoluer les pratiques d'une organisation, il est essentiel que chacun partage l'importance des enjeux, se sente concerné et perçoive le rôle qu'il peut jouer. De plus, les projets d'Électriciens sans frontières sont étudiés, construits et mis en œuvre par des experts bénévoles, dans un vivier de 1 200 adhérents répartis dans quatorze délégations régionales⁸. Les sensibiliser est donc essentiel, au-delà des salariés de l'équipe du siège et des instances de direction.

Pour cela, des présentations ont été réalisées dans les trois commissions de l'association (gestion des projets, communication et partenariats, trésorerie) réunissant les secrétariats régionaux bénévoles des quatorze délégations (quarante-deux membres), ainsi qu'aux conseils de gouvernance et d'administration. Ces présentations, d'une durée d'environ une heure, ont clarifié des notions clés : pourquoi l'ONG est-elle concernée par les enjeux climat et carbone ? En quoi consiste une démarche carbone ? Quels

Électriciens sans frontières' governing bodies, employees and volunteers via in-house communication channels. It then set about implementing a low-carbon strategy approach as proposed by ABC. This method consists of five stages: appointing a lead and defining objectives; defining what is to be included in the calculations; gathering and processing data; formulating a set of reduction measures; and consolidating the strategy. The aim of a carbon footprint is to identify sources of GHG emissions so that the real impact of an organisation can be assessed and reduced.

Awareness-raising actions were also introduced to address these challenges: to change an organisation's practices, it is essential that everyone is aware of the importance of the challenges, feels involved and understands the role they can play. Furthermore, as *Électriciens sans frontières* projects are studied, designed and implemented by volunteer experts from a pool of 1,200 members spread over fourteen regional delegations,⁸ it was therefore deemed essential to raise their awareness as well as that of headquarters staff and management bodies.

To this end, presentations were given to the organisation's three commissions (project, communication and partnerships, treasury) which bring together the regional volunteer secretariats of the fourteen delegations (forty-two members), as well as to the Governing Council and the Board of Directors. These presentations, each lasting about an hour, clarified the key concepts: why is *Électriciens sans frontières* concerned with climate and carbon challenges? What is a low-carbon strategy? What are the initial results? What are the organisation's immediate ambitions? They also helped identify existing issues or concerns.

— 8. Pour découvrir les délégations régionales en France : <https://electriciens-sans-frontieres.org/nos-delegations-regionales-en-france>

— 8. To find out more about its regional offices in France: <https://electriciens-sans-frontieres.org/nos-delegations-regionales-en-france>

sont les premiers résultats obtenus ? Quelles sont les ambitions de l'association pour la suite ? Elles ont aussi permis d'identifier les questions ou inquiétudes existantes. Des Fresques du climat⁹ ont été réalisées à distance avec les outils adaptés auprès de chaque secrétariat régional. Des animateurs de la Fresque ont été identifiés parmi les bénévoles afin de poursuivre les ateliers en présentiel au sein des délégations régionales. Un webinaire interactif a été organisé à destination de l'ensemble des bénévoles d'Électriciens sans frontières et son enregistrement demeure disponible pour visionnage sur les plateformes partagées de l'association. Enfin, une note de synthèse reprenant les six points clés sur le changement climatique et le bilan carbone chez Électriciens sans frontières a été rédigée afin de servir de référence en interne.

Le retour d'expérience montre la nécessité de comprendre les enjeux en amont de l'engagement. Plusieurs participants initialement peu convaincus par la démarche ont indiqué mieux comprendre pourquoi ces questions de carbone ou de climat sont posées après une présentation constructive des enjeux et de la position de l'association. Un autre point d'interrogation majeur concerne les moyens pour agir à l'échelle de l'ONG : décarboner les projets, influencer les fournisseurs de matériel, convaincre les bailleurs de la pertinence de prestations plus chères, mais moins carbonées.

Calcul des émissions 2022 et identification d'actions de réduction

La réalisation d'un bilan carbone peut être chronophage étant donné la difficulté que peut représenter l'étape de collecte de données, mais aussi le manque de ressources allouées. Il est crucial d'avoir des ordres de grandeur fiables des émissions liées à son activité afin d'éviter des conclusions erronées.

Climate Fresk⁹ workshops were held remotely with the appropriate tools at each regional secretariat. Climate Fresk facilitators were identified among the volunteers to continue face-to-face workshops at regional delegation level. An interactive webinar was organised for all *Électriciens sans frontières* volunteers; the recording is still available on the organisation's shared platforms. Lastly, a briefing note was written listing the six key points about climate change and the carbon footprint at *Électriciens sans frontières*, to serve as an in-house reference point.

The feedback received shows that there is a need to understand the challenges before a commitment is made. After a constructive presentation of the challenges and the organisation's position, several participants who were initially sceptical about the strategy said that they now had a better understanding of why these carbon or climate issues were being raised. Another major area of concern was how to take action at NGO level, e.g. decarbonising projects, influencing equipment suppliers, convincing funding bodies of the relevance of more expensive but less carbon-intensive services.

Calculating 2022 emissions and identifying measures to reduce them

Given the difficulty of gathering data and the lack of allocated resources, calculating a carbon footprint can be time consuming. It is essential for an organisation to have reliable orders of magnitude for the emissions generated by its activity in order to avoid drawing erroneous conclusions. For example, an organisation might underestimate the impact of its waste or the use and end-of-life treatment of its products, thinking that these emissions are negligible (until July 2022, these emission categories were not mandatory under the

— 9. Association la Fresque du Climat, <https://fresqueduclimat.org>

— 9. Association la Fresque du Climat: <https://fresqueduclimat.org>

Par exemple, une organisation pourrait sous-estimer l'impact de ses déchets, de l'utilisation ou de la fin de vie de ses produits, pensant que ces émissions sont négligeables (jusqu'à juillet 2022, ces catégories d'émissions n'étaient pas obligatoires selon la réglementation¹⁰). Cependant, il n'est pas nécessaire d'attendre d'avoir des résultats au kilogramme de CO₂ équivalent près pour commencer à mettre en place des actions de réduction, car le bilan carbone n'est pas une fin en soi. L'objectif réel est de pouvoir instaurer des actions de réduction efficaces au regard des postes d'émissions majeurs de l'organisation.

Pour faciliter la collecte de données et estimer les émissions de GES, *Électriciens sans frontières* a créé un outil simplifié. Il permet aux équipes bénévoles d'identifier les émissions de GES associées aux projets en enregistrant les détails du matériel utilisé (type, poids, etc.), les missions de terrain réalisées (nombre de participants, kilomètres parcourus, etc.) et le fret (ports de départ et d'arrivée, tonnage transporté, etc.). L'objectif est également de sensibiliser les équipes aux ordres de grandeur et d'intégrer progressivement des propositions d'actions alternatives pour réduire en amont, lors de la construction du projet, les émissions de GES associées. Cet outil sera déployé d'ici la fin de l'année 2023.

Pour réduire ses émissions, l'ONG a décidé de commencer par les deux principaux postes contributeurs : les achats et les déplacements en avion. Pour les premiers, l'objectif est d'identifier le matériel majoritairement responsable des émissions de GES. Les pistes les plus probables à ce jour consistent à s'orienter vers des fournisseurs proposant du matériel moins carboné que celui utilisé aujourd'hui : à un panneau solaire produit en Asie avec des énergies (charbon, pétrole, gaz...)

« L'objectif réel est de pouvoir instaurer des actions de réduction efficaces au regard des postes d'émissions majeurs de l'organisation. »

"The real aim is to be able to implement effective reduction measures for an organisation's main sources of emissions."

regulations).¹⁰ There is, however, no need to wait for results that are accurate to the nearest kilogramme of CO₂ equivalent to start implementing reduction measures because the carbon footprint is not an end in itself. The real aim is to be able to implement effective reduction measures for an organisation's main sources of emissions.

To facilitate data gathering and thus estimate GHG emissions, *Électriciens sans frontières* has developed a simplified tool. It allows the volunteer teams to identify GHG emissions associated with its projects by recording details of the equipment used (type, weight, etc.), the field missions carried out (number of participants, kilometres travelled, etc.), and freight (ports of departure and arrival, tonnage transported, etc.). A further aim is to raise teams' awareness about orders of magnitude and gradually adopt proposals for alternative measures to reduce the associated GHG emissions upstream when a project is being formulated. This tool will be deployed by the end of 2023.

To reduce its emissions, *Électriciens sans frontières* decided to start with the two main sources: procurement and air travel. With regard to procurement, the

— 10. Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, *Décret bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES)*, 11 juillet 2022, <https://www.ecologie.gouv.fr/decret-bilan-des-emissions-gaz-effet-serre-beges>

— 10. Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, *Décret bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES)*, 11 juillet 2022, <https://www.ecologie.gouv.fr/decret-bilan-des-emissions-gaz-effet-serre-beges>

carbonées¹¹, on préférera par exemple celui produit dans certains pays d'Europe avec des énergies (solaire, hydraulique...) plus décarbonées. Cependant, d'autres pistes restent à étudier comme les questions de recyclage et de fin de vie, une optimisation toujours plus précise des installations photovoltaïques, etc.

Pour les déplacements en avion, une étude de la situation actuelle est nécessaire. Certaines mesures visant à réduire le nombre de vols sont déjà pratiquées comme la mutualisation des déplacements pour des missions dans la même zone géographique. Le premier objectif est donc de généraliser ces bonnes pratiques existantes. *Électriciens sans frontières* s'efforce de s'adonner à l'exercice de façon rigoureuse et, au-delà d'actions à plus ou moins court terme, s'autorise à questionner son modèle actuel de fonctionnement : possibilité de limiter les déplacements pour de longues durées, éventualité d'ouvrir des bureaux locaux. Remettre en question son fonctionnement est essentiel pour explorer de véritables solutions. La transition écologique et sociale nécessaire aujourd'hui ne se fera pas sans faire évoluer le système dans lequel nous vivons, et les ONG ainsi que toutes les autres organisations doivent également se poser la question de la pérennité et de la pertinence de leur fonctionnement.

Défis, limites et apprentissages

Le changement climatique n'est cependant pas le seul défi à considérer. Il n'est pas rare, lorsque l'on travaille sur cette thématique, de négliger d'autres enjeux importants, fondamentalement liés, comme la disponibilité des ressources en eau ou la biodiversité. Il en va de même des enjeux sociaux et sociétaux dans lesquels les organisations de solidarité internationale sont particulièrement impliquées.

— 11. Les émissions de GES liées à l'achat d'un panneau solaire sont dues en grande partie à l'énergie utilisée pour certains processus de fabrication très énergivores. On parle aussi de « mix énergétique » pour désigner la répartition des différentes sources d'énergie primaire utilisées pour répondre aux besoins d'un pays ou d'une région donnée (exemples à retrouver sur le site : <https://www.iea.org/countries>).

aim is to identify the equipment mainly responsible for GHG emissions. The most likely avenues at the moment are to approach suppliers which offer less carbon-intensive equipment than that currently used: instead of solar panels produced in Asia with fossil-fuel energy (coal, oil, gas etc.),¹¹ preference should be given, for example, to panels produced in Europe with more carbon-free energy (solar, hydroelectric, etc.). Other avenues remain to be explored, however, such as recycling and end-of-life issues, or an ever-more effective optimisation of photovoltaic installations.

With regard to air travel, the current situation needs to be studied. Some measures to reduce the number of flights have already been implemented, such as shared travel for missions in the same geographical area. The primary aim, therefore, is to make these existing good practices more widespread. *Électriciens sans frontières* is striving to engage in this exercise rigorously and, in addition to a series of more or less short-term measures, is questioning its current operating model, e.g. the possibility of limiting travel for long periods and opening local offices. Questioning how it operates is essential for exploring real solutions. The ecological and social transition required today will not happen unless we change the system in which we live, and NGOs, like all other organisations, must also question the sustainability and relevance of how they themselves operate.

Challenges, limitations and lessons learnt

Climate change, however, is not the only challenge that must be considered. When working in this domain it is not uncommon to neglect other important and fundamentally linked issues such as the

— 11. The GHG emissions associated with the purchase of a solar panel are largely due to the energy used in certain energy-intensive manufacturing processes. We also use the term "energy mix" to refer to the various primary energy sources used to meet the needs of a given country or region (examples can be found here: <https://www.iea.org/countries>).

Cela constitue un premier défi : améliorer nos pratiques environnementales tout en préservant la raison d'être d'Électriciens sans frontières. En effet, l'association intervient dans des zones où les autres (notamment les entreprises et les États) ne vont pas, principalement des zones rurales isolées pour contribuer au développement local. S'attaquer aux enjeux environnementaux et climatiques exige des changements structurels majeurs qui remettent en question l'ensemble de son activité. Chaque organisation a son propre parcours construit en réponse aux défis qu'elle a rencontrés. Mais le défi climatique est sans doute le plus important auquel elle aura à faire face au cours des prochaines décennies.

Aborder toutes ces questions suscite des appréhensions. Au-delà des préoccupations climatiques, le changement reste un défi complexe pour toute organisation comme pour les individus. C'est donc un travail ambitieux que d'accompagner salariés et bénévoles pour comprendre et maîtriser les enjeux environnementaux, climatiques et sociétaux.

On pourrait alors penser qu'Électriciens sans frontières aurait choisi de pérenniser un poste salarié sur le sujet ou d'augmenter le temps de travail initial qui lui était consacré. Ce n'est pas la décision qui a été prise, même si la volonté de l'ONG – soutenue largement par ses organes de gouvernance – est bien de continuer à progresser dans ce domaine. Pour cela, elle a opté pour la création en interne d'un groupe de travail sur le climat en s'appuyant sur sa ressource vive de bénévoles, en accord avec son modèle, tout en conservant un appui salarié de 0,25 ETP. Ce groupe de travail est organisé selon trois axes : calcul et estimation des émissions (réalisation des bilans carbone internes, estimation et suivi des mesures de réduction) ; sensibilisation (pour continuer à s'assurer que les membres de l'ONG comprennent bien les enjeux et les mesures de réduction) ; et plan d'actions (étude, chiffrage et suivi des actions de réduction ou des

availability of water resources or biodiversity. The same applies to social and societal issues in which international aid and development organisations are closely involved.

This is the first challenge: improve our environmental practices whilst preserving the core mission of *Électriciens sans frontières*. The organisation intervenes in areas where others (especially businesses and States) do not go, mainly isolated rural areas to help with local development. Tackling environmental and climate challenges requires major structural changes that call its entire operation into question. Each organisation builds its own approach in response to the challenges it faces, but climate is without doubt the greatest challenge to be faced over the coming decades.

Addressing all these issues gives rise to considerable trepidation. In addition to climate concerns, change is a complex challenge for any organisation and for individuals. It is therefore an ambitious task to help employees and volunteers understand and master environmental, climate and societal issues.

One might therefore think that *Électriciens sans frontières* would have chosen to maintain a salaried position devoted to the subject, or to increase the working time initially dedicated to it. This is not the case, however, even though its ambition, largely supported by its governing bodies, is to continue to make progress in this area. To this end, it therefore decided to establish an in-house climate working group, drawing on its dynamic pool of volunteers in accordance with its model, while maintaining salaried support (0.25 FTE). This working group is based around three axes: calculating and estimating emissions (producing in-house carbon footprints, estimating and monitoring reduction measures); awareness raising (to continue ensuring that members of the organisation fully understand the challenges and reduction measures); and an action plan (studying, costing and monitoring reduction

changements structurels potentiels pour l'avenir de l'association). Bien que l'ONG souhaite évoluer rapidement, ses ressources actuelles et son modèle de fonctionnement actuel ne lui permettent pas d'adopter une organisation radicalement différente de celle décrite ci-dessus.

L'ONG ne pourra pas agir seule. Ainsi, elle a besoin que les acteurs du secteur photovoltaïque proposent des produits décarbonés, qui deviendront la norme, plutôt qu'une offre marginale. Elle doit continuer à collaborer avec les autres ONG parties prenantes des réseaux dont elle fait partie pour mutualiser les ressources, les besoins, les idées et les solutions. Elle a besoin de nouvelles ressources et du soutien de ses bailleurs pour prendre en compte ces alternatives moins carbonées, souvent plus coûteuses ou chronophages. Considérant qu'elle ne peut évidemment pas changer le monde à elle seule, l'ONG compte aussi sur les gouvernements, entreprises et citoyens pour agir contre le réchauffement climatique, que cela passe par l'atténuation ou par l'adaptation.

Électriciens sans frontières espère, via ce retour d'expérience, partager de façon transparente sa démarche dans l'intégration des enjeux climatiques à son activité, le chemin suivi, les difficultés rencontrées et la détermination à poursuivre sur cette voie – encore longue et complexe.

measures or potential structural changes for the organisation's future). Even though *Électriciens sans frontières* wants to develop rapidly, its current resources and operating model do not actually allow it to adopt a radically different approach from that described above.

It will not be able to act alone. For example, it needs actors in the photovoltaic sector to offer carbon-free products, which will become the norm rather than a marginal offering. It must continue to work with other NGO stakeholders in the networks it is a member of to pool resources, needs, ideas and solutions. It needs new resources and the support of its funding bodies so that it can take account of these lower-carbon alternatives, which are often more expensive or time-consuming. Given that it obviously cannot change the world on its own, it is also relying on governments, businesses and citizens to act against global warming, either through mitigation or adaptation.

Électriciens sans frontières hopes to use this experience to share, in a transparent manner, its strategy for integrating climate challenges into its activities, the path it is following, the difficulties it has encountered and its determination to continue on this long and complex journey.

Translated from the French by Derek Scoins

Biographie | Biography



CLAIRE DESOUBRY

Elle a piloté la mise en place de la démarche bilan carbone chez Électriciens sans frontières. Ingénieure diplômée de l'Institut Mines Telecom (IMT) Mines Alès et de l'Université de Technologie de Sydney, Claire est spécialisée dans les enjeux environnementaux et climatiques.

Claire led the implementation of the low-carbon strategy at *Électriciens sans frontières*. A graduate engineer of the *Institut Mines Télécom (IMT) Mines Alès* and the University of Technology Sydney, Claire specialises in environmental and climate issues.

REPORTAGE

Invisibles

The invisible

|→|

La Maison Solidaire, lieu d'accueil
pour des mineurs non accompagnés
et des jeunes majeurs,
Saint-Étienne, 1^{er} février 2023.

*La Maison Solidaire, a refuge centre
for unaccompanied minors
and young adults, Saint-Étienne,
France, 1 February 2023*







C'est au cours de son parcours universitaire que Bertrand Gaudillère prend la mesure de la puissance de l'image documentaire. Durant les grèves de 1995 dans les universités, il participe à la création d'un journal. Avec une petite équipe aussi drôle que pertinente, ils font vivre un « irrégulomadaire » qui s'attache à rendre compte de l'actualité. De cette période, il garde le goût de l'information et du support imprimé autant que celui du travail en équipe et des aventures collectives.

En 2001, fort de cette expérience et inspiré par les photographes qui se sont déjà regroupés pour inventer de nouvelles formes de collaboration, il cofonde le Collectif item, lieu d'échange et d'émulation qui lui permet de respecter ses engagements photographiques et ses convictions citoyennes. Depuis, cette structure de production et de diffusion lui permet de réaliser ses projets documentaires et de les faire vivre. D'abord très actif dans la presse, il s'engage à partir de 2006 dans un travail au long cours sur la question migratoire en France. Jusqu'en 2019, son intérêt pour le sujet ne se dément pas. Il donne lieu à plusieurs projections et une exposition au festival *Visa pour l'image*, à la publication de l'ouvrage *Des chiffres, Un visage* aux éditions Libel et la participation à deux ouvrages collectifs, *La France vue d'ici* aux éditions de la Martinière, et *Marche ou Rêve* aux éditions du Collectif item. Il fait également l'objet de nombreuses publications presse et d'acquisitions dans des collections publiques.

Au détour d'une rencontre marquante avec *Prison Insider*, une plateforme d'information sur les prisons dans le monde, ils imaginent ensemble le projet *InsideOutside*, une correspondance photographique avec des détenu-e-s à travers le monde. L'ouvrage du même nom, pensé avec sa co-auteurice Clara Grisot, paraîtra aux éditions Libel en novembre 2023. Autre rencontre déterminante, la Fondation Abbé-Pierre avec laquelle il construit *Hab(r)iter*, un travail photographique qui tente de rendre visible les conditions de vie des mal-logés, qui sont plus de 4 millions en France. Pour éclairer, un peu, la réalité de cette précarité, et à travers des portraits, des témoignages et des reportages sur les différents territoires de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Bertrand Gaudillère aborde la question autour de trois grands axes. L'habitat refuge, les conséquences du confinement sur les ménages en situation d'habitat difficile, et la manière dont les collectifs de citoyens se mobilisent pour pallier les manquements de l'État en matière de logement. Sur ces trois volets, il est aussi rédacteur. L'écrit et la vidéo sont venus au fil des années élargir son champ de compétences. Aujourd'hui, il collabore aussi bien avec la presse qu'avec des institutions ou des organisations non gouvernementales. Et le Collectif item reste un élément moteur pour continuer à questionner en images les notions de marge, de norme, d'exclusion, d'intégration, d'égalité et d'acceptation.

Bertrand Gaudillère was a university student when he first grasped the power of documentary photography. During France's university strikes in 1995, he helped set up a newspaper. He and a small team, who were as fun as they were focused on the job in hand, ran an "irregular paper" to report on current affairs. It was a venture that left him with a hunger for information and print media as well as teamwork and collaborative projects.

In 2001, encouraged by this experience and inspired by photographers who were already teaming up to invent new forms of collaboration, he co-founded *Collectif Item*, a space for exchanging ideas and fostering emulation where he was able to both stay true to his photographic engagement and his social convictions. Since then, this production and distribution workspace has enabled him to launch and disseminate his documentary projects. Initially very much involved with the press, in 2006 he became part of a long-term project on migration issues in France, which he remained firmly committed to until 2019. This led to several screenings and an exhibition at the *Visa pour l'image* Festival as well as a book *Des chiffres, Un visage* [Many figures, One face] published by Libel, and his participation in two collective publications: *La France vue d'ici* [France Seen from Here] published by La Martinière and *Marche ou Rêve* [Walk or Dream] published by *Collectif Item*. The project was also the subject of multiple press publications and acquisitions for public collections.

After a pivotal meeting with Prison Insider, an information platform on prisons worldwide, they devised together the *InsideOutside* project, photographic correspondence with prison inmates all over the world. A book of the same name, compiled with his co-author Clara Grisot, will be published by Libel in November 2023. Another decisive encounter was with the Abbé-Pierre Foundation with which he created *Hab(r)iter*, a photographic project which has set out to publicise the living conditions of the more than four million people living in substandard housing in France. To shed some light on their precarious situation, through portraits, personal testimonials and reports in the different areas of the Auvergne-Rhône-Alpes region, Bertrand Gaudillère addresses this issue from three perspectives: refuge housing, the impact of lockdown on poorly housed families, and the way in which citizens' groups take action to make up for the State's shortcomings when it comes to housing. He also writes about these three subjects. Over the years his skillset has broadened to include writing and video work. He currently collaborates with the press as well as with institutions and non-governmental organisations. *Collectif Item* remains a driving force, continuing to use images to raise the issues of marginalisation, social norms, exclusion, integration, equality and acceptance.

Photos et légendes :

Photos and captions:

© Bertrand Gaudillère/item

<https://www.collectifitem.com/bertrand-gaudillere>

Instagram :

@bertrandgaudillere

Habitat refuge(s) des ménages précaires dans l'agglomération lyonnaise

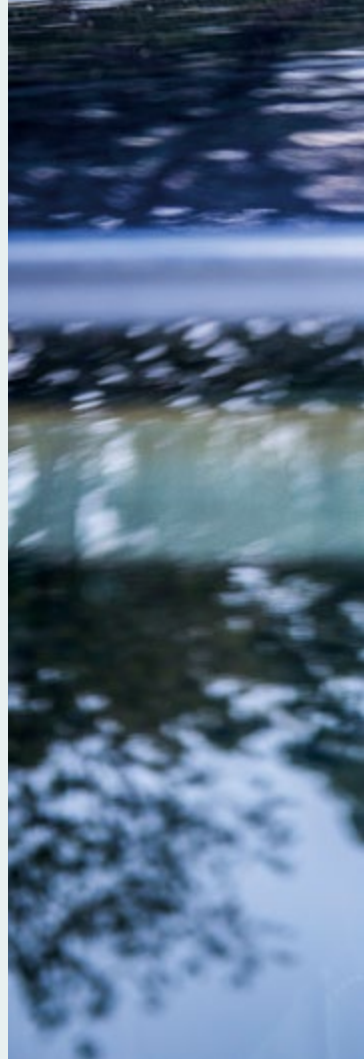
J'ai rencontré ces personnes en France, à Lyon, en son centre ou à sa périphérie. Faute de réponse institutionnelle et d'accès au parc locatif privé – alors que le droit opposable au logement existe depuis 2007 –, elles ont toutes élaboré des solutions pour se mettre à l'abri. Elles et ils sont tous-tes dans des situations d'habitat refuge(s), qui peuvent parfois donner l'illusion d'un semblant de stabilité, mais qui révèlent la plus grande précarité.

Shelter for vulnerable households in Greater Lyon

I met these people in France, in Lyon, in the city centre and on the outskirts. Given the lack of institutional response and access to the private rental sector – even though the right to housing has existed since 2007 –, they all had to come up with their own solutions to having shelter. These men and women have all found some kind of shelter, which sometimes gives the impression of a degree of stability, but which is actually extremely precarious.

J'ai mis un peu plus d'une semaine à rencontrer monsieur Y. Nous nous sommes appelés plusieurs fois, des échanges toujours cordiaux, plutôt chaleureux même, mais qui jamais ne débouchaient sur un rendez-vous. Pas plus de succès avec les SMS. Je me suis demandé s'il n'allait pas revenir sur sa décision de participer au projet, et puis finalement, après une énième tentative, il me propose de nous rencontrer à la Duchère, où sa voiture est garée. Il vient me chercher à l'arrêt de bus. Nous discutons en marchant sur la courte distance qui nous sépare du lieu où il dort. Il est grand, le visage ni souriant ni fermé. Plutôt affable, il s'excuse pour tous ces contretemps et m'explique qu'il était en formation... en plus de son boulot. Aujourd'hui dans la médiation, il voudrait se diriger vers la sécurité ou l'installation de la fibre,

It takes me just over a week to get to meet *monsieur Y*. We'd spoken on the phone several times and our conversations were always cordial, friendly even, but they never led to an actual meeting. Neither did our text messages. I wondered if he was going to go back on his decision to take part in the project, and then finally, after an umpteenth attempt, he suggested we meet in the Duchère neighbourhood, where his car is parked. He comes to fetch me at the bus stop and we walk and talk the short distance to the place where he sleeps. He is tall; the expression on his face is neither smiling nor closed. He is quite affable and apologises for all the hiccups, explaining that he was doing a training course... as well as his job. Working at present in mediation, he wants to switch to security or fibre optic installation, to make it easier





ce qui lui permettrait de décrocher un CDI plus facilement, « parce qu'ici, si tu n'as pas de CDI, tu n'as pas de maison ». Sa voiture, une Citroën bleu marine, un vieux modèle, est propre, ni cabossée, ni éraflée. Discrète. Pas le genre que l'on remarque sur un parking, d'autant que toutes ses affaires sont rangées dans le coffre. Rien ne dépasse. Il l'a achetée 400 euros après avoir dû quitter le studio qu'il partageait avec un ami. Elle n'est pas assurée, les papiers ne sont pas à son nom, mais il a au moins un lieu où dormir quand il en a besoin. Deux ou trois soirs par semaine, il arrive à obtenir une place auprès du 115, ou bien se paye une nuit d'hôtel pas cher dans le 7^e arrondissement, mais ses 850 euros de salaire mensuel ne lui permettent pas de le faire plus souvent. Le reste du temps, c'est donc ici qu'il passe ses nuits.

to get a permanent job contract, "because here, if you don't have a permanent job, you don't have a home". His car, a dark blue Citroën, an old model, is clean, with no dents or scratches. Unobtrusive. Not the sort of car that stands out in a car-park, especially since all his belongings are neatly stowed in the boot. You can't notice a thing. He bought it for 400 euros when he had to leave the one-room bedsit he shared with a friend. It is not insured, the documentation is not in his name, but at least he has somewhere to sleep when he needs it. Twice or three times a week he manages to get a bed by calling the emergency number 115, or he treats himself to the odd night in a cheap hotel in the seventh arrondissement, but his monthly salary of 850 euros doesn't stretch to doing this more often. So the rest of the time he spends his nights here.

La famille M. vit sous une tente depuis plusieurs mois lorsque je les rencontre. Ils ne sont pas les seuls à occuper un morceau de terrain coincé entre un haut mur et les rails du tram. Il y a trois ou quatre autres tentes, et une voiture qui abrite une famille. Monsieur M., qui me donne rendez-vous à l'arrêt « gare de Villeurbanne », me parle d'eux tout de suite en m'expliquant qu'ils ne sont pas là depuis longtemps, mais qu'ils ne sont pas bien. Que le monsieur est violent. Lui est calme. Dans son fauteuil roulant qui avance, chaotique, sur les graviers et l'herbe mouillée, il me remercie d'être là. Plusieurs fois il me dit : « Il faut faire quelque chose, c'est pas possible. » À lui comme aux autres, j'explique que la seule chose que je puisse faire, c'est témoigner de la difficulté de leur situation. Il me remercie, puis m'ouvre la tente pour me montrer que c'est ici qu'ils vivent à trois. Lui, sa femme, et leur fils de 9 ans qui est à l'école au moment où je les rencontre. Il est scolarisé dans un établissement à une vingtaine de minutes d'ici. Il lui faut d'abord prendre le tram, puis marcher, mais c'est l'établissement dans lequel il a été scolarisé en arrivant à Lyon, avec des parents d'élèves qui connaissent la vulnérabilité de la famille, alors il y reste. Ils font les allers/retours pour l'accompagner. Madame M., qui vient de nous rejoindre, acquiesce, silencieuse. Elle a l'air douce. Une douceur dont on ne sait si elle est naturelle ou si elle vient plutôt de l'épuisement, ou de la résignation. Ils me montrent le matelas trempé, les sacs de couchage humides. J'imagine la pluie, la nuit, le bruit sur la toile, l'inconfort, le froid, l'attente, l'impuissance, et puis certainement la rage que l'on doit ravalier pour continuer à avancer.



Family M. has been living in a tent for several months when I meet them. They're not the only people living on this plot of land sandwiched between a high wall and the tram tracks. There are three or four other tents, and a car which is home to another family. *Monsieur M.*, who arranges to meet me at the "Gare de Villeurbanne" stop, tells me about the others straightaway, explaining that they haven't been there long, but they are not nice people. The man is violent. He himself is calm. From his wheelchair, bumping over the gravel and the wet grass, he thanks me for being there. Several times he says to me: "Something needs to be done, it can't be right". I explain to him, as I do to the others, that all I can do is publicise their predicament. He thanks me, then opens the tent to show me that this is where the three of them



live: him, his wife and their 9-year-old son who is at school when I meet them. He goes to school about 20 minutes from here. He has to take the tram first and then walk, but it is the school he attended when they first arrived in Lyon and where the parents of the other pupils are aware of the family's vulnerable situation, so he's staying there. They accompany him there and back. *Madame M.*, who has just joined us, agrees in silence. She looks gentle. A gentleness that could be natural or is maybe the result of exhaustion or resignation. They show me the sodden mattress, the damp sleeping bags. I imagine the rain, the night, the tapping on the canvas, the discomfort, the cold, the waiting, the sense of powerlessness and then no doubt the rage that they have to swallow if they want to keep going.



Le box fait neuf mètres carrés. Il n'y a pas d'électricité. Pas d'eau non plus. La pièce baigne dans une lumière timide qui permet à peine de distinguer les deux lits sur la droite, et le poêle au fond. Il y a aussi un vieux canapé, et une petite table. Monsieur H. vit ici depuis huit mois avec sa femme et son plus jeune fils de 14 ans, pas encore scolarisé. Les deux autres, 22 et 24 ans, sont mariés et pères à leur tour. La famille est en France depuis cinq ans. Ils ont vécu à Paris, à Toulouse, à Toulon, et maintenant ils sont à Lyon. Feyzin plus exactement, dans un ancien garage squatté par une vingtaine de familles. Quand il me demande la raison des photos, je lui explique ma volonté de témoigner en images de toutes ces situations d'habitat précaire dans des lieux qui ne

The lock-up is nine square metres. There is no electricity. No water. The room is bathed in a faint light, just enough to make out two beds on the right and the stove at the back. There's also an old sofa and a small table. *Monsieur H.* has lived here for eight months with his wife and his youngest son who is 14 and not yet going to school. The two other sons, 22 and 24, are married and have children of their own. The family has been in France for five years. They have lived in Paris, Toulouse, Toulon, and now they are in Lyon, or more exactly in Feyzin, in a former garage, a squat occupied by twenty or so families. When he asks me what the photos are for, I tell him how I want to use the pictures to show all the types of precarious housing people are living



sont pas normalement destinés à être une maison. La voiture, par exemple. Il sourit : ils ont habité dans une voiture pendant une période, mais aujourd'hui ils n'en ont plus. Les déplacements, c'est avec le bus. Le « 70 », qui a son terminus juste à côté. Quelques stations jusqu'au supermarché, et un peu plus pour aller jusqu'à Lyon, où il travaille de temps en temps sur les marchés. Les courses, c'est souvent pour l'eau parce qu'ici, elle n'est pas potable. Ils ont essayé au début, mais ils ont été malades. Le robinet est dehors. Un mince filet coule en permanence. Ils l'utilisent en la faisant chauffer sur leur poêle bricolé à partir d'un vieux fût d'huile. C'est leur gazinière et leur chauffage. Ils cuisinent des pâtes, du poulet parfois, et des pommes de terre.

in not meant to be homes. Cars, for example. He smiles: they lived in a car for a while, but they no longer have one. They get around by bus. The number 70 with its terminus just nearby. A few stops to the supermarket and a few more to go as far as Lyon, where he works on the markets from time to time. They go shopping, which is often for water because the water here is not drinkable. They tried drinking it when they first got here, but it made them ill. The tap is outside. It drips nonstop. They use it by heating it on the stove they have cobbled together from an old oil barrel. This is their cooker and their heating. They cook pasta, sometimes chicken, and potatoes.



Je retrouve madame J. à la gare de Lyon-Part-Dieu. Elle est assise devant les guichets. Là où d'autres attendent leur train, elle attend son heure d'embauche en fin d'après-midi. La gare est en quelque sorte son immense salle de pause. C'est là que, tous les jours, elle reste au chaud entre ses heures de ménage du matin et celles du soir. Elle travaille trente-deux heures par semaine pour une société de nettoyage. Malgré son contrat de travail, elle ne trouve pas de logement, alors elle est posée là, un sac à ses pieds, et elle attend sans se plaindre au milieu des voyageurs. Elle est venue à Lyon pour le travail parce que dans la région qu'elle a quittée, le marché de l'emploi ne lui permettait pas d'avoir une activité professionnelle. Ici, c'est plus facile, me dit-elle, et tout irait bien si elle pouvait avoir un logement ! Elle a fait toutes les démarches nécessaires et, en attendant, elle appelle le 115 tous les jours. Elle me le montre sur son téléphone. Elle veut aussi me montrer ce qu'elle a dans son sac, et rit en me parlant du millefeuille qu'il contient. Elle mange ce qu'elle peut, ce qui n'est pas cher et qui ne nécessite pas de cuisson...

I meet up with *madame J.* at Lyon-Part-Dieu train station. She is sitting in front of the ticket offices. Where others wait for their train, she is waiting for late afternoon and for it to be time for her to start work. In a way, the station is one big break room for her. It is here that every day she stays in the warm between her morning and evening cleaning jobs. She works a thirty-two-hour week for a cleaning company. Despite having an employment contract, she cannot find anywhere to live, so she sits there, a bag at her feet, waiting without complaining with the passengers around her. She came to Lyon to find work because in the region she left the state of the job market meant she couldn't find employment. Here it is easier, she tells me, and everything would be fine if she could find somewhere to live! She has completed all the necessary formalities and in the meantime she calls 115 every day. She shows me on her phone. She also wants to show me what she has in her bag and laughs when talking about the cream slice it contains. She eats what she can, whatever is inexpensive and does not need any cooking.

Mal-logés Confinés

Janvier 2020... Apparition de la Covid-19, début de pandémie... En mars, c'est le confinement. Nos vies sont comme suspendues, tout le monde est concerné. Si l'expérience est collective, le vécu est individuel. Les contraintes n'ont pas les mêmes répercussions dans la vie quotidienne quand on est mal logé...

Poorly housed in lockdown

January 2020. The emergence of Covid-19, the beginning of the pandemic... In March, lockdown came. It was as if our lives had been put on hold, everyone was affected. Though it impacted everyone, everyone's experience was individual. Restrictions don't have the same impact on daily life when you are in substandard housing.



(Page précédente) Michel a 59 ans. Il habite un cabanon sans eau ni électricité à Grignan, dans la Drôme. Le terrain lui appartient depuis 1992. Il y a d'abord construit un abri pour ses chevaux, puis un cabanon. L'édifice est sommaire : quatre murs, deux petites pièces, un toit et un appentis pour y stocker du matériel. Quand, en août 2020, Michel se fait expulser de son appartement pour une dette de loyer, il se replie tout naturellement sur ce petit bout de terre où vivent déjà ses oies, ses poules, ses chats et deux de ses chiens qu'il venait voir quotidiennement. Situé à moins de deux kilomètres du centre de Grignan, où il habitait jusque-là, cet abri lui permet de ne pas changer de cadre de vie et de ne pas augmenter son taux d'endettement. Il lui permet également de ne pas s'éloigner de sa fille, chez qui il va régulièrement prendre une douche. La petite bâtisse, située sur un terrain inondable, n'est pas reliée à l'eau ni à l'électricité. Michel ne comprend pas le refus de la mairie de lui accorder ce confort qui lui faciliterait pourtant tellement la vie. Les journées aussi sont difficiles pour ce maçon en invalidité depuis sa chute d'un échafaudage. Quand il en a les moyens, il achète un sac de ciment et bricole un peu, mais jamais tout seul, parce que les moellons sont désormais trop lourds pour son dos. Dans quelques jours, sa fille viendra l'aider à en empiler quelques-uns qu'ils scelleront avec le ciment que ses amis lui ont offert pour son anniversaire. Il est là, stocké dans ce qui devrait être une chambre pour son fils qui, lui, vit un peu plus loin, à Grenoble.

« Le confinement ? C'était horrible, horrible. C'était infernal. Les petits n'avaient pas de place pour jouer, ils se bagarraient tout le temps. Avec mon mari, ça n'allait pas, on a fini par se séparer, et ma mère est décédée en avril. C'était vraiment une période très difficile. Après la mort de ma mère, j'ai lâché prise pour suivre l'école des enfants, j'ai fait une grosse dépression, et je me suis endettée en faisant des achats sur internet pour combler le manque de la disparition. C'est ce que me dit mon psy. » Le regard dans le vide, Nabila (page suivante) parle d'une voix

(Previous page) Michel is 59. He lives in a hut with no water or electricity in Grignan, in the Drôme department. He has owned the plot of land since 1992. He first built a shelter on it for his horses, then a shed. It is a very rudimentary structure with four walls, two small rooms, a roof, and a lean-to for storing equipment. When in August 2020 Michel was evicted from his flat for rent arrears, he naturally took refuge on this small patch of land where his geese, hens, cats and two of his dogs already lived and which he visited every day. Less than two kilometres from the centre of Grignan where he'd lived up until then, this shed meant he didn't have to relocate or fall into worse debt. It also allowed him to stay near his daughter, whose house he goes to regularly to take a shower. The small building, situated on land prone to flooding, is not connected to the electricity grid or water mains. Michel doesn't understand why the mayor refuses to allow him this convenience which would make his life so much easier. The days are also difficult for this former builder, left disabled by a fall from scaffolding. When he can afford it, he buys a bag of cement and does a little work, but never on his own, because the breezeblocks are now too heavy for his back. In a few days his daughter will come to help him pile up a few that he will then seal with the cement his friends bought him for his birthday. It is stored in what should be a bedroom for his son who lives a little further away, in Grenoble.

"Lockdown? It was awful, awful. It was horrendous. The kids had no room to play, they squabbled the whole time. With my husband, things weren't going well, and we ended up separating, and my mother died in April. It was a really difficult time. After my mother died, I lost my grip on monitoring the children's schooling, I had a complete mental breakdown and got into debt shopping online to fill the gap left by my loss. That's what my shrink tells me." Staring blankly into space, Nabila (next page) speaks in a monotone betraying her exhaustion. She has lost fourteen kilos. She lists the



monocorde qui traduit son épuisement. Elle a perdu quatorze kilos. Elle énumère les nombreux problèmes liés à son appartement : la plomberie défectueuse, les murs humides, la chambre de sa fille qui jouxte le local poubelle, les odeurs qui vont avec, et les souris qui deviennent envahissantes, les ordures que les voisins jettent par les fenêtres et qui viennent s'entasser juste sous les siennes, les punaises de lit qui sont arrivées pendant le confinement... « Il n'y a pas eu de bons moments, je ne souhaite à personne de vivre ça dans ces conditions, en plus j'avais peur, je respectais toutes les consignes, se laver les mains tout le temps, je mettais les habits dans la machine quand je rentrais de faire les courses. Je ne voulais plus aller à Auchan, j'ai fait les courses en bas, même si ça coûtait trop cher. C'était vraiment difficile. »

many problems in her flat: the faulty plumbing, the damp walls, her daughter's bedroom next door to where the dustbins are kept, the smells that go with that and the mice starting to overrun the place, the rubbish the neighbours throw out of the windows which piles up just under her windows, the bedbugs that arrived during lockdown... "There were no good times, I wouldn't want anyone to live through all that in these conditions, and on top of all that, I was terrified. I followed all the guidelines, washing my hands all the time, putting my clothes in the machine when I got home from doing the shopping. I wouldn't go to the big Auchan, I did my shopping down there, even though it was more expensive. It was really tough."



Paul habite avec sa famille sur un terrain sans toilettes dans la région de Clermont-Ferrand. « Le plus difficile, c'était de ne pas voir les petits-enfants. Ils étaient à une vingtaine de kilomètres, mais à cause des mesures sanitaires, on n'avait pas le droit d'y aller. C'était vraiment ça le plus dur. C'est important la famille pour nous, parce que c'est tout ce qu'on a. Partout ailleurs, vous pouvez nous humilier, mais ça, vous ne pouvez pas nous le prendre. Et leurs sourires, ça n'a pas de prix. » C'est ce que retient Paul du premier confinement. Il fait partie de la communauté des gens du voyage. Celle qui n'existe nulle part ailleurs que dans cette facilité de langage qui ne dit rien de la réalité complexe des « voyageurs ». L'humiliation, il la vit trop fréquemment. Il ne sait ni lire ni écrire. Il a souvent besoin de quelqu'un pour l'aider. Pour ses devis



en tant qu'auto-entrepreneur, ou pour les démarches administratives. Encore plus depuis que ces dernières se font via des applications sur un smartphone. Pour contourner le problème, il se rend dans les bureaux, quand c'est encore possible. Là, il explique sa situation. La dernière fois, on lui a répondu qu'il fallait faire un courrier pour qu'on prenne en compte sa demande d'aide... alors il est reparti, résigné. Il n'est même plus en colère. Mais l'a-t-il jamais été ? C'est avec ce même calme qu'il raconte le fond de la classe et les dessins qui ont fait sa scolarité. « Des instituteurs pas méchants, mais qui ne pouvaient pas vraiment travailler avec nous, parce qu'on était là quelques jours, ou quelques semaines seulement. Après, on repartait. Nantes, St Malo... on bougeait tout le temps, alors, apprendre à lire... »

Paul lives with his family on a site with no toilets near Clermont-Ferrand. "The worst thing was not seeing the grandchildren. They were about twenty kilometres away, but because of the health restrictions, we weren't allowed to go there. That was really the hardest thing. Family is really important to us because that's all we have. Everywhere else, you can demean us, but that's something you can't take from us. And their smiles, you can't put a price on that." That is what Paul remembers of the first lockdown. He is from the Traveller community. The one that exists only in these facile words that tell nothing of the complex reality of life for "Travellers". He experiences this humiliation all too often. He can neither read nor write. He often needs someone to help him. For giving quotes in his role as a self-employed contractor, or for administrative procedures. Even more since these have been carried out via apps on a phone. To get round this problem, he goes to the offices when it's still possible. There, he explains his situation. The last time, they told him he had to write a letter so they could consider his request for help, so he just went away again, resigned. He's not even angry anymore. Has he ever been? He speaks in the same calm manner about what constituted his education, sitting at the back of the class, drawing pictures. "The teachers weren't mean, but they couldn't really do much with us because we were only there for a few days or weeks. Afterwards, we left. Nantes, St Malo...we were always moving, so, learning to read..."

La jeune Imen et sa famille vivent à Villeurbanne. Ils sont huit dans un appartement de 50 m² environ. À droite en entrant, la chambre, les toilettes et la cuisine. La salle de bain, en face. Et sur la gauche, le salon qui donne sur les voies du tram. En ouvrant la fenêtre, on peut presque le toucher. J'imagine les journées de confinement, rythmées par le bruit de chacun de ses passages, à huit dans cette pièce. Ça n'a pas l'air de perturber les plus petits. M., 5 ans, dessine sans se préoccuper de ce qui se passe autour de lui. Il me montre son petit carnet, des fantômes sur plusieurs pages, le trait pas très assuré, mais l'explication claire et maline. Ils se sont habitués à l'inconfort. C'est ce que m'expliquent la mère et la plus grande des filles, Imen, 19 ans. Il y a quatre ans, lorsqu'ils sont arrivés d'Espagne, l'urgence était de trouver un toit. Ils pensaient que ce ne serait qu'une transition vers autre chose, le temps pour

Imen, a young woman, and her family live in Villeurbanne. There are eight of them in an apartment measuring about fifty square metres. On the right as you come in are the bedroom, toilet and kitchen. The bathroom is opposite. And on the left, is the living room which overlooks the tram lines. If you open the window, you can practically touch the tracks. I imagine the days of lockdown, punctuated by the noise each time a tram passed by, with eight of them in this room. This doesn't seem to disturb the younger ones. M., 5 years old, is drawing without it seems any awareness of what is going on around him. He shows me his little notebook, ghosts on several pages, drawn with a shaky hand but the meaning unmistakable and unconsciously malevolent. They are used to the lack of comfort. That is what the mother and her eldest daughter, Imen, 19, explain to me. Four years ago, when they arrived from Spain, the urgent need was to find somewhere to live. They



madame de chercher un emploi et de pouvoir louer plus grand. Aujourd'hui, elle perd espoir. Elle se sent malade psychologiquement. Elle regrette d'avoir tout sacrifié pour un rêve qui ne se réalise pas. Venir en France, c'était s'assurer que les enfants puissent faire des études et ne se retrouvent pas à leur tour dans la même situation. Ils avaient hâte de s'installer, malgré la barrière de la langue. Ils n'avaient pas imaginé les difficultés à se loger, ni le montant du loyer qu'il leur faudrait déboursier pour un appartement insalubre. Quasi-ment 1000 euros pour un deux pièces dont la chambre est inutilisable. L'humidité suinte, couvrant les murs de moisissures. Pendant ces trop longues semaines de confinement, c'est dans le salon que se déroulait le quotidien, le seul espace sain avec l'accès à la Wifi. Ils ont dû s'inventer un quotidien qui leur permette d'avancer sans se marcher les uns sur les autres.

thought this would just be a transition to something else, until the mother found a job and they could rent somewhere bigger. Now she's losing hope. She's got mental health issues. She regrets sacrificing everything for a dream that hasn't come true. Coming to France meant being sure that the children could get a good education and then not find themselves in the same situation. They were eager to relocate despite the language barrier. They had no idea how difficult it would be to find a place to live, nor how much rent they would have to pay for a sub-standard apartment. Nearly 1,000 euros for a two-room flat where the bedroom is unusable. Moisture seeps from the walls, covering them in mould. During those all too many weeks of lockdown, everyday life was carried out in the living room, the only healthy space with Wi-Fi access. They had to come up with a daily routine which allowed them to get by without stepping on each other's toes.





Ils habitent tous les deux le quartier Tarentaize, à Saint-Étienne, avec leur famille. Hishem vient de finir un CAP de paysagiste, Malek cherche une alternance dans le cadre de son bac professionnel dans la vente. Ils ont 17 ans. Ils ont passé le confinement dans l'appartement familial, un T4, avec six frères et sœurs pour Hishem, et sept pour Malek. Une promiscuité difficile à vivre durant cette période. Les chambres sont partagées et le bruit est constant. Pour Hishem, qui n'est pas très porté sur les jeux vidéo et qui ne montre pas un intérêt immodéré pour son téléphone, c'était vraiment dur. Trop dur pour ne pas sortir. « En maison je l'aurais fait le confinement, mais là, faut comprendre, c'est pas possible de tenir. D'habitude je suis toujours dehors, même mes devoirs, je viens les faire à l'association. Du coup je suis sorti et j'ai pris des amendes, 135 euros à chaque fois. Je les ai contestées, j'attends de voir. » Même discours chez Malek qui lui non plus n'a pas échappé aux PV. « J'avais besoin de sortir pour respirer, sentir le soleil, tout ça... être dehors c'est une forme de liberté. » Quand ils n'étaient pas dans les rues du quartier, ils ont regardé des films et des séries. Malek a passé des nuits entières derrière l'écran de sa « Play ». Hishem a lu un peu. Comme il n'y avait pas beaucoup de devoirs, il en a profité pour apprendre sur sa religion. Ni l'un ni l'autre n'estiment avoir raté quelque chose à cause du confinement, à part les premières périodes de stage qu'ils devaient effectuer. Ils ont juste trouvé la période longue et lente, avec l'impression que les journées n'avaient pas « le même temps ». Alors, le mois de mai a sonné comme une libération. Malek a pu retrouver sa vie d'avant tandis qu'Hishem en a profité pour se mettre au sport.

They both live in the Tarentaize district of Saint-Étienne, with their families. Hishem has just completed a vocational diploma in landscape gardening while Malek is looking for work experience as part of his vocational baccalaureate course in retail. They are both 17. They spent lockdown in their respective four-roomed family apartments, with six brothers and sisters for Hishem, and seven for Malek – tough to live in such overcrowded conditions at such a time. The bedrooms are shared, and the noise is constant. For Hishem who is not very keen on video games nor overly interested in his phone it was really hard. Too difficult to stay in all time. "If we were in a house, I'd have respected lockdown, but here, as you can see, it was impossible to keep it up. Usually I'm outside all the time, even when doing my homework, I go to do it at the centre. So I went out and got fined, 135 euros each time. I've appealed the fines, I'm waiting to see." Malek said the same thing, and he didn't get away without any fines either. "I needed to go out to breathe, feel the sun, all that... being outside is a sort of freedom." When they weren't in the streets in their neighbourhood, they watched films and TV series. Malek spent whole nights in front of his PlayStation. Hishem read a little. As he didn't have much homework, he took the opportunity of learning more about his religion. Neither of them feels they have missed out on anything because of lockdown, apart from the first work placements they should have done. They just found the time long and slow, with the impression that the days weren't "the same length as usual". So when May came, it felt like a liberation. Malek was able to return to his old life while Hishem took the opportunity to go out and do sport.



Ghizlane a 42 ans, elle est sans domicile fixe depuis trois ans à Grenoble. Entre 25 et 39 ans, Ghizlane a enchaîné les contrats de manageuse pour un grand groupe hôtelier. Maroc, Turquie, Chine... Tout se passait bien jusqu'à ce jour où, entre deux avions, elle a fait un AVC à Roissy. Hospitalisation en urgence. Rééducation. Elle doit tout réapprendre. La kiné pour marcher, l'orthophoniste pour parler, elle s'accroche. Sa cousine parisienne l'aide à sa sortie. Elle veut retourner au Maroc retrouver ses enfants gardés par sa mère, et signer un autre contrat pour ne pas être dans la précarité. Au lieu de cela, elle fait un second AVC. Son parcours de soins l'amène à Grenoble où elle subit une grosse intervention chirurgicale, mais elle ne connaît personne. Sa sortie est programmée alors que commence le premier confinement. Durant son hospitalisation elle se fait « un ami ». C'est lui

Ghizlane is 42 years old and has been homeless for the last three years, in Grenoble. Between the ages of 25 and 39, Ghizlane had a series of contracts as a manager for a large hotel group. Morocco, Turkey, China... All was going well until the day when, between flights, she had a stroke at Roissy airport. Rushed to hospital. Rehabilitation. She had to relearn everything. A physiotherapist to walk, a speech therapist to talk, a challenge she threw herself at. Her cousin in Paris helped her when she left hospital. She wanted to return to her children in Morocco where her mother was looking after them and sign a new contract to have some job security. But instead she had another stroke. Her treatment plan took her to Grenoble where she had major surgery, but she didn't know anybody there. She was scheduled to leave hospital just when the first lockdown started.



qui l'hébergera. « Ça a duré trois mois, c'était pas prévu, c'était difficile, pas toujours sympa. On ne se connaissait pas vraiment, et c'était compliqué pour moi de dépendre de quelqu'un parce que je me suis toujours débrouillée toute seule avec ma mère... et puis j'étais fatiguée. J'avais toujours peur de finir dehors ! » Pendant cette période, elle fait tout pour se soigner, mais à la fin du confinement, son « ami » la met dehors. Elle est à la rue pour la première fois. « Avec la Covid, et tout ce que je devais faire pour ma santé, j'ai pas pu m'occuper des recherches pour trouver des associations comme le Local des femmes ou Point d'eau. J'ai commencé à dormir dans des parcs quand il n'y avait pas de place au 115. Quand il fait trop froid, il y a une connaissance qui m'héberge. Mais personne ne t'aide gratuitement. Parfois il abuse de moi, parfois non. »

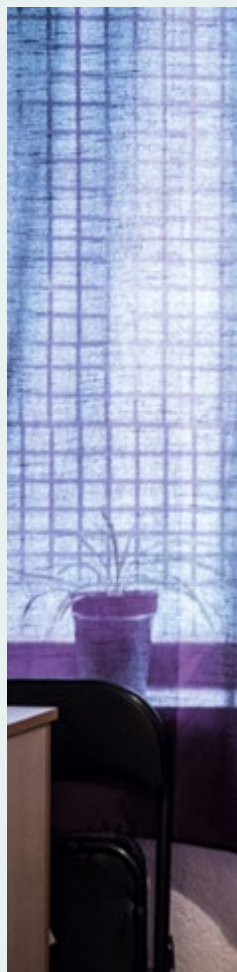
During her stay in hospital, she made a "friend". He housed her. "It lasted three months, it wasn't planned like that, it was difficult, not always very nice. We didn't really know each other, and it was complicated for me to depend on someone else as I'd always managed on my own two feet, with my mother... and I was tired. I was always afraid of ending up on the street." During that time, she did all she could to look after herself, but at the end of lockdown her "friend" threw her out. She was on the street for the first time. "With Covid and everything I needed to do for my health, I wasn't able to look for organisations for the homeless like *le Local des femmes* or *Point d'eau*. I began to sleep in parks when there was no space after calling the 115 number. When it's too cold, someone I know takes me in. But no-one helps you for nothing. Sometimes he abuses me, sometimes he doesn't."

Loger les plus exclus : quand les citoyens s'en mêlent

Ils s'appellent L'Ouvre Porte, les Vertaccueillants, Cent pour un toit, Sorosa, la Maison Solidaire, ou Jamais sans toit. Derrière ces noms, un même élan, un même engagement collectif pour pallier les manquements de l'État sur certaines questions d'accueil et d'hébergement. Chacun à leur manière, ils se mobilisent en faveur de ceux que les institutions ont fait disparaître de leurs formulaires. Association, collectif de citoyens, regroupement informel, qu'importe, ils s'adaptent, ils sont là pour défendre une cause, s'engager dans un combat, celui de mettre à l'abri celles et ceux qui n'ont pas de toit et pas vraiment de droits. Pour cela, les unes et les autres, salarié-e-s ou bénévoles, ne comptent pas leurs heures.

Housing the most excluded: when local citizens get involved

They are called *L'Ouvre Porte*, *Les Vertaccueillants*, *Cent pour un toit*, *Sorosa*, *la Maison Solidaire*, or *Jamais sans toit*. Behind these names, there is the same impulse, the same shared commitment to remedying the shortcomings of the State in certain problem areas of reception and housing. In their own way each organisation rallies round in support of those the institutions no longer include on their books. Charity, citizens' collective or informal group, it doesn't matter, they are adaptable, they are there to defend a cause, take up a fight, that of sheltering those who have no roof over their heads and not really any rights. For this, none of them, men and women, employees or volunteers, count the hours they put in.





Pour ce qui est de l'organisation, ils ont parfois des bureaux, certains proposent des permanences, d'autres n'ont pas de locaux à proprement parler, mais naviguent d'un lieu à l'autre, une salle prêtée, un bar, le salon, ou les cuisines des militant-e-s... Qu'ils soient à Valence, Lyon, Bourg en Bresse, Grenoble, ou un peu plus haut sur le plateau du Vercors, tous et toutes proposent des réponses concrètes à des personnes laissées pour compte sur le territoire Auvergne-Rhône-Alpes. Elles et ils bricolent des solutions adaptées, rebondissent sur les refus opposés à ceux que, désormais, elles et ils vont accompagner. Souvent des personnes migrantes, quel que soit leur statut administratif, qu'elles soient mineures

As far as organisation is concerned, they sometimes have offices, some of them provide standby services, others have no premises strictly speaking, but they do the rounds, going from one place to another, a borrowed room, a bar, the living room or kitchens of the activists. Whether they are in Valence, Lyon, Bourg-en-Bresse, Grenoble, or a bit higher up on the Vercors plateau, all of them provide practical responses for those who have fallen through the cracks in the system in the Auvergne-Rhône-Alpes region. These volunteers improvise solutions to fit each case, bounce back after the refusal of applications from those who they will support from now on. Often migrants, whatever



ou majeures. Certaines prises en charges durent depuis des années tandis qu'elles avaient été imaginées temporaires. Les dispositifs bricolés à l'intuition doivent alors se pérenniser, c'est le principe de l'accueil sans retour à la rue. Pas facile de tenir cette responsabilité sur la longueur, c'est à peu près ce que tous ceux et toutes celles qui ont accepté de prendre la parole confirment. Elles et ils parlent pour eux, mais aussi pour le collectif ou l'association dans laquelle elles et ils interviennent. Ce n'est pas la parole d'un-e représentant-e ou d'un-e leader, c'est simplement l'expression d'une réalité constatée sur le terrain. Il y a de l'épuisement, de l'usure. Une motivation qu'il est difficile de conserver intacte, quel que soit son moteur. Que la fibre militante se situe du côté de la revendication politique ou de celle, charitable, d'aider son prochain. Il y a une forme de lassitude face à la violence des situations auxquelles il faut faire face. Les mots sont difficiles à choisir pour dire

their administrative status, whether minors or adults. Sometimes they have provided support to individuals for years although they expected it to be temporary. The arrangements cobbled together by intuition have to be continued, following the principle of once taken in, no return to the streets. It's not easy to keep this responsibility up in the long run, as confirmed by nearly all of those who agreed to talk. They speak for themselves but also for the group or charity they work for. These are not the words of a representative or leader, they are just saying what they have observed on the job. There is exhaustion and burnout. It is difficult to stay motivated, wherever the drive comes from. Whether the activist's incentive is political or charitable – the need to help others. There is a form of fatigue in the face of the violence of the situations that must be dealt with. It's difficult to find the words which explain without









sans démobiliser, témoigner sans trahir. Il s'agit de ne pas grossir le trait et de ne pas minimiser le témoignage, mais comment être juste en peu de mots ? Comment ne pas avoir besoin de retracer l'histoire de son engagement, de la naissance de l'action collective jusqu'à ses premiers résultats, ses premiers doutes aussi. Expliquer les écueils sur lesquels on achoppe, les chemins de traverse qu'il faut prendre pour arriver au but. Raconter les réussites et les joies qu'elles procurent, celles qui donnent envie de poursuivre, celles qui tiennent un peu à distance la brutalité des injustices et rappellent qu'ensemble, il reste malgré tout un champ des possibles.

discouraging, testify without betraying. It's a matter of not exaggerating, yet not downplaying the testimonials either, but how can you be fair in just a few words? How can you not need to go back over the whole story of your involvement, from the start of collective action to its first results, and first misgivings too. To explain the stumbling blocks you run into, the roundabout ways you have to take to reach your goals. To speak of the successes and the joy they bring, making you want to carry on, that keep at bay, to some extent, the brutality, the injustices, and remind you that in the grand scheme of things, help is still possible.





Arian est arrivé en France en 2011. « J'étais mineur, j'avais quinze ans. C'est ma mère qui s'occupait des procédures pour les papiers. Et puis, à 18 ans, j'ai dû faire une demande d'asile pour moi. Au bout de trois ans, j'ai obtenu la protection subsidiaire, donc le droit de travailler. Le problème c'est qu'on vivait dans des squats, on n'avait rien, on ne savait pas comment faire pour travailler même si on avait le droit. On ne savait pas comment vivre la vie en fait. C'est à ce moment-là que j'ai commencé à rencontrer des personnes de Cent pour un toit, Bernadette, Ghislaine et plein d'autres, qui m'ont aidé à faire des CV, trouver des petits boulots, des stages... et puis ils nous ont hébergés, ma mère, mes deux frères et moi pendant deux ou trois ans. Grâce à eux, j'ai pu reprendre mes études. Aujourd'hui, j'ai 27 ans, je suis étudiant, je fais un BTS gestion des PME/PMI en alternance, je vis dans un appartement avec ma copine, Noémie, qui m'a aussi beaucoup soutenu pour la poursuite de mes études. C'est une deuxième vie. Avant ça, je suis allé au lycée, j'ai passé un bac pro technicien du froid. J'ai pu le faire parce que le lycée avait décidé de m'aider en débloquent des fonds pour que je sois en internat, sinon ça aurait été compliqué. À la suite de ça, j'ai fait des petits boulots, mais sans vraiment savoir ce que je voulais faire de ma vie. Et puis surtout, il y avait le problème du logement. Soit on allait de squat en squat, soit on était hébergés par des bénévoles, mais c'était à la campagne. Je n'avais pas de permis, pas de vélo, et pas les moyens de me déplacer parce que tout était cher pour moi à l'époque. Quand on a eu l'appartement, j'ai pu être à côté d'un travail. Sans logement, je ne pense pas que j'aurais pu m'en sortir aussi vite et aussi bien. Aujourd'hui, j'y vois un peu plus clair. Je me rends compte de toutes les étapes. Les trois ans au CADA de Culoz, la demande d'asile de ma mère refusée, se retrouver à la rue du jour au lendemain, l'arrivée à Bourg-

Arian arrived in France in 2011. "I was a minor, I was fifteen. My mother dealt with the procedures for our documents. Then when I was 18, I had to apply for asylum for myself. After three years, I was granted subsidiary protection and so got the right to work. The trouble was we were living in squats, we had nothing, we didn't know how to get work even if we were entitled to it. We didn't know how to live in fact. It was then that I began to meet people from *Cent pour un toit*, Bernadette, Ghislaine, and lots of others, who helped me write a CV, find odd jobs, work experience... and then they housed us, my mother, my two brothers, and me for two or three years. Thanks to them, I was able to get back into education. Today, I'm 27, I'm a student, I'm studying for a diploma in management of small and medium-sized businesses on a work/study scheme, I share a flat with my girlfriend, Noémie, who also supported me a lot so I could carry on with my studies. It's a second chance. Before that, I went to high school and took a vocational baccalaureate to be a refrigeration technician. I could do that because the school had decided to help me by releasing funds so I could board, otherwise it would have been difficult. After that, I did odd jobs without really knowing what I wanted to do with my life. And then, above all, there was the housing problem. Either we went from squat to squat, or we were housed by volunteers, but that was in the countryside. I didn't have a driving licence, or a bike, and couldn't afford to get around because everything was expensive for me at that time. When we got the flat, I could be near work. Without accommodation, I don't think I would have been able to make it so quickly and so well. Today, I can see things a bit more clearly. I realise all the stages we have been through. The three years in the CADA [Reception centre for asylum seekers] in Culoz, the rejection of my mother's asylum application, finding ourselves on the

en-Bresse pour être proche de la préfecture qui s'occupait de notre dossier, le premier squat évacué par une centaine de policiers après quelques mois, négocier l'accès au camping avec la mairie, le long séjour sous une tente Décathlon premier prix. La pluie, le froid. Puis de nouveau un squat, de nouveau son évacuation. Ensuite, les hébergements successifs chez des bénévoles, chacun de notre côté. La famille séparée... ma mère en dépression... et puis finalement l'appartement de Cent pour un toit. En fait, je trouve ça aberrant cette question de logement. On nous demande de nous intégrer, de faire notre vie ici, sauf qu'on ne nous laisse pas d'endroit pour nous implanter. Comment tu veux que les enfants puissent avoir une éducation stable ? L'école, c'est compliqué quand tu vis dans un squat, tu ne vis qu'avec des gens comme toi, tu ne te fais pas vraiment d'amis en dehors... C'était difficile, tout ça, mais c'était une leçon de vie, enfin pour moi en tout cas. Ça m'a poussé à faire des études, à devenir quelqu'un et pas juste l'immigré qui « ne fout rien et qui attend tout des autres », comme on peut te renvoyer l'image. Même si c'est une image qui n'existe pas. On fait tous de notre mieux pour s'intégrer, pour avoir des papiers, pour travailler. Quand c'est vraiment compliqué, on se sent impuissant, on subit. Même quand on a des papiers, on continue d'avoir peur, de ne pas être rassuré. Aujourd'hui, je vis dans un appartement avec ma copine, mes deux frères ont été régularisés. Il y en a un qui est marié, qui a un bébé, et qui est propriétaire ! Moi, j'ai demandé la nationalité. J'ai déposé le dossier. J'attends la réponse. Ma mère, elle, est toujours en situation irrégulière et logée par Cent pour un toit. »

street the next day, arriving in Bourg-en-Bresse to be near the prefecture that was dealing with our case, eviction from the first squat by around a hundred police officers after a few months, negotiating with the council to have access to the campsite, the long period spent living in a bottom-of-the-range Decathlon tent. The rain, the cold. Then a new squat, being evicted again. Then being housed by a series of different volunteers, separately. The family split up... my mother suffering from depression... and then finally the flat from *Cent pour un toit*. In fact, I find it absurd, this issue of housing. We are told to integrate, make our lives here, except we aren't given a place to settle down in. How do you expect children to get a stable education? School is complicated when you live in a squat, you only live with people like you, you don't really make friends outside... It was difficult, all that, but it was a good lesson for life, at least for me anyway. It encouraged me to get an education, to become someone and not just an immigrant who 'does nothing' and expects everything from others', as the image is conveyed at times. Even if it's an image that doesn't exist. We all do our best to integrate, to get our papers, to work. When it's really tough, we feel helpless, but we just put up with it. Even when we have our papers, we're still scared, we don't feel secure. These days, I live in a flat with my girlfriend. The status of my two brothers has been legalised. One is married, he has a baby and he owns his own place! I've applied for French nationality. I've submitted my application. I'm waiting for the decision. My mother is still without legal status and housed by *Cent pour un toit*."

Translated from the French by Fay Guerry



Les trois volets de ce travail photographique ont fait l'objet de trois livres éponymes accompagnés de textes explicatifs et d'analyse des différentes situations évoquées ici. Il est possible de les consulter, télécharger et commander gratuitement sur le site <https://habriter.fr>

The three aspects of this photographic work are the subject of three books of the same name accompanied by texts to explain and analyse the different situations described here. They can be viewed, downloaded and ordered free of charge on the website <https://habriter.fr>

CULTURE

COMPLÈTEMENT BRAX | TOTALLY BRAX

Welcome

169

LIVRES | BOOKS

M. Guyader

Voyage dans la vallée des larmes
A journey through the vale of tears

170

T. Zribi
D. Roudeau

Fantômes de papier
Paper ghosts

174





Give me your tired, your poor,
Your huddled masses yearning to breathe free!

Envoyez-moi vos fatigués, vos pauvres,
Envoyez-moi vos cohortes qui aspirent à vivre libres !

Vers tirés du sonnet *Le Nouveau Colosse* de Emma Lazarus, écrit en 1883, et gravé sur le piédestal de la statue de la Liberté, à New York. L'Amérique d'alors s'affirmait protectrice des opprimés, des migrants et des réfugiés venant chercher asile sur son sol.

Verses from the sonnet *The New Colossus* by Emma Lazarus, written in 1883 and engraved on the pedestal of the Statue of Liberty in New York. At the time, America claimed to be the protector of the oppressed, migrants and refugees seeking asylum on its soil.



Voyage dans la vallée des larmes



*Vagabondages. Itinéraire buissonnier
d'un psychiatre de secteur
(Vagabondages. The itinerary
of a district psychiatrist)*

Michaël Guyader

MJW Édition, 2023

(published in French)

Féru de littérature et passionné par les affres de la santé mentale, le docteur Guyader, psychiatre hospitalier, a consacré sa vie professionnelle à ouvrir des brèches dans l'indifférence de nos sociétés excluantes. En banlieue parisienne, ce chef de service en psychiatrie s'est démené avec son équipe pour rendre à ces citoyens abandonnés la dignité qui leur est due.

Au loin, du Cambodge au Rwanda en passant par l'Irak et la Palestine, rares étaient les acteurs humanitaires à se soucier des profondes blessures psychiques dont pouvaient souffrir celles et ceux qui se repassaient en boucle, comme des mantras de mort, les visions d'horreur et les cris des suppliciés.

C'est ainsi que, tandis que je faisais route avec les fondateurs de Handicap International, le docteur Guyader a jeté un pont entre sa pratique en France et ces maux d'ailleurs. À l'invitation du ministère français des Affaires étrangères, il s'est lancé dans l'élaboration de programmes destinés aux personnels de santé palestiniens soucieux de santé mentale. Pendant dix ans, de 1996 à 2006, il s'est ainsi rendu en Palestine, participant à la formation de psychiatres confrontés au drame d'un peuple et à ses blessures invisibles.

Ce livre témoigne de l'itinéraire d'un médecin humaniste qui s'est joué des frontières pour atteindre les confins de l'esprit.

Patrick Segal

Ancien délégué interministériel aux Personnes handicapées, ancien inspecteur général des affaires sociales, et membre d'honneur de Handicap International.

Le mot de l'éditeur



Alors que Charlie Chaplin nous a donné du vagabond une image généreuse et poétique, comment inscrire une pratique de psychiatre de service public dans les pas de ce désarmant trimardeur ? Comment essayer d'ouvrir le champ des interrogations les plus fécondes, comment proposer qu'adviennent des rencontres improbables entre les personnes les plus dissemblables, comment explorer les chemins parfois escarpés de la pensée, de l'expression artistique, de la réflexion philosophique et de la question sociale ? C'est à ces questions que Michaël Guyader tente de donner une esquisse de réponse en racontant ce qu'a été son aventure exaltante de chef de service en psychiatrie dans la banlieue parisienne la moins nantie : accompagné d'une équipe remarquable de compétence, d'attention et de dévouement, il s'est employé à mettre en œuvre un projet de soin orienté par la résistance à toute forme de domination de l'homme par son semblable, à une époque où les conduites de partition, de ségrégation et d'exclusion font florès. De son compagnonnage avec la folie, et grâce à des rencontres avec nombre de « gens ordinaires faisant des choses extraordinaires » comme le disait Lucien Bonnafé, il nous livre une vive incitation à penser sans trop de contraintes et propose à la réflexion de chacun un point de vue radical et original sur l'aliénation, entre psychanalyse et politique.



A journey through the vale of tears

A literature buff fascinated by the agonies of mental health, Dr Guyader, a hospital psychiatrist, has devoted his career to making inroads into the indifference exhibited by our exclusionist societies. In the Paris suburbs, this psychiatry department head and his team have made every effort to restore the dignity rightly owed to the neglected residents.

Further afield, in Cambodia, Rwanda, Iraq and Palestine, the number of humanitarian workers who seemed to care about the deep trauma suffered by those who replay, over and over like a death mantra, the visions of horror and the cries of torture victims, were all too few and far between.

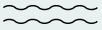
Against this backdrop, while I was on a journey with the founders of Humanity & Inclusion (formerly Handicap International), Dr Guyader was bridging the gap between his practice in France and mental health issues further afield. On the invitation of France's Ministry for Europe and Foreign Affairs, he developed programmes aimed at Palestinian health workers concerned with mental health. He made trips to Palestine over a ten-year period from 1996 to 2006, taking part in training for psychiatrists faced with the unfolding tragedy of a people and their invisible wounds.

This book tells the tale of a humanist doctor who crossed borders to reach the furthest confines of the human mind.

Patrick Segal

Former interdepartmental delegate for people with disabilities, former general inspector for social affairs, and honorary member of Humanity & Inclusion.

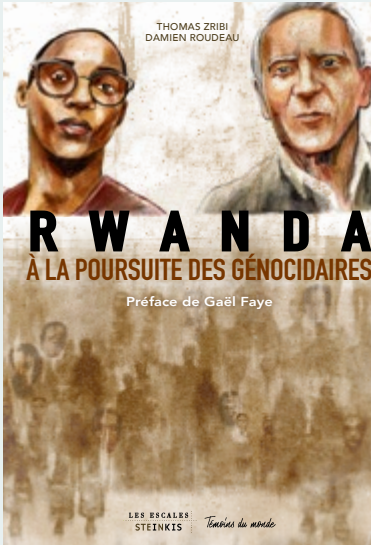
Publisher's note



While Charlie Chaplin gave us his open-hearted and poetic portrayal of the tramp, how can the working life of a doctor in the public health system follow in the footsteps of this heart-warming vagabond? How can we broaden the scope of the most fruitful questions? How can we bring about unlikely encounters between people who have nothing in common? How do we explore the, at times, precipitous paths of thinking, artistic expression, philosophical discussion and social questions? Michaël Guyader endeavours to start shaping answers to these questions by telling the story of his exhilarating career as the head of a psychiatry department in the most underprivileged Parisian suburbs. Accompanied by a team endowed with remarkable skills, care and dedication, he focused on implementing a care programme based on resistance to any form of human domination over fellow human beings, at a time when division, segregation and exclusion were the order of the day. Inspired by his time spent in the company of madness and his many encounters with "ordinary people doing extraordinary things", in the words of Lucien Bonnafé, Guyader has written a book that strongly encourages the reader to open their mind, offering a radical and original perspective on alienation, between psychoanalysis and politics, that will leave readers with food for thought.



Fantômes de papier



Rwanda. À la poursuite des génocidaires

Thomas Zribi (scénariste)

et Damien Roudeau (dessinateur)

Préface de Gaël Faye

Coédition Les Escapes/Steinkis, 2023

(published in French)



Enfants fantômes, le destin extraordinaire de Ibou et Arame

Michel Welterlin

(scénariste) et Daniel

Ngassu (dessinateur)

Michel Lafon, 2023

(published in French)

Le mot de l'éditeur

Printemps 1994, plus d'un million de Tutsis sont exterminés par le pouvoir hutu au Rwanda. Au lendemain du dernier génocide du ^{xx}e siècle, Dafroza et Alain Gauthier, un couple franco-rwandais, se lancent dans une quête de justice qui semble alors impossible : chasser les tueurs rwandais réfugiés sur le territoire français et tout faire pour qu'ils soient jugés. Il faut recueillir la parole des rares survivants, la recouper avec celle des assassins, convaincre les victimes de se constituer partie civile lors des procès... Pour les Gauthier, c'est le travail d'une vie.

« Le génocide, c'est le mal absolu. Le mal dont on ne guérit pas. »

Dafroza Gauthier

Michel Welterlin, qui a contribué à publier *Rwanda. À la poursuite des génocidaires*, a pris la plume cette fois-ci pour écrire *Enfants fantômes, le destin extraordinaire de Ibou et Arame*, illustré par Daniel Ngassu.

Sous le trait naïf et les couleurs vives des feutres aquarelle de ce dernier, découvrez l'histoire de Ibou et Arame, deux enfants sans état civil. L'un vit au Sénégal et l'autre au Mali, mais leurs routes vont se croiser et leur destin en sera bouleversé. Ce récit d'amitié et d'espoir est une fiction inspirée de faits réels.

Dans le monde, plus de 165 millions d'enfants de moins de 5 ans ne sont pas déclarés à leur naissance. Invisibles aux yeux de la loi, surnommés « enfants fantômes », ils n'ont accès ni à l'éducation ni à la santé, et sont exposés à toutes formes de violence (enlèvements, trafics, prostitution, réseaux terroristes, etc.).

Enfants fantômes a été réalisé avec le soutien de l'Unicef, de l'Organisation internationale de la francophonie et du Conseil supérieur du notariat. Le combat est commun : défendre le droit à l'identité de ces enfants.

Paper ghosts



Publisher's note



In spring 1994 over one million Tutsis were exterminated by the Hutu-led authorities in Rwanda. In the aftermath of the 20th century's last genocide, Dafroza and Alain Gauthier, a Franco-Rwandan couple, began a quest for justice that seemed impossible at the time: hunting down the Rwandan killers who had taken refuge in France, and doing everything possible to get them to stand trial. They had to collect the testimony of the few survivors, corroborate it with that of the killers, convince the victims to join the proceedings as civil parties... For the Gauthiers, this has become their life's work.

"Genocide is pure evil. An evil that cannot be healed."

Dafroza Gauthier



Michel Welterlin, who was involved in the publication of *Rwanda. À la poursuite des génocidaires*, this time round has put pen to paper to write *Enfants fantômes, le destin extraordinaire de Ibou et Arame*, illustrated by Daniel Ngassu.

The book tells the story of Ibou and Arame, two children who have no legal identity, using the naïve lines and bright colours of the illustrator's watercolour pens. One lives in Senegal, the other in Mali, but their paths will cross and their fates will be turned upside down as a result. This tale of friendship and hope is based on real events.

Over 165 million under-fives worldwide are not registered at birth. Invisible in the eyes of the law, they are nicknamed the "ghost children", and are unable to access education or healthcare, and are exposed to all forms of violence (kidnapping, trafficking, sex work, terrorist networks, etc.).

Enfants fantômes has been published with the support of UNICEF, the International Organisation of *La Francophonie*, and the Supreme Council of Notaries. These organisations are fighting a joint battle for the ghost children's right to be legally registered.

CRÉDITS PHOTOS – PHOTO CREDITS

1 – Couverture

| Cover

© edfuentesg

- Bidonvilles au Salvador
- Slums in El Salvador

2 – Éditorial

| Editorial

© Thomas Girondel

- Sur la route côtière des Caraïbes, deux femmes en scooter passent devant un panneau indiquant la distance en kilomètres entre les pays du monde et Cahuita, un village costaricain de 8 500 habitants situé à proximité de la frontière avec le Panama. Cahuita, Costa Rica - 26 novembre 2022
- On the Caribbean coastal road, two women on a scooter pass a sign indicating the distance in kilometres between the countries of the world and Cahuita, a Costa Rican village of 8,500 inhabitants located close to the border with Panama. Cahuita, Costa Rica - 26 November 2022

3 – Focus

© SOPA Images Limited

/ Alamy Banque D'Images

- Les migrants quittant le Honduras montent à l'arrière d'un camion de passage dans l'espoir de raccourcir le long trajet jusqu'à la frontière américaine. Les migrants fuient l'extrême pauvreté et la violence des gangs, espérant trouver une vie meilleure aux États-Unis. Ils doivent parcourir plus de 3 000 kilomètres à travers le Guatemala et le Mexique, souvent sans rien d'autre que leurs vêtements sur le dos, pour atteindre la frontière à Tijuana, au Mexique, où leur sort est incertain.
- Migrants leaving Honduras ride in the back of a truck in the hope of shortening the long journey to the US border. Migrants flee extreme poverty and gang violence, hoping to find a better life in the United States. They have to travel more than 3,000 kilometres through Guatemala and Mexico, often with nothing but their clothes on their backs, to reach the border at Tijuana, Mexico, where their fate is uncertain.

4 – Ethique

| Ethics

© CICR

- Soudan du Sud, programme de rééducation physique (PRP) de Rumbek lancé en 2004. Le PRP est géré par le gouvernement, avec le soutien du CICR. Le CICR forme le personnel local, contribue à la construction d'un nouveau dortoir pour les patients, agrandit le centre PRP et fournit de la nourriture et de l'eau aux patients.
- South Sudan, Physical Rehabilitation Program (PRP) in Rumbek, launched in 2004. The PRP is run by the Government, with support from the ICRC. The latter trains the local staff, is helping the construction of a new dormitory for patients, expanding the PRP centre and providing food and water to patients.

5 – Transitions

© Wesley Tingey - Unsplash

6 – Innovations

© Jean-Baptiste Baldi

- Électrification photovoltaïque du Barangay Paypay aux Philippines reconstruit à la suite du typhon Hayan de novembre 2013.
- Photovoltaic electrification of Barangay Paypay in the Philippines, rebuilt after the Hayan typhoon in November 2013.



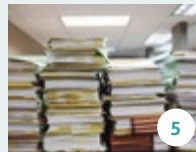
1



4



2



5



3



6

À propos / *About us*

La création de la revue répond aux ambitions suivantes :

- Encourager et participer à la réflexion globale du secteur humanitaire sur ses pratiques et son évolution, grâce à une publication imprimée sur abonnement et une diffusion numérique en accès libre.
- Établir un espace de rencontre et de dialogue, une proximité et une dynamique d'échange entre chercheur-euse-s en sciences humaines (sociologie, histoire, économie, anthropologie...) et praticien-ne-s de l'action humanitaire sur les défis auxquels ce secteur est confronté.
- Faire mieux entendre sur la scène internationale les approches humanitaires puisant leurs racines dans le courant « sans-frontières » grâce à une mise en commun de moyens, de pensée et de projets.
- Favoriser le dialogue et les échanges dans ces domaines entre chercheur-euse-s et praticien-ne-s des pays du Nord et du Sud.

The creation of the review pursues the following ambitions:

- Encourage and participate in the global reflection concerning the humanitarian sector, its practices and its evolution, with a digital open access distribution and a printed edition available by subscription.
- To create a meeting place and a space for dialogue, proximity and a dynamic exchange between researchers in humanities (sociology, history, economics, anthropology...) and practitioners of humanitarian action concerning the challenges that this sector is confronted with.
- To give a broader international audience to a specific approach of humanitarian action rooted in the "without borders" movement, through the pooling of resources, thinking and projects.
- Stimulate the dialogue and exchanges in these fields between researchers and practitioners from the countries of the North and the South.

Les opinions émises et informations délivrées dans la revue n'engagent que leurs auteur-ice-s.

The opinions expressed and information provided in the review are under the sole responsibility of the authors.

Remerciements | *Acknowledgements*

Pour sa contribution bénévole à ce numéro :

For his voluntary contribution to this issue:

Brax

Conception | *Conception*

In medias res

ISSN : 2492-7120

ISBN : 978-2-37704-999-8

Imprimeur | *Printer*

IDMM imprimerie - Champagne-au-Mont-d'Or



This product comes from sustainably managed forests and controlled sources

Diffusion de la revue

Alternatives Humanitaires est disponible :

- en accès libre dans sa version numérique (lecture seule et téléchargement) sur notre site : www.alternatives-humanitaires.org
- sur support papier, soit par abonnement annuel soit par achat au numéro.

Distribution of the review

Humanitarian Alternatives is available:

- in open access in its digital version (read-only and download) on our website: www.alternatives-humanitaires.org
- in print by subscription or individual purchase.

Pour toute question ou souhait de contribution, n'hésitez pas à nous contacter:

If you have any questions or if you wish to contribute to the review please do not hesitate to contact us:

contact@alternatives-humanitaires.org

[in](https://www.linkedin.com/company/revueah) company/revueah

[f](https://www.facebook.com/RevueAH) [i](https://www.instagram.com/RevueAH) [t](https://www.tiktok.com/@RevueAH) @RevueAH

Retrouvez-nous aussi sur / Find us also on 

www.alternatives-humanitaires.org



ÉDITORIAL | EDITORIAL

Amérique centrale : entre insécurité et mouvements de populations, quels rôles pour les acteurs humanitaires ?
— Central America: between insecurity and population displacement, what roles can humanitarian organisations play?

F. Audet

1

FOCUS | AMÉRIQUE CENTRALE : UN SOUS-CONTINENT OUBLIÉ ? CENTRAL AMERICA: A FORGOTTEN SUBCONTINENT?

Un dangereux périple à travers l'Amérique centrale
— A perilous journey across Central America

CartONG

12

Révéler une crise transnationale négligée à travers des projets interconnectés en Amérique centrale
— Revealing a transnational neglected crisis through interlinked projects in Central America

M. Tamariz

16

La politisation de la réponse humanitaire et de la crise des migrations et des déplacements en Amérique centrale et au Mexique : défis et priorités
— The politicisation of humanitarian response and the migration and displacement crisis in Central America and Mexico: challenges and priorities

K. Kapur

28

La migration temporaire de main-d'œuvre en Amérique centrale : enjeux éthiques et travail des organisations non gouvernementales
— Temporary labour migration in Central America: ethical issues and the work of non-governmental organisations

F. de Montigny

40

Répondre à une crise humanitaire non traditionnelle : le cas du Nord de l'Amérique centrale
— Responding to a non-traditional humanitarian crisis: the case of Northern Central America

J. E. Rank Wright

50

Faire confiance ou pas : ce que nous apprennent les migrants sur l'action humanitaire au Honduras
— To trust or not to trust? Learning from migrants' perspectives on humanitarian action in Honduras

M. Arias Cubas
N. Archila Salgado

60

L'aide canadienne au Honduras : une histoire ambiguë
— Canadian aid in Honduras: an ambiguous issue

M.-A. Anzueto

72

La perte d'espace démocratique pour la société civile au Guatemala
— Shrinking democratic space for civil society in Guatemala

C. Volet
L. Ouellet-Boivin

82

ÉTHIQUE | ETHICS

L'aide humanitaire au prisme du *care*
— Humanitarian aid from the perspective of care

S. Durán Cárdenas

94

TRANSITIONS

Associations et bailleurs de fonds publics internationaux : concilier les objectifs de redevabilité et d'efficacité des projets de solidarité
— Associations and their international public funders: reconciling accountability with efficiency in solidarity projects

L. Donnadieu

108

INNOVATIONS

Intégration d'une démarche carbone au sein d'une organisation de solidarité internationale : l'exemple d'Électriciens sans frontières
— Integrating a low-carbon strategy in an international aid and development organisation: the example of *Électriciens sans frontières*

C. Desoubry

120

REPORTAGE

Invisibles
— The invisible

B. Gaudillère

134

CULTURE

Complètement Brax — Totally Brax
Livres — Books

168

November 2023
Numéro 24 —

ALTERNATIVES HUMANITAIRES

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

November 2023
— Issue 24

18 €

